

Le chancelier empêtré...

Cela fait maintenant plus de trois ans qu'une affaire de financement illégal des partis - l'affaire Flick - ébranle la santé politique du chancelier Kohl à la manière d'une fièvre quarte : à de longues périodes de latence succèdent de brusques accès, dont le gouvernement se relève à chaque fois plus affaibli.

Depuis son arrivée au pouvoir, en octobre 1982, M. Helmut Kohl a vu tomber, victimes de ce scandale politico-financier, quelques-uns de ses plus fidèles soutiens : le comte Lambsdorff, principal artisan du renversement du chancelier Schmidt, M. Rainer Barzel, président du Bundestag, ont été contraints de démissionner de leurs fonctions, convaincus d'avoir bénéficié des largesses du groupe financier en échange d'avantages fiscaux.

L'opiniâtreté du député Vert Otto Schily, relayée par certains organes de presse influents comme le « Spiegel », a empêché que l'affaire ne s'enlise dans l'indifférence d'une opinion publique reconnaissante au chancelier d'un début de prospérité retrouvée.

Ce n'est pas un hasard si les principaux coups portés contre M. Helmut Kohl dans cette affaire viennent d'Allemagne du Nord, région essentiellement protestante où l'on ne badine pas avec la morale privée et publique. Dans nos démocraties latines, et même dans cette Belgique catholique régentée par Franz Josef Strauss, l'affaire Flick n'aurait sans doute jamais en l'ampleur qu'elle a prise en RFA. Elle ne met en jeu que des sommes dérisoires au regard des dépenses ordinaires d'une grande formation politique : quelques centaines de milliers de nos francs, vite engloutis dans la propagande quotidienne.

Mais la République fédérale d'Allemagne vit dans la hantise de ressusciter la République de Weimar, où l'accumulation de scandales politico-financiers avait facilité la montée en puissance d'Adolf Hitler et du parti nazi.

Plus que toute autre, la démocratie allemande a besoin d'une classe politique irréprochable. Elle ne peut compter ni sur la complicité goguenarde d'une opinion biaisée ni sur l'indulgence de l'étranger, prompt à voir dans toute dégradation de la morale politique outre-Rhin le retour de fauconneries exécutées.

Dans ces conditions, M. Kohl a des raisons de se faire quelques soucis pour son avenir. Du nord du pays lui est parvenu, dimanche dernier, un sérieux avertissement : les électeurs du Schleswig-Holstein, fief du ministre des finances Gerhard Stoltenberg, ont sévèrement sanctionné les chrétiens-démocrates lors des élections municipales.

Une éventuelle chute du chancelier ne signifierait pas cependant nécessairement une défaite de la coalition lors des prochaines élections législatives, au mois de janvier prochain. Nombreux sont, au sein du Parti chrétien-démocrate, les candidats à la relève. Car, hormis « l'affaire », le bilan du gouvernement est bon, notamment sur le plan économique. Ce qui explique peut-être l'étrange discrétion de l'opposition social-démocrate, dont les chefs laissent entendre que l'actuel chancelier, bien affaibli par le scandale, serait pour eux le meilleur des adversaires.

(Lire nos informations page 3.)

EN CAS DE VICTOIRE MASSIVE DE LA DROITE

M. Mitterrand n'écarterait pas l'éventualité d'une démission

Pour la première fois, l'hypothèse d'une démission de M. Mitterrand au lendemain des élections législatives est évoquée dans les milieux de la majorité.

Cette éventualité serait envisagée dans le cas d'une victoire massive de l'opposition.

Dramatisation ou logique

Les socialistes, dans la phase finale, dramatisent délibérément l'enjeu de la campagne électorale. Ils veulent ôter de la tête des Français le sentiment qu'ils pourraient vivre, pendant deux ans, une « cohabitation harmonieuse », selon le mot de M. Jacques Chaban-Delmas, entre M. François Mitterrand et un premier ministre de droite.

Cette dramatisation, engagée par M. Fabius qui décrivait la cohabitation comme une « pagaille » monstre, amplifiée par le chef de l'Etat lui-même qui préférerait « renoncer à [ses] fonctions » plutôt qu'aux « compétences de [sa] fonction », a encore monté d'un cran ces derniers jours. Des collaborateurs du président de la République ont tiré de conversations avec lui le sentiment qu'il ne faut plus exclure une démission du chef de l'Etat, à

très court terme, dans la période qui suivra immédiatement le scrutin de dimanche. Du moins le font-ils savoir.

Il s'agit là d'une hypothèse parmi d'autres, jusqu'alors jamais avancée, puisque M. Mitterrand avait dit et répété qu'il resterait à l'Elysée, garant de la « cohésion sociale et nationale », quels que soient les résultats des élections législatives. Ceux qui la développent se fondent sur l'éventualité d'une victoire écrasante de la coalition UDF-RPR qui rendrait inévitable le choix d'un premier ministre fermement hostile au chef de l'Etat, décidé à appliquer un programme inconciliable avec ce que M. Mitterrand entend défendre et préserver.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 9.)

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS VINGT ANS

Les prix ont baissé en France : moins 0,2% en février

Les prix de détail ont baissé en février de 0,2 %. Après la hausse très faible enregistrée en décembre (+ 0,1 %) puis encore en janvier (+ 0,1 %), la hausse du coût de la vie s'est considérablement ralentie, pour atteindre 1,5 % en rythme annuel sur les six derniers mois.

L'effet pétrole

Le résultat de février est pour la France - pays inflationniste depuis les années 70 - un véritable événement. C'est évidemment en grande partie la baisse du dollar et des prix pétroliers qui explique cette désinflation. Il faut remonter à juin 1985 pour trouver une baisse (de 0,1 %).

Certes, la politique menée depuis 1982-1983 par MM. Mauroy et Delors d'abord, puis par MM. Fabius et Bérégovoy ensuite, est rigoureuse, notamment en matière salariale. Elle a favorisé les succès enregistrés actuellement. Mais le contexte international explique largement les résultats étonnants de ces derniers mois. On le voit à l'étranger, en RFA notamment, où les prix ont baissé de 0,2 % en février, et où la hausse du coût de la vie sur un an n'est plus que de 0,7 %, ce qui ne s'était jamais produit outre-Rhin depuis dix-huit ans.

La politique gouvernementale a en France beaucoup contribué à la désinflation. Le blocage des prix, n'a

s'estompé progressivement, n'en joue pas moins encore un rôle, notamment dans le domaine des services et peut-être du commerce. Le gouvernement n'a pas hésité à retarder certaines hausses de tarifs publics ou certains relèvements de taxes. C'est ainsi que la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) est, depuis 1982, indexée sur le coût de la vie, et plus exactement sur le relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, ce qui jusqu'à présent était le même indice.

Quoi qu'il en soit, les objectifs maintenus fixés par le gouvernement en matière d'inflation (2 % de hausse en 1986) apparaissent réalistes.

AL. V.

AU PAYS DU SOCIALISME IRRÉEL

La « Polonaise » et les Polonais

De notre envoyé spécial

Varsovie - 144. 1^{er} août. - Un silence d'été pèse sur Varsovie. Soudain éclate, par une fenêtre ouverte du vieux quartier, le triomphal martèlement de la grande Polonaise en la bémol majeur.

Il y a près de cinq ans que l'occupant interdit de jouer Chopin, dont l'œuvre - « des canons cochés sous des fleurs », disait Robert Schumann - exprime mieux que toute autre la farouche volonté d'identité dont se nourrit l'âme polonaise et qui a permis quatre fois la renaissance d'une nation quatre fois partagée.

C'est le signal d'une insurrection qui va durer cent jours, sans qu'interviennent les Soviétiques installés de l'autre côté de la Vistule. Staline ne pardonne pas aux chefs du soulèvement de ne l'avoir ni consulté ni même prévenu. La répression allemande sera terrible, et la ville détruite aux trois quarts. A d'autres les considérations pragmatiques ou réalistes. Ici le patriotisme s'incarne, depuis toujours, dans le romantisme.

Varsovie - début 1950. - Un jeune journaliste du Monde déambule dans les ruines, qui s'élevaient, sous la neige, à perte de vue. Partout ailleurs dans l'Europe libérée, on a commencé par reconstruire des logements. Pas dans la

Pologne officiellement « populaire ». La première chose que l'on a faite, c'est de remettre sur son socle la colonne élevée au roi Sigismond en face du palais royal. Et de consolider ou de rebâtir des monuments capables de rappeler, au milieu de la grisaille stalinienne, la continuité polonaise. A plus tard le réalisme et le pragmatisme. La patrie ne peut revivre que dans le romantisme.

Varsovie - fin février 1986. - La neige est toujours là, sous le soleil. Les traces de la guerre ont été effacées. Le même journaliste est reçu au château du Belvédère par l'homme qui porte sur ses étroites épaules le poids du coup de force de décembre 1981 contre Solidarité.

La conversation - dont on a pu lire, dans le Monde du 6 mars, les passages essentiels - dure tard dans la nuit, et les « digressions » - le général Jaruzelski emploie souvent le mot - succèdent aux digressions. Le ton est toujours courtois, mais, comme on dit en langage de l'Est, d'une « franchise » qui fait parfois se crispier un peu la mâchoire présidentielle.

Quel est le leitmotiv du chef de l'Etat et du Parti ouvrier unifié polonais ? Le romantisme de son peuple. Qu'il en soit lui-même imprégné, comme en témoignent ses constantes références à l'histoire et à la littérature nationales, ne l'empêche pas de voir là l'un des grands obstacles à la réalisation de ses ambitions.

Quelles sont ces ambitions ? « Quel homme se cache, pour reprendre un mot qui est, sauf erreur, d'Orwell, derrière ces lunettes noires ? » Un pur rouage de l'appareil d'empire soviétique ? Ou un patriote à sa manière qui cherche, dans le cadre à lui imposé par la géographie et l'histoire, à protéger au mieux le sort de son peuple ?

Gageons que le désir d'en savoir plus là-dessus n'a pas été le dernier des motifs de l'audience accordée par François Mitterrand à ce chef d'un régime sur lequel il s'était exprimé, il y a quatre ans, avec une particulière sévérité. Parce que s'il en attendait des

constatations, la justice plus indulgente ou d'un visiteur en France de Lech Wałęsa, malheureusement, jusqu'à présent n'est venue.

Le président de la République s'est peu confié, pour autant qu'on sache, sur les impressions qu'il a recueillies de ce tête-à-tête. Mais il serait surprenant qu'il n'ait pas eu le sentiment d'avoir affaire à un homme doté de trop d'amour-propre pour ne pas exister par lui-même.

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 4.)

UN ARTICLE DU MINISTRE DU TRAVAIL

Du passé faisons table rase

par MICHEL DELEBARRE

En 1985, pour la première fois depuis 1969 - c'est-à-dire pour la première fois depuis seize ans - le chômage a diminué dans notre pays. La situation de l'emploi se redresse, et tous les indices laissent entendre qu'en 1986 la France créera davantage d'emplois qu'elle n'en perdra, rejoignant ainsi dans ce domaine l'Allemagne fédérale au premier rang des nations européennes, comme elle le fait déjà sur le terrain de la lutte contre l'inflation.

Telle est la réalité ! Et si, comme tous les Français, nous considérons que 2 370 000 demandeurs d'emplois c'est beaucoup trop, chacun doit savoir que sans les efforts conduits depuis 1981 par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius notre pays compterait 3 300 000 demandeurs d'emploi, 1 000 000 de plus vraisemblablement qu'aujourd'hui, comme la Grande-Bretagne « libérale » de M^{rs} Thatcher. Et pourtant, voici que la droite nous présente un tableau apocalyptique de la situation sociale de notre pays, une caricature déformant outrageusement les faits, brossée à grands coups de raconneries abusives, quand ce n'est pas de mensonges purs et simples. Voici le CNPF étalant sans pudeur sa connivence avec l'opposition à douze jours des élections, reprenant les mêmes arguments, au point que l'on peut se demander si les électeurs sont invités à se prononcer, le 16 mars prochain, sur le programme des partis politiques ou bien tout simplement à donner un chèque en blanc au patronat, sur la base de propositions qui tournent le dos au progrès et aux avancées sociales.

Le problème du chômage n'est pas un problème statistique, et s'il est souvent grave et douloureux, c'est bien parce qu'il touche des Français et des Françaises dans leur situation personnelle, familiale, sociale. Alors, que l'on fasse au moins aux Français qui en

souffrent l'honneur de ne pas travestir la réalité et de ne pas proposer de pseudo-remèdes-miracles, entretenant ainsi des espérances illusoires.

Travestir la réalité, c'est dire que le chômage a augmenté depuis 1981 en oubliant de rappeler que le nombre des demandeurs d'emploi, qui avait doublé une première fois de 1974 à 1976 avec M. Chirac, et à nouveau de 1976 à 1981, avec M. Barre, a vu sa progression ramenée à 35 % de 1981 à 1986.

(Lire la suite page 2.)

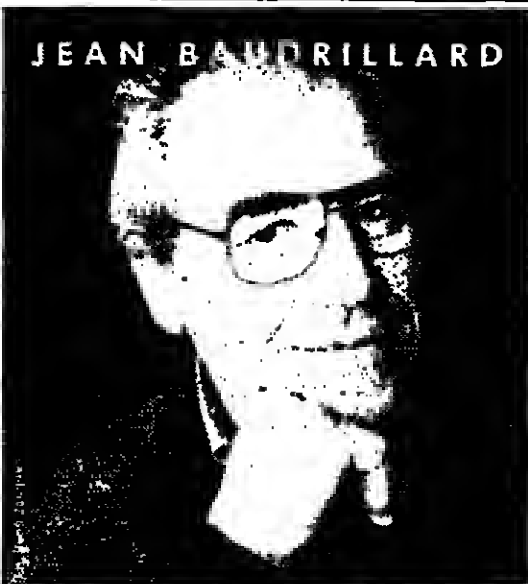
Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Jack Lang, le bilan

Cinq ans de politique culturelle : cinéma, photo, arts plastiques, théâtre, danse, livre, patrimoine, architecture, mode, cirque et BD.

(Pages 17 à 20)



Amérique

La seule grande société primitive des temps modernes.

Amérique

Jean Baudrillard



GRASSET

débats

Du passé faisons table rase

CHOMAGE

Répondant à M. Yvon Gattaz (le Monde du 5 mars), M. Michel Delebarre estime que le président du CNPF propose une stratégie contre l'emploi. Quant à Alfred Sauvy, il estime que les tabous et les idées reçues - à gauche comme à droite - empêchent de regarder en face les solutions.

(Suite de la première page.)

Traverser la réalité, c'est dire que la France a perdu 500 000 emplois depuis cinq ans, en omettant de signaler que, au cours de la même période, l'Allemagne a vu le nombre de ses emplois diminuer de 1 000 000 et la Grande-Bretagne de 1 200 000, en n'insistant pas sur la très nette progression du nombre de créations d'entreprises.

Proposer de pseudo-remèdes miracles, c'est présenter des propositions dont la finalité n'est pas l'emploi mais la réduction des droits et des garanties des salariés et le contournement systématique du mouvement syndical.

Chacun doit savoir que le combat contre le chômage, en faveur de l'emploi, est un combat long, difficile, qui suppose rigueur, courage, détermination et non facilité et laisser-faire.

« L'emploi, l'emploi, l'emploi », scandait récemment dans ces mêmes colonnes M. Gattaz (le Monde du 5 mars 1986) à la manière des chœurs d'opéra entonnant sur scène « marchons, marchons » sans avancer d'un pas. Comme si, aujourd'hui, quelque chose ou quelqu'un empêchait les entreprises de créer les emplois qui leur sont nécessaires !

M. Gattaz, du reste, le reconnaît explicitement en se contentant d'évoquer les « effets psychologiques » de l'une ou l'autre de ses propositions, qu'il s'agisse de la suppression de l'autorisation de licenciement ou de l'effacement des seuils sociaux, bien en peine qu'il est de prouver concrètement l'impact de son programme sur l'emploi. En réalité, ce que l'on sait d'ores et déjà grâce à des études économiques sérieuses, c'est que le « gel des seuils sociaux » - l'une des propositions scandaleuses du programme de la droite - n'aurait aucun effet significatif sur l'emploi et que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement créerait en un an entre 80 000 et 150 000 licenciements supplémentaires, un certain nombre de patrons s'épargnant l'effort de proposition de solutions autres que le pur et simple licenciement.

Comment ignorer la réalité qui prive encore un très grand nombre d'entreprises de représentants syndicaux et qui fait souvent de l'administration du travail le garant de l'élaboration de plans sociaux qui bénéficient aux sala-

riés dont le licenciement ne peut être évité.

A travers toutes ces propositions du CNPF et de la droite - puisque ce sont les mêmes - c'est une stratégie contre l'emploi qui est proposée aux Français.

Ce n'est pas en favorisant les licenciements que l'on encouragera la création d'emploi ! Ce n'est pas en réduisant les salaires et notamment ceux des jeunes que l'on stimulera la croissance et que l'on encouragera l'activité des entreprises. Ce n'est pas en éliminant les représentants du personnel que l'on favorisera le dialogue social et la vision de l'entreprise comme un projet collectif. Ce n'est pas en précaisant le statut des salariés qui ont un emploi, en généralisant les contrats à durée déterminée ou le recours au travail temporaire, que l'on apportera des réponses au problème des chômeurs.

Non, l'emploi ne se construira pas sur les débris du droit du travail ! Non, aucun des 17 millions de salariés qu'occupent les entreprises ne peut comprendre que ce soit en le menaçant dans son statut, dans ses défenses collectives, que l'on contribuera à améliorer la situation de l'emploi. Chacun de ces 17 millions de salariés a raison d'être inquiet de

l'incertitude que y contribue financièrement. Tel est le cas de la formation des jeunes dans les entreprises, véritable « apprentissage industriel » dont 200 000 jeunes ont déjà bénéficié en 1985, et dont on peut vraisemblablement estimer à plus du double la capacité d'accueil des entreprises.

C'est cela, la vraie réponse au problème de l'emploi des jeunes, et non pas toutes ces formules qui reviennent peu ou prou, comme le SMIC-jeunes, à offrir à notre jeunesse un travail au rabais, moins bien payé à effort égal que celui des adultes, et sans contenu de formation.

Plus de solidarité

Enfin, l'aménagement du temps de travail, après négociation entre patronat et syndicats au niveau des branches professionnelles, en renforçant l'efficacité des entreprises, en permettant une plus grande liberté dans l'organisation du temps de travail des salariés et en assurant un meilleur partage du travail, est une composante essentielle de la modernisation de l'économie et de l'amélioration de l'emploi.

L'emploi ne se crée pas sur les débris du droit du travail.

cette convergence des programmes de l'opposition et des prétentions du CNPF. Nul ne peut admettre que se développe un véritable chantage patronal sur le thème exposé par M. Gattaz : toutes mes propositions, rien que mes propositions - et, sinon, pas d'emplois !

Les vraies solutions

Les vraies solutions pour l'emploi sont à trouver dans le redressement de la situation économique de notre pays, dans l'amélioration de la situation des entreprises, dans l'effort de formation et dans la reconnaissance des droits des travailleurs comme citoyens et comme participants de ces organisations collectives indispensables à la démocratie que sont les syndicats. Telles sont les orientations qui ont servi de base à la politique conduite depuis 1981.

L'assainissement économique et financier suppose, pour produire tous ses fruits, que se maintienne le climat de confiance que nous avons su établir avec le monde du travail, grâce aux conquêtes sociales (la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés payés et la réduction de la durée du travail, les droits nouveaux des travailleurs, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, etc.). On ne restaure pas le dynamisme économique d'un pays en s'attaquant à ses salariés. Le bataillon pour la modernisation économique ne peut être dissocié de l'effort de modernisation des rapports sociaux.

C'est visiblement ce que n'ont pas encore compris ni la droite, qui n'a voté un Parlement aucune des réformes sociales adoptées depuis 1981, ni ceux des patrons qui se refusent encore à admettre et à appliquer ces réformes.

Il faut ensuite résolument poursuivre et amplifier encore tout ce qui a été déjà entrepris pour la formation des hommes. Faire encore plus et mieux dans ce domaine est la meilleure garantie pour que les salariés consolident leur emploi en s'adaptant aux évolutions technologiques et pour que les jeunes et les chômeurs s'insèrent ou se réinsèrent dans la vie active. Pour cela, les instruments existent : nous les avons créés, n'en déplaise à ceux qui, à droite, présentent comme des idées nouvelles ce qui est déjà mis en œuvre depuis des mois ou des années. Tel est le cas du développement de la formation professionnelle

formation pour les chômeurs de longue durée, « insertion des handicapés dans le travail », « lutte contre l'illettrisme », « alphabétisation et qualification des OS immigrés », « congés de conversion en faveur des licenciés économiques », ... autant de mesures mises en œuvre depuis 1981.

Lorsque M. Gattaz prétend proposer des solutions sur la base d'incantations ou d'un hymne au laissez-faire patronal, nous retrouvons l'écho de périodes passées où le libéralisme n'a jamais signifié la liberté pour tous, mais simplement, pour quelques-uns, le droit d'agir comme ils l'entendaient et des contraintes étendues à tous les autres, au plus grand nombre.

Si le droit du travail doit pouvoir évoluer en particulier en fonction de l'approfondissement de la négociation collective, il suppose au préalable la reconnaissance réelle du rôle du partenaire syndical et non la volonté permanente de le mettre en cause. Sur ce terrain, le CNPF et la droite ont encore bien des efforts à faire : qu'ils observent donc la pratique d'un certain nombre de pays industrialisés dans lesquels à une plus faible intervention de l'Etat et de l'administration dans le monde du travail correspond un formidable développement de la présence syndicale dans l'entreprise, de l'information syndicale et du dialogue social.

Qu'ils observent également, en France, ces entreprises dont les résultats sont parmi les meilleurs et à la tête desquelles se trouvent de véritables chefs d'entreprise qui ont su conjuguer volonté de développement, effort de modernisation, avec un réel dialogue et des projets sociaux évidents.

L'amélioration du contexte international offre à la France une chance historique. Sachons saisir cette chance pour accélérer le redressement de notre économie. Sachons saisir cette chance pour amplifier encore l'efficacité de nos actions en faveur de l'emploi. Sachons saisir cette chance pour retrouver le chemin d'une croissance plus élevée. Mais faisons en sorte que les fruits de cette croissance soient bien distribués : appelons justice sociale et solidarité nationale.

En refusant le miroir du passé que nous tend la droite, continuons ainsi à construire l'avenir.

MICHEL DELEBARRE.

COURRIER DES LECTEURS

Sur le tas

On nous « bassine » (c'est le terme le plus approprié) avec l'absence de formation des jeunes qui sortent de l'école et avec les vertus de l'entreprise.

An risque d'en désespérer quelques-uns, je me permets de vous faire part de constatations quotidiennes :

- De tout ce qu'on acquiert comme formation intellectuelle et comme connaissances dans le système éducatif, 75 % à 90 % restent inutilisés en entreprise.

- La plupart des gens (sans preuve dans leurs moments de loisir de capacités très supérieures à ce qui leur est demandé dans leur travail... et cela entre autres grâce à ce qu'ils ont acquis à l'école, au sens large) et entretenu ou développé ensuite.

Quand une entreprise ne trouve pas réellement des gens bien formés, il s'agit en général de métiers très spécifiques pour lesquels l'apprentissage final s'effectuait traditionnellement sur le tas. Alors soit l'entreprise (ou l'artisan) ne peut plus payer les frais de cet apprentissage et doit effectivement recevoir une aide spécifique de la collectivité, soit elle ne veut plus payer, et son cas est à ranger dans celui de ces « citoyens » qui attendent trop des autres et de l'Etat, et ne savent que « râler » au lieu de prendre des initiatives.

S'il fallait donner un conseil aux jeunes, ce serait de poursuivre des études dans le domaine qui leur procure l'enrichissement intellectuel et humain le plus satisfaisant. Quand ils arriveront sur le marché du travail, quel que soit leur diplôme, ils n'en seront jamais jugés suffisants, adéquats, alors qu'ils constateront ensuite que pour le travail qui leur sera réellement demandé leur bagage est surabondant.

As moins leurs années d'études leur apporteront-elles des joies qu'une formation étroitement spécialisée ne leur aurait pas fournies.

PATRICE FALIPH (Eaubonne).

Des milices autorisées ?

Lors d'une réunion électorale, tenue à Sarcelles le 4 mars, M^{me} Castro a indiqué que « extraordinaire nouvelle, la gauche a permis à des milices juives de s'installer dans des quartiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg » et d'avoir « des contacts réguliers avec le ministre de l'Intérieur » (le Monde, 7 mars, p. 8, col. 5-6).

Ces déclarations appellent remarques et interrogations :

1) La réalité des faits rapportés ne semble pas pouvoir être mise en doute, M^{me} Castro étant l'épouse du premier ministre.

2) L'acceptation de la constitution de telles milices, ayant un caractère permanent (ce qui les distingue de celles qui s'étaient spontanément constituées lors de l'insurrection massive de la rue des Rosiers), rompt avec une doctrine constante, celle de l'Etat assurant la sécurité des personnes et des biens. Jusqu'ici, toutes les velléités de création de milices par des commerçants menacés ou des habitants de quartiers peu sûrs avaient été condamnées.

3) Il est impossible que « la gauche », par l'intermédiaire de sa majorité parlementaire, ait permis cette création : une telle question n'a jamais été posée au Parlement. La décision relève donc d'un ministre de l'Intérieur (lequel ?) ou d'un premier ministre (lequel ?).

M. SCALABRINO (Bourg-La-Reine).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65 95 72 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Carte de presse en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-25-91-32 ou 45-55-91-71

Télécopieur MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) ; nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine en moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Imprimerie

du Monde

7, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,8 f. ; Portugal, 170 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,30 \$; Yougoslavie, 110 din.

étranger

LES OTAGES AU LIBAN ET L'AFFAIRE DES IRAKIENS EXPULSÉS

Le docteur Raad poursuit ses tractations avec le Djihad islamique

Dans sa tentative « officielle » pour sauver les otages français de Beyrouth, le docteur Reza Raad poursuivait, de mercredi 12 mars, dans le plus grand mystère, les « négociations de la dernière chance » - selon ses propres termes - avec les ravisseurs. Le médecin français d'origine libanaise s'est peut-être rendu à Baalbek, chef des intégristes chiites du Hezbollah (le parti de Dieu, pro-iranien), qui est, au demeurant, sa ville natale.

En quittant son hôtel de Beyrouth, valise en main, mardi en fin de matinée, le docteur Raad, seul intermédiaire agréé par le Djihad islamique, s'est borné à expliquer qu'il pourrait rester deux jours avec ses interlocuteurs. Il a assuré qu'il était mandaté par le gouvernement français pour leur faire des propositions. Mais rien n'avait encore filtré ce mercredi matin sur la négociation. Est-elle vraiment amorcée, à Beyrouth, à Baalbek ou ailleurs, quelque part dans la plaine de la Bekaa ?

La seule indication fournie par le docteur Raad comportait une note d'urgence : « On avait pu éviter ce qui s'est passé si l'on avait été beaucoup plus tôt », a-t-il dit sans s'expliquer davantage. L'AFP, citant une source « très bien informée de Beyrouth », croit savoir que le médecin aurait été contacté il y a trois semaines par les ravisseurs qui lui auraient demandé de venir de toute urgence au Liban, mais une certaine indécision des autorités françaises aurait empêché ce voyage.

Silence à Paris

A Paris, les milieux autorisés - non sans cacher un certain étonnement à ce sujet, se refusent à tout commentaire. De même on n'attendait ni confirmer ni infirmer les informations diffusées, lundi, par le quotidien libanais *Al Nahar*, selon lequel le docteur Raad aurait été habilité à mener des pourparlers.

Réactions

M. MAUROY : digne

Devant environ deux mille participants, qui assistaient à un autre républicain, mardi 11 mars à Montpellier, M. Pierre Mauroy a stigmatisé « l'inacceptable fanatisme » qui règne au Moyen-Orient. « Il n'y a pas de mots », a dit l'ancien premier ministre, pour décrire le crime de ces Français retenus en otage par ces Fous de Dieu qui sont assés des fous du diable. Il faut montrer une grande cohésion nationale, celle de tout un peuple autour du président de la République, du premier ministre et de son gouvernement », a-t-il ajouté. (Corresp.)

M. MARCHAIS : résister

« Le pays ne doit pas céder au chantage otage qu'on lui fait subir », a affirmé M. Georges Marchais devant quelques milliers de personnes, mardi 11 mars à Bobigny, à propos des otages français détenus au Liban. Le secrétaire général du PCF, qui était venu soutenir MM. Gayssot et Rault, tête de listes législatives et régionales du PCF en Seine-Saint-Denis, a souligné qu'il fallait tout faire « pour les sauver (...), connaître les exigences des ravisseurs et examiner de quelle manière on peut trouver une issue dans les meilleurs délais ».

Il reste six mille Français au Liban dont la plupart ont la double nationalité

De notre correspondant

Beyrouth. - Il reste six mille Français au Liban. Il y en avait plus de dix mille au début de la guerre, en 1975. Mais, à plus de 80 %, ces Français ont la double nationalité ; ce sont des Franco-Libanais, c'est-à-dire des naturalisés par mariage ou par décret. Les Français de France, experts, journalistes, enseignants, techniciens et autres - ne sont qu'un millier environ. S'y ajoutant les mille trois cents à mille quatre cents militaires du contingent français de la FINUL, au sud, et la centaine d'observateurs militaires déployés sur la ligne de démarcation à Beyrouth.

Tous les Français du Liban ne courent pas les mêmes risques. La majorité d'entre eux, vivant à Beyrouth-Est et dans le reste du secteur chrétien, échappent au moins à la menace de l'enlèvement et partagent seulement avec la population chrétienne les dangers des bombardements, attentats et autres actes de guerre. Quelque mille cinq cents à mille six

cent cinquante Français, en revanche, sont installés à Beyrouth-Ouest, en secteur musulman, dans cent cinquante à deux cents logements, à Zahré et dans la Bekaa, où ils jouissent dans le sud du pays. En fait, dans ces zones de grande insécurité, seuls deux cents à trois cents Français seraient des « Français de France » et non des citoyens des deux pays.

La mission diplomatique et consulaire de France, qui se trouvait aux Clamenceaux à Beyrouth-Ouest, a été soumise au risque de la guerre et, progressivement, s'est installée à l'est. Néanmoins, l'immuable de la rue Clamenceaux a été maintenu ouvert dans ses quatre composantes : diplomatique, consulaire, culturelle et commerciale, mais avec un personnel très réduit.

Les risques courus et l'éventualité d'une évacuation ont, peu à peu, amené tous les Français du Liban à s'immiscer au consulat, se l'on peut considérer que les six mille ressortissants y sont d'ores et déjà regroupés.

L. G.

l'h. cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, a, en tout cas, à nouveau réclaté, ce mercredi, leur libération.

A Paris, le gouvernement semble décidé à rester silencieux à cette phase cruciale de l'affaire des otages. M. Laurent Fabius, a souligné, mardi soir, qu'il se refusait pour l'instant à tout commentaire. Le premier ministre est approuvé en cela par son prédécesseur, M. Jacques Chaban-Delmas, qui a estimé que « la conduite à tenir pour les hommes politiques, en ce moment, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, était de garder le silence ».

Le Quai d'Orsay a diffusé, mardi, cinq photos des deux Irakiens expulsés de France le 19 février. Elles ont été prises dimanche dernier au ministère irakien des Affaires étrangères lors de la rencontre que l'ambassadeur de France à Bagdad a pu avoir avec eux. Les deux hommes paraissent en bonne santé, assis autour d'une table ronde sous le portrait du président Saddam Hussein.

Enfin, un des émissaires officiels dépechés par le gouvernement à Beyrouth, M. Serge Boidevaux, a été reçu mardi par le président libanais, M. Amine Gemayel.

Le ministre de l'intérieur a considéré que sa responsabilité directe était engagée

M. Pierre Joxe a offert sa démission au président de la République - qui l'a refusée - dès qu'a éclaté l'affaire des deux opposants irakiens expulsés vers Bagdad. Le ministre de l'intérieur a ainsi considéré que

sa responsabilité directe était engagée, ce que confirme son refus d'accepter les offres de démission de deux hauts responsables de la police, le directeur général de la police nationale et le directeur de la DST.

dans le chantage sur la vie des otages français au Liban. M. Joxe le sait. Il pressent les conséquences de cette « bavure ». Et pourtant il paraît épuisé, laisse diffuser diverses explications successives et contradictoires par son entourage et ne réagit, sous la pression de l'opinion et du Parti socialiste, que le 7 mars par un communiqué qui est loin de faire la lumière sur les responsabilités concrètes dans cette affaire.

Pourquoi ? Parce que le ministre de l'intérieur a d'emblée considéré que sa responsabilité directe était engagée. On sait en effet désormais que M. Joxe, quand l'alerte d'Amnesty International déclenche l'affaire, a immédiatement proposé sa démission au président de la République. Révélée par le *Canard enchaîné* de ce 12 mars, cette information est confirmée par nos propres sources, malgré un démenti de l'Elysée. Selon notre confrère, M. Joxe a une nouvelle fois proposé sa démission, le week-end dernier, au lendemain de son communiqué, mais nous n'avons pu en obtenir confirmation de notre côté.

Une double erreur

Cette attitude de M. Joxe est cohérente avec ce que nous savons du scénario des expulsions. Celles-ci sont le résultat d'une double erreur : une faite à la base, dans les services concernés, dont on ne peut en l'occurrence exclure la malignité ; une négligence au sommet, dans l'entourage du ministre lui-même. C'est parce qu'il le sait que M. Joxe, quitte à paraître embarrassé et à s'exposer lui-même aux soupçons, s'est refusé à désigner un bon émissaire. C'est aussi parce qu'il le sait que M. Joxe, directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST), M. Remy Pautrat, ont tous deux proposé leur démission au ministre, qui les a refusés.

Le fait que l'entourage du ministre lui-même ne soit pas indolent de cette responsabilité explique aussi le refus de M. Joxe d'ouvrir une enquête en bonne et due forme. Le ministre de l'intérieur dispose en effet de plusieurs corps d'inspection - l'Inspection générale des services - l'Inspection générale des services à la préfecture de police de Paris, l'Inspection générale de la police nationale et l'Inspection générale de l'administration, - qui dans de telles affaires, sont tout à fait aptes à entendre tous les protagonistes en quarante-huit heures et à rendre de premières conclusions orales au ministre. Dans

le passé, M. Gaston Defferre, le prédécesseur de M. Joxe, y eut recours.

Que s'est-il exactement passé ? Après la rafle dans les milieux chiites en France, le cabinet du ministre donne son aval aux treize expulsions proposées par la DST. Dans son esprit, il est clair que les quatre opposants irakiens, qui font partie du lot, ne doivent pas être expulsés vers Bagdad. La consigne est même transmise au directeur de cabinet du DGPN, M. Gilles Sanson. Pourtant ce sera le sort de deux des quatre irakiens.

Le rôle de la DST

Ici la responsabilité de la DST est engagée. Ce sont en effet deux policiers de ce service, dont le *Canard enchaîné* révèle l'identité (le commissaire Fay et l'inspecteur Decornick), qui conviennent les deux irakiens jusqu'à l'aéroport et les accompagnent jusqu'en Irak, malgré leurs protestations au moment de monter dans l'avion. Plusieurs explications sont possibles : une volonté de faire un exemple après le peu de résultats de la vague d'arrestations qui suivait une série d'attentats à Paris ; une vengeance mesquine, les deux irakiens ayant, selon les témoignages de leurs proches, refusé les propositions de la DST de travailler pour elle ; une manière de manifester la mauvaise humeur d'un service, la DST, qui s'a toujours apprécié le limogeage, en juillet 1983, de son précédent directeur, M. Yves Bonnet.

Or, malgré cela, M. Joxe refuse la démission du directeur de la DST, M. Pautrat, issu du Quai d'Orsay et ayant des sympathies socialistes, alors qu'il pourrait légitimement lui reprocher de ne pas bien « tenir » son service. Pourquoi ? Parce que le cabinet aurait été prévenu à temps du départ des deux irakiens pour la destination qu'il avait déconseillée. Parmi les collaborateurs de M. Joxe, certains auraient pressenti l'erreur fatale et l'auraient dit. Pourtant la machine policière n'est pas enrayée, les expulsions ont lieu. Oubli, laisser-aller, mauvaise coordination ?

Au ministère de l'intérieur, l'affaire est loin d'être close. Réactions et confrontations se multiplient ces derniers jours. La DST, notamment, est sur la sellette, et des sanctions ne sont pas à exclure. Parallèlement, on ne décrypte pas des déclarations diplomatiques auprès de Bagdad, car - et ce n'est pas la moindre ironie de cette histoire - il semble bien que les deux irakiens ne soient en rien des « gros poissons ».

EDWY PLENEL

LA COLÈRE DE M^{me} SEURAT

« M. Pierre Joxe a fait assassiner mon mari »

L'épouse de Michel Seurat, M^{me} Mary Seurat, s'en est très vivement prise, mardi 11 mars, au ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, l'accusant d'être responsable de la mort de son mari. L'organisation islamique Hezbollah (le parti de Dieu, pro-iranien) a « assassiné mon mari », M. Pierre Joxe l'a fait assassiner », a-t-elle dit. M^{me} Seurat, épouse de Michel Seurat, a fait une déclaration à la presse à Beyrouth, que la décision du ministre de l'intérieur d'expulser vers Bagdad deux opposants irakiens installés en France avait poussé les ravisseurs à tuer son mari. « Il [M. Joxe] a envoyé deux types à la potence [les deux opposants], et le gouvernement s'en rend compte que ces deux types étaient vivants. Entre-temps, mon mari a été assassiné ».

Amnesty International avait annoncé, en février, que l'un des deux expulsés avait été « exé-

cuté » à Bagdad. Dimanche dernier, M. Maurice Courage, ambassadeur de France à Bagdad, a pu s'entretenir avec les deux hommes et s'assurer qu'ils étaient en bonne santé.

M^{me} Seurat rejette la thèse officielle selon laquelle la France ne peut pas négocier avec des terroristes. « La France, a-t-elle dit, a passé un accord avec Abou Nidal (...) pour qu'il ne commette pas d'attentats en France (...) La France a libéré deux de ses militants les assassins d'Elizabeth Kalki, représentée de l'OLP en France, libérée il y a une dizaine de jours. Pourquoi, pour mon mari, Kauffmann et les autres, la France a-t-elle dit non ? C'est exactement la même chose, elle peut ou elle ne peut pas négocier ».

« La France est devenue une cassette », a poursuivi M^{me} Seurat. La France va négocier. Mon mari est parti, c'est fini. Elle [la France] va en sortir sept [les sept autres otages français] pour cinq [les cinq membres du commando qui a tenté d'assassiner à Paris l'ancien premier ministre iranien, Chépur Bekhrar, et dont la libération est réclamée par les ravisseurs]. Elle aurait pu payer bien moins cher un juillet dernier ».

M^{me} Seurat, épouse du diplomate Marcel Carton enlevé le 22 mars dernier, a estimé, de son côté, que l'on se dirigeait directement vers la catastrophe si les négociations n'étaient pas menées efficacement. Elle aussi critique l'inaction du gouvernement. « Nous avons perdu assez de temps », a-t-elle dit, ajoutant : « On ne règle pas le problème en mettant en doute les affirmations du Quidat (...) La gouvernement suit ce qu'il veut les ravisseurs. Bien sûr, ce sont des terroristes, mais on ne va pas laisser tuer tous les Français pour ces terroristes. » - (AFP, AP.)

A Antenne 2 : le personnel au coude à coude

Ce mercredi 12 mars, les trois chaînes de télévision devaient observer une minute de silence à 13 h 5 pour les huit otages français détenus au Liban. Les radios devaient passer

un message de solidarité à la même heure. A Antenne 2, on ne sait toujours rien sur l'équipe enlevée samedi. M. Jean Drucker, PDG d'Antenne 2 a été reçu mardi 11 mars par le président de la République.

Inquiétude, émotion, mais aussi une grande réserve. A la rédaction d'Antenne 2, tout le monde semble comprendre la nécessité de la prudence.

La première réaction, du haut en bas de la hiérarchie, a été de « poursuivre le travail », en même temps que se multipliaient les démarches auprès du gouvernement. Dès samedi soir, Paul Nahon, directeur adjoint de la rédaction - qui a déjà participé aux négociations pour Jacques Abouchar en Afghanistan - s'est rendu à la « réunion de crise » à Matignon, où il a rencontré M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, et demandé l'aide du gouvernement. Pierre-Henri Armand, directeur de la rédaction, a pris la décision, dimanche, de partir pour Beyrouth, et une seconde équipe était envoyée au Liban. Des membres du personnel, journalistes ou non, se sont proposés spontanément.

M. Jean Drucker réunissait lundi après-midi le comité d'entreprise en assemblée extraordinaire pour informer le personnel des démarches et du développement de l'affaire. Mardi soir, juste avant le journal de 20 heures, un communiqué a été diffusé, au nom du personnel et des syndicats CFTD, FO, CGT, CGC, SNJ, exprimant de nouveau « l'inquiétude, l'émotion et la solidarité » de la chaîne. « On ne peut et il ne faut rien dire d'autre ».

C. H.

Assassinat d'un dignitaire libanais

Le cheikh Abdel Aziz Fakih a été assassiné mardi dans la banlieue sud (à majorité chiite) de Beyrouth. Le religieux a été intercepté par des hommes armés et tué alors qu'il circulait dans sa voiture. Il était le beau-frère du mufti (chef religieux) de la communauté jafarite chiite, Cheikh Abdel Amir Kabalan, considéré comme proche du chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri. - (AFP.)

DIPLOMATIE

M. BUJON

AMBASSADEUR A MEXICO

Le Quai d'Orsay a annoncé, mardi 11 mars, la nomination de M. François Bujon au poste d'ambassadeur de France au Mexique, en remplacement de M. Bernard Rochet.

Né en 1940, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion 1966), M. Bujon a été chargé de mission à l'Elysée pendant les dernières années de la présidence du général de Gaulle, puis en poste à Washington (1969-1973) et à Londres (1973-1975), avant d'être détaché auprès du délégué général à l'énergie, puis au Commissariat à l'énergie atomique (il a été directeur des relations internationales du CEA de 1978 à 1980), enfin de M. Girard, ministre de l'Industrie, dont il a été directeur de cabinet en 1980 et en 1981. Depuis juillet 1982, il présidait la filiale mexicaine de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) à Washington.

L'amour en guerre.

Dans le bouillonnement d'idées qui marque le monde germanique du début du 19^e siècle, une belle histoire d'amour ne peut être que l'histoire d'une passion. Celle que fait revivre Gilles Lapouge rend hommage à Tolstoï et à Stendhal par la qualité littéraire de ses croisements fastueux avec l'Histoire. La grande. 312 pages, 89 F.



Flammarion

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

La « drôle de guerre » des habitants de Bagdad

L'Irak a affirmé, mardi 11 mars, que ses troupes s'étaient encore approchées de la ville de Fao (dans le sud du pays), qu'elles tentent de reprendre aux forces iraniennes qui l'ont occupée à la mi-février. Selon un porte-parole irakien, des combats se sont déroulés au corps à corps autour du port de Fao, alors que les troupes de Bagdad accentuaient leur pression sur les faubourgs de la

ville. D'autre part, l'hebdomadaire *Newsweek* affirme que l'URSS a envoyé récemment mille conseillers militaires en Irak, en réponse à un appel à l'aide de Bagdad.

A Bagdad, la population vit une « drôle de guerre », dont seules témoignent les images de la télévision et les cortèges de cercueils de retour du front.

Bagdad. — La nuit, la gare centrale de Bagdad est interdite sans laissez-passer. Les techniciens étrangers qui travaillent ont été priés, au moins dans les premiers jours de l'offensive irakienne, de ne pas s'y présenter avant onze heures du matin. Interdit aussi l'hôpital général. Les rares témoignages font état de trains de blessés, de salles surchargées, de médecins débordés par l'ampleur de la tâche.

Comme en Iran, des collectes de sang obligatoires ont été organisées dans les administrations. Le gouvernement irakien multiplie les efforts pour minimiser le choc de sa première contre-attaque sur le port pétrolier de Fao, qui a provoqué, semble-t-il, des pertes extrêmement lourdes en hommes et en matériel. On parle de dix mille à quinze mille hommes, chiffre énorme pour un pays censé compenser son infériorité numérique par une large supériorité en matériels de tout genre.

Les communiqués militaires sont devenus de plus en plus laconiques et ne donnent aucun chiffre des pertes irakiennes. Si les blessés sont transportés de nuit, les morts ne sont que rarement remis à leurs familles. De gros camions frigorifiques remplis de cadavres et conduits par des militaires remontent discrètement du front vers les principales villes du pays. On parle aussi le samedi dernier de la « livraison » des corps de deux cents officiers dans la ville de Mossoul. Si deux cents officiers ont été tués, combien de soldats ? A la presse nationale et surtout étrangère, il a, depuis toujours, été interdit de montrer ces taxis que l'on croise sur les routes portant sur la galerie le cercueil d'un « martyr » enveloppé dans le drapeau. Ils retournent dans les villages ou les villes saintes de Najaf et Karbala, où se trouvent les tombes des ennemis Ali et Hussein, tous deux fondateurs du chiisme. Dans les villes, utilisent le réseau extrêmement serré tissé par la part Basa sur les quartiers, consigne a été donnée à la population de ne plus accrocher aux façades les effigies noires, signe traditionnel d'un décès.

A la télévision, le journal du soir débute par la lecture du communiqué militaire. Puis, toujours sur le même modèle de Béhème, suivent les faits et gestes des grands personnages du régime, en particulier du président Saddam Hussein. Il a été montré au front quatre fois le mois dernier, congratulant les généraux, leur donnant des conseils ou entouré

de soldats défilant d'enthousiasme. Tous ses déplacements sont entourés du plus grand secret. Mais lorsqu'ils durent plusieurs jours, ils sont précédés d'une énorme et martiale cavalcade qui a la priorité absolue. Des files de Mercedes blindées, de pick-up américains surchargés de mitrailleuses lourdes, de petits lance-missiles et de soldats de la garde au visage farouche, mais aussi d'autocars aménagés en « camping-car » de luxe, forment sur les routes. La population regarde en silence passer le char de l'Etat.

Viennent ensuite les images de chefs d'Etat en visite et la lecture de communiqués de soutien de pays amis ou d'une foule d'associations d'amitié avec l'Irak. Tous mettent d'abord l'accent sur la responsabilité de l'Iran dans la poursuite de la guerre ; est également mise en avant la solidarité des pays du Golfe et de la Ligue arabe, même si parfois elle traîne un peu des pieds.

De reste de l'actualité internationale, la télévision irakienne ne montre pratiquement que des images de catastrophes, inondations ou émeutes. Apparemment pour le contraste.

Des marchands d'armes venus du monde entier

La presse étrangère, frustrée, n'a — à part quelques vieilles terribles et soigneusement encadrées au front — que la télévision pour informer. Il est vrai que, dans les halls et les couloirs des grands hôtels, elle peut rencontrer les membres de la colonie étrangère. Techniciens civils ou militaires travaillent sur de lointains chantiers, hommes d'affaires de tout genre se débattent dans le méli-mélo d'une administration de plus en plus lente à signer les contrats et encore plus à les payer. Ou encore des chefs de chantier évoquent les travailleurs philippins ou sr-lankais qu'il a fallu importer en masse pour lutter contre la concurrence sud-coréenne.

On bute aussi contre des marchands d'armes venus du monde entier vers cet Eldorado. Paradoxalement, ils sont parfois peu discrets. Tel ce jeune Français de bonne famille travaillant, paraît-il, pour plusieurs sociétés françaises et étrangères, et que l'on voit vêtu d'un étonnant uniforme de fantaisie. Et puis il y a l'autre partie de cette colonie, celle des familles installées à Bagdad pour des périodes de longue durée. Elle vit en circuit fermé en essayant de

se faire une opinion grâce à la femme de ménage et aux postes radio à ondes courtes, tout en détestant ces journalistes qui inquiètent les parents restés en France.

Ce tableau classique de la guerre et de ses coulisses, l'Irak le contemple depuis six ans. Dans sa grande majorité, la population n'a jamais compris cette guerre. Elle voyait son armée arrêter aux frontières, sans grandes pertes, grâce à sa puissance de feu, les troupes iraniennes désempaillées. Les seules conséquences de la guerre vraiment pénibles étaient les restrictions au commerce (l'Irak était un des premiers partenaires de l'Irak) ainsi qu'aux déplacements à l'étranger et parfois à l'intérieur du pays. Mais, depuis deux ans, les offensives iraniennes ont bousculé la puissance mécanique de l'armée ; les troupes de Téhéran campent à l'intérieur du territoire national.

Au Sud, les lourdes colonnes de matériel sont englouties et piétinées dans la boue devant Fao. Au Nord, l'offensive irakienne relance l'agitation des Kurdes, après l'échec, il y a un an, des négociations avec leur principal mouvement en faveur de la fédéralisation qui a suivi. Malgré les communiqués et les images de ralliements, chacun sait que cette partie du pays est peu sûre. Bref, il faut s'attendre à de nouveaux morts et blessés — impossibles à cacher.

Le choc de cette découverte a été ressenti de deux manières. Le long des routes menant aux fronts, des tentes décorées de drapeaux et de caissons patriotiques sont apparues. On y distribue aux soldats nourriture et boisson. Même si ces manifestations, ont sans doute le soutien du gouvernement, on y sent une terreur véritable. En même temps, les récits des permissionnaires soulignent l'honneur de ces paquets de corps défilés par l'arrière, que tout le monde peut voir à la télévision. Ils parlent aussi de la peur qu'inspirent les vagues humaines de Gardiens de la Révolution iraniens, les « pasdaran », qui avancent inexorablement sous des déluges de feu. La peur mais aussi, et c'est nouveau, l'admiration que provoque une telle détermination.

Enfin, plusieurs témoignages de résidents étrangers font état de véritables explosions de désespoir en privé de la part d'amis irakiens : elles témoignent d'une énorme lassitude face à cette guerre dont personne ne voit la fin.

FRANCIS RENAULT.

Israël

Begin junior, prince du Héroul...

De notre correspondant

Jérusalem. — « Begin Junior » Le prestigieux patronyme a du nouveau résonné, mardi 11 mars, dans l'ambiance surchauffée d'une élection politique. Scandale par les milliers de participants à la quatorzième convention du parti Héroul — qui se tient cette semaine à Tel-Aviv — les

vivats ne s'adressaient plus à l'ancien premier ministre, vieux chef aujourd'hui reculé dans son petit appartement de Jérusalem, mais à son fils, Binyamin, géologue de quarante-trois ans, à son tour saisi par le démon de la politique.

Outre une ressemblance physique frappante, M. Begin junior rappelle son père à plus d'un titre. Il a les

mêmes gestes, les mêmes intonations et ce goût de la formule taillée d'ironie qui fait mouche. Pour son baptême du feu, Binyamin n'avait pas choisi la facilité. Il se présentait comme candidat à la présidence de la commission des mandats face à... M. Ariel Sharon. Il a pris les congressistes de ne pas le priver du privilège de servir le Héroul et pour le seul raison que le m'appelle Begin ». « Certaines mauvaises langues », a-t-il ajouté, m'appellent un prince de parti. Mais la suite membre du Héroul depuis l'âge de quinze ans. »

Depuis la retraite de M. Menahem Begin, le Héroul traverse une guerre de succession. Deux clans s'y opposent, conduits par MM. Ytzhak Shamir et Moshe Arens, d'une part, MM. David Lévy et Ariel Sharon de l'autre. L'ancien premier ministre a publiquement pris fait et cause pour M. Shamir, lequel doit revenir au pouvoir dans huit mois en vertu de l'accord de « rotation » conclu avec les travaillistes.

Le fils Begin, soutenu par M. Shamir, n'a pas réussi lors du vote préliminaire de mardi à vaincre un Ariel Sharon plus combattif que jamais. L'ancien ministre de la défense a recueilli 56 % des voix des congressistes. Binyamin devra lutter durement pour se faire un prénom.

J.-P. LANGELLIER.

EUROPE

Pologne

Au pays du socialisme irréal

(Suite de la première page.)

La surprise est que l'on croise sans peine son regard à travers ces lunettes, moins noires que sombres, destinées à protéger des yeux très fragiles. Et l'on est porté à le croire quand il insiste et insiste sur le fait que la décision de recourir le 13 décembre 1981 à la loi martiale a été purement polonaise, même si, mais cela il ne le dit pas, elle était en préparation depuis longtemps et si les mises en demeure soviétiques avaient été depuis le printemps fort nettes (1).

Mais on sent aussi chez ce militaire, mal à l'aise dans sa tenue civile, une certaine horreur de cette « anarchie » dont on disait pourtant autrefois que la Pologne « ne survivait que par elle ». Il ne cesse de demander, à ceux qui se permettent de le contredire et de faire état de la vague de fond qui avait si visiblement soulevé au temps de Solidarnosc le peuple polonais, si un gouvernement occidental aurait réagi autrement. Il n'hésite même pas à se référer à mai 1968 et à de Gaulle, auquel il voue visiblement une grande admiration. C'est ce que l'on est convenu d'appeler un homme d'ordre.

Un autre Kadar ?

Sans doute voudrait-il être un autre Kadar. Faut-il rappeler que celui-ci, porté au pouvoir par les chars soviétiques, a néanmoins réussi à faire de son pays, suivant tous les témoignages, une oasis de relative liberté au sein de ce monde où l'on s'en méfie comme de la peste ? Et surtout à améliorer considérablement les conditions de vie matérielle de ses concitoyens ?

Divers siges étayaient cette interprétation. Il faut certes prendre garde de ne pas oublier le poids de l'appareil de répression : les centaines de personnes qui naviguent entre la prison et la liberté hautement surveillée ; des conditions de détention très pénibles ; les grèves de la faim qu'on nourrit de force ; la presse étroitement censurée ; et encore parfois des disparitions.

Mais il y a aussi que, plus qu'en aucun autre pays de l'Est, on ne se gêne guère, à Varsovie, pour exprimer à l'égard du pouvoir les vœux les plus critiques ; que l'Eglise conserve une puissance suffisante pour se comporter en partenaire obligé du pouvoir ; que le général-président n'a d'ailleurs pas de plus grand désir que de se faire recevoir à Rome par le pape, ce à quoi celui-ci semble ne pas faire objection ; qu'on a projeté *Shoah*, le film de Claude Lanzmann ; qu'il n'est pas de pays socialiste, ou prétendu tel, d'où l'on sorte aussi facilement ; que si l'on a pour objectif principal, dans la vie, de gagner de l'argent, tout est fait pour vous y encourager, surtout si vous avez le bon goût de ramener un peu de ces devises étrangères auxquelles la Pologne, endettée jusqu'à l'os — 29 milliards de dollars, — doit de pouvoir continuer de consommer plus qu'elle ne produit.

Le malheur, pour le régime, c'est qu'il a affaire à des Polonais, c'est-à-dire à des gens qui ne sont pas portés dans leur ensemble à se contenter de satisfactions matérielles et qui ont d'abord besoin, selon le mot célèbre, d'un supplément d'âme. Edward Giersek, avec sa bonne gueule et son gros rire d'ancien mineur, avec son rêve d'une « seconde Pologne » dont l'industrie écoulait ses produits dans le monde entier, répondait dans une certaine mesure à leur attente. Il avait vu trop grand, et il a disparu dans la tourmente.

De Jaruzelski, un très proche conseiller de Lech Waléca a l'habitude de dire qu'« au fond ce n'est pas un mauvais bougre ». Mais qu'a-t-il tenté depuis le 13 décembre pour répondre à l'attente de ses compatriotes et dissiper leurs légitimes craintes ? Il est difficile d'imaginer homme si peu doué pour la communication. On le sent timide, conciliant à l'extrême de la méfiance dont il est l'objet, convaincu néanmoins qu'il a totalement raison et incapable de donner une consistance affective au « dialogue pluriel » dont il parle tant mais qui a l'inconvénient de supposer au préalable qu'on soit d'accord avec lui sur l'essentiel.

Les Polonais n'ont guère cessé de contester, au cours des âges, les autorités auxquelles ils étaient soumis. Leurs rois étaient élus, non sans peine, par une noblesse au demeurant fort nombreuse, la Szlachta, dont chaque membre, pratique unique dans l'histoire du monde, disposait à la Diète du droit de veto. Ils se sont battus plus qu'aucun autre peuple contre des voisins qui se sont trop souvent entendus sur leur dos pour qu'ils ne les soupçonner pas de songer à le faire encore.

Ils n'ont jamais vraiment mordu dans leur immense majorité à l'idéologie importée par le grand frère de Moscou. L'agriculture n'a jamais pu être collectivisée. Il subsiste d'innombrables entreprises privées. L'Eglise ne s'est jamais tue et la population a montré par deux fois, en ovationnant Jean-Paul II, qu'elle était son cœur.

Depuis les émeutes de Poznan, en 1956, les travailleurs ont cent fois prouvé qu'ils n'acceptaient pas de rester passifs envers les directives du pouvoir : c'est bien pourquoi l'on n'est pas vraiment touché à Varsovie. Enfin la production culturelle a fait souvent preuve d'une belle créativité. Il est impensable, en un mot, que la « normalisation », à laquelle tout un chacun, après tant d'épreuves, devrait aspirer, puisse revêtir à présent en Pologne la forme et le sens monocordes qui lui ont été trop souvent donnés. Le « socialisme réel » dont on a tant parlé ne peut être, ici, qu'irréal.

La première expérience post-communiste ?

« Nous sommes dans une situation sans précédent, nous a dit, au cours d'une discussion on ne peut plus libre avec des intellectuels catholiques, une dame qui ne songe à rien de moins qu'à élaborer une « théologie de la libération » à l'usage de son pays, nous vivons la première expérience de société post-communiste. »

Certains la vivent en servant, avec un enthousiasme légal et fautive de mieux, un pouvoir qui n'est pas le dernier à avoir conscience de ses limites. D'autres en se remplissant les poches et en se faisant construire des villas de millionnaires.

D'autres, sans doute la majorité, à petit feu, en traînant les pieds au travail — la productivité dans les mines de charbon retombe, — en grognant contre les innombrables tracasseries inhérentes au système, en parlant, en rêvant ensemble, en se souvenant de l'exaltation avec laquelle ils ont vécu l'aventure de Solidarnosc, sans idée bien nette de ce qui pourrait être fait aujourd'hui ou demain pour parvenir à vivre, à tous égards, un peu mieux.

A situation exceptionnelle, il n'est de réponse qu'exceptionnelle. Compte tenu de l'endroit de l'Europe où se trouve la Pologne, il tombe sous le sens que son avenir dépend largement de l'URSS. Un opposant nous a assuré que Gorbatchev faisait procéder actuellement à une étude poussée du régime d'Alexandre II : il est vrai qu'il y a là pour tout le monde sujet à grandes méditations. Ce tsar « libéral » confiné à un aristocrate polonais, Alexandre Wielopolski, qui, après avoir soutenu l'insurrection de 1830, s'était mis à ses ordres, le soin de mettre en pratique une série de réformes. Mais, comme l'écrit Norman Davies dans son *Histoire de la Pologne* (2), « la dégel qu'il [Wielopolski] cherchait à contrôler devint un torrent qui l'emporta » : d'où l'insurrection de 1863 et la politique de russification à outrance qui suivit son écrasement.

De russification à outrance, il n'est heureusement plus question. Mais si le nouveau numéro un soviétique est aussi intelligent et cultivé qu'on veut bien le dire, il devrait comprendre que la seule chance pour lui de faire durablement sa paix avec la Pologne, c'est de lui redonner un statut qui prenne en compte le fantasme d'ancien amour de la liberté dont elle n'a cessé, au long des âges, de s'entretenir.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Le 10 décembre 1981, soit trois jours avant la proclamation de l'état de guerre, Tass accusait Solidarnosc d'« inciter à l'ordre du jour la question du renversement du pouvoir légitime qu'exerce », relevait l'« humanité » des attaques contre les alliés de la Pologne, faisait état de la « légitime indignation » des Soviétiques et invitait « les autorités à prendre des mesures appropriées pour défendre les fondements constitutionnels de l'Etat ».

(2) Vingt de paraitre aux éditions Fayard.

Une énorme population carcérale

Le directeur de l'administration pénitentiaire polonaise, le colonel Stanislaw Wrona, a donné au cours d'une conférence de presse, lundi 10 mars, quelques indications sur la situation dans les soixante-deux prisons, soixante-cinq maisons d'arrêt et cinq maisons de correction qui comptent le pays : le nombre total des prisonniers était, au 31 janvier dernier, de 112 938, auxquels il convient d'ajouter les prisonniers « non criminels » — c'est-à-dire politiques — qui étaient, selon le colonel, au nombre de 189 le 10 mars dernier (selon l'opposition, ils seraient en fait 241).

Le chiffre de la population carcérale totale est particulièrement impressionnant : il y a ainsi deux fois et demi plus de prisonniers en Pologne qu'en France, pour une population de 40 % moins importante (1). Parmi les détenus, on compte 12 382 jeunes gens âgés de dix-sept à vingt et un ans, et 4 684 femmes.

Les conditions de détention sont, selon de nombreux témoignages, particulièrement mauvaises, tant en raison de la vétusté des installations que de la rudesse de l'administration pénitentiaire. Une loi récente, destinée en principe à lutter contre la montée de la délinquance, a sensiblement aggravé le niveau des peines, et surtout a incité les juges à ne recourir qu'avec parcimonie au sursis, qu'il est même désormais pratiquement impossible d'accorder aux récidivistes. La presse officielle elle-même s'est faite à plusieurs reprises l'écho des abus provoqués par cette politique répressive, regrettant que de simples peccadilles soient parfois sanctionnées par des années de prison.

D'autre part, le médecin de la prison Rakowicka de Varsovie, présent à la conférence de presse du colonel Wrona, a déclaré que l'état de santé de l'édition clandestine *« Solidarnosc »* était « satisfaisant » et que « sa vie n'était pas en danger ». M. Bielski, arrêté en avril 1985, observe une grave de la faim depuis plusieurs mois. M. Goralski, Woronicki et Krasowski, était « relativement satisfait ».

Enfin, dans la région de Szczecin, dans le nord-ouest du pays, un homme de cinquante-huit ans, M. Zdzislaw Podolski, membre du comité local pour la défense des droits de l'homme, a été condamné à deux ans et trois mois de prison ferme pour « acte de fait sur un policier », à la suite de ce que ses amis de l'opposition considéraient comme une provocation. Arrêté en décembre 1984, il avait observé une longue grève de la faim, avant d'être libéré pour raisons de santé, puis à nouveau incarcéré et condamné. Les comités pour la défense des droits de l'homme se sont constitués après l'assassinat, en octobre 1984, du Père Popieluszko par trois officiers de la police politique. Ils ont toujours été considérés comme illégaux par les autorités.

(1) La Pologne comptait environ 300 détenus pour 100 000 habitants, alors qu'en Europe occidentale les taux moyens s'élevaient entre 30 et 100 (75 pour la France).

(Publicité)
PLUTOT QUE UNE - ECOLE DE COMMERCE - EN FRANCE
DIPLOME de BUSINESS aux USA
Dans une grande université de Californie ou de Floride. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min.
Stage anglais préalable si nécessaire. Doc. contre 5 timbres.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94.

(Publicité)
16 MARS 1986
Les élections législatives et régionales
La pêche aux voix juives sera-t-elle fructueuse ?
LE VOTE JUIF
ENJEUX ET REALITES
Henri Hadjdenberg, président du RENEUVEAU JUIF répondra aux questions des journalistes dans le cadre de l'émission « Bas les masques » animée par Guy Rosanovitch.
sur RADIO J. SCHALOM - 93,9 F.M.
Le jeudi 13 mars à 18 h 30.

EUROPE

Une seconde enquête judiciaire a été ouverte contre le chancelier Kohl

De notre correspondant

Bonn. — Après celle du parquet de Coblenne, une deuxième enquête judiciaire a été ouverte le mardi 11 mars contre le chancelier Helmut Kohl par le parquet de Bonn. Ces procédures font suite aux plaintes déposées le 29 janvier dernier par le député vert Otto Schily, qui accuse le chancelier d'avoir à deux reprises fait de fausses déclarations devant les commissions d'enquête parlementaires chargées par le Bundestag et par le parlement régional de Rhénanie-Palatinat de faire la lumière sur les versements de l'entreprise industrielle Flick aux partis politiques.

Dans sa plainte auprès du parquet de Bonn, qui concerne l'audition du chancelier devant la commission d'enquête du Bundestag, M. Schily reproche à ce dernier d'avoir déclaré au soir d'une somme de 30 000 marks inscrite à son nom sur la liste de l'ancien comptable du groupe Flick en date du 6 décembre 1977. Cette somme aurait été remise à la secrétaire particulière de M. Kohl, Juliana Weber, par le chargé d'affaires de Flick, M. Von Brauchitsch, dont l'agenda comporte à cette date une référence à un rendez-vous avec Mme Weber. M. Kohl avait confirmé, lors de l'audition, avoir à plusieurs reprises fait appel à la générosité de l'industriel au profit de son parti, la CDU, avoir reçu de lui en deux paiements, dans les années concernées, la somme de 55 000 DM, mais non

celle dont il est actuellement question.

Dans la seconde partie de sa plainte, M. Schily reproche au chancelier d'avoir déclaré tout ignorer du fonctionnement de la Städtischen Vereinigung Köln-Koblenz, une des principales fondations utilisées par l'industrie pour effectuer des donations aux partis politiques en échappant au fisc. Une instruction judiciaire avait été ouverte à ce propos par le parquet de Coblenne le 16 février dernier.

Les plaintes déposées par le député vert, qui représentent son parti au sein de la commission d'enquête du Bundestag, ont donc été jugées recevables. Mais ces deux procédures ne conduiront pas nécessairement à des inculpations. Le chancelier, à l'issue de ces derniers jours qu'il attendait avec « sérénité » la suite des événements.

Le Bundestag doit, de son côté, mettre un point final à l'enquête qu'il a menée sur l'affaire Flick. Les conclusions de la commission d'enquête s'ont pas fait l'objet d'un accord entre les représentants des différents partis qui y siègent. Cette séance sera la dernière occasion pour le député Schily de dénoncer publiquement « la corruption politique à grande échelle » régnant, selon lui, par l'enquête, M. Schily doit ensuite démissionner de son mandat de député conformément au principe de rotation des mandats parlementaires chez les Verts.

HENRI DE BRESSON.

M^{re} Otto Schily : l'avocat procureur

M^{re} Otto Schily n'a jamais donné dans le genre débaillé ni sur le plan intellectuel ni dans son allure. A cinquante-trois ans, l'un des plus connus des députés Verts ressemble davantage à un avocat berlinois qu'à ces tribuns de la vie politique allemande qui firent irruption au Bundestag en mars 1983.

Sensible aux thèses pacifistes et surtout à l'exigence de transparence dans la vie politique qui distinguait le jeune parti Vert des formations traditionnelles, il s'engagea très tôt dans ses rangs et même à sa tête. L'été 1982, élu en 1982 au Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, M^{re} Otto Schily est déjà depuis longtemps un avocat connu. Défenseur de Gudrun Ensslin lors du procès de la « bande à Baader », il avait fait partie de ce groupe d'avocats qui avaient exigé que les chefs de la Fraction armée rouge soient détenus et jugés dans le respect du droit et qui s'étaient battus notamment contre l'isolement sensoriel imposé aux prisonniers de Stammheim et contre les violations des droits de la défense.

Nul n'était donc étonné que lui en mesure de dénoncer l'erreur du parti Vert lorsqu'au début de l'année 1985 certains de ses dirigeants semblaient prendre fait et cause pour d'autres prisonniers de l'ancien groupe terroriste menant une grève de la faim dans diverses prisons ouest-allemandes. Dans un entretien remarqué avec l'un des dirigeants du parti Vert, M^{re} Antje Vollmer, publié par l'hebdomadaire Der Spiegel, M^{re} Otto Schily marque alors très clairement ses distances par rapport à ses amis politiques, dénonçant leur « verité », la persistance chez eux de vieux mythes révolutionnaires et l'aspect de confusion mentale par laquelle certains Verts avaient encore tendance à considérer l'Etat comme leur ennemi. M^{re} Otto Schily n'en était pas à sa première ni à sa dernière altercation avec les représentants du courant dit « fondamentaliste » dans son parti. Hostile au prin-

cipe de la rotation des mandats, favorable à la participation à des gouvernements de coalition avec les sociaux-démocrates, il était catalogué par certains de ses camarades comme « déjanté » dans le camp du SPD.

Au printemps 1985, il hésitait clairement entre poursuivre ce combat en porte à faux au sein de ce parti qui ne lui ressemble guère, ou les charmes d'une retraite toscane. Une chose pour- tant, le retour à la vie politique n'a jamais effacé l'affaire Flick.

M^{re} Otto Schily est, en effet, le seul représentant des Verts au sein de la commission d'enquête parlementaire constituée en 1984 pour tirer au clair cette affaire. C'est à cette commission qu'il doit d'être encore député (contre le principe de la rotation des mandats) jusqu'à ce qu'elle dépose ses conclusions le 13 mars. Or c'est lui qui, depuis le début, a mené le jeu au sein de cette instance, les représentants du SPD se contentant en général de le suivre. C'est lui qui, à l'automne 1984, instruit en quelque sorte le dossier Barzel qui aboutira à la démission du président du Bundestag. C'est lui qui, avec moins de succès, s'attaque à M. Franz Josef Strauss. C'est lui enfin qui croise la fer contre M. Helmut Kohl lorsque, à deux reprises, le chancelier, après avoir été entendu par la commission, se défend sans relâche, précise, documenté, insistant. Il se face de lui un chancelier désarmant de bonne foi tranquille, victime des défaillances de sa mémoire lorsque les questions deviennent trop précises. M^{re} Otto Schily reste sur sa faim.

C'est en son nom, pas en celui du parti Vert, que M^{re} Otto Schily a relancé l'attaque en portant plainte contre le chancelier. Cet aspect des choses n'est pas indifférent, s'agissant d'un homme suffisamment lucide pour douter de l'avenir de son parti, mais qui, selon toute vraisemblance, pense encore avoir sa carrière politique devant lui.

CLAIRE TRÉAN.

Grande-Bretagne

La conférence sur l'Irlande du Nord s'est réunie malgré l'opposition des protestants

De notre correspondant

Londres. — M. Peter Barry, ministre des affaires étrangères de la République d'Irlande, et M. Tom King, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, ont présidé, le mardi 11 mars, la quatrième session de la conférence anglo-irlandaise instituée par l'accord conclu entre les deux gouvernements au mois de novembre dernier. C'était la deuxième fois que la réunion avait lieu à Belfast, mais sous bonne garde, et le choix de l'endroit signifie de toute évidence la volonté du cabinet de M^{re} Thatcher de poursuivre, face aux protestations unionistes, la démarche entreprise avec Dublin. Des manifestations ont eu lieu, mais sans gravité.

M. King, excluant toute remise en cause de l'accord, a cependant fait

savoir que le gouvernement de Londres était toujours disposé à renouer le dialogue avec les leaders des partis unionistes, MM. Moynihan et Paisley.

Le climat reste toutefois tendu entre l'administration britannique et les unionistes. Au début de la semaine, M. King avait vivement dénoncé un nouvel aspect de la campagne menée par les unionistes, qui, maintenant, tentent de semer le trouble au sein du Royal Ulster Constabulary (RUC), la police d'Irlande du Nord. Le parti du pasteur Paisley a révélé récemment un document montrant que de très nombreux policiers sont opposés à l'accord anglo-irlandais et que certains manifestent quelque sympathie à l'égard des organisations paramilitaires.

F. C.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes, et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

LADY DI, PRINCESSE DES THÉMATIQUES • LA RÉSISTANCE AFGHANE

du 7 au 16 mars 1986 FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris.

Accès direct
R.E.R. Chatou.

organisée par
le Syndicat National
du Commerce de l'Antiquité
et de l'Occasion.
Tél. 4770.88.78

Continuez de rire, avec Amadou, jusqu'à la fin du septennat.

HEUREUX LES CONVAINCUS par Jean Amadou



Le bilan le plus cocasse
et le plus exact
de la vie politique
depuis 1981,
par le plus subtil
de nos grands humoristes.
A lire absolument.

ROBERT LAFFONT

TWA toujours en vol vers les U.S.A.



Malgré l'arrêt de travail d'une certaine catégorie de notre personnel, chez TWA nous maintenons notre service vers les U.S.A. ainsi que plus de 60 destinations à l'intérieur des Etats-Unis.

Pour plus d'informations, contactez TWA
au 47.20.62.11.

TWA ouvre la voie vers les U.S.A.



هكذا من الأصل

ASIE

Philippines

La crédibilité du nouveau régime dépend largement d'un rapide redressement de l'économie

Le conseil des ministres, réuni ce mercredi 12 mars à Manille sous la présidence de M^{re} Aquino, a décidé de reporter à plus tard la dissolution de l'Assemblée élue sous M. Marcos. Une commission, présidée par le ministre de la justice, a été chargée d'étudier la constitution d'un « gouvernement révolutionnaire ». Auparavant, le ministre de la défense avait annoncé que des mandats d'arrêt

avaient été lancés contre deux anciens députés du parti de M. Marcos, MM. Arturo Paciencia et Orlando Dela, impliqués dans des assassinats politiques et qui sont en fuite. Les dirigeants en exil de la patrie insulaire sont attendus vendredi à Manille pour y assister, à l'invitation de M^{re} Aquino, le statut de la minorité musulmane du sud des Philippines. Six de leurs proches collaborateurs,

membres du Front Moro de libération nationale, sont déjà arrivés à Manille mardi. Le Front revendique l'autonomie pour les musulmans. Enfin, le directeur de l'USAID, M. Peter McPherson, est arrivé également mardi à Manille, à la tête d'une importante délégation américaine chargée d'étudier l'aide économique et militaire au nouveau régime philippin. — (AFP, Reuters.)

De notre envoyé spécial

Manille. — Les Philippines connaissent leur crise économique la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En deux ans, la croissance réelle a diminué de près de 10 % (5,3 % en 1984 et 3,9 % en 1985). Compte tenu de l'accroissement démographique au cours de cette période, cette chute de la croissance s'est traduite par une diminution de 15 % du produit national brut par tête.

La crédibilité du gouvernement de M^{re} Aquino dépend aujourd'hui largement de sa capacité, dans les mois qui viennent, à mettre en place les mécanismes d'un redressement économique fondé sur une plus juste répartition du revenu national, une priorité, car la moitié de la population se situe aux alentours du seuil de pauvreté (20 % de chômeurs et 40 % de sous-employés). Mais, si la nouvelle équipe dirigeante n'agit pas rapidement, elle ne tardera pas à se retrouver face à la même menace que le régime Marcos : une insurrection communiste, actuellement prise de court par la popularité de M^{re} Aquino, qui ne manquera pas de recueillir les fruits d'un mécontentement d'autant plus sérieux que les espoirs auront été grands.

« Ce qui a changé en quelques jours depuis le départ de M. Marcos, c'est une soudaine renaissance de la confiance », estime M. Barrios, président de la banque Pico. Au cours de la semaine qui a suivi la chute de M. Marcos, la Bourse, stagnante depuis des mois, repartait : le montant des transactions augmentait de 70 % en quatre jours par rapport à janvier. Autre signe qui ne trompe pas : la prudente communauté chinoise des Philippines commencent à rapatrier des capitaux et l'on croise dans les couloirs des sièges des grands groupes des experts de sociétés d'investissements de Hongkong qui viennent « prendre le vent ».

Le nouveau gouvernement doit d'abord s'attaquer aux problèmes de structure. Il s'est employé, en priorité, à démanteler le système de pillage organisé dans l'ancien régime de Marcos, qui avait permis à la petite oligarchie gouvernante, qui contrôlait quelque trois cents sociétés nationales et disposait de nombreux monopoles, non seulement d'accaparer toute la richesse du pays mais aussi d'étouffer l'initiative privée. « C'était très simple, raconte un industriel, en cas de révolte, il fallait soit accepter d'être absorbé par les réseaux des barons du régime, soit prendre le risque d'être, à brève échéance, étranglé ».

La fuite des capitaux

Plusieurs facteurs ont contribué à la crise économique d'un pays qui, en vingt ans, est le seul des membres de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est asiatique) à avoir régressé. Alors qu'en 1965 les Philippines exportaient plus que la Corée du Sud et Taiwan réunies. En 1985, leurs ventes à l'étranger ne représentaient plus que 10 % du total des exportations de ces deux pays.

L'une des priorités du gouvernement de M^{re} Aquino est de redonner l'initiative au secteur privé. La composition du cabinet, dans lequel figurent deux hommes d'affaires puissants — MM. Ongpin (finances) et Conception (commerce et industrie) — témoigne d'une orientation politique fondée sur le principe du « laisser-faire » plus que sur l'intervention de l'Etat.

Le ministre des finances compte sur une reprise des investissements : « Nous devons convaincre, en priorité, les Philippines de réunir dans leur pays, et, à court terme, je pense que les investisseurs étrangers suivront. Mais il faut créer un climat favorable », nous a-t-il déclaré.

Corée du Nord

● *Traité avec Cuba.* — A l'issue de la visite officielle de quatre jours de M. Fidel Castro à Pyongyang (le 10 et 11 mars), un traité d'amitié et de coopération a été signé entre les deux pays. La Corée du Nord a également rendu à Cuba, à des conditions de crédit avantageuses, cent mille fusils et plusieurs millions de cartouches. Le dirigeant cubain a quitté Pyongyang mardi 11 mars. — (Reuters, UPI.)

Avec l'assistance extérieure, le gouvernement de M^{re} Aquino devrait pouvoir assainir la situation de l'archipel, qui connaît la crise économique la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

La crise de confiance, après l'assassinat de Benigno Aquino, en août 1983, a engendré une fuite de capitaux sans précédent. De nombreux projets sont restés en plan, des dizaines d'usines ont fermé. Selon certaines estimations, le total des évènements de capitaux de ces deux dernières années correspondrait au montant de la dette extérieure (27 milliards de dollars).

Les nouvelles réglementations en matière d'investissements favorisent les projets en relation avec l'agriculture afin de développer une industrie agro-alimentaire sur le modèle malaisien. Les deux tiers de la population vivent, on le sait, dans les zones rurales et un tiers des exportations sont constituées par des produits agricoles.

Une indispensable réforme agraire

Le nouveau ministre de l'Agriculture, M. Mitra, a annoncé le démantèlement des monopoles de la noix de coco (contrôlée par M. Eduardo Cojuangco) et du sucre (Robert Benedicto) ainsi que l'adoption d'une réforme agraire. Cette réforme est une nécessité sociale et psychologique. La condition des paysans est souvent plus misérable encore que celle des habitants des bidonvilles de Manille. La réforme agraire est cependant une arme à double tranchant, car elle n'est pas forcément compatible avec les besoins de rentabilité, notamment pour la production du sucre, qui exige de grandes propriétés.

Sur le plan intérieur, la hausse des prix est tombée de 50 % en 1984 à 6 % en 1985, mais les sommes dépensées dans l'économie au cours de la campagne électorale (10 milliards de pesos, soit 450 millions de dollars), plus, sans doute, 3 milliards (150 millions de dollars) pour pallier les effets de la campagne de « désobéissance civile » amorcée par l'opposition, constituent un facteur d'inflation dans l'économie au cours de la campagne électorale. D'autant qu'une bonne partie de ces milliards sont, apparemment, de la « vraie fausse monnaie » : des billets imprimés clandestinement par le régime et portant les mêmes numéros de série que des billets déjà en circulation.

Cet exode soudain de liquidités menace le programme de stabilisation dont le FMI avait fait une condition à l'octroi de nouveaux prêts aux Philippines. Lorsqu'en décembre 1984, au bord de la banqueroute, les Philippines furent contraintes de demander un moratoire pour le remboursement de leurs dettes, le FMI consentit un prêt de 650 millions de dollars assorti d'un droit de contrôle sur la gestion de l'économie.

Des aides importantes

Le problème de la dette extérieure des Philippines est bien plus

Thaïlande

Bangkok accuse le Laos d'organiser le trafic de l'opium

De notre correspondant

Bangkok. — Le secrétaire général du Conseil national de sécurité thaïlandais a accusé dernièrement le Laos de se livrer à la production et au commerce de l'opium.

Le Triangle d'or — où le pavot est cultivé — s'étend sur trois pays : la Birmanie (où la production annuelle d'opium est d'environ 600 tonnes), la Thaïlande (de 40 à 50 tonnes) et le Laos. Les deux premiers, en partie sous la pression des autorités américaines, se sont, depuis quelques années et avec des fortunes diverses, livrés dans une lutte de longue haleine contre la culture du pavot.

Avant la prise du pouvoir par les communistes du Pathet Lao en décembre 1975, le Laos était un centre important du trafic de drogue. A en croire les Thaïlandais, rien n'a véritablement changé, si ce n'est qu'aujourd'hui la production est en quelque sorte « nationalisée ». Selon le Bangkok Post, le comité central du Parti révolutionnaire du travail (le PC laotien) aurait décidé que les principaux produits d'exportation du pays seraient désormais le café, la résine et l'opium.

qu'une épave dans le pied du gouvernement Aquino. La charge de la dette absorbe chaque année la moitié des recettes à l'exportation (4,6 milliards de dollars en 1985). M. Ongpin espère que, dans les mois qui viennent, le FMI, la Banque mondiale et les quatre cent quatre-vingt-trois banques créditrices assoupliront leurs positions à l'égard d'un gouvernement qui hérite d'une situation catastrophique. Le FMI a déjà accepté de repousser de deux mois un programme de libéralisation des importations. Les Japonais et les Américains ont, en outre, annoncé des aides importantes.

Avec l'assistance extérieure, le gouvernement de M^{re} Aquino devrait pouvoir assainir la situation économique. Mais la grande inconnue est sa capacité de promouvoir des réformes en matière de justice sociale, attendues notamment par l'Eglise et la gauche. Il semble que, dans un premier temps, le gouvernement vise surtout à relancer la production, espérant que même les plus défavorisés bénéficieront de certaines retombées.

PHILIPPE PONS.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Exécution à Houston, Texas

Charles Bass, un condamné à mort âgé de vingt-neuf ans, dont l'histoire avait fourni au cinéaste français François Reichenbach le sujet de son film *Houston, Texas* (*Murder in Houston*), a été exécuté mardi 12 mars, dans la prison de Huntsville (Texas). La Cour suprême des Etats-Unis avait rejeté la veille un ultime recours présenté par l'accusé, qui est mort par injection dans les veines d'une substance létale. Sa mère a assisté à l'exécution.

Témoin, en août 1979, de l'incident au cours duquel Charles Bass avait tué, une nuit de pleine lune, à Houston, un policier, François Reichenbach, qui se trouvait sur place dans l'intention de tourner un film sur la politique locale américaine, s'était intéressé à l'accusé. Dans une véritable enquête-porrait, il avait rencontré les parents et les proches du meurtrier, un petit méfiant qui avait souvent eu affaire à la police et vivait dans le sentiment d'être rejeté depuis toujours par la société.

Reichenbach avait été autorisé à tourner à l'intérieur de la prison et à parler avec Bass. Celui-ci avait reconnu avoir « agi comme un idiot » et avait fait au cinéaste

cet aveu, qui était peut-être la clé de son comportement : « Je n'aurais jamais cru que ma femme m'aurait... ».

Charles Bass est le second condamné à mort exécuté aux Etats-Unis depuis le début de l'année, et le cinquante-neuvième depuis la reprise des exécutions en 1976.

Un autre condamné, Roger de Garmo, révisé et meurtrier d'une jeune femme en 1979, qui devait subir mercredi le même sort que Charles Bass, s'est vu accorder un sursis par un juge fédéral. Ses avocats ont fait valoir qu'aucun adversaire de la peine capitale n'était présent parmi les membres du jury qui l'ont condamné à mort.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

M^{re} Thatcher a reçu un dirigeant de la résistance

Londres. — L'un des chefs de la résistance, le commandant Abdul Haq, a été reçu, mardi 11 mars, à Londres, par M^{re} Thatcher, ainsi que par Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office. L'accueil ainsi réservé à M. Haq, invité du gouvernement britannique, a provoqué une protestation officielle de Kaboul. De son côté, l'agence Tass a vivement critiqué le « soutien total » offert, à ses yeux, par Londres à l'un des « chefs de la ligue contre-révolutionnaire afghane ».

D'autre part, des diplomates occidentaux en poste à Islamabad ont rapporté que, début mars, les Soviétiques ont infligé de lourdes pertes à une colonne de résistants qui remontaient vers le nord de l'Afghanistan et ont saisi d'importantes quantités d'armes et de munitions. — (AFP, AP.)

EQUATEUR

Le général Vargas met fin à sa rébellion

Guayaquil. — L'ancien chef des forces aériennes équatoriennes, le général Frank Vargas, qui était entré en rébellion vendredi 7 mars et s'était retranché depuis lors sur une base militaire dans le sud-ouest du pays, a accepté, mardi, de mettre fin à son action. En même temps, on apprend la démission du ministre de la défense, le général Enriquez, et la demande de mise en disponibilité du commandant en chef de l'armée, le général Albuja. Le général Vargas avait posé comme condition à sa reddition la destitution des deux hauts chefs militaires, qu'il accusait de malversations. Dans la soirée de mardi, le général rebelle s'est présenté devant le chef de l'Etat, le président Fabres Cordero, à Guayaquil, dans le sud du pays. Obéissant aux ordres de ce dernier, il s'est ensuite envolé pour Quito, la capitale, où il devrait être jugé par un tribunal militaire. — (AFP.)

ETHIOPIE

Deux membres d'une organisation humanitaire tués au Wollo

Addis-Abeba. — Une infirmière et une employée éthiopiennes de l'organisation humanitaire américaine World Vision ont été tuées par balles lors d'une attaque menée, samedi 8 mars, par des « hommes armés non identifiés », à Alamata (province du Wollo, dans le nord de l'Ethiopie) contre les locaux de cette organisation. Quatre autres employés ont été blessés, et un septième a été enlevé par les assaillants qui, selon World Vision, « ont fait feu sans discrimination sur les employés présents ». La nord de la province du Wollo est l'une des zones où opèrent les deux organisations de guérilla éthiopiennes, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et le Mouvement démocratique populaire éthiopien (MPDE). Rien ne permet pourtant de mettre en cause la responsabilité de ces deux mouvements dans cette attaque qui, indique-t-on à Addis-Abeba, est la première du genre contre l'une des quelque cinquante organisations non gouvernementales engagées dans la lutte contre la famine en Ethiopie. — (AFP.)

NATIONS UNIES

Moscou proteste contre la réduction du personnel de sa mission

A la suite de la demande américaine de réduction du personnel des missions soviétiques aux Nations unies (le Monde des 10 et 11 mars), Moscou a élevé, mardi 11 mars, une « protestation vigoureuse » contre ces « prétentions absolument inadmissibles ». A Washington, un porte-parole du département d'Etat a affirmé que le gouvernement américain est prêt « à travailler avec les Soviétiques pour minimiser les inconvénients entraînés par cette réduction » de personnel et que celle-ci « n'a rien à voir avec une rencontre au sommet, que nous continuons à considérer comme du meilleur intérêt des deux parties ». De son côté, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a reçu les chargés d'affaires des deux parties pour leur conseiller de régler le problème par des négociations, et leur a présenté des « suggestions » en ce sens, a précisé son porte-parole. — (AFP, Tass.)

AFRIQUE

République sud-africaine

La police tue trois adolescents au cours d'une manifestation d'écopiers

La police sud-africaine a ouvert le feu, mardi 11 mars, sur une foule de plusieurs milliers d'élèves rassemblés devant un tribunal de la ville de White-River, située à 320 kilomètres à l'est de Johannesburg, dans la province du Transvaal. Selon des témoins, trois adolescents ont été tués et près de quatre-vingts autres blessés. La police a, pour sa part, indiqué que deux écoliers (âgés de quatorze et quinze ans) avaient été tués et treize autres blessés « après que la foule eut pénétré des barrières et provoqué le chaos » à l'extérieur du bâtiment. Selon M. Lawrence Tonkin, avocat présent sur les lieux, les enfants s'étaient rassemblés devant le tribunal pour soutenir vingt-six camarades accusés de « violences publiques », après des incidents survenus le mois dernier, dans le même secteur, avec les forces de sécurité. Des témoins ont rapporté que la police n'a tiré qu'après que la foule ait tenté de pénétrer dans le bâtiment. De nombreux écoliers blessés sont restés étendus sur le sol après ces tirs et plusieurs d'entre eux ont été admis à l'hôpital de la ville voisine de Nelspruit.

A Port-Elizabeth, deux des principaux dirigeants noirs de la ville, M.M. Mchuseli Jack et Henry Fax-

zie, ont, d'autre part, été frappés d'une mesure de bannissement intérieur, sur décision du gouvernement de Pretoria. Cette mesure équivaut à une assignation à résidence, puisqu'ils ne peuvent plus quitter leur domicile la nuit, de s'absenter du district de Port-Elizabeth, d'assister à des réunions publiques ou de prononcer des discours politiques. M. Fazzie, qui est vice-président régional du Front démocratique uni (UDF), est l'un des dirigeants les plus radicaux de l'opposition noire sud-africaine. M. Jack avait été l'année dernière l'organisateur d'un mouvement de boycottage des commerces blancs.

Parallèlement, le gouvernement est revenu — à la surprise générale, sur sa décision d'expulser trois journalistes de la chaîne de télévision américaine CBS, qui avaient filmé les funérailles collectives de dix-sept des victimes des émeutes d'Alexandria le mois dernier. Enfin, dans un autre geste de conciliation, les autorités ont autorisé le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées et cofondateur de l'UDF, à se rendre en Suède pour assister aux obsèques d'Olof Palme. — (AFP, UPI, Reuters.)

Tunisie

● *L'état de santé de M. Habib Achour.* — Les milieux gouvernementaux ont démenti que M. Habib Achour, ancien secrétaire général de l'UGTT, soit atteint d'une arthrose cervicale, ainsi que l'avait annoncé sa famille (le Monde des 9-10 mars 1986). M. Achour, qui souffrait de maux de tête, a été transporté à l'hôpital militaire de Tunis, où il a subi un examen complet. Les résultats ont démontré qu'il se trouvait dans un état de santé satisfaisant, affirmant les mêmes milieux. — (Corresp.)

Algérie

● *RECTIFICATIF.* — Le président Bendjedid Chadli ne s'est pas exprimé deux fois devant l'Union nationale des femmes algériennes, l'UNFA, samedi 8 mars, comme une erreur de transmission et une coupe malencontreuse nous l'ont fait écrire dans le Monde du 11 mars. Il a pris la parole, lors de la clôture du congrès de l'UNFA, indiquant qu'il estimait la baisse des revenus de l'Algérie « à environ 80 % ». Il a, le même jour, prononcé une autre allocution devant les secrétaires nationaux de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), pour souligner la nécessité « de combler le déficit alimentaire, et de réaliser l'autosuffisance ».

سكوا من الأصل

politique

« AU GRAND JURY SPÉCIAL RTL-« LE MONDE »

M. Jospin : il faut éviter un conflit majeur et une paralysie du pouvoir exécutif

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, invité, mardi 11 mars du « Grand Jury spécial RTL-« Le Monde », a notamment déclaré, à propos de la question des otages français au Liban et de la politique de la France au Proche-Orient : « On aurait tort de croire que c'est cette affaire de l'expulsion vers l'Irak, de deux ressortissants israéliens, même si cette expulsion est regrettable et dommageable, qui est responsable de ce regain de tension, de cette pression, de ce chantage qui est exercé contre nous (...). Si l'on commence à considérer comme un interlocuteur fiable, comme quelqu'un de bon foi, un mouvement obscur et en tout cas un mouvement qui, exerce sur nous une pression terroriste, on entre dans un jeu dans lequel il ne faut pas entrer (...). Il faut faire face à ces tentatives de manipulation. Je voudrais rappeler (...) qu'il y a eu, au cours de ces semaines, à Paris, des attentats terroristes, qui n'ont rien justifiés par elle-même ou telle expulsion. C'est au contraire à la suite de ces attentats terroristes que des gens ont été interpellés et que les expulsions sont intervenues. Il est donc visible qu'une pression sur nous, violente, est exercée depuis plusieurs semaines, sans rapport avec cette expulsion vers l'Irak ».

M. Jospin a ajouté : « Il fallait qu'il soit clair devant l'opinion internationale, devant un certain nombre de nos interlocuteurs, de ceux qui pouvaient nous entendre au Liban, d'une part qu'il n'y avait pas eu une volonté politique ou une décision politique derrière cette expulsion, d'autre part qu'il n'y avait pas eu une volonté de renvoyer en Irak des opposants et de mettre leur vie ou leur sécurité en danger. (...) »

« Se serrer et s'unir »

Mais il faut comprendre que, maintenant, nous sommes rentrés dans une autre phase, dans une autre période et que, si nous nous adressons, grâce aux formidables privilèges de la démocratie, d'abord à ceux qui sont agressés en oubliant

que les responsabilités incombent à ceux qui assassinent prennent en otages, nous entrons dans un comportement qui est un comportement fou et suicidaire. Il faut se serrer et s'unir face à la pression qui est exercée sur nous, ce qui ne veut pas dire que le gouvernement ne doit pas prendre ou poursuivre les contacts utiles à la libération des otages. »

« La France, a poursuivi M. Jospin, n'a eu pas sur le Liban un regard ou une influence qui devait inquiéter les communautés qui y vivent. »

Interrogé sur la « cohabitation » et les perspectives de l'après-16 mars, le premier secrétaire du PS a déclaré : « Nous n'avons, pour notre part, jamais utilisé - ou en tout cas rarement - le terme de « cohabitation ». Nous avons préféré utiliser l'expression « respect de la démocratie » - ce qui va de soi - ou « respect des institutions ». Nous n'avons, de ce point de vue, ni changé ni tourné (...). S'il y a eu un changement dans notre attitude, cela tient essentiellement au comportement des leaders de la droite. Si nous avons eu l'espoir que, dans cette hypothèse, les choses se passeraient tranquillement, je crois qu'il est difficile maintenant de rester sur cette illusion. »

D'une part, dans leur ensemble, les leaders de la droite, même s'ils ont des différences sur la tactique ou plutôt sur le moment où cela devrait intervenir, ont au fond pour objectif commun, s'ils le peuvent, de faire partir François Mitterrand avant 1988. D'autre part, la vision de la Constitution et du rôle du président de la République qu'ont développée les leaders de la droite, notamment ceux qui se proclament les plus cohabitationnistes, aboutit à vider cette fonction de son rôle véritable. Ils en arrivent à considérer le président de la République, sous la V^e République, comme un président de la IV^e République, c'est-à-dire, un président pratiquement sans pouvoirs (...). Si ceux qui partagent les vues des auteurs de la Constitution de 1958, obtiennent une majorité, aboutissent à vider

celle-ci de ce qui a été son élément essentiel, à savoir la force politique du président de la République, je dis que le risque est que le problème des institutions serait effectivement posé devant le pays. »

« Si le RPR, a lancé M. Jospin, veut une réforme des institutions, qu'il la propose! Qu'il propose une V^e République à géométrie variable dans laquelle le président de la République aurait tous ses pouvoirs lorsqu'il disposerait d'une majorité au Parlement et n'en aurait presque plus lorsqu'il n'en disposerait pas. »

Consensus?

Selon M. Jospin, les dirigeants de l'opposition « ne vont pas à ce qu'ils appellent la cohabitation avec un comportement de cohabitation; ils n'y vont pas avec un esprit de compromis ni avec un programme de compromis ». Le premier secrétaire du PS a continué : « Je demande aux Français d'exprimer un vote qui permette d'éviter un conflit politique majeur et une paralysie du pouvoir exécutif. Je pense qu'ils ont de bonnes raisons de le faire parce que, selon moi, la plate-forme RPR-UDF remettrait en cause toute une série d'acquis qui sont les leurs, tandis que la plate-forme socialiste permettrait, au contraire, de mieux harmoniser intérêt collectif et intérêt individuel, secteur public et secteur privé, de poursuivre dans le sens qui est le nôtre depuis cinq ans, c'est-à-dire un effort de modernisation économique qui ne s'effectue pas sur les décombres du droit social. »

Interrogé sur l'existence d'un consensus partiel entre la gauche et la droite, le premier secrétaire du PS a souligné : « Je ne sais pas dans quels domaines on peut considérer qu'il y a un consensus. S'il y a un progrès sur un certain nombre de questions, c'est aux socialistes et à la gauche qu'on le doit depuis 1981. »

La décentralisation, est-ce une idée de gauche ou une idée de droite? Ce n'est pas forcément une idée socialiste. Il n'empêche que ce sont les socialistes qui l'ont faite,

parce qu'ils ont pensé que c'était utile pour le pays de casser le vieux centralisme hérité de la monarchie (...).

La libération des médias, est-ce une idée socialiste ou une idée conservatrice? Après tout, il s'agit seulement de liberté. Mais je constate que ce sont les socialistes qui l'ont faite.

L'abolition de la peine de mort, qui met notre pays dans le giron des grandes démocraties du point de vue du respect de la personne humaine, ce n'est ni une idée de gauche, ni une idée de droite. Mais ce sont les socialistes qui l'ont faite.

Le fait de pousser la recherche parce que cela semble indispensable au progrès, est-ce une idée de gauche ou une idée de droite? Il y a vingt ans, le général de Gaulle en avait fait, sinon une idée de droite, du moins une idée de son camp. Mais elle a été abandonnée - vous ne pouvez pas le nier - par M. Pompidou et par M. Giscard d'Estaing. Là encore, je constate que ce sont les socialistes qui l'ont reprise.

Par ces exemples, je veux montrer que, sur ces questions qui n'appartiennent pas directement à l'idéologie socialiste ou à l'idéologie conservatrice mais qui sont de l'intérêt bien compris de notre pays, ce sont les socialistes qui ont accompli l'effort. Finalement, c'est leur politique qui est consensuelle. C'est pourquoi il serait logique que les Français se rassemblent autour de cette politique. »

M. Jospin a évoqué la politique économique pour affirmer : « Nous sommes en train de rétablir les équilibres économiques (...). En 1986, nous sommes en mesure de profiter d'une conjoncture favorable et de nous donner un taux de croissance légèrement plus élevé (...). Cela ne veut pas dire que l'ensemble de ces marges devront être nécessairement distribué en pouvoir d'achat ou, en relance. Cela peut servir à autre chose; par exemple, à rembourser plus vite une partie de notre endettement. Cela peut servir en

partie à l'investissement, mais cela peut servir aussi, dans une certaine mesure, notamment dans le cadre des négociations entre le patronat et les syndicats, à donner un peu plus de mou. »

« Plus de justice »

A propos du programme socialiste pour la législature à venir, M. Jospin a expliqué : « Dans notre programme électoral, nous citons un certain nombre de mesures précises pour lesquelles nous prévoyons des engagements. Nous prévoyons d'introduire un minimum fiscal garanti afin que les personnes qui sont dans une situation de précarité soient prises en charge par la solidarité nationale. Nous disons que nous voulons lancer un grand programme de rénovation ou de construction de logements populaires, grâce à une aide de l'Etat à la trésorerie des HLM qui sont dans une situation très difficile. Nous disons aussi que nous voulons rendre la taxe d'habitation - l'impôt local le plus important - plus juste, plus proportionnelle aux revenus. Nous prévoyons enfin des engagements à plus long terme en ce qui concerne la lutte contre l'échec scolaire et l'augmentation du nombre des bacheliers à l'issue du cycle secondaire. »

Quant à la question de l'école privée, il a affirmé : « Il est exact que cela ne figure plus dans notre plate-forme. Cela veut dire que nous avons décidé de ne plus poser cette question dans le cadre de la prochaine législature. Si ce n'était pas le cas, cette question serait abordée, même de façon prudente. Il faudrait que l'Etat d'esprit de l'opinion soit bien différent pour que cette question soit à nouveau posée. »

En matière de fiscalité, M. Jospin a précisé : « Nous voulons aller plus loin (par rapport à l'action accomplie depuis 1981) dans un certain nombre de domaines : c'est le cas de la réforme de la taxe d'habitation, de la réforme de la taxe professionnelle, que nous voulons poursuivre pour rendre cette dernière moins aléatoire, moins arbitraire. Enfin,

nous voulons réfléchir aux réformes qu'il faudrait mettre progressivement en œuvre pour le financement de la protection sociale, afin que celui-ci devienne plus proportionnel. Le paradoxe, en France, est que les cotisations sont dégressives. Contrairement à ce qui se passe pour l'impôt sur le revenu, qui est progressif, on paye proportionnellement d'autant moins que son revenu est plus élevé. Nous voulons introduire plus de justice dans les mécanismes de financement de la protection sociale. »

Enfin, M. Jospin a donné son sentiment sur l'attitude des syndicats vis-à-vis de l'échéance du 16 mars, et les contacts de ceux-ci avec l'actuelle opposition, en affirmant : « Je pense qu'ils doivent être influencés par les médias qui nous répètent depuis le début de la campagne que le RPR et l'UDF pourraient gagner les élections législatives. Tout syndicat qui, dans son indépendance, défend les travailleurs, se prépare à toutes les éventualités politiques. Mais je crois que les organisations syndicales et leurs responsables, à part ceux dont les motivations sont politiques, ont intérêt au maintien de la gauche au pouvoir. Moi qui ai discuté avec l'ensemble des représentants du monde syndical, je n'ai pas de doute à ce sujet. »

■ M. Jospin et la candidature de M. Doublin. - M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est excusé par lettre, auprès de M. François Doublin, président du MRG, de n'avoir pas pu venir le soutenir dans sa campagne électorale. Jeudi 10 mars, comme prévu, M. Jospin met en avant les « contraintes de la campagne officielle ». Sa lettre a été rendue publique par le secrétariat de M. Doublin à Aleaoua (Orne), où le président du MRG mène la liste socialiste des élections législatives, ce qui a suscité une liste dissidente. L'élection de M. Doublin est habituellement considérée, dans les rangs socialistes, comme très compromise.

la communauté arménienne française

questionne dans le cadre de leur projet politique,

Messieurs Raymond Barre, Jacques Chirac, Lionel Jospin, Jean Lecanuet, Georges Marchais.

1/ La France et l'Arménie ont, depuis 9 siècles développé des liens culturels étroits et fertiles. La France par son histoire, sa tradition, son rayonnement et son tropisme culturel a été une terre d'accueil naturelle pour les Arméniens, peuple chrétien, héritier de 3000 ans de civilisation. Aujourd'hui, les Français d'origine arménienne sont animés d'une volonté active de sauvegarder et de développer leur identité culturelle. Quels moyens mettez-vous en place pour favoriser l'épanouissement de la culture arménienne en France, tant au niveau de son enseignement qu'à celui de sa diffusion ?

2/ La Turquie, successeur de l'Empire Ottoman, refuse de reconnaître le génocide du peuple arménien, organisé et exécuté par le gouvernement « Jeune Turc ». Seuls les Etats totalitaires ignorent et falsifient l'histoire. A l'heure où elle aspire à être membre à part entière de la Communauté Economique Européenne, admettez-vous que la Turquie n'assume pas politiquement sa responsabilité à l'égard du peuple arménien ?

3/ La question arménienne est la volonté d'une nation récemment dispersée par la violence, d'être et de durer. L'exigence de justice, le besoin de reconnaissance par la Communauté Internationale, l'insécurité des Arméniens du Proche-Orient, renforcent la solidarité nationale pour un projet d'avenir. Le problème arménien appelle-t-il une solution politique ou seulement la reconnaissance d'un fait historique ?

Comité de Défense de la Cause Arménienne

Association loi 1901

Pour le financement de cette information envoyer votre contribution au CDCA

50 rue du Repos - 69007 LYON

مكتبة من الأصل

ÉDITIONS MESSIDOR

EXTRAITS DU CATALOGUE

ÉDITIONS SOCIALES

premier éditeur en langue française des œuvres de Marx et d'Engels (le Capital, la Correspondance, Les grands textes).

THÉORIE

Karl Marx, Friedrich Engels - **LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*** (nouvelle édition traduite et annotée par R. Huard et L. Sève).
Antoine Casanova - **LE CONGÈS, VINGT ANS APRÈS**
Michel Clouscard - **DE LA MODERNITÉ, ROUSSEAU OU SARTRE**
Antonio Gramsci - **TEXTES (A. Tosi)**
Henri Lefebvre - **LE RETOUR DE LA DIALECTIQUE***
György Lukács - **TEXTES (C. Prévo)**
et dans la collection "Terrains"
Jacques Bonitzer - **PHILOSOPHIE DU HASARD** - Lucien Sève - **UNE INTRODUCTION À LA PHILOSOPHIE MARXISTE** - André Tosi - **PRAXIS** - L.S. Vygotski - **PENSÉE ET LANGAGE**.

ACTUALITÉ POLITIQUE

Paul Boccard - **INTERVENIR DANS LES GESTIONS** avec de nouveaux critères
Désiré Calderon - **LA DROITE FRANÇAISE**
Philippe Herzog et collectif - **UN CHEMIN POUR SORTIR DE LA CRISE**
Jean-Paul Jouany - **LE COUP D'ÉTAT CONTINUÉ***
et Arnaud Spire Mitterrand et les institutions
René La Guen - **OXYGÈNE POUR TOUS LES CERVEAUX**
Jean Lajoinie - **LA CLASSE OUVRIÈRE EN MUTATIONS***
et sur les pays socialistes, les ouvrages de
Francis Cohen (BULGARIE), Paul Lavau (RDA),
Jean Radwan (URSS), Alain Roux (CHINE).

HISTOIRE DE LA FRANCE CONTEMPORAINE

Roger Bourderon - **LA GESTAPO CONTRE LE PCF**
Annie Lacroix-Riz - **LE CHOIX DE MARIANNE***
Roger Martelli - **COMMUNISME FRANÇAIS**
Histoire sincère du PCF
Gaston Plissonnier - **UNE VIE POUR LUTTER**
Danielle Tartakowsky - **DES LENDEMAINS QUI CHANTENT***
et Claude Willard

Dans la Bibliothèque du Bicentenaire

de la Révolution française
Jean Jaurès - **HISTOIRE SOCIALISTE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE*** (publié avec le concours du CNL) - Georges Lefebvre - **LA FRANCE SOUS LE DIRECTOIRE** - Claude Mazauric - **JACOBINISME ET RÉVOLUTION** - Albert Soboul - **LA RÉVOLUTION FRANÇAISE** - Michel Vovelle - **LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, IMAGES ET RÉCIT*** et **LA MENTALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE**.

LITTÉRATURE GÉNÉRALE

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Aragon - **AVEZ-VOUS LU VICTOR HUGO?**
Charles Dobzynski - **LE COMMERCE DES MONDES** (nouvelles)
Paul Eluard - **POÈMES CHOISIS**
Jacqueline Gélly - **LE DAMIER*** (roman)
Jean Guéhen - **NESTOR ET AGAMEMNON*** (roman)
Jean Maréchal - **LES RUINES DU SOLEIL** et autres poèmes
Roger Vailland - **LA VISIROYA*** (roman inédit)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Tchingiz Aïmatov - **UNE JOURNÉE PLUS LONGUE QU'UN SIÈCLE** (roman)
Jorge Amado - **LES TERRES DU BOUT DU MONDE** (roman)
Nedim Gürsel - **LES LAPINS DU COMMANDANT** (nouvelles)
Nazim Hikmet - **LES ROMANTIQUES** (roman)
Mafakavski - **LES POÈMES** (édition bilingue - 2 volumes parus)
Yannis Ritsos - **ARIOSTE L'ATTENTIF*** (récit)
Jacques Roumain - **GOUVENEURS DE LA ROSÉE**
Et la revue littéraire mensuelle **EUROPE**
Mars: 1936, art et littérature

DOCUMENTS, HISTOIRE

Henri Alleg - **SOS AMERICA!**
Pierre Durand - **QUI A TUÉ FABIEN?**
Pierre Leveau - **BÊTES, DIEUX ET HOMMES**
Gilles Perrault présente: **TAUPES ROUGES CONTRE SS***

ALBUMS

Roger Bordier - **1936, LA FÊTE***
Serge Fauchereau - **LES PEINTRES RÉVOLUTIONNAIRES MEXICAINS***
Wolinski - **ON A GAGNÉ!**

pour la jeunesse

LA FARANDOLE

ALBUMS

PIF, PIFOU, HERCULE, RAHAN, Dr JUSTICE

dans une nouvelle collection de BD

Bernard Clavel - **L'ARBRE QUI CHANTE**

Alain Demouzon - **LE RÊVE D'ANTONIN***

Pei - **NOËL, PÈRE ET FILS**

Yves Pingouilly - **IL ÉTAIT UNE FOIS, PICASSO**

Béatrice Tanaka - **CONTES EN F**

BEAUX LIVRES, DOCUMENTS

Paul Brouzet et collectif - **LA SCIENCE EN QUESTIONS**

Jacques Cassabois - **MONSIEUR PASTEUR***

Bernard Eplin - **L'ÉDUCATION CIVIQUE C'EST QUOI AUJOURD'HUI?**

et Pierre Gamarra

Gilles Le Morvan - **DROGUE, LA VIE VOLÉE**

Suzanne Prou - **LES VOYAGEURS DE LA PAIX**

et Bernard Friedrick

Annette Rosa - **VICTOR HUGO: L'ÉCLAT D'UN SIÈCLE**

Jean-Pierre Vittori - **LE NUMÉRO**

ROMANS

Georges Coulonges - **GRAND-PÈRE EST UN FAMEUX BERGER**

Pierre Gamarra - **L'ASSASSIN À LE PRIX GONCOURT***

Michel Grimaud - **LE PASSE MONDE***

(Grand Prix du Livre pour la Jeunesse du Ministère de la Jeunesse et des Sports)

Nazim Hikmet - **LE NUAGE AMOUREUX*** (bilingue)

Toosey Jones - **A FLEUR DE PEAU***

Gianni Rodari - **HISTOIRES AU TÉLÉPHONE**

Et pour en savoir plus:

Bernard Eplin - **LES LIVRES DE VOS ENFANTS, PARLONS-EN!**

*Nouveauté 1986

En librairie et au Salon du Livre, Stand F 34.

POLITIQUE

A MARSEILLE

M. Chirac appelle à la vigilance contre la montée du racisme

De notre correspondant régional

Marseille. — Au cours de la dernière grande réunion publique de sa campagne qu'il a tenue le mardi 11 mars à Marseille devant cinq mille personnes, parmi lesquelles M. Gaudin, tête de liste UDF, M. Jacques Chirac a appelé à la vigilance contre la montée du racisme en France. « Quelle consternation, quelle tristesse, quelle douleur même, s'est exclamé le leader du RPR, de voir la France (...), qui a toujours été la patrie des droits de l'homme, se laisser aller aujourd'hui aux pires exécrations. Ce ne sont pas bien sûr les électeurs mais les dirigeants de l'extrême droite qui déclinent ce sentiment bestial de la xénophobie et du racisme. C'est une injure à notre histoire et c'est pourquoi il faut être vigilant. » Les socialistes, a estimé M. Chirac, assument seuls la responsabilité de cette situation. Par le laxisme éhonté de leur politique en matière d'immigration et de sécurité, ils ont conduit à ces débordements et à ces exaspérations chez beaucoup de nos concitoyens que nous comprenons. Ils en ont ras-le-bol et ils le disent de la façon la plus forte et, hélas aussi, la plus primaire. « C'est une fois, a déclaré le président du RPR, qu'une nation s'est laissée aller à encourager le racisme, cela a commencé souvent

dans l'enthousiasme et cela s'est toujours terminé dans des conditions dramatiques où l'on n'avait plus assez de sang et de larmes pour regretter de s'être engagé dans cette voie. » Alors, a conclu M. Chirac, je dis: faisons attention, soyons prudents. Il y a danger psychologique de déstabilisation profonde de notre société, danger d'aveuglement. » Nous devons le dire clairement.

Avant M. Chirac, et sur un registre très différent, les responsables locaux du RPR avaient eux aussi abordé les mêmes thèmes de l'immigration et de l'insécurité qui auront largement dominé la campagne électorale à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône. « La Provence appelle au secours car elle est en train de perdre son identité culturelle », avait ainsi lancé l'ancien ministre Joseph Comiti. « Je vous avais dit il y a trois ans, on a volé la Canebière aux Marseillais. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, on les applaudit, on y a planté des palmiers. Et demain, on mettra un ichador à la Bonne Mère ! »

M. Maurice Toga, qui conduit les listes du mouvement gaulliste aux élections législatives et régionales, avait fait de son côté une sombre description de « Marseille qui a peur et qui a honte », avant d'évoquer « les 200 000 étrangers du département ».

GUY PORTE.

A CARCASSONNE

Des journalistes pris à partie par des militants du Front national

Les journalistes des trois quotidiens paraissant à Carcassonne, la Dépêche du Midi, Midi libre et l'Indépendant, ainsi que le reporter de Radio-Carcassonne, ont décidé de ne pas rendre compte de la réunion électorale que M. Jean-Marie Le Pen a présidée, le mardi après-midi 11 mars, dans cette ville à la suite d'incidents avec le service d'ordre du Front national.

Les rédacteurs et photographes des trois journaux ont indiqué, dans un communiqué commun, qu'ils avaient « été violemment et haineusement pris à partie à la sortie du meeting par le service d'ordre de M. Le Pen, ajoutant les menaces physiques aux insultes ». La presse carcassonnaise unanime élève une vigoureuse protestation contre une telle attitude et décide d'opposer à ces agissements le silence du mépris », ajoute leur texte.

A Mantes-la-Jolie (Yvelines), la manifestation silencieuse organisée mardi soir à l'appel du PS pour protester contre la venue de M. Le Pen, mercredi, dans cette ville, après le meurtre d'un collègue d'affiches socialistes dans un membre du Front national, a réuni une centaine de personnes.

Un collectif anti-Le Pen rassemblait des partis d'extrême gauche ainsi que la CFDT et le MRAP a appelé, de son côté, à une manifestation, mercredi, à 18 h 30, entre le quartier du Val-Fourré, à forte densité immigrée, et le centre-ville, où se tiendra la réunion du mouvement d'extrême droite.

A Créteil (Val-de-Marne), le chauffeur privé du président de la République, M. Pierre Tourlier, a été agressé, dans l'après-midi du samedi 8 mars par des inconnus, alors qu'il collectait des affiches pour les candidats socialistes dans un centre commercial, en compagnie de son fils et d'un ami de ce dernier. Il a eu le bras droit fracturé et a été admis à l'hôpital de Créteil. La fédération du PS a indiqué que M. Tourlier avait été frappé à coups de barre de fer.

A Epinay-sur-Seine, le maire socialiste de la ville, M. Gilbert Bonnemaison, chef de file de la liste du PS en Seine-Saint-Denis, a décidé de ne prêter aucune salle pour la tenue d'une réunion publique du Front national à la suite du meurtre du collègue d'affiches survenu la semaine dernière dans les Yvelines.

Souhaitant que la présence de M. Le Pen à cette réunion venait d'être annoncée, alors qu'elle n'avait pas été initialement prévue, M. Bonnemaison a voulu ainsi « marquer sa profonde réprobation contre les agissements générateurs de violence du Front national ».

LE PROJET RPR POUR LA FONCTION PUBLIQUE

« Aucun fonctionnaire ne sera licencié »

Le RPR a mis au point un projet de « nouvelle politique pour la fonction publique » établi par M. Michel Balluteau, député national du mouvement. Celui-ci a précisé qu'en cas d'alternance la nouvelle majorité ne se contentera pas de « gérer le statut Le Pen, qui devra être immédiatement remplacé ». Le programme du RPR prévoit notamment l'abrogation de la loi du 19 octobre 1982 qui « confère une existence légale aux grèves de courte durée ». Il rétablira donc l'obligation d'un préavis de grève de cinq jours. M. Balluteau a affirmé qu'« aucun licenciement de fonctionnaires n'interviendra » mais qu'une diminution de « cent mille au maximum » du nombre de fonctionnaires en cinq ans s'effectuera par non-recrutement d'une partie de ceux qui partent à la retraite. Cette disposition permettra donc d'assurer le recrutement de nouveaux fonctionnaires et elle s'accompagnera d'une redistribution des emplois budgétaires.

Le RPR, qui est « partisan du développement de la politique contractuelle » et de l'« augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires », souhaite ouvrir « des les premiers jours suivant l'alternance » des discussions salariales avec les organisations syndicales auxquelles seront associées les représentants des personnels retraités de la fonction publique, civils ou militaires.

Le RPR souhaite aussi « redéfinir le service public » en instaurant trois statuts différents: celui des fonctionnaires de l'Etat, celui des fonctionnaires des collectivités territoriales et celui des personnels hospitaliers.

Il a précisé que les effectifs des policiers, magistrats et fonctionnaires pénitentiaires seraient augmentés pendant plusieurs années et que ceux appartenant aux services extérieurs des ministères de la santé et de l'équipement rejoindraient à l'avenir des conseils régionaux.

Le RPR, qui est « partisan du développement de la politique contractuelle » et de l'« augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires », souhaite ouvrir « des les premiers jours suivant l'alternance » des discussions salariales avec les organisations syndicales auxquelles seront associées les représentants des personnels retraités de la fonction publique, civils ou militaires.

Le RPR souhaite aussi « redéfinir le service public » en instaurant trois statuts différents: celui des fonctionnaires de l'Etat, celui des fonctionnaires des collectivités territoriales et celui des personnels hospitaliers.

« Il appartiendra au ministre ou au secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique de définir ces statuts, soit en modifiant les textes existants, soit en les abrogeant », a affirmé M. Balluteau, en précisant qu'il n'y aura pas de rôle juridique dans ce domaine.

Le RPR envisage un « nouveau système d'évaluation et de notation des agents publics ». Il faudra supprimer les inégalités existant entre les corps et les ministères, tout en allant vers l'individualisation d'une partie de la rémunération des fonctionnaires », a ajouté M. Balluteau en précisant qu'il s'agit là d'une « révision des principes, à la fois dans leur principe et dans leur application ». Enfin, parmi les réformes envisagées, figurent la suppression de la « troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration » et une révision de l'ensemble du recrutement de la haute fonction publique.



Les immigrés « chez eux »

désormais leurs associations ne seront plus soumises à l'autorisation préalable du ministère de l'Intérieur. On va assister à une floraison de groupes en tout genre.

Une carte de dix ans

Les élections municipales du printemps 1983 ont été marquées par l'immigration. Le Front national, qui en fait son cheval de bataille, se distingue dans plusieurs villes, notamment à Dreux. La gauche dénonce haut et fort la xénophobie ambiante mais prend conscience des difficultés de cohabitation entre Français et étrangers.

A partir de cette période, la plupart des mesures que prendra le gouvernement seront surtout critiquées par les défenseurs des immigrés. On revient, en effet, à une stricte application des textes, pour limiter les entrées en France et expulser les personnes indésirables. La loi du 10 juin 1983 permet de déférer devant les tribunaux selon une procédure d'urgence des étrangers en situation irrégulière et de les reconduire immédiatement à la frontière.

Les dirigeants socialistes reviennent en arrière sur deux autres points. D'une part, un décret du 27 avril 1984 institue une « aide publique à la réinsertion », autrement dit une nouvelle forme d'aide au retour. D'autre part, un décret du 4 décembre 1984 rend plus difficile l'immigration familiale en la soumettant à de nouvelles conditions de logement.

Après des tâtonnements et des contradictions, la politique socialiste s'articule désormais autour de trois idées: la France ne peut plus accueillir davantage d'étrangers (ils sont déjà quatre millions environ); il faut encourager ceux qui le souhaitent à retourner au pays dans les

meilleures conditions possibles; et on doit favoriser l'intégration de tous ceux qui resteront définitivement en France. C'est dans cet esprit qu'est institué, le 17 juillet 1984, la carte de résident étranger, dix ans et renouvelable de plein droit, elle permet à son titulaire de choisir librement son emploi sur tout le territoire national. Cette mesure capitale met fin à l'insécurité dans laquelle se trouvaient de nombreux étrangers.

Le poids de l'opinion

« Les immigrés sont chez eux en France », déclare M. Mitterrand le 21 novembre 1985. Mais il n'est toujours pas question de donner aux étrangers un droit de vote aux élections locales. L'opinion n'est pas prête, explique-t-on, à une telle nouveauté, inscrite dans le programme socialiste de 1981. Position difficile qui veut au pouvoir d'être critiqué des deux côtés: la droite l'indique qu'on songe à faire voter des non-Français; et les défenseurs des immigrés ne comprennent pas qu'on ait reculé.

Pris entre deux feux, les dirigeants socialistes sont persuadés que leur politique d'immigration est la seule possible. La plate-forme RPR-UDF semble leur donner raison puisqu'on y retrouve les trois grandes lignes: maîtrise des entrées aux frontières, aide au retour et intégration. Avec, il est vrai, des accents différents puisque la droite veut réformer, notamment le code de la nationalité. Mais chacun sait que les frontières ne seront jamais fermées, que les retours au pays ne toucheront qu'une minorité et que l'intégration des Maghrébins demandera du temps, de l'imagination et des moyens.

ROBERT SOLÉ.

فكذا من الأصل

POLITIQUE

Propos et débats

M. Barre : vigilance

M. Raymond Barre a souhaité, mardi 11 mars, à Strasbourg, que les prochaines élections créent « une dynamique du suffrage universel à laquelle personne ne puisse résister (...) à commencer par le président de la République ». S'adressant à plus de deux mille personnes, l'ancien premier ministre a appelé l'opposition à la « vigilance ». Le 15 mars, a-t-il dit, les conditions de l'efficacité et de la stabilité de l'exécutif risquent de ne pas être satisfaisantes. Il ne suffira pas de gagner, il faudra gagner en veillant à ne pas perdre après.

M. Giscard d'Estaing : pas de compromis

« Les Français attendent trois choses », a déclaré M. Valéry Giscard d'Estaing qui participait, mardi 11 mars, à Aurillac, à un meeting de soutien à la liste d'union de l'opposition pour les législatives dans le Cantal en présence de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Pour l'ancien président de la République, les Français attendent « une volonté profonde d'union (...) », le fin de l'expérience socialiste, car le socialisme, a-t-il dit, est un vieux rêve qui retourne au dix-neuvième siècle (...). Une volonté populaire qui s'exprime fermement et sans compromis dans le respect de la Constitution après le 16 mars ».

M. Toubon : atouts

De son côté, M. Toubon a souligné, au cours du meeting auquel participait M. Giscard d'Estaing, que sa présence était « le témoignage de la solidarité et du caractère indestructible de l'union scellée aujourd'hui entre le RPR et l'UDF dans l'opposition et demain à l'épreuve du pouvoir ». « Il n'y a qu'une majorité possible, a affirmé le lieutenant de M. Chirac, celle du RPR et de l'UDF. Il faut que cette majorité soit simple, forte, cohérente et indiscutable pour qu'elle puisse gouverner demain ».

Pour le secrétaire général du RPR, l'opposition bénéficie de trois atouts : « Une équipe de relève, un programme et une volonté commune de gouverner ».

M. Lang : poésie

C'est à un « rassemblement autour de M. François Mitterrand » qu'il convie M. Jack Lang, mardi 11 mars, au foyer du Grand Théâtre de Limoges, devant quelque trois cents personnalités politiques, artistiques et culturelles du Limousin. Le ministre de la culture a fait un fort appel du pied du côté de l'électorat communiste : « La majorité de la population de cette région est à gauche ; il y a des jours où il faut savoir choisir et ne pas se disperser. Dimanche, il faudra que tous les électeurs de gauche fassent comme s'il s'agissait d'un second tour. » Il a affirmé que « la poésie, la beauté et la reprise économique sont, au bout du bulletin de vote ».

M. Schwarzenberg (MRG) : olympiades

« S'il existait des Olympiades de l'inflation, MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing seraient médaillés d'or », a affirmé M. Roger-Gérard Schwarzenberg, secrétaire d'Etat aux universités, mardi 11 mars à Saint-Maur (Val-de-Marne). Selon le président d'honneur du MRG, ces trois médaillés « multiplient les leçons et se moquent sur un ton docte et sentencieux, en oubliant totalement le bilan d'échec du septennat précédent, avec l'effondrement des prélèvements obligatoires et la flambée de l'inflation, du chômage ».

Mme Laguille (LO) : après

Mme Ariette Laguille, leader de Lutte ouvrière (LO) et tête de liste aux législatives en Seine-Saint-Denis qui s'adressait à quelques centaines de salariés de l'usine Renault-Flins, mardi 11 mars, a appelé « les travailleurs socialistes, communistes et révolutionnaires à s'unir pour se défendre tous ensemble contre la bourgeoisie et le gouvernement après le 16 mars ».

M. JOXE DONNE SATISFACTION A M. GAUDIN

A la suite du dépôt d'une plainte par M. Jean-Claude Gaudin, député (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône, pour falsification de bulletins de vote, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a indiqué qu'il « convenait de considérer comme valables » les bulletins de vote litigieux de l'UDF devant servir aux élections régionales dans les Bouches-du-Rhône. Ces bulletins litigieux - 40 % au total selon l'UDF - portant un petit cercle placé au niveau du nom du quarante-troisième candidat qui aurait été invalidé (le Monde du 11 mars).

Selon M. Pierre Joxe, « la faute d'impression en cause ne saurait être assimilée à un signe distinctif au sens de l'article L-66 du code électoral, compte tenu du grand nombre de documents fautive et de la dispersion de leur diffusion. Dans ces conditions, sous réserve des prérogatives des bureaux de vote et de la commission instituée à l'article L-359 du code électoral, il convient de considérer comme valables les bulletins en cause ».

La commission des sondages demande des poursuites contre « le Figaro ». La commission des sondages a demandé au parquet de Paris d'engager des poursuites contre le Figaro pour publication d'un sondage pendant la semaine précédant le scrutin.

Le Figaro a publié le 10 mars un sondage de la SOFRES sur la politique extérieure de la France. La commission des sondages estime qu'il a été réalisé à la date de l'élection présidentielle, ce qui est contraire à la loi sur les sondages.

Si l'on en croit les sondages, le retour de la droite ne fait pas peur au plus grand nombre. Il a servi, dans un premier temps, à mobiliser les socialistes. M. Mitterrand l'a utilisé au Grand-Quevilly, le 17 janvier, en décrivant la plate-forme UDF-RPR comme « le programme des riches contre les pauvres ».

Restait alors à faire naître d'autres angoisses : celle de la « pagaille » - c'est fait - et celle du vide. Les Français, selon les enquêtes d'opinion, ne tiennent pas particulièrement à chasser M. Mitterrand, qui a pourtant évoqué cette extrémité le 2 mars, face à Yves Moureu sur TF1, en lui donnant un contenu imprécis et lointain. Certains socialistes cherchent à créer pour demain cette appréhension du vide : si vous voulez qu'il reste, disent-ils en substance, votez Mitterrand, c'est-à-dire pour nous.

Sans doute ceux-là songent-ils aussi que la menace d'une démission rapide du chef de l'Etat ne laissera pas M. Chirac indifférent. Le maître de Paris aurait bonne mine si elle était mise à exécution, lui qui a besoin de temps pour se refaire une santé d'homme d'Etat afin de tenir, si possible, M. Barre à l'écart de la future compétition présidentielle.

JEAN-YVES LHOMEAU

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA PROTECTION SOCIALE EN QUESTION

avec des articles de : Pierre BEREGOVY, Jacques DELORS, Michel DELEBARRE, Georgina DUFOIX, etc.

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 130 F pour l'abonnement annuel (100 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

APRÈS UNE INTERVIEW DE M. MITTERRAND A « GLOBE »

Renaud : « Je l'écouterai bien parler encore un septennat... »

Dans une interview accordée à la revue *Globe* et recueillie par Renaud, Valéry Kaprisky, François-Marie Banier et Jean-Louis Aubert (du groupe Téléphone), M. François Mitterrand déclare : « Les institutions sont bâties. J'ai d'ailleurs voté contre. Elles ont été voulues par de Gaulle, qui se moquait un peu de ce texte assurant qu'il était de rigueur et que le régime respecterait sa parole. Il y a donc eu certaines négligences de conception et de rédaction ; on s'aperçoit, peut-être, un jour... L'usage ajouté aux textes a fait que le président de la République joue sur un vaste éventail. En fait, le suffrage universel, le peuple, même le mouton, mais pas l'agneau, fait d'avoir le moyen de le changer, est d'appliquer strictement la Constitution. Parce que c'est la loi ».

Le président de la République raconte qu'enfant il avait un jour confié : « Je veux être roi ou pape ». « J'aurais pu aussi bien désirer être vainqueur du Tour de France ou champion de Wimbledon 1 sloutch ». Quoi qu'il en soit, si j'ai aujourd'hui le pouvoir d'un monarque constitutionnel, je n'ai pas encore celui d'un pape. C'est raté ! » M. Mitterrand estime : « On peut toujours faire bouger les choses. Puis les flux, progrès accomplis. Je crois aux institutions, aux structures,

qu'elles soient économiques, sociales, politiques. L'un des mots que j'ai répété le plus souvent sur les tribunes publiques, c'est que la liberté n'existe pas à l'état naturel. De l'anti-Rousseau, qu'il faut les institutions pour assurer d'ancrer la liberté. Le mot énoncé peut paraître antinomique. Pas vraiment ».

A propos de M. Gorbatchev, il note : « Il est costaud, solide. Quant à savoir s'il modernisera l'URSS, je le pense. Mais modifier le système même, ça n'est pas garanti. Gorbatchev incarne plutôt une intelligente façon de le perpétuer ».

Interrogé sur le retour des modes de l'est parmi les tribunes dans les Hautes Pyrénées dans le sillage de l'affaire de Lénine, drapeau rouge, remarque François-Marie Banier, « Vous vous souvenez de la période maoïste, l'extraordinaire prestige de Mao dans les ténés occidentales. Finalement, même en Chine, il n'en reste pas grand-chose. Il a été un meneur de peuple, considérable. Son aventure habitera longtemps les mémoires. Mais son influence politique, c'est fini. J'ai eu une longue conversation avec lui, chez lui, à Hang-Chou, en 1961. Le meilleur de son œuvre était déjà derrière lui ».

Sept ans avant l'explosion maoïste en France, la jeunesse est souvent frôlée. On découvre encore le Pékou. Pourquoi pas l'Union soviétique ?

Le chanteur Renaud commente ainsi, dans *Globe*, cette interview : Mitterrand, il est cool. D'abord physiquement il ressemble un peu à mon père que j'aime beaucoup, et déjà ça aide. Et puis il est intelligent, mais ça, personne n'en doute ou alors les cœurs, et c'est vrai qu'il y en a... Mais surtout il est plein d'humour, de repartie, et c'est un puits de culture. Et ça, moi, ça m'opère... D'entrée, on a causé d'architecture, et j'étais vert. Moi qui suis à peine reconnaissant une église gothique d'une romane (...).

Enfin bref, pendant plus d'une heure, je n'ai rien dit, je buvais ses paroles, fasciné. Vers la fin seulement, j'ai posé quelques questions (...). Je l'écouterai bien parler encore un septennat... En partant, super à la bourre, j'ai regretté de n'avoir pas osé lui raconter que le matin même je demandais à ma fille, qui a cinq ans : « Aurais-tu une question à poser au roi de France ? » et qu'elle m'a répondu : « Demandez-lui si c'est lui qui a mis le feu à l'appartement, caca... » Bien sûr que non, ça c'est pas lui, Lolita, c'est les autres... »

Le président de la République n'écarterait pas l'éventualité d'une démission

(Suite de la première page.)

Or - M. Lionel Jospin l'a expliqué mardi 11 mars au « Grand Jury RTL-Le Monde » - il n'est pas question que M. Mitterrand accepte les démissionnaires, la suppression des lois Amoux, une politique de défense qui n'aurait pas son accord (on pense notamment au programme américain IDS), une diplomatie que Laguille lui-même ne peut pas en hermine.

En fait, M. Mitterrand admet logiquement qu'il doit respecter la volonté du peuple, et donc nommer un premier ministre choisi au sein d'une majorité portée d'un programme précis. Mais il ne peut pas

concevoir - tout aussi logiquement - de donner sa caution à l'application d'un tel programme. S'il accepte la première éventualité et refuse l'autre, la France court tout droit à cette « paralysie » de l'exécutif dont ni les socialistes ni leurs adversaires ne veulent.

Depuis le début de la V^e République, le chef de l'Etat a toujours été considéré comme l'enjeu des élections législatives, celles-là mêmes dont M. Mitterrand affirmait naguère qu'elles ne le « concernent » pas. On s'est aperçu depuis que M. Mitterrand ne pouvait pas échapper si facilement au choix simple présenté à ses prédécesseurs : se soumettre ou se démettre - ou en revint toujours à ces deux

termes - ou bien accepter la « pagaille » décrite par les socialistes et M. Barre, et redoubler par tous. En 1978, M. Giscard d'Estaing avait joué de la soumission pour agiter sous le nez des électeurs l'épouvantail d'une mise en œuvre du programme commun. Ce fut efficace. En 1986, outre qu'un tel effacement n'est pas le genre de M. Mitterrand, le chef de l'Etat ne peut pas utiliser, à rebours, cette crainte-là.

Si l'on en croit les sondages, le retour de la droite ne fait pas peur au plus grand nombre. Il a servi, dans un premier temps, à mobiliser les socialistes. M. Mitterrand l'a utilisé au Grand-Quevilly, le 17 janvier, en décrivant la plate-forme UDF-RPR comme « le programme des riches contre les pauvres ».

Restait alors à faire naître d'autres angoisses : celle de la « pagaille » - c'est fait - et celle du vide. Les Français, selon les enquêtes d'opinion, ne tiennent pas particulièrement à chasser M. Mitterrand, qui a pourtant évoqué cette extrémité le 2 mars, face à Yves Moureu sur TF1, en lui donnant un contenu imprécis et lointain. Certains socialistes cherchent à créer pour demain cette appréhension du vide : si vous voulez qu'il reste, disent-ils en substance, votez Mitterrand, c'est-à-dire pour nous.

Sans doute ceux-là songent-ils aussi que la menace d'une démission rapide du chef de l'Etat ne laissera pas M. Chirac indifférent. Le maître de Paris aurait bonne mine si elle était mise à exécution, lui qui a besoin de temps pour se refaire une santé d'homme d'Etat afin de tenir, si possible, M. Barre à l'écart de la future compétition présidentielle.

JEAN-YVES LHOMEAU

LES ÉLECTIONS FRANÇAISES VUES DE LONDRES

« Wait and see »

De notre correspondant

Londres. - Si ce n'est quelques articles de presse et émissions de radio ou de télévision, se contentent de décrire les circonstances et les principaux personnages, rares ont été jusqu'à présent, en Grande-Bretagne, les manifestations d'intérêt pour la campagne électorale qui s'achève en France.

Les observateurs de Grande-Bretagne semblent rester fidèles à une attitude de pragmatisme, qui se traduit en l'occurrence par un attentisme tout britannique. (Le *wait and see* - attendre et voir). D'autant que selon toute probabilité, c'est l'après-16 mars et une bien étrange situation constitutionnelle qui devront retenir l'attention. Surtout dans un pays où, au contraire de la France, les règles du jeu politique sont des plus simples et des plus stables, interdisant pratiquement anomalies et incertitudes dans le fonctionnement des institutions.

Plus rares encore ces dernières semaines ont été les regards « spécifiquement » britanniques sur l'évolution politique que connaît actuellement la France. Une exception notable toutefois, ces remarques dans une longue étude publiée dimanche 9 mars, par l'hebdomadaire *The Observer* : « Le prodige du glissement des socialistes vers le centre est qu'ils ne laissent rien derrière eux (...). L'extrême gauche est plus faible et divisée que jamais (...). La France est un havre pour ceux qui détestent les femmes de Greenham et les manifestants pacifistes » (1).

Soulignant le déclin du Parti communiste, Robin Smyth, correspondant de *The Observer* à Paris, met l'accent sur le fait que le gouvernement socialiste a résolu ment et sans contestation défendu « la bombe ».

Cet étonnement, quelque peu teinté d'une envie que l'on croirait propre à la droite, est à la fois singulier et symptomatique. Car on le trouve dans l'un des seuls organes qui échappent à la domination des conservateurs dans la presse britannique.

De tendance centriste libérale, comme le *Guardian*, *The Observer* est très à l'aise dans les milieux de gauche. Mais cette façon de voir est typique d'un pays où la gauche dite « dure » a longtemps prospéré et survécu jusqu'à maintenant.

Celle-ci, avec un langage et des formes d'action que l'on a déjà quasiment oubliées en France, a exercé une influence presque prépondérante au sein du parti travailliste. Jusqu'à la défaite cuisante de ce dernier aux législatives de 1983. Elle s'est emparée de municipalités, aussi importantes que celle de Liverpool et a encore manifesté son influence en 1984, durant la grève des mineurs.

Depuis quelques mois seulement, la leader travailliste, M. Neil Kinnock, a pu avouer publiquement sa volonté de réalignement et de modération. Tout en entendant, contre les dirigeants du groupe, tridentistes Mitterrand, une procédure d'exclusion aujourd'hui en cours.

« De quoi surprendre »

Dans ces conditions, on comprend mieux la curiosité des Britanniques pour la transformation de l'ensemble de la gauche française. Alors que les dirigeants travaillistes, dans la perspective de prochaines élections que leur parti paraît, en ce moment, avoir des chances de remporter à son tour, ont essayé de passer sous silence les éléments radicaux de leur programme, tel un désarmement oculaire unilatéral. « Si le marxisme et la gauche sont en voie de disparition en France,

cela a de quoi surprendre chez nous où persiste une puissante tradition ouvrière », déclare M. Brian Darling, sociologue, animateur à Londres de l'Association pour l'étude de la France contemporaine. Proche de la revue *Esprit*, ce vieux connaisseur des cercles intellectuels français émet une hypothèse sur les rapides changements de mentalité qui sont intervenus à Paris depuis dix ans et qui accentuent considérablement le décalage qui existe entre les gauches française et anglaise : « L'Angleterre a été beaucoup moins affectée par le phénomène *Soljenitsyne*, affirme-t-il. Les dénonciations apportées par la découverte de Soljenitsyne ont véritablement marqué, en France, le début de la révision déchirante des idées dominantes dans la gauche et influencé en dehors de celle-ci. Par son caractère mystique entre autres, Soljenitsyne parlait davantage aux Français chez lesquels subsiste souvent un vieux fond catholique ou spiritueliste. Sans doute parce que nous sommes protestants, nous sommes plus volontiers pragmatiques. Ainsi ce phénomène n'a-t-il pas eu du tout le même impact ici et aussi parce que les intellectuels ont toujours joué un grand rôle dans le débat politique, ce qui est loin d'être le cas en Angleterre ».

Voilà peut-être pourquoi les Britanniques ont été tant intrigués non seulement par l'apparition de la « nouvelle gauche » ou des « nouveaux pauvres » - cela ils connaissent déjà - mais encore par celle des « nouveaux philosophes ».

FRANCIS CORNU.

(1) Allusion à ce groupe de militants, soutenus par un large mouvement antinuclear (l'un des plus importants en Europe et auquel adhèrent l'opposition travailliste) qui campe depuis quatre ans à l'entrée de la base de Greenham Common, où ont été installés, en 1983, une partie des nouveaux missiles américains.



APPEL AUX INDÉCIS!

Rien n'est plus déprimant que d'être encore indécis à quelques jours des élections. ACTUEL a enfin posé les questions qu'il fallait pour que vous soyez sûrs de vos candidats. 257 d'entre eux ont répondu.

Faites votre choix. Si vous préférez voter pour des hommes : - qui vont au cinéma ou qui font du camping, - qui ne bouclent pas leur fille à la maison, - qui ont un smoking ou un blouson de cuir, - qui connaissent des endroits branchés, - qui lisent ACTUEL ou qui font du sport... Il ne vous reste que quelques jours pour vérifier dans ACTUEL si votre choix est bien le bon.

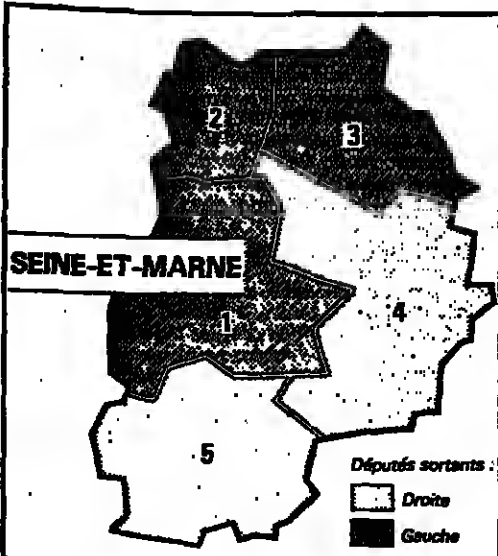
ACTUEL 20 F TOUS LES 15 DU MOIS.

ACTUEL

هكذا من الأصل

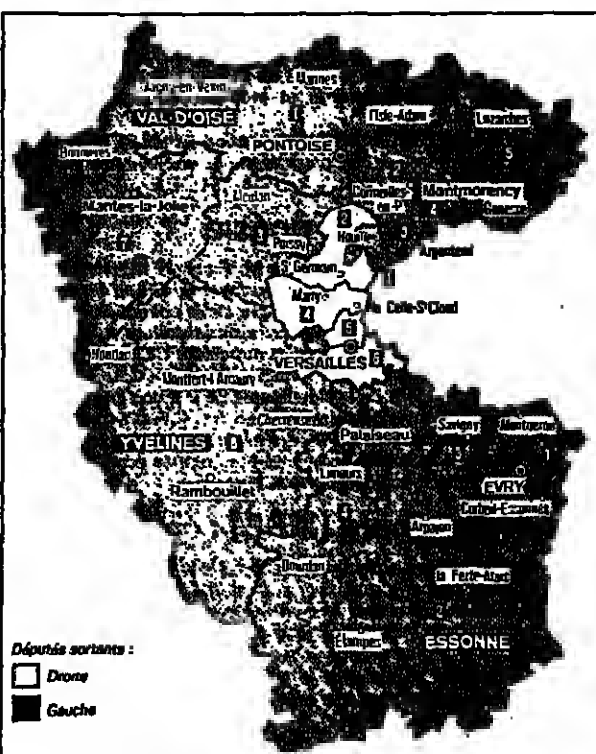
ILE-DE-FRANCE (II)

GRANDE COURONNE



Province aux portes de la capitale, la grande couronne parisienne a toujours été terre de mission pour la gauche. La droite - celle des notables à l'apollonisme de façade - y a longtemps été chez elle. Le RPR, petit à petit, y a conquis son rang, souvent le premier. Aujourd'hui, ce sont les baristes qui veulent se faire une place au soleil; apparentés bizarres, dans leurs conceptions, ils se heurtent plus à leurs compagnons de l'UDF qu'aux chiraquiens. Proportionnelle aidant, les listes de division se sont aussi multipliées. A la grande joie des socialistes, qui pourraient, dans plusieurs cas, en tirer bénéfice.

En Seine-et-Marne, dans l'Essonne, dans les Yvelines, grâce aussi à l'augmentation du nombre de sièges accordés à ces départements (dont la démographie a galopé depuis 1958) et à sa remontée dans les sondages, le PS espère faire réélire tous ses députés sortants. Les plus optimistes n'osent pourtant envisager un tel résultat. Il y a seulement quelques mois. Dans le Val-d'Oise, la troisième liste, M^{me} Marie-France Lecur, peut elle aussi sauver une place que chacun croyait perdue.



Le PS à l'affût

Tant et si bien que le PS s'est aujourd'hui fixé un objectif plus ambitieux: être partout la première force politique dans la grande banlieue. Objectif qui ne paraît pas hors de portée, même dans les Yvelines, à la solide tradition de droite. Là, il est vrai, les socialistes disposent d'un atout pour mordre sur un public de jeunes cadres maintenant très présents dans l'Ouest parisien: Michel Rocard. Toute la campagne de ses amis a été faite sur le seul nom de l'ancien ministre de l'Agriculture, sans même sa photo, sans même - la plus souvent - une référence à son parti.

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine fut même personnellement très discret: il n'aura consacré à son département que la dernière semaine de la campagne. L'enjeu est pourtant d'importance, puisque l'UDF pour dénouer une candidature de diversion, alors qu'il se fait dans les Yvelines, où il s'agit de tenter d'empêcher l'arrivée au Parlement d'un anti-collaborationniste.

socialiste! Sa stratégie paraît, en tout cas, efficace, puisque le RPR a renoncé à s'attaquer à l'image de l'ancien ministre, de l'ancien ministre d'un des responsables chiraquiens.

Cette percée socialiste se fait - pourtant - essentiellement au détriment des communistes. Ici comme ailleurs, le PC doit se contenter de bêtises, ses bastions. Pour tenter de limiter les dégâts, d'attacher ceux des listes qui contestent la ligne de la direction à quand même retrouver leurs mandats, il a fait appel pour mener ses listes en Seine-et-Marne et dans l'Essonne à ses vieilles gloires, à d'anciens députés, MM. Gérard Borda et Roger Combeson, des personnalités qui ont déjà fait leur preuve, qui possèdent un impact au-delà des seuls électeurs communistes.

Cette stratégie de résistance ne devrait pas, malgré tout, permettre au PC d'obtenir plus d'un élu par département, soit probablement autant que le Front national. Car la part de Jean-Marie Le Pen, malgré une campagne le plus souvent fort discrète, espère bien, fort de l'impact de ses thèmes nationaux, obtenir un député dans chacun de ses quatre départements de la grande couronne parisienne.

Le paratonnerre barriste, le poids des chiraquiens

M. Raymond Barre ne veut pas être un « tribulation ». Peut-être, mais ses amis ont consciemment perçus le jeu politique de la grande couronne parisienne, où habituellement les notables traditionnels parvenaient, peu ou prou, à régler leurs affaires en famille et avaient même réussi, ces derniers temps, à faire sans trop de difficultés une large place au RPR, à établir avec lui des rapports de bon voisinage. Le député de Lyon a donné un gigantesque coup de pied dans la fourmilière et s'amusé fort de la ferveur qu'il a donnée aux uns et aux autres. Les conséquences en seront pourtant importantes: la maladie ne sera certainement pas totalement érayée pour les élections sénatoriales du mois de septembre prochain.

L'appui apporté à M^{me} Boutin dans les Yvelines est, bien entendu, l'événement le plus frappant: elle conduit la seule liste exclusivement dotée du label « barriste », sans avoir celui de l'UDF. Paradoxalement, elle se heurte à l'équipe officielle de l'UDF, menée par un membre du CDS, le parti républicain « barriste » de la confédération.

Mais ainsi, l'ancien premier ministre prouve à tous ses fidèles qu'il peut compter sur son soutien total, quelles que soient les situations. Ce paratonnerre rassure même ceux qui avaient déconseillé à M. Barre de se lancer dans une telle aventure.

Ce combat est en effet fort difficile. M^{me} Boutin - donc M. Barre - se heurte à non seulement à toute la puissance des notables, rassemblés par M. Paul-Louis Tesson, directeur du conseil général, mais aussi à certains de ses amis, comme MM. Jean-Claude Gaudin ou Jacques Barrot, qui, *volens volens*, sont venus soutenir les candidats officiels de leur mouvement.

Les retombées n'en sont pas purement yvelinoises. Les amis créés par les barristes au CDS, à Versailles, ne sont pas pour rien dans les appuis qu'a réussi à se ménager M. Serge Dassault chez les centristes dans la bataille solitaire qu'il mène dans l'Essonne. C'est, en effet, l'élection de M. Pierre-André Wilzer, directeur du cabinet de M. Barre, qu'il risque d'empêcher.

Les militants locaux du CDS étaient d'autant plus enclins à regarder d'un bon oeil la candidature du fils de l'aviateur que le « parachutage » du fidèle de M. Barre les privait d'une place d'éligible. Ravi de gêner un opposant à la collaboration, le RPR a refusé de faire cause commune avec l'UDF pour dénouer une candidature de diversion, alors qu'il se fait dans les Yvelines, où il s'agit de tenter d'empêcher l'arrivée au Parlement d'un anti-collaborationniste.

Le poids des... sénatoriales

Retombées encore plus graves en Seine-et-Marne, puisque, en fin de course, l'UDF se présente divisée devant les électeurs. D'un côté, la liste de M. Jean Jack Hysté, soutenue par le CDS et M. Barre; de l'autre, celle de M. José Purnet, soutenue à bout de bras par les instances nationales du PR et d'autres petites composantes de la confédération (mais le tribunal de grande instance lui a interdit de faire état du soutien de l'UDF, puisque, au niveau national, le bureau politique a refusé de trancher entre les deux listes en présence). M. François Léotard vient le soutenir le 12 mars, quelques jours après avoir figuré sur la même estrade que M. Barre dans l'Essonne. Il suffit de quelques kilomètres pour que tout change...

Les trois sénateurs UDF de Seine-et-Marne, MM. Paul Séramy, Etienne Dailly et Jacques Larché, même s'ils ont apporté leur soutien à M. Hysté, sont très gênés par la tournure que prend le conflit. Comment éviter, à quelques mois des sénatoriales, de se mettre à dos une partie de leurs amis? D'autant que de cantonales en municipales, le RPR ne cesse de renforcer son influence dans le département, au point que la prédominance giscard-barriste dans la majorité du conseil général ne tient plus qu'à un fil. Or, au soir du 16 mars, les chiraquiens pourront, en Seine-et-Marne, comme dans les Yvelines et dans l'Essonne, montrer qu'ils sont - et de loin - la première force de droite dans ces départements, dont les deux premiers disposent pourtant de solides traditions centristes. M. Raymond Barre - au mieux - l'aura

gagné que la primaire dans son propre camp.

Le canard blanc de cette couvée est le Val-d'Oise. Les centristes ont toujours eu à résister au gaullisme et à ses dérivés. Cette fois encore, ils paraissent en mesure de continuer à être une exception en Ile-de-France. L'arrivée de M^{me} Hélène Minoffe, pour mener la liste du RPR, n'a pas été très bien acceptée par les chiraquiens de base et par celui qui était leur patron, M. Jean-Pierre Delalande; bien que député de 1978 à 1981, il devra se contenter, cette fois, de la deuxième place. Quelles que soient les qualités, que personne ne conteste, de celle qui s'est fait un nom dans la défense de l'enseignement privé, elle a attiré ici sans douceur. De précédentes expériences peu réussies de « parachutage » de représentants du mouvement gaulliste avaient laissé dans le Val-d'Oise un goût amer.

Le Lyonnais

au secours des Parisiens

La campagne du RPR s'en ressent, d'autant qu'elle est perturbée par une floraison de petites listes, dont deux émanent du parti d'anciens militants chiraquiens, et qu'elle ne dispose pas des moyens de l'UDF.

Appuyés sur les sénateurs et sur la présidence du conseil général, les giscard-barristes mènent une bataille active. L'enjeu est clair: garder la prédominance départementale à droite. Est-ce pour cela que les barristes jouent ici pleinement le jeu de la solidarité au sein de l'UDF, alors que le seul candidat, qui peut vraiment se prévaloir de sa fidélité pour l'ancien premier ministre, M. François Froment-Meurice, n'est qu'un troisième position sur la liste, celle justement qui ne garantit pas une élection?

Barristes ou non, les deux premiers, MM. Jean-Philippe Lachenaud et Francis Delatre, ont, comme tous les autres candidats UDF de l'Ile-de-France (sauf en Yvelines, bien entendu), largement fait appel au soutien du député de Lyon. Petite vengeance des Lyonnais: leur grand homme doit venir au secours des Parisiens!

THIERRY BRÉHIER.

Marc Hourtal : l'argent des halles

Qu'est-ce qui pousse un jeune chef d'entreprise à quitter son feuillet directoire pour affronter les rigueurs de l'hiver dans des arrières-salles de café de campagne? Pour Marc Hourtal, tête de liste de l'Union républicaine et démocrate de Seine-et-Marne, la réponse est simple. Il s'agit de changer les habitudes du monde politique. Les électeurs déçus par les partis traditionnels seront obligés, pense-t-il, d'apprécier l'arrivée d'une nouvelle génération de socio-professionnels qui ont le « sens des responsabilités ».

A partir de ce constat, M. Hourtal a établi un plan de campagne et son budget prévisionnel: 700 000 francs.

Malgré l'aide du bureau national de son parti et de la « démocratie chrétienne », qui le soutient, il manque encore 500 000 francs. « J'ai demandé aux personnes présentes pour figurer sur ma liste si elles pouvaient verser une telle somme. Et elles ont accepté », dit M. Hourtal. Tous ces candidats qui mettent la main au portefeuille sont mandataires à Rungis ou négociants internationaux. « Nous sommes différents des autres parce que nous ne voulons pas tenir le même vieux langage politique », estime Marc Hourtal, qui se dit barriste.

La liste d'Union républicaine et démocrate n'a évidemment pas reçu

le soutien de l'ancien premier ministre. Cela n'empêche pas M. Hourtal d'afficher en gros caractères dans sa publicité politique: « Pour les idées de Raymond Barre... ». Il espère bénéficier de la mauvaise impression laissée par les querelles, au sein de l'UDF du département: « Pour beaucoup d'électeurs déçus par l'opposition traditionnelle RPR-UDF, nous allons représenter l'alternative idéale. Grâce à nous, les gens ne voteront pas pour Jean-Marie Le Pen ».

Pas d'équipe de marketing. Pas de service de presse. Un budget calculé au plus juste. La liste des jeunes chefs d'entreprise de Seine-et-Marne pourrait être condamnée à une discrétion fâcheuse. Ce n'est pas le cas. Dans le département, tout le monde parle de ce candidat inconnu, qui fait ses tournées électorales en hélicoptère. « Il n'y a pas de mystère », explique Marc Hourtal. Je suis actionnaire depuis dix ans dans une société d'hélicoptères. Et j'ai droit à un certain nombre d'heures de vol gratuites. Depuis deux ans, je n'ai pas touché à mon crédit d'heures... Le truc fonctionne au-delà des espérances du candidat. La presse locale annonce en effet que M. Hourtal se déplace comme un chef d'Etat.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

Mehdi Lallaoui : « Rendre la pêche à tous les Beurs »

Vendredi soir: bouffe antillaise à Bessancourt; samedi: concours de soutien à Fontaine; dimanche: choucroute-merguez à Persans; lundi: thé à la menthe dans une cité d'Argenteuil.

Dans sa partie gastronomique au moins, l'agenda électoral de M. Mehdi Lallaoui ne ressemble à celui d'aucun autre candidat. Plus classiques, les tournées des cités, les collages, les visites sur les marchés et les concerts-débats ont pris place entre les cours d'économie que dispense, dans un lycée industriel, celui qui conduit la liste Convergence 95 pour les élections régionales dans le Val-d'Oise.

Si Mehdi, vingt-huit ans, fils d'un OS algérien élevé dans les HLM d'Argenteuil, lui-même ouvrier dans le bâtiment avant de décrocher une maîtrise de sciences économiques, affiche une telle santé, c'est qu'il a déjà gagné un premier pari: réunir une liste et la maintenir jusqu'au bout avec un slogan: « Contre le racisme et pour l'égalité des droits ». Mehdi Lallaoui apparaît aujourd'hui comme le seul candidat beur en tête d'une liste non officiellement soutenue par un parti politique. Son secret ne réside pourtant pas dans une quelconque virginité politique. Au contraire, son parcours de militant de gauche et d'extrême gauche (PCF et CGT, PSU, puis LCR et CFDT), typique d'une certaine génération de fils d'immigrés dans les années 70, l'a imprégné de convictions, lui a enseigné l'art de les défendre et l'a doté d'un réseau d'amis de lutte efficace, pour réunir une mobilisation électorale et réunir

les 100 000 F nécessaires à la campagne.

Les dix-sept candidats qui figurent à ses côtés sur la liste Convergence 95 se partent donc pas du même politique, mais sont sympathiques des comités de locataires, militants de la LCR, de la CGT ou de la CFDT, des causes antiracistes ou éducatives. La surprise vient du dernier inscrit de la liste: M. Jean-Pierre Le Condic, député socialiste du Val-d'Oise, démissionnaire du PS après la rencontre Mitterrand-Jérôme.

Leur profession de foi reprend les thèmes de la première marche pour l'égalité (1983), dont Mehdi Lallaoui avait été l'un des organisateurs: contre toutes les discriminations et pour l'égalité des droits, et en particulier celui des immigrés de voter aux élections municipales. Mais elle se situe aussi nettement à l'extrême gauche en s'en prenant à la « société basée sur le profit » et à la politique menée depuis 1981. Ayant choisi de limiter leur présence aux seules élections régionales, les amis de Mehdi Lallaoui appellent aux législatives à voter « contre la droite ».

Mehdi Lallaoui, crâneur bouclé et moustache à la Groucho Marx, s'amine derrière ses lunettes ovales l'idée qu'il pourrait être le premier enfant d'immigré à gagner un mandat électif régional dans la France de 1986. « Un symbole qui pourrait redonner la pêche à tous les Beurs », dit-il. Et ses yeux pétillent d'excitation.

PHILIPPE BERNARD.

REPÈRES

ESSONNE	SEINE-ET-MARNE	VAL-D'OISE	YVELINES
PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981)
Ins. 594642; abst. 17,91 %; suff. ex. 480732. MARCHAIS, 80789 (16,60); MITTERRAND, 128184 (26,66); MITTERRAND + CRÉPEAU, 141896 (29,51); GISCARD D'ESTAING, 110048 (22,89); CHIRAC, 87091 (18,11); CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 103461 (21,52).	Ins. 537590; abst. 18,63 %; suff. ex. 430665. MARCHAIS, 66171 (15,36); MITTERRAND, 108935 (25,29); MITTERRAND + CRÉPEAU, 120323 (27,93); GISCARD D'ESTAING, 111595 (25,91); CHIRAC, 82612 (19,18); CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 97049 (22,53).	Ins. 533609; abst. 18,27 %; suff. ex. 528919. MARCHAIS, 80641 (18,80); MITTERRAND, 110688 (25,78); MITTERRAND + CRÉPEAU, 122528 (28,36); GISCARD D'ESTAING, 99926 (23,29); CHIRAC, 74186 (17,29); CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 85160 (20,55).	Ins. 710390; abst. 18,09 %; suff. ex. 573473. MARCHAIS, 71742 (12,51); MITTERRAND, 139747 (24,36); MITTERRAND + CRÉPEAU, 156988 (27,37); GISCARD D'ESTAING, 154482 (26,93); CHIRAC, 118404 (20,68); CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 141414 (24,65).
LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981)
Ins. 595936; abst. 30,35 %; suff. ex. 410783. PC, 92971 (22,63); PS, 144292 (35,12); UDF-RPR, 144265 (35,11).	Ins. 538083; abst. 29,40 %; suff. ex. 375470. PC, 55069 (14,66); PS-MRG, 148611 (39,37); UDF-RPR, 161871 (43,11).	Ins. 534625; abst. 30,55 %; suff. ex. 366466. PC, 81010 (22,10); PS-MRG, 177287 (35,58); UDF-RPR, 233466 (46,85).	Ins. 713759; abst. 29,43 %; suff. ex. 498247. PC, 62571 (12,55); PS-MRG, 177287 (35,58); UDF-RPR, 233466 (46,85).
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)
Ins. 600282; abst. 45,22 %; suff. ex. 321917. PC, 39177 (12,16); PS, 66633 (20,69); UDF-RPR, 129945 (40,36); FN, 40016 (12,43).	Ins. 556510; abst. 42,87 %; suff. ex. 309462. PC, 31370 (10,13); PS, 59010 (19,06); UDF-RPR, 129663 (41,89); FN, 45272 (14,02).	Ins. 539668; abst. 46,14 %; suff. ex. 285326. PC, 38041 (13,33); PS, 24269 (19,01); UDF-RPR, 110503 (38,72); FN, 42717 (14,97).	Ins. 721901; abst. 42,36 %; suff. ex. 407868. PC, 32062 (7,86); PS, 73600 (18,04); UDF-RPR, 186289 (45,07); FN, 58638 (14,37).

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Barrages routiers en Guadeloupe après plusieurs interpellations dans les milieux indépendantistes

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 mars, plusieurs barrages routiers ont été dressés en Guadeloupe, notamment sur les routes de la Grande-Terre. Ce regain de tension est la conséquence directe des interpellations auxquelles ont procédé les policiers dans les milieux indépendantistes, en particulier parmi les militants de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), dans le cadre de l'enquête sur l'attentat dont a été victime le président de la chambre de commerce de Basse-Terre, M. Gérard Pencheval. Celui-ci avait été grièvement blessé par l'explosion d'un cocktail Molotov lancé par des inconnus, samedi soir, au cours d'un meeting tenu à Capoterre-Beauport par M. Lucette Michaux-Chery, chef de file de la liste du RPR aux élections (Le Monde du 11 mars).

Dés dimanche matin, les policiers interpellèrent à son domicile de Trois-Rivières (sud de la Basse-Terre) un militant de l'UPLG chez lequel ils saisirent un fusil à canon et croûtes acides. M. Claude Poulet, agriculteur, était présenté au parquet de Basse-Terre après deux jours de garde à vue et placé sous un contrôle judiciaire particulièrement strict, lui interdisant notamment toute participation à des réunions publiques ou électorales. A la direction de l'UPLG, on indiquait, mardi, que « la dénonciation des maigrités et des malversations de la droite départementale a été dans la population un mouvement de rejet ». Pour les dirigeants indépendantistes, il paraissait donc normal que des « manifestations popu-

laire » aient pu avoir lieu, vivant en particulier M. Michaux-Chery.

Toutefois, la grève s'est accentuée lorsque, mardi dans la journée, la nouvelle de l'interpellation par la police judiciaire de deux autres militants indépendantistes (contre lesquels ne pèsent, semble-t-il, que de légers soupçons) a été annoncée par une radio locale. « La police veut faire une sorte de pression sur l'opinion publique », indiquait alors un dirigeant du mouvement indépendantiste.

Répète populaire ? Répète organisée ? Simple coïncidence ? Tous jours est-il que, dans la nuit de mardi à mercredi, alors qu'au moins deux personnes — un agriculteur et un employé municipal — se trouvaient en garde à vue au SREJ, plusieurs routes étaient bloquées à l'aide de barrages enflammés, à Goumeyre et à Trois-Rivières, près de Basse-Terre, où des arbres étaient aussi coupés et laissés par des inconnus sur la chaussée, ainsi qu'à Sainte-Anne et au Moule, en Grande-Terre. Dans ces deux dernières localités, les deux derniers barrages bloqués vers 22 heures locales (1 heure, ce matin, à Paris) à l'aide de poutres enflammées par des bidons d'essence, et des cocktails Molotov (div. dr.), a été suivi par des réunions électorales qu'il avait prévu de tenir entre Le Moule et Morne-à-l'Eau.

Peu avant minuit (5 heures du matin, heure de Paris), un autre barrage, confectionné à partir de tuyaux d'irrigation provenant d'un chantier, a été érigé sur la route des Aïnyes, près de Pointe-à-Pitre. Il était percé de plein fouet par un automobiliste.

MERCREDI, 17 HEURES : MANIFESTEZ POUR LES OTAGES !

Nous voulons la libération de tous les otages détenus au Liban. Nous qui sommes attachés à la tolérance, à la démocratie, à la liberté de chanter, de penser, de croire, de résister, nous refusons le langage de la violence, du terrorisme, du chantage à la mort et de ces idées en même temps cyniques et odieuses de ceux qui prennent en otage ou assassinent des innocents. C'est à nous maintenant de le faire savoir haut et fort.

SOS Racisme appelle à participer et à soutenir la manifestation qui aura lieu à 17 heures à Paris devant l'Assemblée nationale à l'appel du comité Kauffmann.

SOS RACISME.

Le bilan agricole de la gauche.

Michel DEBATISSE



N'aurait-on pas pu faire l'économie de 3 pas en arrière...

TEXTOR	RESEIGNEMENTS
(durée 3 jours 12 sessions par an)	Frédérique DOUCHIN
D-BASE II et III	Groupe Sigma
(durée 3 ou 5 jours, 10 sessions par an)	Services informatiques
MULTIPLAN	18, rue du Cloître
(durée 3 jours, 10 sessions par an)	Notre-Dame
LOTUS 1-2-3	75004 Paris
(durée 3 jours, 5 sessions par an)	(1) 43.25.63.30
FRAMEWORK, K-MAN SYMPHONY, OPEN ACCESS	
(durée 3 jours 5 sessions par an)	
BASIC, PASCAL, PL/1	
(durée 5 jours, 8 sessions par an)	
STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE	



Le gouvernement boucle le dossier du satellite TDF 1

Le gouvernement a voulu, chaque jour avant les élections, boucler le dossier du satellite de télévision directe. M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication, a annoncé le 11 mars l'attribution de deux canaux de TDF 1 au Consortium européen pour la télévision commerciale. Cette société, de droit luxembourgeois, réunit le groupe italien Fininvest de M. Silvio Berlusconi, le groupe britannique de M. Robert Maxwell, la société allemande Beta Taurus, la SEPC, holding des participations françaises dans la « 5 » (dont celles, majoritaires, de M. Jérôme Seydoux, PDG des Chargés), et un partenaire espagnol encore à venir.

Le Consortium, titulaire d'une autorisation du gouvernement en vertu de l'article 7 de la loi sur la communication audiovisuelle, pourra émettre en plusieurs langues, sauf en français, une chaîne française nécessitant l'attribution d'une concession de service public. TDF 1 transmettra deux autres chaînes, en langue française celles-là : la « 5 » et la septième chaîne publique à vocation culturelle.

Les quatre canaux sont attribués pour une durée de seize ans au prix de 55 millions de francs par an et par canal. Les locataires du satellite peuvent revoir leur contrat en 1990 et le réduire à une durée de huit ans s'ils ne veulent pas participer au financement des satellites de seconde génération, qui devront prendre le relais de TDF 1 et TDF 2. TDF 1, fusion de France précisée le 12 mars, au cours de son conseil d'administration, les moyens de financement des deux satellites, dont l'établissement public assure, seul, l'exploitation.

Radio-France a obtenu une option pour deux canaux radio sur TDF 1. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, qui avait demandé une option sur deux canaux, n'en obtient qu'un sur TDF 2 en 1988. M. Fillioud a précisé que les propositions faites au Consortium avaient été jugées plus intéressantes que les simples options de la CLT. Pour M. Jacques Rigand, administrateur délégué de la CLT, « le gouvernement se sera appliqué avec une rare constance à éviter la CLT de

satellite comme de la cinquième chaîne au profit essentiellement des mêmes interlocuteurs privilégiés ».

Outre le satellite, M. Fillioud a bouclé le 11 mars deux autres dossiers audiovisuels. Des accords ont été signés avec Europe 1, RTL, RMC et Sud-Radio pour leur accès à la modulation de fréquence. Parallèlement, des fréquences ont été attribuées à Radio-France.

D'autre part, le décret sur les télévisions locales, dont paraît au Journal officiel après avoir été examiné par le Conseil d'Etat, II permettra à la Haute Autorité de commencer l'examen des candidatures. Enfin, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication a signé avec la Fédération des constructeurs de HLM un accord favorisant l'installation des équipements de réception pour le satellite, le câble et les nouvelles télévisions. En finissant à 50 % l'information des habitants et les études sur la modernisation des antennes collectives, l'Etat souhaite donner un coup de fouet à l'équipement d'un marché de 12 millions de téléspectateurs.

Un coup de force européen

M. Georges Fillioud a tenté le 11 mars de mettre un point final à l'un des plus rocambolesques feuilletons audiovisuels de la législature. Un feuilleton qui commence en avril 1983, lorsque M. Claude Cheysson, alors ministre des relations extérieures, convainc le gouvernement luxembourgeois d'abandonner son propre projet de satellite de télévision pour faire équipe avec la France et qui finit, trois ans plus tard, par l'élection totale de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) hors du montage de TDF 1.

Entre-temps, que de rebondissements ! La crise ouverte par le projet de satellite Cornet, poussé par le gouvernement luxembourgeois en 1983, la réconciliation, qui débouche sur la déclaration commune des deux Etats le 26 octobre 1984 ; le gel des négociations pendant que M. Jacques Pomont, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle, tente de constituer une société d'exploitation ; la rupture, à nouveau, lorsque le gouvernement français repousse la can-

didature de la CLT à une chaîne privée française ; les assurances, enfin, données par M. François Mitterrand lui-même lors de sa conférence de presse du 19 novembre 1985 et répétées par lettre officielle à M. Jacques Sauter, chef du gouvernement luxembourgeois, en décembre dernier.

Le suspense a duré jusqu'au 11 mars au matin. Tout était prêt pour un accord. Le gouvernement français avait proposé à la CLT un canal sur TDF 1 et un autre sur le satellite de secours TDF 2. La CLT s'engageait sur une option de quatre mois avant un accord définitif. TDF 1, diffusion de France avait rédigé une convention. A 10 heures moins le quart, le rendez-vous était brusquement annulé par TDF, reporté au jeudi suivant. A midi, M. Fillioud annonçait l'accord avec un concurrent, jusque-là inconnu, le Consortium européen pour la télévision commerciale, accord négocié secrètement tout au long de la nuit précédente.

Reviennent de dernière minute face à une proposition commerciale plus alléchante ou volonté délibérée d'écartier la CLT du paysage audiovisuel français en jouant le double jeu ? Il est difficile de ne pas accorder quelque crédit à cette dernière hypothèse. On sait que M. Mitterrand a été souvent agacé par la liberté de ton de certains commentateurs de RTL. On sait qu'il s'est irrité de voir le gouvernement luxembourgeois refuser la nomination de M. Pomont au poste d'administrateur délégué de la CLT à la place de M. Jacques Rigand en décembre 1984. On sait surtout que son ami, Jean Riboud, président de Schlumberger, l'avait convaincu, avant sa mort, que la CLT était devenue incontrôlable par les intérêts français et trop dépendante de son puissant actionnaire belge, le groupe Bruxelles-Lambert que préside M. Albert Frère.

Mais la décision du 11 mars dépasse le strict cadre de la politique hexagonale. M. Pomont a eu le grand mérite de démontrer que le satellite de télévision directe est un enjeu majeur pour la télévision européenne. Le président de l'INA vou-

lait susciter autour de TDF 1 une riposte collective des grands groupes de communication européens face à l'hégémonie audiovisuelle américaine. Le gouvernement français a aujourd'hui repris une partie de son rêve, mais au seul profit de la stratégie commerciale de M. Silvio Berlusconi.

Le géant de la télévision privée italienne n'a jamais caché qu'il voulait étendre son empire aux autres pays européens en trouvant à chaque fois des partenaires locaux. Après M. Jérôme Seydoux en France, il a séduit en Grande-Bretagne M. Robert Maxwell, qui a de fortes ambitions audiovisuelles mais ne dispose ni de programmes, ni de savoir-faire. En Allemagne fédérale, il a contacté sans succès le groupe Bertelsmann puis s'est tourné vers son concurrent, Beta Taurus, gros distributeur de programmes américains, actionnaire de la chaîne privée Sat-1 et de la chaîne payante suisse Têlé-Club. En Espagne, il négocie avec un consortium dirigé par le quotidien El País.

Le gouvernement français donne aujourd'hui un coup de pouce décisif à cette stratégie en offrant à M. Berlusconi et à ses partenaires la quasi-exclusivité du satellite de télévision directe. La chaîne culturelle publique, qui occupera le premier canal, n'est pas un concurrent direct et la CLT, si elle monte en 1988 sur TDF 2, aura pris un retard difficilement rattrapable. Ce coup de pouce sera en grande partie financé par le contribuable français, puisque le tarif de location (55 millions de francs par canal) ne couvrira ni le coût de développement de TDF 1 ni les frais de lancement de TDF 2.

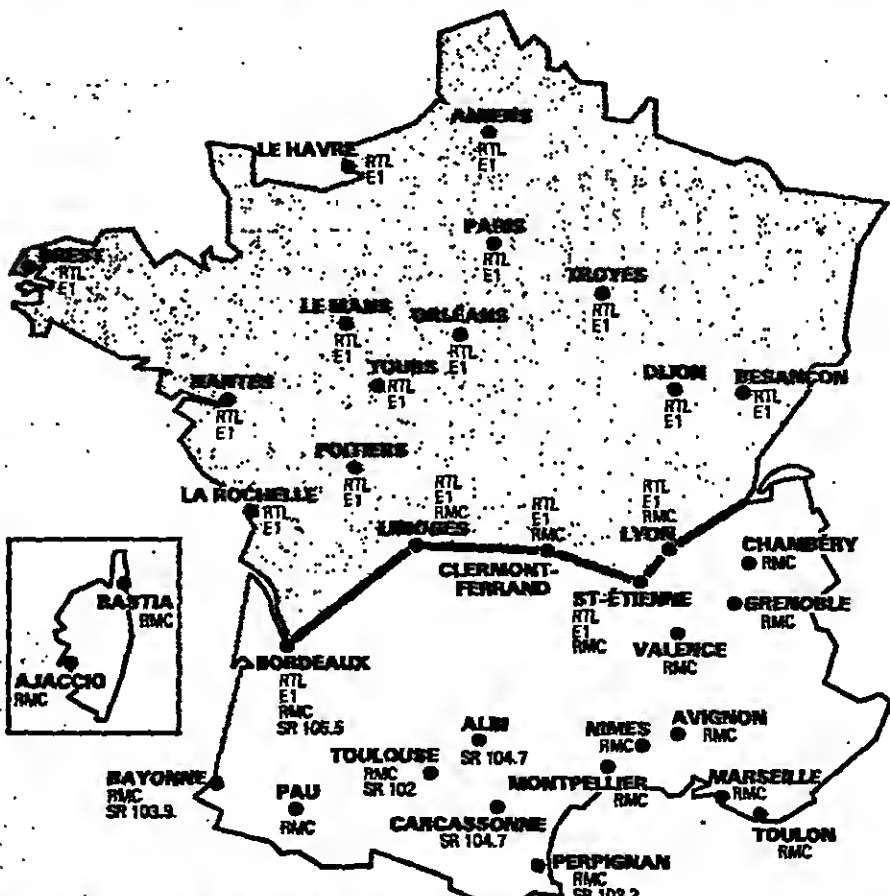
A cinq jours des échéances électorales, cette opération offre la maîtrise des ondes européennes à un unique consortium privé. A-t-elle des chances d'aboutir ? Rien ne permet de l'affirmer. D'abord, parce que les laïcs-pour-compte de ce coup de force ne vont pas manquer de réagir. Outre la CLT et ses partenaires (Havas et le groupe Bruxelles-Lambert), il y a aussi Bertelsmann, qui fait pression sur le gouvernement allemand pour utiliser le satellite TV Sat (il doit être lancé en juin prochain). Il faut compter aussi avec Hachette : le groupe français vient d'affirmer ses ambitions télévisuelles et a des contacts étroits avec la multinationale de M. Rupert Murdoch, qui étudie de près la télévision par satellite en Europe.

De plus, il n'y a aucune raison pour que l'opposition, si elle arrive au pouvoir, entérine les choix du gouvernement socialiste. Au RPR, on laisse déjà entendre que les contrats signés pour TDF 1 seront remis en cause comme celui de la cinquième chaîne. Enfin, le lancement d'une télévision par satellite dépend avant tout de la production en masse par les industriels des antennes de réception. Or ceux-ci restent sceptiques malgré le plan d'équipement des HLM lancé simultanément par le gouvernement. Les deux chaînes du consortium privé n'émettront pas en français, la « 5 » devrait couvrir la plus grande partie du territoire sur son réseau hertzien et la chaîne culturelle ne vise qu'une audience restreinte. Une offre de programmes insuffisante, estiment-ils, écarte les constructeurs, pour drainer le marché de masse.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● M. Maxwell prend le contrôle d'une télévision payante. — M. Robert Maxwell vient de racheter les participations de Thorn Emi et de Goldcrest dans la chaîne de télévision payante britannique Premiere. Le propriétaire du groupe de presse Mirror contrôle ainsi 51 % de cette chaîne destinée aux réseaux câblés et qui diffuse essentiellement des films américains. Le reste du capital est détenu par des sociétés américaines : Home Box Office, Showtime, Columbia et la Twentieth Century Fox, la société de M. Rupert Murdoch, grand concurrent de M. Maxwell. Celui-ci va fusionner sa propre chaîne de télévision payante Mirrorvision avec Premiere.

Une fréquence FM pour chaque radio périphérique



RTL : 104.3 MHz sauf à Lyon, Bordeaux et Saint-Etienne (101.1 MHz).
RMC : 104.3 MHz sauf à Limoges et Clermont-Ferrand (105.1 MHz).
Europe 1 : 104.7 MHz.
Sud Radio : 102 MHz (Toulouse), 103.2 (Perpignan), 103.9 (Bordeaux), 104.7 (Albi et Carcassonne), 105.5 (Bordeaux).
Radio France : 105.5 MHz.

Les radios périphériques — RTL, Europe 1, Radio Monte-Carlo et Sud-Radio — sont autorisées à diffuser leurs programmes sur la modulation de fréquence. Quatre arrêtés ministériels signés le 7 mars par MM. Louis Mexandeau, ministre des PTT, et Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, leur accordent en effet ce droit — elles le réclamaient depuis fort longtemps, — qui devrait relancer la compétition engagée avec les radios locales privées.

C'est l'établissement public TDF qui sera chargé de la diffusion en FM et devra signer prochainement avec les quatre radios concernées une convention, précisant notamment le calendrier de démarrage des émissions, les coûts et conditions de diffusion.

Comme on s'y attendait, les radios périphériques se sont partagées le territoire, en respectant les limites de leurs zones traditionnelles d'influence. Europe 1 et RTL se faisant face au nord d'une ligne Bordeaux-Lyon-Chambéry ; RMC et Sud-Radio se disputant le Sud. Des négociations étroites ont tou-

te-fois eu lieu, autour des « villes frontalières » (Bordeaux, Limoges, Lyon, Clermont-Ferrand et Saint-Etienne), sur lesquelles chacune des trois grandes radios revendiquait un droit particulier et où, exceptionnellement, elles auront ensemble le droit d'émettre.

An total, Europe 1 et RTL se voient donc attribuer dix-huit villes, RMC dix-neuf, Sud-Radio six. Une répartition difficile, à cause de la rivalité des stations et surtout de la pénurie cruelle de fréquences sur le territoire, qui a contraint le ministre de la défense à céder une part de la bande FM lui appartenant.

L'attribution pour les périphériques d'une seule et même fréquence sur la France (à quelques exceptions près) représente cependant pour elles des avantages importants, notamment pour la promotion de l'antenne et pour la mémorisation des fréquences par l'auditeur. C'est la raison pour laquelle l'Etat a accédé, à la demande pressante de Radio France, qui se verra attribuer prochainement la fréquence 105.5 MHz, sur un grand nombre de villes, pour diffuser l'un de ses programmes nationaux.

Reste à résoudre, avec TDF, de nombreux problèmes d'ordre technique, la question du site et de la puissance d'émission. Le problème n'est pas mineur, dans certaines villes comme Paris, où les périphériques ne supporteront pas l'idée de se voir retransmettre par TDF dans de moins bonnes conditions que ne le sont par leurs propres moyens des radios comme NRJ, Skyrock ou 95.2. Reste aussi à régler le cas de radios pirates jusqu'à présent simplement « tolérées » sur la bande 104-108, et scandalisées à l'idée d'une prochaine expulsion.

Ainsi, la fréquence 104.7 est actuellement occupée à Paris par Radio-Boal, la station du chanteur Daniel Guibard. Tandis que la fréquence 104.3 MHz abritait dernièrement Radio-Orient, qui se proclame depuis plusieurs années « la fréquence de l'Islam ». Des perspectives sans doute douloureuses pour ces radios, à moins que la Haute Autorité, qui doit renouveler prochainement les autorisations sur la région parisienne, ne propose sa propre solution.

ANNICK COJEAN.

مركزنا من الأصل

société

AMADEO MILONE AUX ASSISES DE PARIS

Aveux et calomnie

En principe, le procès d'Amadeo Milone, entrepris pour la troisième fois devant les assises de Paris, devrait aller à son terme. La cour n'aura même pas à statuer sur la demande qu'avait présentée, lundi 10 mars, M^{re} Danièle Mérian, avocate de l'un des parties civiles, qui sollicitait l'annulation de la procédure qui se déroule devant les assises de Paris, en juillet 1980, des aveux consentis par l'accusé devant la police.

L'avocat entendait par là tourner l'article 173 du code de procédure pénale, qui lui interdisait l'utilisation d'aucun des 353 papiers de la procédure qui se trouvent aujourd'hui annulés, et parmi lesquels figurent les procès verbaux de ces fameux aveux d'un moment.

« Beaucoup à dire »

Mais mardi 11 mars, après l'audition des témoins et à un moment où la parole allait lui être donnée pour sa plaidoirie, M^{re} Danièle Mérian fit savoir qu'elle renonçait à sa prétention initiale. Chacun en fut bien aise. Il n'en restait pas moins que les interventions de l'article 173 avaient été déjà amplement oubliées.

Car les aveux d'Amadeo Milone, qui, juridiquement, auraient dû demeurer ignorés, aussi bien des jurés que des magistrats après de qui siègent ces derniers, se trouvaient bel et bien maintenus sur la place publique.

C'est ce qui fit prendre la mouche à M^{re} Jean-Loup Pelletier, qui, suivant son client dans le système de défense adopté par celui-ci, entendait plaider l'acquiescement. Il n'avait pas tort de dire que la situation qui lui était faite s'apparentait à un « grand air de la calomnie ».

Officiellement, on renonçait à produire les articles qui avaient fait état des aveux. Mais à cela près que tout le monde a pu entendre dire et répéter que ces aveux avaient bel et bien existé. « Alors », a lancé M^{re} Pelletier, « si la partie civile renonce à faire état des articles qu'elle présentait initialement contre mon client, c'est moi-même qui en parlerai, car

j'ai beaucoup à dire à ce sujet. » Il reste donc, une fois de plus, à attendre.

Mais tout paraissait indiquer néanmoins qu'il y a, cette fois, une volonté commune d'en finir avec ces dossiers et cet accusé qui ont donné tant de souci ou, pour le moins, tant de travail à tant de juridictions, de la chambre d'accusation à la chambre criminelle, de la Cour de cassation au Conseil d'Etat, qui devait déclarer nulle la nomination du premier juge d'instruction chargé de l'affaire Milone.

Plus de cinq ans de prison

En tout cas, M^{re} Danièle Mérian, et après elle M^{re} Jean-Edouard Bloch, en attendant le bâtonnier André Bondu, ont plaidé en cette deuxième journée, sans susciter d'incident. Pour M^{re} Mérian, Milone est bel et bien le meurtrier de l'antiquaire François Laroche. Et c'est « un meurtrier sans excuse, ne devant bénéficier d'aucune circonstance atténuante ». Dans la thèse de M^{re} Mérian, il serait venu tenter un chantage en essayant de révéler l'homosexualité de la victime, qui était ignorée de tous ses familiers et qui ne fut effectivement établie que par l'enquête consécutive à sa mort tragique.

M^{re} Bloch, de son côté, est aussi convaincu de la culpabilité de Milone. Mais pour lui, si la cour et le jury devront répondre affirmativement aux questions qui leur seront posées sur la culpabilité, ils devront aussi le faire « sans oublier la personnalité de l'accusé ».

Amadeo Milone, placé sous mandat de dépôt depuis le mois de juillet 1980, se trouve aujourd'hui en détention provisoire depuis cinq ans, sept mois et onze jours. S'il est vrai que la longueur de cette détention tient, pour une bonne part, à sa propre attitude procédurière, il n'en reste pas moins que les années accomplies risquent de peser sur la décision finale.

J.-M. Th.

AVANT DE VOTER :

Avant le 16 Mars, il est indispensable de lire
La Revue des Deux Mondes

- Maurice SCHUMANN :**
Qu'avez-vous fait de l'héritage du Général de Gaulle ?
- Alain POHER :**
Le Sénat.
- Jacques SOUSTELLE :**
Le Racisme.
- Maurice BLIN :**
Le bilan de cinq ans de socialisme.
- Christian BONNET :**
L'insécurité et le Terrorisme.
- Yvon CHOTARD :**
Ce que propose le Patronat.
- Jean FRANÇOIS-PONCET :**
Notre politique extérieure.
- Alain JUPPE :**
Notre projet financier.
- Philippe MESTRE :**
Avec Raymond Barre.

Après nous avoir lus, abonnez-vous à la Revue des Deux Mondes :
La Revue des Deux Mondes
15 rue de l'Université, Paris VII^e
Tél : 42 61 21 49
le numéro dans tous les kiosques : 30 francs.

AU TRIBUNAL D'AUBERVILLIERS

M. Le Pen condamné pour antisémitisme

En dédiant « tout simplement à Jean-François Kahn, Jean Daniel, Ivan Lévai et Elie Wiesel » l'accueil enthousiaste d'un public qui accueillait son entrée le 20 octobre 1985, à la fête du Front national au Bourget, M. Jean-Marie Le Pen n'a bien fait preuve d'anti-sémitisme, et causé à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) un préjudice moral, dont celle-ci était fondée à se plaindre pour en demander réparation. C'est ce qu'a jugé, mardi 11 mars, le tribunal d'instance d'Aubervilliers saisi de cette affaire, qui avait été débattue à son audience du 24 février (le Monde du 26 février).

Le président du Front national est ainsi condamné à verser au demandeur le franc de dommages et intérêts qu'il réclamait et à supporter, à concurrence de 12 000 francs, le prix d'insertion de ce jugement dans cinq journaux, que choisira à son gré la LICRA. En outre, il est condamné à verser au demandeur les honoraires de l'avocat.

Cette décision, rendue par M^{re} Dominique Patte, juge unique, qui, en l'espèce, statuait en dernier ressort, est une victoire pour M. Jean-Marie Le Pen n'a que la possibilité

de se pourvoir en cassation, ne passera pas inaperçue, même si pour lui les conséquences pécuniaires restent modestes. Elle fait, en effet, droit intégralement à l'argumentation qu'avait développée M^{re} Bernard Jouanneau, au nom de la LICRA.

D'abord, elle déclare que l'assignation de cette association était bien irrecevable. Elle la considère, ensuite, comme régulière. Dès lors, elle pouvait aborder le fond de l'affaire qui, à bon droit, lui était soumise.

A ce sujet, elle fait valoir que M. Jean-Marie Le Pen, en prononçant le propos dont il lui était fait grief, « a délibérément choisi de livrer les noms des quatre journalistes cités à la vindicte populaire ». « Il ne peut, ajoute le jugement, sérieusement soutenir qu'il ignorait qu'ils étaient juifs, alors que leurs noms ou leurs notoriétés établissent leur appartenance à cette communauté ». C'est donc bien « en fonction de leur origine qu'ils ont été choisis ».

Le tribunal d'instance en voit une preuve supplémentaire dans le fait que M. Le Pen avait ajouté : « Mgr Lustiger me pardonnera ce moment

de colère, puisque même Jésus l'a connu, lorsqu'il chassa les marchands du Temple. Ce que nous allons faire pour notre pays ». Il relève au passage que cette référence aux « marchands du Temple, fut déjà utilisée dans l'Histoire pour justifier l'extermination des juifs ».

Les révélateurs de la haine

A l'argument de M^{re} Georges Paul Wagner qui, pour le président du Front national, avait invoqué la liberté de critique, le jugement répond que si cette liberté est légitime « il faut toutefois se méfier d'un antisémitisme insidieux ». Il rejette, par la même occasion, l'affirmation de M. Le Pen selon laquelle les propos tenus au Bourget visaient seulement des journalistes, dont les publications venaient d'accorder une large place aux accusations qu'avait portées, peu de temps auparavant, M. Jean-Marie Demarquet contre le président du Front national, au sujet du décès de Hubert Lambert, après que ce dernier eut fait de M. Le Pen son légataire universel.

Pour le tribunal d'instance d'Aubervilliers, les phrases reprochées ne sauraient constituer une réplique à des attaques antérieures. « L'agression d'un discours tenu dans un lieu public, visant quatre personnes choisies pour leur appartenance à la communauté juive, et qui provoque dans le public des cris et des huées révélateurs de la haine ». Dans ces conditions, on ne retrouve bel et bien devant « une injonction à exclure ces quatre personnes de France, constituant une provocation à la discrimination raciale ».

Enfin, le jugement de M^{re} Dominique Patte tient à souligner que « l'antisémitisme n'est pas un problème juif, mais le problème de tous » et qu'« une attaque antisémite faite à un seul constitue une attaque et une menace pour tous ».

Ainsi, le fait que les quatre journalistes cités par M. Le Pen n'aient pas estimé devoir se plaindre eux-mêmes de ces propos prononcés et que la LICRA ne se trouvait pas mandataire expressement par eux ne saurait constituer pour cette dernière « un empêchement à l'action qu'elle déciderait d'engager ».

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Le Syndicat de la magistrature critique la nomination de M. Joinet

Le Syndicat de la magistrature critique à son tour la possible nomination de M. Louis Joinet, conseiller technique à Matignon, comme procureur de la République à Créteil (le Monde du 12 février). Le Syndicat, dont M. Joinet fut un des fondateurs, aurait jugé « normale », dans d'autres circonstances, cette nomination. Mais il regrette que la procédure généralement applicable à de telles nominations n'ait pas été respectée.

Cette procédure est destinée à dissiper le brouillard qui entourait, jusqu'au changement de majorité, les nominations dans la magistrature. Depuis 1981, les postes vacants sont l'objet d'une première diffusion destinée à susciter les candidatures. Une fois celles-ci recueillies, la chancellerie fait connaître à tous les magistrats le nom du probable élu ainsi que celui des candidats écartés, de manière à permettre à chacun, organisations syndicales ou simple magistrat, de faire des remarques. Ce n'est qu'au terme de cette procé-

dure qu'intervient la nomination définitive.

Très attaché à cette transparence, le Syndicat de la magistrature se sent dans l'obligation de défendre cette procédure. Dans le cas de M. Joinet, elle n'a pas été respectée. L'appel des candidatures pour le poste de procureur à Créteil a en effet eu lieu il y a trois mois sans que M. Joinet se manifeste. La procédure a suivi son cours et le candidat de la chancellerie a été désigné. Il s'agit de M. Paul Gomez, actuellement procureur à Bordeaux, qui a pris alors ses dispositions pour venir s'installer dans la région parisienne.

Pourquoi M. Joinet ne s'est-il pas manifesté en temps utile ? Parce que la chancellerie lui aurait laissé entendre à ce moment-là, la possibilité d'une nomination à un autre poste. Il s'agirait du Conseil d'Etat.

Cette nomination ne s'étant pas faite, il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus pour le Conseil d'Etat. M. Joinet s'est donc enquis d'un autre point de chute.

B. L. G.

Nouvelles brèves

● **Quatre points de vue sur la justice.** — La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérée) publie un numéro spécial daté janvier-février 1986 de *FNJJA Infos*, son journal interne, dans lequel MM. François Létard, Jacques Tonbon, Gaston Pissonnier et Lionel Jospin répondent à un même questionnaire sur la justice. A noter ce vers de M. Tonbon : « Il faudrait doubler le budget de la Justice. Arriver au moins à 2 % ». M. Létard se prononce sur son côté pour « la mise en place progressive d'un système accusatoire » à l'anglosaxonne qui place, pour les délits et les crimes, le parquet et l'avocat sur un pied d'égalité.

● **FNJJA, 4, boulevard du Palais, 75004 Paris. Tél. : (1) 43-25-58-11.**

● **Un jugement par défaut contraire aux droits de l'homme.** — Par un jugement rendu le 27 février, le tribunal correctionnel de La Rochelle a prononcé la nullité d'une citation à comparaître délivrée contre un certain Raymond Many, accusé de vol. Le prévenu étant introuvable, le parquet avait engagé contre lui une procédure par défaut.

Procédure classique, que les magistrats ont cependant déclarée illégale en invoquant la convention européenne des droits de l'homme, dont un article précise que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement ». Ce jugement inédit a été rendu sous la présidence de M. Patrice de Charette, assisté de MM. Jean-Pierre Fredericksen et Jacques Monteil.

● **Les victimes mieux indemnisées.** — Un décret du 5 mars a fixé à 400 000 francs pour l'année 1986 le plafond des indemnités que peuvent obtenir de l'Etat les victimes d'infractions pénales. Ce plafond était précédemment de 250 000 francs (le Monde du 15 février).

● **La culture en prison.** — Les actes d'un colloque international sur la culture en prison, qui a eu lieu à Reims du mois de juin 1985, viennent d'être édités par la Documentation française sous le titre *La Culture en prison, quel enjeu ?* (200 pages, 60 F). D'autre part, M. Thierry Dondoux, directeur général des affaires culturelles de Paris et de l'Ile-de-France, et M. Hubert Bonaldi, directeur régional des services pénitentiaires, ont signé, le 3 mars, une convention de développement culturel en milieu carcéral, destinée aux détenus et au personnel pénitentiaire de Paris et de sa région.

● **Un nouveau numéro de « Justice ».** — Au sommaire du numéro de février de *Justice*, le journal du Syndicat de la magistrature, un dossier sur la sécurité routière, une prise de position du syndicat à propos des élections législatives et le compte-rendu du congrès syndical de novembre 1985, compte-rendu réalisé par cinq élèves du Centre de formation des journalistes de Paris. Le numéro 52 francs, à commander au Syndicat de la magistrature, BP 155, 75523 Paris Cedex 11.

SÉCURITÉ

Les relations entre Interpol et l'Afrique du Sud

Une entorse au règlement

L'Afrique du Sud ne fait pas partie d'Interpol. Cependant, par l'intermédiaire de cette organisation, elle peut entrer en relation avec les pays qui en sont membres. Mais selon des règles précises. Des règles auxquelles l'actuel secrétaire général d'Interpol, M. R.E. Kendall (1), a semblé-t-il accepter de déroger dans un échange de correspondance avec un représentant sud-africain.

Le 19 juillet 1985, M. J.R. Mostert, chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris, écrit au secrétaire général d'Interpol situé à Saint-Cloud, « à l'attention de M. R.E. Kendall » : « Suite à notre récente conversation téléphonique, j'ai le plaisir de vous préciser quels sont les policiers sud-africains auxquels Interpol peut s'adresser si nécessaire. » Suivent les noms de deux officiers de police et leurs numéros de téléphone et de télex à Pretoria.

Signé de M. Kendall, la réponse datée du 16 août 1985 indique : « Le département juridique d'Interpol a sérieusement étudié la question de la coopération avec les pays non membres en général et a conclu que le secrétaire général peut seulement envoyer les demandes d'information aux pays non membres par les canaux diplomatiques. » C'est,

en effet, la procédure imposée par le règlement.

Mais si M. Kendall en respecte l'esprit, il prend quelques libertés avec la lettre : « Puisque vous avez accepté que nous contactions votre police directement, voici la procédure que nous vous proposons. Chaque fois que le secrétaire général d'Interpol souhaitera demander une information à la police sud-africaine, la requête devra être envoyée à l'ambassade sud-africaine. » Mais il ajoute : « Dans de tels cas et pour accélérer la procédure, le secrétaire général peut aussi envoyer une copie de la requête directement aux personnes mentionnées dans votre lettre. Au cas où les réponses à ces requêtes seraient directement remises au secrétaire général, ce dernier enverra une copie à l'ambassade. »

M. Kendall juge sa proposition suffisamment expéditive pour en informer partiellement, le 16 août 1985, le responsable d'Interpol Etats-Unis, à Washington, M. Steiner. Dans le post-scriptum manuscrit à sa lettre de principe sur « la coopération avec les pays non membres », M. Kendall prévient M. Steiner : « Je suis actuellement en contact avec l'ambassade d'Afri-

que du Sud à Paris, en vue de trouver une solution pratique pour coopérer avec ce pays. »

[Ces correspondances appellent plusieurs commentaires. La distinction entre les pays « membres » et les pays « non membres » a été jugée indispensable par ceux qui élaborent le règlement d'Interpol. Ne pas la maintenir reviendrait à accorder à l'Afrique du Sud les avantages du réseau d'Interpol sans lui demander, en retour, les obligations correspondantes.]

Parmi les cent trente-huit membres d'Interpol, plusieurs pays ne souhaitent pas l'entrée de l'Afrique du Sud dans l'organisation et s'opposeraient à ces contacts officieux.

M. Kendall aurait pu, par circulaire, transmettre aux membres la demande de l'Afrique du Sud avant toute décision. En fait, l'échange de correspondance entre M. Mostert et Kendall a eu lieu au moment où de violentes émeutes secouaient l'Afrique du Sud. Le souci de rapidité a, semble-t-il, pris le pas sur le respect du règlement.]

DANIELLE ROUARD.

(1) Au moment des faits, celui-ci assurait l'Autriche. Il fut désigné au poste de secrétaire général à la quasi-unanimité, par l'assemblée générale d'Interpol, à Washington, en octobre dernier.

30 000 pieds, température extérieure — 45 °C, 900 km/heure...
Bienvenue à bord, sourire, silence, long drink, petit coussin. Tranquille...
La lune n'est pas si loin.

23, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. (1) 47 20 50 17. Park Hotel BP 670, 6, Avenue du Saïgon 95200 NICE - Tél. (93) 53 20 82.

Thai

سكوا من الأملى

**Pierre Fehlmann (UBS Switzerland)
conforte son avance
dans la Course autour du monde**

Ainsi Côte d'Or, la maximonocroque, le siège d'Eric Tabarly, arrive quatrième à Punta del Este, devant le britannique *Drum* et avec l'américain *Atlantic Privateer* plus de dix heures de retard sur *UBS Switzerland*, à attendre la troisième étape pour devenir réellement compétitif. Lancé quelques semaines seulement avant de partir, le bateau dessiné par le capitaine Jobert et Bernard Nivet, avait dû subir, à l'arrivée au Cap, une « cure d'amalgamation » pour ne plus flotter aux « sous-marins ». Défectueux de quatre de ses trente-et-une tonnes et doté d'une nouvelle quille à

Il faudra toutefois attendre l'arrivée des plus petites unités pour connaître le classement définitif de cette course, disputée en temps compensé. A ce classement, *l'Esprit d'Equipe*, le seul bateau français, «skippé» par Lionel Péan, vainqueur au Cap et deuxième au classement général après la deuxième étape, occupe en effet la première place de la troisième étape à quelques centaines de milles de l'arrivée à Punta del Este.

GÉRARD ALBOUY.

Le SNES se renforce dans les lycées

Dans les lycées, le SNES-est le SNEP (professeurs d'éducation physique), qui représentent le FEN, passent de 38,1 % à 40,16 % des voix, le SGEN-CFDT est stable à 12,64 % (contre 12,3 %), le SNALC régresse de près d'un point à 7,87 % (contre 9,7 %) et FO apparaît avec 2,92 % des suffrages, les listes d'union totalisant 24,54 %.

Disneyland prend du retard

C'est acte sonnel, qui va engager les parties pour vingt ans; après 18 décembre dernier par un échange de lettres d'intention, mais on s'est rendu compte qu'il fallait beaucoup plus de temps pour estimer le coût des travaux, fixer leur échéancier, imaginer une structure de gestion (établissement public autonome ou établissement public de Marne-la-Vallée), etc. On s'est donc donné jusqu'au 18 juin prochain pour conclure.

Nomination d'un délégué à l'évaluation

L'évaluation des organismes et des programmes de recherche, inscrite dans la loi du 23 décembre 1985, sera désormais confiée à un *« délégué à l'évaluation »*. Ce nouveau poste, a été créé mardi 11 mars 1986, au ministère de la recherche et de la technologie, sous le premier titulaire est M. Jean-Pierre Chevillon, directeur adjoint du cabinet de M. Hubert Curien. Ce chimiste a auparavant, deux ans, directeur de recherche au CNRS, a occupé, de 1966 à 1968, secrétaire général du syndicat national des chercheurs scientifiques. Membre des cabinets des trois ministres chargés de la recherche, qui se sont succédés au CNRS, sans doute est-ce à ce titre que M. Curien avait proposé, en février dernier, de nommer M. Chevillon directeur général du CNRS, avec pour mission de se consacrer à l'évolution des structures de cet établissement. Mais le projet du ministre avait alors été repoussé par le conseil d'administration du CNRS.

Les étoiles « immobilières » du Michelin 1986

Cette année, les trois étoiles passent de 19 à 20. Les deux étoiles tombent de 88 à 84. Et les étoiles grimpent de 536 à 574.

Le nouveau trois étoiles est La Côte-Saint-Jacques-Joigny ». Une très grande maison, mais qui vient d'investir plus de 1,5 milliard de francs dans des travaux d'embellissement. Ce qui fait que l'on est en droit de se demander si les étoiles Michelin 1986, ne sont pas des étoiles immobilières ? Le Carré des Feuillants, rue des Pyra-

Ouf! Venons-en aux deux étoiles de province, qui sont tout : Schillingier à Colmar ; La Chesnaudière à Colroy-la-Roche (dans un Relais et Châteaux du Bas-Rhin) ; Le Cerf à Marlenheim, également dans le Bas-Rhin ; Billoux à Dijon (Hôtel de la Cloche. Mais il avait déjà deux étoiles à Digoini) ; Ricordeau à Loué (mais repria per M. Laurent, qui avait deux étoiles à Rive-de-Gier) ; La Côte-d'Or à Nuits-Saint-Georges ; Couteauze à La Rochelle et Gagnaire à Saint-Etienne.

De nouvelles étoiles ont été également attribuées :

A Paris, Le Caladon de la rue de la Paix ; Yves Labrousse, rue Pierre Leroux ; Le pêché mignon, rue d'Alger ; Raymond Le Paris, boulevard...

POINT DE VUE

L'aplomb de M. Quilès

par FRANÇOIS FILLON (*)

Mis en cause par le ministre de la défense, M. Paul Quilès, dans le Monde du 7 mars, à propos de la politique de défense proposée par le RPR, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et délégué national du RPR pour la défense, répond.

L faut beaucoup d'aplomb à M. Paul Quilès pour justifier le report sine die de notre missile stratégique mobile par l'émergence d'une éventuelle défense spatiale alors qu'il y a moins de trois mois il était même auteur, dans ces mêmes colonnes, se disait « très dubitatif » à l'égard d'un tel système, ne voyant dans l'IDS (la défense spatiale anti-missiles) du président Reagan d'autre crédibilité que celle du « au poids des mots et au choc d'images » de la propagande américaine.

Il faut beaucoup d'aplomb pour revendiquer haut et fort la mise à point de l'arme à neutrons, après s'être associée sans réserve en 1971 aux propos du premier secrétaire PS : « La bombe à neutrons, à quel-
ser-telle ? De deux choses l'une : ou bien nous irons chercher l'ennemi hors du sanctuaire — hypothèse que les dirigeants socialistes écartaient alors — ou bien nous attendons qu'il touche à nos frontières, et le bruit de la bombe à neutrons se fera dans le fracas de la guerre totale... »

Il faut beaucoup d'aplomb pour se satisfaire de l'effort financier en faveur de nos armées, alors qu'en 1981 les crédits militaires n'auront cessé de décliner au sein du produit intérieur brut, plus encore au sein du budget de l'Etat, qui par le poids sans cesse accru des charges de la dette, tandis qu'en 1986 les crédits militaires qui, par la loi, auraient dû s'accroître de 7 %, ne progresseront mieux que de 1,5 %.

Il faut beaucoup d'aplomb se prévaloir du lancement de grandes spatialités, qui, par ailleurs, faisaient défaut, après maintenant à leur niveau de 1981 crédits de la recherche militaire, l'engagement de l'avenir, après avoir diminué de 20 % ceux destinés aux recherches nucléaires et spatiales, avoir renoncé - je confirme - propos de Jacques Chirac - à l'investissement dans les délais impérieux du satellite militaire de reconnaissance optique, qui eût donné la preuve à la France, et dès lors l'Europe, en mesure de répondre des menaces.

MÉDECINE

● **Le thermalisme reconnu par l'OMS.** — Le conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de décider d'établir des relations officielles avec la Fédération internationale du thermalisme et du climatisme. Cette reconnaissance du thermalisme, qui représente en France de 0,5 à 0,7 % des dépenses de santé, devrait contribuer à une meilleure prise en compte de cette thérapeutique, notamment dans les pays anglo-saxons réticents jusqu'à présent.


PALAIS-ROYAL : LE CONSEIL D'ÉTAT PREND SON TEMPS

Palais-Royal : le Conseil d'Etat prend son temps. — Sollicité par M. Jack Lang, ministre de la culture, de donner son avis en urgence sur l'opportunité de reprendre les travaux d'aménagement de la cour du Palais-Royal, le Conseil d'Etat a refusé de statuer en référé et s'est donné le temps de la réflexion.

L'arrêt du chantier (qui consiste à installer sur une dalle nouvelle les colonnes striées de Daniel Buren)

avait été obtenu par la Société pour la protection des sites et l'esthétique de la France (et non par l'association SOS-Paris, comme nous l'avions imprimé par erreur), qui avait déposé une recours auprès du tribunal administratif de Paris. Celui-ci s'était prononcé en urgence pour l'interruption des travaux. Les conseillers d'Etat, saisis par M. Lang en appel, se sentent moins pressés.

DIANTS
HELIER



VOU
à sa journée
le 15 mars

Au cours de la

- assister à un
- rencou
- prendre contact avec
- décou

EPSCI, avenue
95021 Cern
Tél. : ()
Presbu

**L'ÉCOLE DES PRATICIENS
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

VOUS INVITE

**à sa journée «portes ouvertes»
le 15 mars de 11 h à 17 h.**

Au cours de la journée vous pourrez :

- assister à une projection audio-visuelle
- rencontrer des étudiants
- prendre contact avec des membres de l'administration
- découvrir nos installations

EPSCI, avenue de la Grande-École
95021 Cergy-Pontoise - Cedex
Tél. : (1) 30-38-38-00

M. : _____

Adresse : _____

Souhaite recevoir une documentation sur l'EPSCI

Paris, Bangkok, Katmandou, Singapour, Hong Kong,
Jakarta, Séoul, Tokyo, Pékin, Sydney, Melbourne...
La lune c'est pour bientôt.

123, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél (1) 47 20 86 15. Park Hotel BP 679, 6, Avenue de Suède 06120 NICE - Tél (93) 53 39 82

ممكن من الأصل

كذا من الأصل

(Publi-information)

Claude Péter
présente sa
**NOUVELLE COLLECTION
DIAMANT NOIR**
62, Faubourg Saint-Honoré PARIS 8^e
99, RUE DE PASSY PARIS 16^e
66, Bd RASPAIL PARIS 7^e

Claude BERCEVILLE
Au sommet de son art, Claude Berceville est l'un des grands
tailleurs où se rencontrent le Tout-Paris, de la politique, des
affaires et aussi du théâtre. Ne dit-on pas de lui qu'il est le
« tailleur des comédiens » ? Il oriente la mode masculine
française et contribue à rendre à l'art du tailleur ses lettres de
noblesse.
A noter : un département « Jeunes » avec des costumes en
mesure accélérée à partir de 3.500 F.
4, bd Maiesherbes, PARIS-8^e.

HENRI NITLICH
TAILLEUR
125, FG-SAINT-HONORÉ, PARIS-8^e. TÉL : 42.25.02.41

AUBERCY
*L'exceptionnel
depuis 1935*
34, rue Vivienne Paris 2^e (Place de la Bourse)
3, rue du Faubourg Saint-Honoré Paris 8^e (Madeleine)

JACQUES BEAUJOIN
Tailleur - chemisier
vous habille
en *Scabal*
« l'harmonie dans l'élégance »
Boutique : 45, rue Boissy-d'Anglas - 75008
Haute mesure : 43, rue Boissy-d'Anglas - 75008
Tél. : 42-65-38-86.

Une conception nouvelle et raffinée.
Une ambiance feutrée et fonctionnelle.
Des esthéticiennes multilingues
pour un accueil personnalisé,
soins du visage, soins du corps,
relaxation, produits de soins
et de maquillage
Sothys
PARIS
INSTITUT DE BEAUTÉ
128, faubourg Saint-Honoré, Paris-8^e
Téléphone : 45-63-98-18

maroquinier-styliste
Balenea
...proposé à
790 F dans les
coloris de
printemps, tons
pastels et toutes
teintes mode, des
sacs en box cell
véritable, double
peau bandoulière
amovible.
74, FAUBOURG-SAINT-HONORÉ

Le faubourg Saint-Honoré pris entre deux luxes

ENVAHI par une marée
de sacs-poubelles, noirci
par des graffitis, il trou-
verait le moyen de rester chic.
Précieux comme un fils de
famille, il se fait appeler par
son petit nom : le Faubourg. A
ne pas confondre avec les
autres, les Saint-Germain, les
Saint-Martin. D'ailleurs, c'est
pratiquement impossible. On le
reconnait de loin, grâce à ses
passantes environnées portant
les fameux sacs de papier
orange. Vous avez dit
Hermès ? Continuez. Déambula-
tions du côté de Lanvin, de
Saint-Laurent, de Cardin, de
Dior, de Courrèges, de Lager-
feld... Une promenade ouatée,
une de celles qui permettent,
pendant quelques heures, de

jouer les enfants capricieuses,
de faire la moue devant une
jupe corolle en feuilles
d'organza, ou un tailleur de lin
à 8 000 francs sans que le « Je
reviendrai avec maman » trans-
forme les jolies vendeuses en
harpies. De leur voix mentho-
lée, elles saluent la cliente,
mettent trois « d » pour dire
« madame » et prononcent
fuchsia comme Gucci : avec un
« ou ».

Les métaphores, elles ado-
rent. Le vent est émeraude
avant d'être vert, et la vie, une
longue hésitation entre le fou-
gère et le mousseline... « Ce tail-
leur est un amour », déclara-
ment-elles dans ces boutiques
aux décors inspirés de Maison

et Jardin. On piétine des
moquettes couleur caramel, on
frôle des consoles de verre
fumé ou de Plexi, on se vautre
sur des canapés de cuir cossus.
Loin, si loin les chaises métal-
liques des Halles, les poufs
inconfortables des Champe-
Elysées, les jupes-serpillières
et le vernis à ongles écaillé des
Madonnas grincheuses. Le luxe
est là, il s'impose comme un
gros héritier tombé là par
hasard entre les boulevards et
la rive gauche. Sur un pou-
plus de deux kilomètres, il a
l'audace de réquisitionner qua-
tre stations de métro pour lui
tout seul. Il pavise entre la
rue Royale et l'Elysée et se
rabougrit au contact de l'ave-
nue Matignon. Avant d'arriver
place des Ternes, il a perdu
tout éclat, le mascara coule, et
le faste des boutiques a dispa-
ré. C'est déjà le faubourg
du faubourg.

Le faubourg vient jouer du
côté de la Madeleine, attire les
stars (Senderens chez Lucas-
Carton et bientôt le couturier
Ralph-Lauren) et perturbe sa
voisine, la rue Saint-Honoré.
Voilà que celle-ci l'imite : le
papetier-graveur Cassegrain
s'est offert pour Noël un por-
tier (la classe !), tandis que,
après Smalto et Georges Rech,
Victor Louis, Laura Ashley
s'installe. Dans quelques mois,
ce sera le tour de Birger Chris-
tensen, le grand fourreur
danois.

OUI, le faubourg fait le
paon. Longtemps il
fut méprisé par son
rival, le faubourg Saint-
Germain, domaine réservé de
l'aristocratie ultra. Banlieue de
parvenus, abritant les finan-
ciers de la fin du dix-neuvième
siècle, il a réussi à devenir en
moins d'un siècle le fief du
bon goût, l'artère consacrée du
chic parisien. Les étrangers le
vénèrent et débarquent par
convois entiers pour admirer
ces vitrines faites et refaites
avec application. Qui ne se
souvient du « Royaume des
gants », l'une des œuvres de

l'ex-étalagiste d'Hermès,
Annie Beaulieu, ou encore de
Léo, ce cheval en hêtre, gran-
deur nature et articulé, posant
au milieu des étoiles de cache-
mire ? Qui ne rêve devant ces
cascades de soie, de cuir et de
mousseline ? Le faubourg
Saint-Honoré brille et roucoule
au-dessus de la capitale. Moins
glacé, moins distant que l'ave-
nue Montaigne, il donne des
ailes à ceux qui y travaillent.
« La rue de Passy est une rue
de quartier, le faubourg
Saint-Honoré est une rue de
l'élégance », classe Jérôme
Huot, de chez Lanvin. En
face, chez Hermès, Gilles
Duval, le directeur général
adjoint partage le même
enthousiasme : « Le faubourg,
c'est l'essence d'Hermès, le
berceau de notre image ». Hermès
vend soixante-dix
mille cartés de twill de soie
par an. C'est ici que l'on vient
s'arracher les « brides de
gala », les « mors à la connéta-
ble », les « sangles » et les
« Groenland ». En période de
Noël, le magasin vend un foulard
toutes les quatorze
secondes.

Et dire que, il y a moins de
cent ans, on se chamaillait là
pour une volaille trop chère...
Les bouchers, les charcutiers
ont disparu, ou plutôt ils ont
reflué dans un passage qui
s'anime les jours de marché, la
cité Berryer. Aujourd'hui, le
faubourg est une voie condam-
née à l'apparat.

Le faubourg triomphe et
scintille. Le « toujours plus »
fait un malheur : « Des sacs de
pyrhone n'attirent qu'au fau-
bourg », explique la vendeuse
de la boutique d'Emilia, instal-
lée en face de l'Elysée, depuis
octobre. Emilia vend ses sacs
de cuir, rue de Grenelle et
place des Victoires. Les
bourses à écailles rose sho-
cking ou bleu outremer se
débitent ici. Prix moyen de ces
sacs à risque : 2.500 F. Il
paraît que ce sont des produits
« spécifiques faubourg ».



Karl Lagerfeld : « le compensé récompensé ».

Très « style », la collection griffée
ROCCO BAROCCO, chez
KNAP
... La jeunesse du faubourg...
35, faubourg Saint-Honoré

jean lafont.
OPTICIEN

11, rue Vignon 75008 Paris. tel. 47.42.25.93.

LES FOURRURES MALAT
FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE
PELISSES ET CUIRS.
Grand choix de manteaux et vestes à des prix très étudiés pour
leur qualité et la finition du travail. Spécialisés sur mesure.
Grands tailles. Réparations, transformations.
Possibilité crédit. Service après-vente. Tél. : 48-78-80-87.
Ouvert du lundi au samedi sans interruption.
47, rue La Fayette, 75008 Paris - M^o Le Peletier

Emilia
PARIS
SACS, CHAUSSURES, GANTS
11, RUE DE GRENELLE 75007 PARIS. TÉL. 42.22.37.67
60, FAUBOURG SAINT-HONORÉ 75008 PARIS. TÉL. 42.86.34.44
14, PLACE DES VICTOIRES 75002 PARIS. TÉL. 42.60.04.05

Jacques Estival
73 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris 8^e 42 65 79 02

(Publi-Information)

onore

L'ECLAT, rien que l'éclat. Les étiquettes à plusieurs zéros ne semblent pas décourager les clients. « Et pour cause, ils ne les regardent pas ! », affirme-t-on chez Gianni Versace, où la petite tunique en soie froissée coûte presque aussi cher qu'une tôle couleuvre. Les clients du faubourg ont certainement des penderies blindées. Chez Smalto, ils boudent les costumes de flanelle et s'enflamment pour des peignés de cachemire. Le tube de l'hiver ? Une pelisse en soie, parée d'un col de vison et doublée de castorette...

Chez Knap, qui diffuse du prêt-à-porter féminin, la « petite » cliente est celle qui repart avec 2000 francs de vêtements dans son sac. La « petite » jupe à 900 francs est un magasin ce que le Carant-bar est un boulanger et le nettoyeur à lunettes à l'opticien. Une babiole. Les affaires sérieuses commencent avec les tailleurs de soie à 4000 francs, les ensembles en cuir vert printemps à 8000 francs. Comme l'explique Noémie Rossi, directrice commerciale de quatre maga-

sins, Benetton à Paris, dont celui du faubourg Saint-Honoré : « Nous vendons ici beaucoup de grosses pièces, et lorsque la cliente hésite entre un pull rose vif et un rose cyclamen, elle repart avec les deux... »

Etrangère, la cliente du faubourg ? Il faut croire que oui chez Guy Laroche, où la vendeuse s'empresse dès notre arrivée de nous tendre le catalogue avec un accent digne de BB : « you quène tékit ». Etrangère chez Réty, où le directeur, Laurent Balkany, aligne les pourcentages (50 % d'Arabes, 40 % d'Américains) et conclut dans son bureau ewynguesque : « La petite française du 16 ne vient pas chez nous ».

Il est vrai que dans ce magasin le volume d'achat moyen flirte avec les 10 000 francs. Et pour mieux séduire, on s'est internationalisé. Tous les modèles courts sont disponibles en long et « les robes décolletées dans le dos jusqu'à la taille se rattrapent sans problème par des fermietures à glissière », précise la responsable de la boutique.

Le « long seller » de la maison n'est autre que la jupe droite s'épanouissant en volants au niveau des mollets. « Idéal pour les hanches larges. » Restent les tenues de prestige aux étoffes garnies de strass et de paillettes, qui s'envolent à 50 000 francs. Ici, il faut qu'une robe soit brodée et fermée.

Ailleurs, la mode est plus éclectique. On passe des ensembles de gabardine légère de chez Chloé aux robes existentialistes de Karl Lagerfeld, en popeline noire sanglée à la taille, on caresse les robes de maille d'Angelo Tarlazzi pour échouer quelques instants plus tard devant un blouson de crêpe blanc et bleu marine signé Jean-Louis Scherrer.

Drôle de faubourg. Ravagé par le style « Dynastic », il sait depuis peu attirer les Françaises et, parmi elles, beaucoup de Parisiennes. Il taquine la rive gauche en lui chipant quelques fidèles. Saint Laurent est là, avec Walter

Steiger, Sonia Rykiel, Apostroches, Diamant noir. « Elles viennent pour rechercher autre chose », explique le directeur de ce dernier magasin dont les ventes ont progressé de 15 % depuis l'ouverture, il y a quelques mois.

LES Américaines et les Françaises sont à égalité. Les unes sont sensibles à « tout ce qui est choc », les autres s'en tiennent aux modèles plus classiques. Aux premières, les robes bustier en jersey drapé, les grands soirs de stars surmontés de grands cols amovibles à la Marie Stuart ou d'aillères de requin. Aux secondes, les tailleurs de lin, les robes de taffetas moins froufroutantes...

Car les Parisiennes du faubourg Saint-Honoré sont sages. Elles s'encanaillent désormais chez Mugler, tout en dosant leurs folies. Vous ne trouverez pas là les modèles pointus du créateur, à commencer par les fameux seins d'or massif, tenue en lamé et mousseline de soie. Les aficionados savent qu'il se trouve place des Victoires...

Engoncé jusqu'au cou dans le luxe, le faubourg évolue, se rajeunit. Sabine Azema et Juliette Binoche viennent se faire coiffer chez Carita. Trussardi joue la séduction avec des bagages trompe-l'œil en toile plastifiée, travaille volontiers le croco sauvage (moins prétentieux et surtout deux fois moins cher que l'autre).

A celles qui n'ont pas assez de temps ni d'argent pour s'offrir un drainage lymphatique du visage suivi d'une séance de digitopuncture, Sobys propose des forfait mini-journée beauté à 500 F.

Le faubourg se démocratiserait-il ? Non, il se dédouble. Il a comme chez Balanca, le maroquinier, sa vitrine cuir et sa vitrine reptile. Le sobre et le tape-à-l'œil s'y livrent désormais une guerre de tranchées. La vieille maison Roger et Gallet a disparu, on l'a remplacée par une galerie commerciale. Bientôt



Chloé : deux modèles de la collection printemps-été 1986.

Christian Dior

12, rue Boissy-d'Anglas
PARIS 8^e

BOUTIQUE

Karl Lagerfeld

62, rue du Faubourg Saint-Honoré
PARIS-8^e

Tél. 42-66-08-66



TRUSSARDI

BOUTIQUE

77, rue du faubourg Saint-Honoré, 75008.
Tél. : 42-65-11-40.

francesco
smalto

COUTURE
44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME

44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME
275, RUE SAINT-HONORÉ
5, PLACE VICTOR-HUGO

MANUELA FRAJDER.

Portez un bijou de gala

Le «Gala»... Vous connaissez ? Une sublime matière, profonde au regard comme la laque, dans laquelle des strass brillent en transparence.

Avec elle, Lanvin a créé toute une collection de bijoux en forme de coeurs ou de fleurs. Noirs comme la nuit ou translucides comme la brume, ils sont constellés de brillants. Les plus remarquables : une grosse anémone montée sur un ras du cou (2.160 F), un large coeur devenu broche (1.200 F) et un superbe collier avec une quantité de coeurs de toutes les tailles. Ce dernier existe en noir, mauve, perle et bleu électrique (3.910 F).

Et pour ne pas quitter ce thème charmant : un petit sac du soir en forme de coeur en ottoman rouge brodé de fleurs blanches (1.950 F).

LANVIN

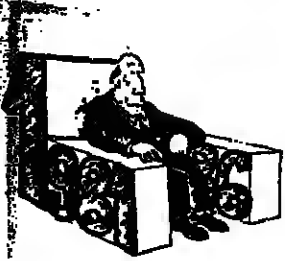
22, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. (1) 42.65.14.40

L'élégance d'une mode
à vivre avec plaisir.

Victor Louis

422, rue Saint-Honoré
75008 Paris. Tél. : 42.60.72.00

هكذا من الأصل



QUELLE Cassandre aurait osé prédire en 1981 que l'école, dossier chéri entre tous de la gauche, allait devenir le cauchemar du gouvernement avant de servir de terrain aux échauffourées les plus déchaînées de la législature ? Quel esprit malin aurait annoncé que pendant ces cinq années l'enseignement privé portait son étoile au zénith, que l'école et l'entreprise entameraient leur pas de deux le plus serré, que dans cette folle aventure la pédagogie perdrait son prestige, et la FEN pas mal de plumes ?

Tout a basculé un dimanche de juin 1984. Persuadés que le pouvoir a décidé d'arrêter la liberté de l'enseignement, encouragés par l'opposition, trop heureuse de souffler sur la braise, un million de manifestants envahissent la capitale ce 24 juin. Ils obtiendront non seulement le retrait par le président de la République du projet de loi destiné à rapprocher les deux systèmes scolaires - public et privé - et déjà voté par l'Assemblée nationale, mais aussi, quelques semaines plus tard, le départ de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et de tout le gouvernement.

Le piège s'était refermé lentement mais sûrement sur une gauche prisonnière d'une promesse électorale - l'unification du système scolaire - faite aux plus actifs artisans de sa victoire : les enseignants militants de la laïcité. Après vingt-trois ans d'opposition, communistes et socialistes sont arrivés au pouvoir avec un programme scolaire calqué sur les revendications des camarades enseignants, dont certains siègent désormais à l'Assemblée nationale. Le candidat François Mitterrand avait donc promis des classes de vingt-cinq élèves maximum, et « la mise en place d'une école nouvelle, ni municipale, ni privée, ni publique, unifiée et laïque de l'école nationale ». Eh, il choisira M. Savary, qui avait démontré son habileté dans les négociations délicates de la décolonisation, pour donner une réalité à cet énième GSPULEN.

« Convaincre et non contraindre »

L'été 1984 marque l'échec de la méthode Savary, basée sur l'interminable discussion sous-tendue d'un projet très technique, dont les enjeux concrets ne sont livrés au public que par les responsables de l'enseignement catholique. A la faveur de l'état de grâce, le gouvernement avait décidé les nationalisations et la suppression du secteur privé bilingue. Le ministre de l'éducation nationale, lui, fidèle à son attitude scrupuleuse et à son engagement de « convaincre et non contraindre », a régné à l'instar de ces circonstances pour obtenir l'abrogation des lois Debré et Guemour d'aide aux écoles privées, que la droite avait imposées en son temps malgré la mobilisation des enseignants.

Maïs, bien au-delà des problèmes de méthode, c'est l'engagement profond du gouvernement de la gauche sur ce dossier non prioritaire, puis son soudain revirement qui déstabiliseront l'opinion tout entière. Sur le fond, le retrait du projet gouvernemental donne du poids aux accusations libérales des catholiques et de l'opposition.

La grande lessive idéologique

Défaite de la laïcité, professionnalisation des études, rigueur et sens de l'effort... Le changement en cinq ans de gouvernement de gauche a pris un tour inattendu.

L'affaire révèle aussi un grand jour les divisions des socialistes : sous la pression des enseignants laïques et des francs-maçons, qui jugent trop conciliant le projet Savary, les députés ont voté des amendements qui, en brisant l'équilibre déjà fragile du texte, ont précipité la grande manifestation parisienne et le désastre final.

Le sectarisme des ultras de l'enseignement catholique les a empêchés de saisir l'occasion historique d'essayer la paix scolaire en signant un compromis avec la gauche. Avengés par une intolérance appesantie, les laïques n'ont pas accepté de s'engager dans la rénovation globale du système éducatif et la décentralisation du secteur public que proposait M. Savary pour rapprocher les deux secteurs concurrents. Surtout, les militants de la laïcité n'ont pas su analyser les causes de leur isolement dans la défense de l'école publique. Comment auraient-ils mobilisé massivement les parents d'élèves en faveur d'une école publique traditionnellement méfiante à leur égard ? L'impression de glissement est considérable.



MM. Chevènement et Savary : deux tempéraments pour l'éducation nationale.

Le tintamarre de la querelle public-privé, qui venait s'ajouter à celui provoqué par le vote précipité de la nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur, a fini par faire oublier les grandes orientations décidées par M. Savary. Le ministre avait choisi de s'entourer d'une équipe de sympathisants de la « deuxième gauche » (mouvement CFDT) afin de conduire une gestion sociale et innovante de l'éducation nationale. Convaincu que l'école est avant tout le lieu du combat contre les inégalités, M. Savary s'engage dans une courageuse guerre contre l'échec scolaire. S'appuyant sur les mouvements pédagogiques, il prône l'adaptation des méthodes au terrain, incite les enseignants à prendre des initiatives, à travailler en équipe, à expérimenter, à ouvrir l'école aux parents.

Ceux-ci sont invités à se mobiliser en masse dans les établissements

publics et participent pour la première fois à la préparation des réformes. Mais le succès de ces consultations nationales n'est que peu exploité.

M. Savary ouvre de vastes chantiers (informatique, formation des personnels, collèges, lycées), à la suite de rapports de spécialistes. Pourtant, opposé à toute démagogie et convaincu que les problèmes éducatifs exigent du temps et ne peuvent se résumer en quelques formules, il ne parvient pas à donner une image claire de sa démarche. Décentralisation, concertation, droit à la différence, sont les mots d'ordre de cette politique imaginative et prudente, mais qui peut apparaître fumeuse et béatante aux yeux du public, à force de scrupules et de discrétion.

Hormis l'épineux dossier de la querelle scolaire, le successeur de M. Savary trouvera un terrain consciencieusement défriché. De nouveaux programmes sont en cours de définition, un plan d'équipement informatique est mis en œuvre, la rénovation des collèges et l'ouverture des lycées ou plus grand nombre sont sur les rails. M. Chevènement poursuivra l'œuvre accom-

plissement des connaissances, le sens de l'effort. En revenant à une conception plus restrictive de l'école, lieu d'instruction plus que d'éducation, il flâne le grand public, quitte à escamoter pour les besoins de la cause la crise provoquée par l'explosion scolaire des vingt dernières années.

MODERNISER. Jamais un ministre de l'éducation nationale n'aura aussi noblement cité l'exemple japonais, ralié la question sociale aux défis technologiques de cette fin de siècle, et à la crise mondiale. L'école, répétera-t-il inlassablement, est le « far de lance de la modernisation ». Et chacune de ses décisions - nouveaux programmes, créations des baccalauréats professionnels et des universités de technologie, formation des maîtres - est justifiée par la nécessité d'adapter l'école aux impératifs économiques et à la compétition internationale. L'ensemble est même résumé dans un slogan lancé par M. Fabius, qui fait mouche, même s'il paraît irréaliste à beaucoup : « Quatre-vingts pour cent d'une classe d'âge au niveau bac en l'an 2000 ! ».

« Jules Ferry en kimono »

Cette dialectique subtile entre « rétro » et « nouveau », à laquelle le ministre doit son surnom de « Jules Ferry en kimono » attribué par les enseignants de la CFDT, son habileté à mobiliser par des formules frappantes, comptent parmi les secrets de la réussite de M. Chevènement dans l'opinion. Quelques mois après le paroxysme de la querelle scolaire, le ministre de l'éducation nationale et son « école de la République » caracolent en tête des sondages de popularité. Certes, l'édifice républicain et le grand retour de la Marseillaise ont davantage convaincu les enseignants de droite que ceux de gauche. Ces derniers constatent avec effroi que M. Chevènement a volé quelques-uns des thèmes favoris de la droite. Il leur est néanmoins difficile de nier que, dans l'esprit du public, si ce n'est sur le fond, le ministre a redressé le navire de façon spectaculaire. Mais aussi de le contredire lorsqu'il répète que « la gauche, ce n'est pas moins d'exigence, mais davantage ».

Jusqu'au terme de la législature, l'école aura bel et bien été le baromètre fidèle des évolutions de cette gauche aux prises avec les réalités du pouvoir. Le débat scolaire a entraîné la modification parfois brutale des références économiques et sociales des socialistes. Ainsi le développement et le décaissement de la querelle scolaire ont avivé la controverse sur le rôle de l'Etat, popularisant l'idée d'une limitation des prérogatives, contribuant aussi à réhabiliter à gauche les valeurs et les droits de l'individu et de la famille. Parallèlement, la conception égariste de l'école, le principe générateur d'une éducation pour l'homme, ont cédé le pas aux notions de concurrence et d'évaluation des performances à l'idée d'une symbiose entre le système de formation et les besoins économiques.

Contrepoint à ce vertige économico-technologique, le discours « rétro » du ministre en matière pédagogique, sa décision de rétablir le brevet des collèges, et une filière largement ouverte aux langues anciennes pour le baccalauréat, traduisent le retour d'un certain classicisme, qui irrigue l'ensemble de la société.

Sur l'école se cristallisent donc tous les éléments d'une lessive idéologique générale. Les enseignants, eux-mêmes sont soumis à la dure école du nouveau réalisme. La gauche ne laissera pas en héritage une grande réforme scolaire mais elle aura fait sauter des tabous. L'échec scolaire n'est plus une fatalité, et la pratique du travail d'équipe se répand. L'entreprise cesse de s'identifier au diable capitaliste. La spécificité des établissements s'est imposée, la décentralisation a progressé et la place des parents s'est timidement élargie. Les enseignants, dont le nombre et la rémunération ont été augmentés, ont montré qu'ils pouvaient consacrer une partie de leurs vacances pour s'initier à l'informatique. Les syndicats de la FEN ont accoutumé en opposant leur veto à bien des réformes, en particulier la modification des rythmes scolaires.

Du côté gouvernemental, l'incantation a trop souvent tenu lieu de terrain. Le vent du changement a par moments soufflé dans un sens imprévu, irritant parfois pour les milieux de gauche.

C'est aussi pour cela que, quelle que soit la couleur de ses banderoles, rien ne sera plus tout à fait comme avant dans l'éducation nationale.

PHILIPPE BERNARD.

Des réformes tous azimuts

De la maternelle à l'université, en passant par le technique ou la formation des maîtres, il n'est pas de grand sujet qui n'ait été abordé et réformé.

● ÉCOLE MATERNELLE

De nouvelles instructions applicables à la rentrée 1986 insistent sur les premiers apprentissages et la généralisation de la fréquentation dès deux ans si les parents le souhaitent.

● ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

Les nouveaux programmes de M. Chevènement s'appliquent depuis la rentrée 1985. Deux innovations : la technologie et l'éducation civique. Une disparition : les activités d'éveil.

● COLLÈGE

La plupart des orientations décidées par M. Savary après la publication du rapport Legrand subsistent dans les collèges en rénovation (50 % du total à la rentrée 1986) : pédagogie différenciée, écartement des classes en groupes de niveau homogènes par matières, incitation à la constitution d'équipes pédagogiques et au suivi individualisé des élèves. Les nouveaux programmes seront mis en œuvre à la rentrée 1986.

● LYCÉE

Alain Savary n'a pas eu le temps de tirer les conclusions du rapport Prost sur les lycées, synthèse de la consultation nationale de 1982 organisée dans les établissements. Son successeur présentera, à l'extrême, sa réforme des lycées, qui vise à poursuivre la politique d'ouverture à la grande masse des collèégiens, basée sur la diversification dans « des pôles d'excellence ». A la rentrée 1987, huit nouvelles séries rééquilibrées en fonction des débouchés professionnels devraient être mises en place. Mais les nouveaux programmes n'auront pas été achevés sous cette législature.

● TECHNIQUE

La loi-programme de M. Carrat, votée à l'automne 1985, vise à élever le niveau général des qualifications et à rééquilibrer le système éducatif en faveur du technique. Un budget de 10,5 milliards de francs pour cinq ans doit permettre de moderniser les filières. Quatre-vingt mille élèves devraient préparer en 1990 les nouveaux baccalauréats professionnels mais un plectra à la rentrée 1986. Les enseignants des LEP (relaps des lycées professionnels) bénéficient désormais de la formation continue.

● ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Voilà au terme d'une rude bataille syndicale et parlementaire et après des manifestations de rue, la loi d'orientation, dite « loi Savary », refuse la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur, et instaure un nouveau premier cycle probatoire pour accéder à l'enseignement supérieur. L'université se rapproche de son environnement économique, et propose des seconds cycles à vocation professionnelle. Près de la moitié des universités ont

refusé d'adopter les nouveaux statuts prévus par la loi.

● FORMATION DES MAÎTRES

Du rapport de M. André de Férret sur la formation des enseignants, M. Savary retient l'idée des missions académiques à la formation. Il augmente considérablement le budget de la formation continue. M. Chevènement donne la priorité au plan de formation des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) institués par son prédécesseur. Il généralise le recrutement des instituteurs au niveau du DEUG, qui débouche à partir de 1988 sur une formation en deux ans en école normale.

● ZONES PRIORITAIRES

Mises en place par M. Savary dès juillet 1981, les zones prioritaires (surnommées ZEP) bénéficient d'un avantage matériel relatif et s'ouvrent sur leur environnement (associations, collectivités locales). Les difficultés de la tâche et la discrétion de M. Chevènement sur ce dossier ont provoqué une certaine essoufflement des expériences, qui se poursuivent néanmoins.

● DÉCENTRALISATION ET PARTICIPATION DES PARENTS

Depuis le 1^{er} janvier 1986, la gestion des établissements scolaires a été confiée aux collectivités locales (départements pour les lycées, régions pour les collèges) par la loi de décentralisation. Les structures de participation aux établissements scolaires comprennent désormais des représentants des collectivités locales. Le nombre des représentants des parents a été augmenté, mais le pouvoir des nouveaux conseils d'école (primaire) et d'administration (secondaire) n'a été que très prudemment élargi.

● INFORMATIQUE POUR TOUS

Cette opération aura permis dans un temps record d'installer cent vingt mille micro-ordinateurs dans les établissements et d'initier cent dix mille enseignants. Les ordinateurs qui équipent désormais toutes les écoles, tous les collèges et les lycées sont en principe utilisables par le grand public en dehors des heures de cours.

● ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Après l'échec du projet Savary, le gouvernement s'est contenté de mettre en œuvre par voie législative et réglementaire des mesures « simples et pratiques » : adaptation à la décentralisation, instauration des crédits limitatifs sur le modèle de l'enseignement public, et surtout retour à la loi Debré pour la nomination des maîtres par les chefs d'établissement (la loi Guemour avait attribué le pouvoir du recrutement dans cette procédure).

Bain Linguistique

SPECIAL U.S.A.

- NEW YORK
- VIRGINIE
- RÉGION BOSTON
- WISCONSIN
- FLORIDE
- CALIFORNIE DU NORD
- CALIFORNIE DU SUD
- TEXAS
- LOUISIANE

L'Association sans but lucratif "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), agréments Jeunesse et Sports (n° 16.64) et Tourisme (n° 70.027) offre aux jeunes étudiants, de nombreuses formules de séjours linguistiques aux USA : séjours économiques "études-famille" (plus de 18 ans), cours super-intensifs.

1500 professeurs correspondants locaux France, D.O.M., T.O.M. et Afrique.

DOCUMENTATION GRATUITE

S.I.L.C. (service 24) 16222 Angoulême
Code - Tél. 45.56.83.56
Paris : Mme Beine 45.48.58.66
Mme Vasselle 46.56.81.15
Mme Bouteille 45.20.21.49
Nord 20.93.51.30 - 21.84.30.21
22.47.31.19 - Est 83.96.11.74
88.31.03.10 - Rhos 78.93.28.59
78.25.63.91 - 74.22.31.95
Alpes 76.42.74.76 - Sud-Est 93.24.61.44
91.60.25.50 - 42.27.88.42 - 30.25.40.00
66.23.06.29 - Sud-Ouest 64.92.83.45
61.21.68.17 - 59.24.33.17 - 53.65.51.51
51.94.41.25
Bretagne 98.87.05.85 - 40.70.46.71
43.85.42.50 - 99.58.51.66
Normandie 35.68.63.70
Langues 61.71.84.16
Centre 33.06.10.70

SEJOURS INTERNATIONAUX
LINGUISTIQUES ET CULTURELS
16222 ANGOULÊME CEDEX

AMERICAN CENTER
261, bd Raspail
75014 PARIS
43 35 21 50

AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

1. ENGLISH FOR EVERYBODY :
- stages intensifs de 15 jours renouvelables.
2. WEEKENDS AT THE AMERICAN CENTER :
- stages : 4 weekends par mois.

POUR TOUS NIVEAUX, POUR LES GENS PRESSÉS
OU LES EMPLOIS DU TEMPS SERRÉS.

INSCRIPTIONS MAINTENANT

différent.

A l'école Américaine au Texas ou en Angleterre.

Séjour de 4 semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou russe. Pour les jeunes de 12 à 18 ans. En juillet ou en août.

Château des Enfants pour les plus jeunes de 4 à 12 ans. Collèges de vacances renouvelables pour les enfants. Quatre semaines de cours pour les enfants en anglais ou français. En juillet ou en août.

Dernier prospectus gratuit à :
10482, Villeneuve-sur-Losne, France, Box 19
CH-6926 Montagny-Lagny, Suisse
Tél. (061) 84 64 71, télex 79 377

AMERICAN IN V.O. Quatre semaines de cours intensifs en anglais pour les jeunes de 12 à 18 ans. En juillet et en août.

En Suisse comme en Angleterre, activités sportives, musique, théâtre, excursions artistiques, excursions.

TASSIS England Box 19, Colchester Essex, England
Thorp, Surrey, England TW 20 8TE
Tél. (0432) 65232, télex 82972

The American School in Switzerland

Le bateleur et le bulldozer

On ne vous parlera pas de ses chemises roses, de ses cravates, de son cache-poussière Mugler, de son brushing Deasengas, de son bronzage doux, de son duze. On ne vous dira pas tout ce qu'il a pu susciter de sentiments contraires, parfois chez les mêmes personnes. On n'évoquera pas son énergie trépidante, sa sourire panoramique, son enthousiasme contagieux, sa vraie gentillesse ni son charme rusé de Machiavel des beaux-arts. Cela nous conduirait trop loin, trop près de l'homme, ce qui n'est pas ce que vous regardez peut-être pas-

Il convient plutôt de donner le bilan d'une action dont personne ne peut nier l'ampleur, d'une activité débordante, confinant parfois à l'agitation — il a tant d'idées, de projets, parfois en renverse —, mais où rien n'est bien nécessaire sans Haxagnou où la vie a l'esprit, la création paraissent si souvent au bord de se figer, de se pétrifier. Ce sera, la liste des actions entreprises est impressionnante. Discutable, dira-t-on, mais, dans ce domaine, n'est-ce que ne l'est pas ?

Daa ministres da culture, nous en avons de toutes sortes, de M. raux l'orateur, le légendaire à l'élegant et l'autisme à l'émouvant, de M. Michel Guy, et de M. l'exemplaire Duhaim, Michelet, l'apôtre du tre pauvre et du tre pauvre à la supposer que son misme trouve en misme, terno, restera : comme prolifique, le brouillon, magnifiques. Un homme capable de lancer une de la musique : musé ! qu'un musée de la mode palais de l'image, de sa ter des pétitions insidues et même des chiers à sa ga. Entr' bateau et le bulldozer qui nous renvoie logioux-novences.

Quelle tête aura-t-il, successeur ? Blancs, Soua quels harnais, Calmés ? Discrets ? Il aura mal, quel qu'il soit, à envoyer autant de cour de communiqués, de cours, à trouver des d'écho, d'amis, à montrer même curiosité pour A nous faire autant de lui.

MICHEL BRAUDEA

A SON arrivée rue de Valois, Jack Lang oc cache pas son ignorance des problèmes du cinéma mais pas davantage son très vif désir de prendre au plus tôt la mesure d'une industrie en état de crise permanent. Il passe immédiatement aux actes qu'ouvramment comme conseiller technique pour le cinéma Francis Beck (un ancien de Vincennes doué d'un grand sens de l'organisation) et en commandant un rapport détaillé à Jean-Denis Brodin.

Toute la profession est constituée, du haut au bas de l'échelle : le Centre national de la cinématographie, dirigé depuis 1974 par Pierre Viot, sert d'agent de liaison. Il collabora ensuite de plus en plus étroitement avec les services du ministère de la culture. Les grandes lignes du rapport Bredin, une fois approuvées, sont aussitôt mises en application par Francis Bredin, qui a joué un peu plus tard le rôle de poète par Frédéric Mistral, la propre fille du rapporteur, plus souple dans sa démarche. Cette évolution va de pair avec celle du ministre qui, après avoir dénoncé l'impérialisme culturel américain, se rapproche progressivement d'Hollywood jusqu'à décorer de la Légion d'honneur son *missi dominici* Jack Valenti.

La réforme englobante proposée par Jean-Denis Bredin — réédigée deux rapports complémentaires en 1984 et 1985 — affecte tous les secteurs de l'activité cinématographique, de la production à la diffusion et à l'exploitation, en passant par la conservation du patrimoine cinématographique et l'enseignement. Jamais la France n'aura connu projet aussi ambitieux et aussi porteur d'avenir, mais pourtant lourdement obéré par sa conception par l'impossibilité où se trouve Jack Lang d'être simultanément sur les deux principaux fronts, cinéma et télévision : le second lui échappe totalement. Les effets pervers de cette dichotomie ne cessent de

manifeste, jusqu'à la récente affaire de la cinquième chaîne, écharçant les films avec la bénédiction de l'Etat.

Le budget du cinéma, chiffré en francs constants, passe de 219,4 millions pour la législature 1977-1981 à 562,5 millions pour celle qui s'achève, il a donc été multiplié par 7,5. L'avance sur recettes progresse elle-même de 42,75 millions à 358,05 (toujours en francs constants). Elle ne se limite plus à l'agrement d'un projet par une commission *ad hoc*. Elle est complétée par quatre initiatives capitales : l'aide au développement des projets (mettre en forme un sujet promoteur), l'aide à la réalisation d'un scénario présenté à la commission (avec la collaboration d'un scénariste), le soutien à la préparation du film (comment monter l'affaire), le versement plus rapide de l'avance.

Le ministère de la culture crée l'aide directe à la production initiée par ses services et distincte de

une tentative de moralisation de l'exploitation cinématographique, qui a abouti principalement à la séparation des deux entités distinctes du groupe Gaumont-Pathé (qui dominait le marché grâce à un parc de salles considérable) et à la nomination du médiateur, chargé d'arbitrer les litiges surgissant entre petits et grands pour l'alimentation des cinémas en films récents. L'art et essai a ainsi été forcé son secteur recherches, mais l'aspect le plus original de cette aide reste la création, sous l'impulsion de Jack Gajos, de l'Agence pour le développement régional du cinéma, qui aboutit à rouvrir des salles ou à en créer de nouvelles dans la banlieue et en province.

Le patrimoine cinématographique français, géré par deux institutions, la Cinémathèque française et les Archives du film, a vu d'une législature à l'autre, son budget croître en francs constants de 65,5 à 224,5 millions. La Cinémathèque française, en particulier, a vu sa dotation plus que tripler (de 7 millions de francs en 1981 à 24,2 millions de francs en

PHOTO : LA

Domaine jusque-là mal-aimé sans être pour autant négligé, la photographie a été bien servie ces dernières années. La nouvelle Mission pour la photographie chargée d'assurer les relations avec les créateurs et les organisations professionnelles pour les problèmes de droit d'auteur, de fiscalité, de sécurité sociale, étudie aussi les questions relatives à l'enseignement de la discipline, notamment dans les écoles d'art. Celle qui veille au nouveau bébé, l'école nationale ou créée en 1982, n'a un cursus scolaire de trois ans pour une centaine d'élèves est assurée.

1985). Sous l'impulsion de son nouveau directeur, le cinéaste Claude Savras, elle a accru considérablement ses activités. Elle s'apprête à émigrer, fin 1986, au Palais de Tokyn. Le futur palais de l'image, à côté des installations de la Cinémathèque (une bibliothèque-médiathèque, le Musée du cinéma, actuellement à Chaillot, et quatre salles de projection), hébergera également l'Institut national de formation aux métiers de l'image et du son (INIS), présidé par Jean-Claude Carrière et animé par Jack Gajos. Tout l'enseignement du cinéma y sera regroupé, IDHEC inclus.

Ultime initiative d'un pouvoir qui veut mettre toutes les cartes du bon côté (à part le fâcheux exemple de la télévision), l'introduction en Bourse des SOFICA (sociétés de financement des industries cinématographiques et audiovisuelles), qui permet aux particuliers comme aux entreprises privées d'investir dans le cinéma. On jugera l'air à se faire fruits. Réussira-t-on à arrêter, par de meilleurs films, la chute de fréquentation des salles qui a repris en 1985 ?

LOUIS MARCORELLES.

-PHOTO : LA BIEN-AIMÉE

Domaine jusque-là mal-aimé sans être pour autant négligé, la photographie a été bien servie ces dernières années. La nouvelle Mission pour la photographie chargée d'assurer les relations avec les créateurs et les organisations professionnelles pour les problèmes de droit d'auteur, de fiscalité, de sécurité sociale, étudie aussi les questions relatives à l'enseignement de la discipline, notamment dans les écoles d'art. C'est elle qui veille au nouveau bébé, l'école nationale créée à Aries en 1982, n'ont un cursus scolaire de trois ans pour une centaine d'élèves est assuré.

Mission soutient également les expositions de photographies dans les musées et les festivals.

Le Centre national de la photographie, placé sous la direction de Robert Delpire, peut pour sa part proposer des expositions dans ses nouveaux locaux inaugurés récemment au palais de Tokyo. Il s'emploie également à faire connaître l'histoire de la photographie par les éditions de livres. Ainsi de « Photo poche » qui, depuis 1982, a publié vingt-deux volumes tandis qu'une nouvelle collection « Photogénies » a été lancée en 1984. — G. 8.

**MARIGNAN • BIARRITZ • MONT-PARNASSE PATHE • PARNASSIENS • 14 JUILLET ODEON • CINE BEAUBOURG • FORUM
14 JUILLET BASTILLE • NATION • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • UGC CONVENTION • GAUMONT SUO • PAGODE • WEPLER PATHE • REX
UGC BOULEVARDS • GAMBETTA • MAILLOT • ST-LAZARE PASQUIER • MAYFAIR • FAUVETTE - et les meilleures salles de la périphérie**

OGC BOULEVARDS • GAMBETTA • MARSEILLE •

JEAN-CLAUDE BRIALY BERNADETTE LAFONT JEAN-LUC BIDEAU

JEAN POIRET

Inspecteur —

LAVARDIN

CLAUDE CHABROL

un film de
une co-production MK2 PRODUCTIONS . FILMS A2 . TSR . CAB PRODUCTION



مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

Cinq ans de politique

culture

MUSIQUE : EFFERVESCENCE

LES cinq dernières années ont été une période de grande effervescence. Nommé directeur de la musique en octobre 1981 seulement, par la volonté de M. Pierre Mauroy, qui avait apprécié son talent à la tête du Festival de Lille, M. Maurice Fleuret, sous l'égide du ministre de la culture, a poursuivi la politique de ses prédécesseurs (Marcel Landowski, Jean Maheu et Jacques Charpentier) avec une vigueur particulière, et ouvert d'autres voies par son activité et son imagination foisonnantes, grâce à la progression considérable de son budget ; les crédits de la musique et de la danse sont passés de 3 525 millions de francs pour la période de 1977 à 1981 à 8 363 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 137 % en francs constants.

La construction de l'Opéra de la Bastille avec ses deux salles, des conservatoires supérieurs de Paris (dans une nouvelle cité de la musique, à La Villette) et de Lyon, la création du Conseil supérieur de la musique, du festival « Musica » de Strasbourg, de la Fête de la musique, de l'Institut de pédagogie musicale restera le fruit le plus marquant de cette époque en dehors des polémiques sur l'Opéra de la Bastille, « châtiment du président ».

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le seul échec patent. Comme au cours des précédentes législatures, le ministère de la culture s'est heurté à l'inertie de l'éducation nationale ; malgré la reconnaissance en 1985 de l'enseignement artistique comme « une des sept disciplines fondamentales de l'école », (selon la Fédération des parents d'élèves) et la CNEA a compté que « plus de six cent mille élèves sont totalement privés de cours de musique ou d'art plastique ».

ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

L'un des secteurs privilégiés. Quatre-vingt-seize nouveaux établissements ont été classés écoles nationales ou agréées ; le quart des conservatoires ont été dotés de locaux neufs ou rénovés. Vingt-huit départements pédagogiques ont été créés, cependant qu'était poursuivie activement une réforme de l'enseignement, en particulier du chant.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Création de l'orchestre des jeunes et de l'Académie d'orchestre d'Evry ; développement des centres de formation de chefs de chœurs et création des centres d'insertion professionnelle pour les chanteurs ; instauration d'un diplôme d'Etat de professeur de musique.

RECHERCHE

L'importante augmentation du budget (hors IRCAM) a permis de multiplier les organismes de recherche et de musique électro-acoustique, ainsi que l'aide directe aux compositeurs.

ORCHESTRES

Ils ont vu leurs crédits augmentés de 131 % depuis 1980 ; relèvement des salaires des musiciens régionaux ; création de nouveaux orchestres (Montpellier, Avignon, Auvergne, Opéra de Lyon, etc.) et de chœurs régionaux. On notera que la participation financière des régions s'est élevée de plus de 80 %.

MISSIONS MUSICALES

Le nombre des formations subventionnées est passé de trente-huit à soixante-huit et celui des prestations (concerts, animations, stages) a triplé.

THÉÂTRES LYRIQUES

Les crédits de l'Etat ont moins augmenté que dans les autres domaines avec une limitation relative des frais de fonctionnement de l'Opéra de Paris et des subventions aux théâtres de province.

FESTIVALS

La tendance est plus marquée encore pour les festivals (augmentation de 26 %), la direction de la musique maintenant son action en faveur des manifestations nationales et internationales, et transférant des « crédits déconcentrés » à ses directions régionales pour les festivals d'intérêt local.

On notera encore les efforts entrepris dans les secteurs de l'édition phonographique (soutien des maisons françaises), de l'édition graphique (édition de l'œuvre de Rameau et de Debussy), de la facture instrumentale, l'intérêt nouveau porté à la musique ancienne, etc., toute une activité peu spectaculaire, mais vitale pour la transformation progressive du climat dans notre pays où quelque cinq millions de personnes pratiquent la musique vocale ou instrumentale.

JACQUES LONCHAMPT.

JAZZ-VARIÉTÉS : ÉGALITÉ POUR TOUS

EDDY MITCHELL décoré des Arts et Lettres par Jack Lang, et le chanteur, d'habitude avare de compliment, disant publiquement : « Vous êtes, monsieur, un ministre qui aimez les artistes ! », voilà une image qui aurait été insolite avant 1981.

A l'époque, il n'y avait rien à la direction de la musique et de la danse du ministère qui permettait de prendre en compte des pratiques musicales comme la chanson, le rock, le jazz, les musiques traditionnelles et populaires. La doctrine de Jack Lang et de Maurice Fleuret, directeur de la musique et de la danse, a été d'affirmer hautement l'égalité en dignité de toutes les pratiques musicales, de ne pas privilégier une expression au détriment d'une autre, mais au contraire d'offrir à tous les moyens de se révéler à eux-mêmes et de s'affirmer. Tous les secteurs de la musique ont bénéficié des aides à la création, à la formation et à la diffusion. Pas d'une manière identique, bien sûr, parce que les besoins sont différents et qu'ils sont différents sur le terrain.

Des initiatives qui ne correspondaient pas à certains stéréotypes du secteur privé ont vu le jour : des centres régionaux de la chanson installés à Bourges et à Rennes ont l'appui des collectivités locales ont permis le montage de spectacles originaux (l'opéra-rock la Gare de Troyes avec le groupe Ande). Des aides ponctuelles ont été accordées par une commission consultative nationale à des artistes de variétés comme Colette Magny, Barbara, et à des groupes de jazz présentant un projet de création.

La diffusion de la chanson a reçu une aide considérable : sans diverses subventions de l'Etat (1 million de francs en 1985), une manifestation comme le Printemps de Bourges aurait cessé d'exister. En relation avec la jeunesse et les sports, avec les collectivités locales et avec l'Office d'HLM, les lieux de répétition pour les jeunes groupes de rock français ont été multipliés. Le Zénith, construit en cinq mois et dix jours, a enregistré en deux ans plus d'un million d'entrées. Par contre, les petits Zénith de deux

C'EST vrai qu'avant 1981, dans le domaine des arts plastiques, il ne se passait pas grand-chose, au point que Jack Lang pouvait déclarer sans exagérer que ce secteur de la culture était proprement « sinistré ». Le budget était ridicule et l'administration trop faible (un « service de la création artistique ») pour se défendre dans le concert des directions dépendant de son ministère. On imagine donc une délégation aux arts plastiques et un Centre national, le CNAP, domicilié avenue de l'Opéra, pour gérer les fonds, diffuser, stimuler la création. A sa tête, un gestionnaire, Claude Molard, d'un dynamisme à toute épreuve.

Certes, sur les soixante et onze mesures annoncées en faveur de la création artistique et de l'art vivant, tout n'a pas été réalisé. Certes, toutes les promesses n'ont pas été tenues, si on les prend au pied de la lettre. Certes, on peut trouver beaucoup à redire sur ce qui a été fait, en prenant les initiatives les unes après les autres. Pourtant le bilan global est largement positif, quoique difficile à évaluer au-delà des chiffres et des rapports d'activités.

En dépit de l'argent (même en donnant l'impression de l'éparpiller), en multipliant les crédits et, tout simplement, en parlant de l'art contemporain comme d'une nécessité, le ministère de la culture a redonné aux artistes une confiance qu'ils avaient perdue, et commencé à les décomplexer vis-à-vis de l'étranger. Corollaire : au plan international, l'image de la création contemporaine en France de négative est devenue positive. L'image est en demeurant fragile, qui, si elle ne continue pas à être entretenue, n'est pas assez forte pour s'imposer d'elle-même, sans le secours de l'Etat. Autrement dit, le secteur privé, le mécénat et le marché, vers lesquels le ministre de la culture a fait plus d'un pas, ne sont pas en mesure d'assurer le relais sans dégradation de la situation.

LES FRAC

Outre la multiplication des coups de poussettes ponctuels dans tous les secteurs artistiques (en ciblant les métiers d'art, le design, la bande dessinée, la photographie) et la création de nouveaux centres d'art (Grenoble, Nice, Arles - pour la photographie), le ministère de la culture a développé de façon spectaculaire les achats et la commande publique. Pour les achats d'œuvres d'art sur le plan national, les crédits ont été multipliés par trois de 1981 à 1985. Dans les régions, des fonds régionaux d'art contemporain - les FRAC, cofinancés - ont été créés et dotés de budgets

d'une vingtaine de millions de francs.

Tous les FRAC ne fonctionnent pas au même rythme, et c'est vrai que là où le mouvement n'était pas vraiment amorcé il n'y a toujours rien. Cependant les FRAC ont beaucoup contribué à dynamiser la vie artistique. Notamment en achetant pas seulement français, en développant des échanges avec l'étranger selon leur position géographique (avec l'Espagne, l'Italie). Ils ont aussi contribué à

Guy, qui a permis la remise en état et l'aménagement de nombreux bâtiments, s'est achevée en 1982. Elle a été prorogée de facto.

Les efforts budgétaires accomplis en faveur des musées ont d'autant plus mérités qu'il faut les situer indépendamment des grosses enveloppes réservées au musée d'Orsay et au Grand Louvre.

La reprise des aménagements a permis de conclure heureusement des projets d'importance à Paris.



Le musée Picasso de l'Hôtel Salé.

soutenir le marché de l'art, même artificiellement. Cinq mille œuvres ont été acquises.

Le plan de relance de la commande publique (sans précédent) commence à porter ses fruits depuis 1984 : deux cents œuvres sont actuellement en cours de réalisation, ou en projet, pour les parcs et jardins de Paris, pour les gares, les autoroutes, le métro, et enfin pour les monuments historiques, où cela fait, on le voit bien avec l'affaire Buren, beaucoup de remous.

La tentative de porter l'art contemporain hors des musées et des lieux réservés n'a pas toujours donné de résultats. Le ministère commence seulement à instaurer le dialogue avec l'éducation nationale pour l'enseignement de l'art dans les écoles. Du côté de l'information et de la diffusion, même chose : l'art à la télé, on n'en a jamais aussi peu vu. Enfin, dans le domaine de l'édition, les résultats ne sont pas non plus très satisfaisants. Si, en effet, un budget a été prévu à cet effet, les éditeurs n'ont pas tellement suivi.

MUSÉES

Le renouveau du côté de l'art contemporain et des créateurs ne doit pas donner à penser qu'en contrepartie le ministère Lang a négligé le secteur des musées. Ceux-ci n'ont pas été écartés de la manne étatique, tant s'en faut. La loi-programme de cinq ans établie par le ministère

A commencer par le musée Picasso de l'Hôtel Salé, inauguré l'an dernier. C'est aussi en 1985 que s'achève la reconstruction du Musée national d'art moderne au Centre Georges-Pompidou, ainsi que le réaménagement du Musée des arts décoratifs, qui était créé le Musée des arts de la mode. A la liste des musées nationaux en partie ou entièrement rénovés (Guimet, Ecouen), il faut ajouter les nombreux musées classés et contrôlés en province, où la participation de l'Etat atteint de 20 % à 40 %. On peut citer le réaménagement du Musée des beaux-arts d'Evreux, l'aménagement du

Musée de la préhistoire de Carnac ; tandis que des chantiers se poursuivent : extension du musée de Chartres, réaménagement des musées de Nantes, reconstruction du musée départemental d'Epinal ; et que d'autres ouvrent : construction du Musée d'art moderne de Saint-Etienne, notamment.

Il faut également mentionner un peu partout un sérieux dépensierage et l'amélioration de l'accueil des publics - comme les journées « portes ouvertes » du Mois des musées et des arts plastiques, comme sous le titre de « La route vers l'art », l'avaient fait voir en novembre dernier.

L'autre aspect éminemment positif du bilan des musées entre 1981 et 1986, ce sont les acquisitions. Grâce aux dotations - les œuvres reçues par l'Etat en paiement des droits de succession, - dont la commission placée sous la présidence de Louis Chavy a su faire les bons choix. Grâce aux achats pour les musées nationaux, dont les crédits ont été multipliés par trois, passant de 32 millions de francs à 96,5 millions de francs de 1981 à 1984. Grâce aux achats des fonds régionaux des acquisitions des musées, les FRAM, mis en place en 1982 - comme les FRAC pour l'art contemporain, et également cofinancés par l'Etat et les régions. En 1984, le crédit total des FRAM était de 33,5 millions de francs, soit presque la somme de l'ensemble des crédits d'achat accordés aux niveaux national et régional en 1981. Cette somme, qui était alors de 34,5 millions de francs, est passée en 1984 à 127,39 millions de francs. L'exposition « Anciens et nouveaux », présentée cet hiver au Grand Palais, montrait largement les résultats (le Monde du 12 novembre 1985) de l'enrichissement du patrimoine de nos musées.

GENEVIÈVE BRIERETTE.

Tempête
Ariette Namand
PASSIONS
mise en scène
Jean-Paul Wenzel
43 28 36 36

CERGY-PONTOISE
théâtres des Arts
Jean Racine
PHEDRE
28 février - 22 mars 86
Mise en scène : Jean-Michel Robaut
Avec : Claude Deganne, Pierre Ballot, Delphine Balme, Pascal Turpin, Marie Carré, Françoise Grandjean.
Producteur délégué : Théâtre des Arts
L'association FRAC et
30 30 33 33
Par St Lazare et RER : Cergy-Préfecture

THEATRE DE L'ÉPIQUE
18 h 30
du 18 au 23 mars
YOUSSEU N'DOUR
et son ensemble
Sénégal
LOC. 2, PLACE DU CHATELET
PRIX UNIQUE 44 F
42 74 22 77

T
Daniel Mesguich

TECHNIQUE POUR UN COUP D'ÉTAT
D'APRÈS LA CONJURATION DE FIESCO DE SCHILLER. MISE EN SCÈNE DE SAUL COMTE-TRÉPOUL
L'ENTRETIEN DE M. DESCARTES AVEC M. PASCAL LE JEUNE de Jean-Claude Brisseau
MISE EN SCÈNE DE JEAN-PIERRE LUCIEN. AVEC HENRI VILLOUX ET DANIEL MESGUICH
SPECTACLE

ALAMBRE
L'ENTRETIEN DE M. DESCARTES AVEC M. PASCAL LE JEUNE
MISE EN SCÈNE DE JEAN-PIERRE LUCIEN. AVEC HENRI VILLOUX ET DANIEL MESGUICH
SPECTACLE

e politique
SECTEUR SINISTRE

culturelle



THÉÂTRE : LES HOMMES PLUTÔT QUE LES STRUCTURES

L'ARRIVÉE de Jack Lang au ministère de la culture a donné aux gens de théâtre une poussée de fièvre joyeuse. De Jack Lang, inventeur du Festival de Nancy, promoteur d'expériences audacieuses, directeur de Chaillot, ils attendaient beaucoup.

D'abord leurs subventions ont été réajustées, doublées pour la plupart. Ils produisent davantage, pas forcément mieux. Les grands confirment leur talent. Pour les autres, la pauvreté n'est plus une excuse. Puis la rigueur intervient, moins cependant que dans d'autres domaines.

Les gens de théâtre espèrent surtout une réorganisation totale du secteur public, encombré, embrouillé par les séquelles de 1968 et par un libéralisme qui ressemblait beaucoup à de l'indifférence. Mais le secteur public ne dépend pas uniquement du ministère, puisque, à l'exception des théâtres nationaux, les organismes culturels sont cofinancés par les collectivités locales. Plutôt que de risquer des conflits interminables, Jack Lang préfère imposer des personnalités.

Dans la grande flamme des années 70, Michel Guy a déjà mis en place quelques talents, dont en 1981 restait Gilles Bourdet, au Centre dramatique du Nord, Jean-Pierre Vincent au TNS, Georges Lavaudant, au Centre des Alpes. Jack Lang confie à ce dernier la maison de la culture de Grenoble, créée pour Giorgio Strehler le Théâtre de l'Europe, renouveau Antoine Vitez à Chaillot, nommé Patrice Chéreau et Catherine Teyssie à Nanterre, Jean-Claude Penchenat dans la banlieue sud, Jacques Lassalle au TNS, Daniel Mesguich à Saint-Denis, fait nommer Jean-Pierre Vincent à la Comédie-Française. Finalement, Jean-Pierre Vincent ne renouvelle pas son contrat, et le premier ministre désigne Jean Le Poulain pour lui succéder. Cette décision, sans doute politique, en tout cas inattendue, a été prise comme par hasard : la Comédie-Française est ce qu'elle est. L'étranger dans la maison a craqué, revenons à un homme du sérail.

Ailleurs, à l'exception de quelques points forts, toujours les mêmes : Villeurbanne, Lyon, Grenoble, Toulouse... le ministre applique la stratégie de « la bonne moyenne qui ne fait pas de vagues ». Les pouvoirs, accordés aux instances locales par le pro-

gramme de décentralisation administrative relèguent la « décentralisation » au rang de province.

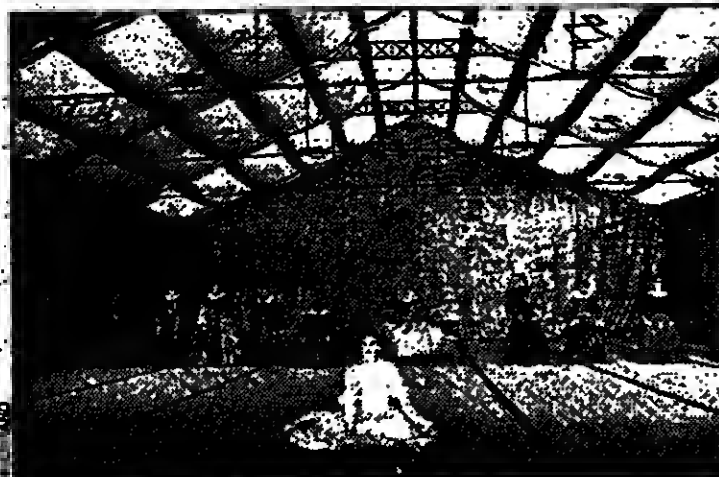
Parallèlement, la stupide frontière entre secteur privé et secteur public devient moins étanche. Le ministère y est pour quelque chose. Il encourage les coproductions, donne aux compagnies le Théâtre de l'Athénée, solution bâtarde, trop éclectique. Mais surtout il facilite le contact en aidant financièrement l'accueil de troupes dans les salles privées - pour lesquelles sa participation au fonds de soutien a été augmentée.

● MAISONS DE LA CULTURE André Malraux rêvait de cathédrales où le peuple communierait

côte, s'est révélée décevante dans la mesure où aucun échange artistique ne s'est produit. Le rêve, c'est évidemment de pouvoir faire comme à Nanterre : changer de statut.

● CENTRES DRAMATIQUES Les centres dramatiques sont des entreprises privées subventionnées. Leur directeur est nommé pour trois ans par le ministère. Ils doivent donner au minimum trois créations et cent représentations par an, produire le spectacle d'un « jeune metteur en scène », consacrer 50 % de leur budget à la création.

Jack Lang ne s'y intéresse pas beaucoup. Il a éternisé des situa-



Richard II, par Ariane Mnouchkine (grand prix national du Théâtre 1985).

dans l'adoration des grandes œuvres : ce sont des aînés d'embrouilles. Chargés de mettre à la portée du plus grand nombre la programmation la plus variée possible, elles sont au centre de l'éternel conflit création artistique/action culturelle. Structures associatives gérées par un conseil d'administration, elles sont municipales dès qu'une ville, quel que soit le gouvernement, entre en conflit avec le ministère.

Jack Lang n'a jamais caché qu'il souhaite en faire des bâtiments pour les hommes de l'art - Raul Ruiz au Havre... ou des producteurs - René Gonzalez à Bobigny après la tentative avortée de faire venir Youri Lionimov, qui ne s'est pas entendu avec les instances locales. L'expérience de Grenoble, où trois équipes de création ont essayé de travailler côte à

côté, s'est révélée décevante dans la mesure où aucun échange artistique ne s'est produit. Le rêve, c'est évidemment de pouvoir faire comme à Nanterre : changer de statut.

Il est vrai que les metteurs en scène ne sont pas irrésistiblement attirés par un centre de province. Même avec une subvention moins élevée, ils préfèrent un statut de troupe permanente - modèle Théâtre du Soleil - ou une salle avec subvention - modèle Peter Brook. Ainsi Jérôme Savary, après une expérience financièrement calamiteuse en Languedoc-Roussillon, s'installe au Théâtre

du VIII^e, qui n'a plus le statut de centre dramatique.

● LES COMPAGNIES

Jack Lang a hérité d'une multitude de compagnies - souvent réduites à une raison sociale et deux personnes - dont les dossiers sont étudiés chaque année par une commission consultative. Les compagnies reçoivent des aides qui, aussi maigres soient-elles, témoignent de leur existence et leur permettent de solliciter un complément auprès des collectivités locales.

● La commission nationale a été fractionnée (une par région) avec pour conséquence la multiplication des dossiers.

● Décision a été prise de « révaloriser » le théâtre amateur, mais, si toutes les compagnies sont d'accord, toutes veulent être reconnues professionnelles.

● L'aide au projet a été encouragée.

● Les compagnies qui n'auront pas été jugées dignes, après trois ans, de passer « hors commission » ne seront plus aidées.

● La catégorie hors commission englobe les personnalités les plus diverses, de Robert Hossein à la petite troupe « implantée » en milieu rural.

● Le budget de l'aide à la création d'une œuvre contemporaine, jugée sur manuscrit et dossier par une commission consultative, a été amélioré.

● L'EQUIPEMENT

Par expérience personnelle - à Nancy, faute de lieux, le Festival a longtemps été un miracle permanent - Jack Lang connaît l'importance de l'équipement. Il avait d'ailleurs commandé la rénovation de Chaillot, qui n'est pas des plus pratiques. L'ambition du départ était de négocier l'aménagement des salles municipales, des endroits abandonnés, de couvrir la France d'un réseau permettant de présenter, en tournée notamment, des spectacles à mises en scène, à éclairages raffinés.

Le ministère a effectivement entrepris l'équipement et la construction de salles à Montpellier, Marseille, Thionville, Rouen, Aubervilliers... L'effort est considérable, mais le Centre dramatique du Nord, Théâtre national de région, ne dispose toujours pas de salle à Lille et présente ses créations à Tourcoing, dans un ancien cinéma rénové.

COLETTE GODARD.

DANSE : PRIORITÉ À LA CRÉATION CONTEMPORAINE

DÈS son arrivée au ministère de la culture, Jack Lang a porté une attention particulière à la danse, un des domaines où il y avait le plus à faire en raison de structures caduques. Le budget a plus que triplé et le ballet de l'Opéra de Paris - dirigé d'une main ferme par Rudolf Noureïev - est devenu l'une des meilleures troupes du monde avec des étoiles hors pair comme Sylvie Guillem.

Le mérite de Jack Lang est d'avoir su encourager le mouvement spontané des jeunes chorégraphes, de l'avoir intégré aux éléments qui constituent la culture vivante (cinéma, rock, arts plastiques, bande dessinée, mode). Il sera désormais difficile de faire l'impasse sur cette nouvelle danse.

que l'étranger perçoit, à travers Jean-Claude Gallotta ou Maguy Marin, comme une forme d'expression spécifiquement française.

En mars 1982 a été constituée une commission d'étude de la danse dont les conclusions ont servi de point de départ à une série de mesures appliquées en collaboration étroite avec la direction de la musique et de la danse (où a été organisée une division de la danse).

● Création d'un fond de promotion pour encourager les compagnies dynamiques (Gallotta, Bagouet, Maguy Marin, le Ballet du Rhin en ont bénéficié).

● Mise en place d'une commission consultative pour l'attribution des subventions (soixante-cinq compagnies retenues sur plus de deux cents dossiers).

● Développement des implantations en province (dix-huit compagnies installées en 1985).

● Mise en place d'un Théâtre contemporain de la danse pour permettre aux chorégraphes de présenter leur travail à Paris.

● Réorganisation du Centre national de danse contemporaine d'Angers (CNDC), avec l'accueil de compagnies en résidence (Cunningham, Chopinot, Bouvier-Obadia, Larrieu).

● Formation d'une classe de danse contemporaine dans les conservatoires de musique de Paris et de Lyon.

● Débloqué de subventions pour la vidéo-danse.

● Plus large appui financier aux festivals de danse, ou concours de Bagnolet.

Un plan de grands travaux a, d'autre part, été lancé. Il porte sur le transfert à Nanterre de l'école de danse de l'Opéra (projet de

Portzamparc), la création d'une école nationale de danse à Marseille et l'agencement de grands studios sous la coupole de l'Opéra de Paris en prévision de la transformation du palais Garnier en théâtre national de la danse en 1988.

Tout n'est pas parfait, bien sûr. Le budget de la danse reste une part faible du budget de la musique; l'aide aux jeunes compagnies est dérisoire (7 millions : le budget des Ballets Roland Petit). Le Théâtre contemporain de la danse, faute de salle, reste jusqu'ici un vœu pieux, seule l'association existe. Et le projet de loi sur l'enseignement - véritable serpent de mer - n'est pas près d'aboutir.

MARCELLE MICHEL.

(Publié)

TCHKHOV TCHKHOVA
F. Bergé/M. Duchaussoy
14 mars - Salle Berthelot
MONTREUIL - Tél. : 48-58-65-33
Métro : Croix-de-Chaux

finalem
qu
de Philippe Madral

PARIS VILLETTE

THEATRE ROMAIN ROLLAND
18, rue Eugène-Vaillant, 94 Villejuif
Vendredi 14, Samedi 15 à 20 h 30
CALAMBRE
par la C^e MAGUY MARIN
47-26-15-02

THEATRE
Patrick Chesnais

PARIS VILLETTE

CLAUDEL
LA
du 27 février
au 20 avril
VILLE
Mise en scène Bernard SOBEL
Coproduction
Nanterre Amateurs
& Théâtre de Gennevilliers

Location: 47.21.18.81

LIVRE : MALGRÉ LA CRISE

L'EFFORT entrepris par le ministère de la culture en direction du livre et de la lecture a été spectaculaire. Il peut se traduire d'abord en quelques chiffres. Les crédits de la direction du livre sont passés de 163 à 677 millions de francs entre 1981 et 1986.

Premières bénéficiaires de cette manne, les bibliothèques publiques, qui étaient, il est vrai, dans un état de délabrement et de sous-développement assez avancé. En 1981, 14 % des Français déclaraient être inscrits dans une bibliothèque, contre 50 % pour les Britanniques; de nombreux départements ne disposaient pas de bibliothèque centrale de prêt digne de ce nom; le nombre des bibliothécaires restait très insuffisant et leur formation souvent hâtive.

Dans l'ensemble, l'opération paraît réussie. Les dix-sept départements qui ne disposaient pas de bibliothèque centrale de prêt en ont été pourvus; la population desservie par les BCP a augmenté de près de 10 millions de personnes par rapport à 1981, et le nombre de livres prêtés est passé de 27 à 35 millions de volumes. Cet instrument rénové a été transféré cette année aux collectivités locales dans le cadre de la décentralisation, l'Etat continuant de participer à la construction des bibliothèques et s'associant aux conseils généraux pour des plans départementaux de développement de la lecture. Dans le même temps, des expériences ont été lancées pour tenter d'approcher les lecteurs par la création de bibliothèques dans les hôpitaux, les quartiers d'habitat social, les entreprises, les écoles, les prisons. Mais, seul le temps dira, bien sûr, si cette politique volontariste d'équipement et de quadrillage du terrain aura suffi à combattre durablement une crise de la lecture qui ressemble à un phénomène de civilisation.

Il n'est en revanche pas douteux que l'ensemble du système d'aides à la création et à l'édition mis en place par la Direction du livre et par le Centre national des lettres a permis à bien des écrivains, à bien des traducteurs, à bien des éditeurs de passer sans trop de dommages un cap difficile. Le système d'édition français est privé; il fonctionne selon les seules lois du marché, qui ne sont pas obligatoirement en harmonie avec celles de la création et de la qualité.

Le politique du livre, depuis 1981, a reposé sur un principe simple, à l'application complexe sinon impossible : permettre à toutes les œuvres d'atteindre la totalité de leur public potentiel; et pour cela compenser le logi-

que du marché en aidant les plus petits - qui ne sont pas forcément les moins créateurs et les moins ambitieux - à continuer à s'exprimer et à produire. Certes, il n'est pas possible de dire que, grâce à cette politique d'aide, tous les livres, neufs, culturellement importants, ont été écrits. Mais des centaines d'ouvrages, de recueils de poésies, de numéros de revues ont été publiés, qui comptent demain et qui n'auraient pas pu naître seuls.

Ils sont nés, mais ils ont toujours du mal à vivre. Le principal échec de Jack Lang par rapport aux ambitions affichées dans le rapport Pingaud de 1981 demeure la lourdeur et la lenteur du système de distribution du livre, bien adapté à l'artillerie lourde des best-sellers, mais catastrophique pour les ouvrages légers de création. L'idée d'un réseau rapide et souple, calqué sur celui que les NMPP assurent pour la presse, a sombré devant la mauvaise volonté de quelques gros distributeurs.

Mais l'affaire de la législation restera évidemment la loi Lang, votée à la quasi-unanimité par le Parlement le 10 août 1981 et instaurant le prix unique du livre. Malgré les assauts du FNAC et de quelques grandes surfaces, malgré quelques avis juridiques du côté de la Commission européenne de Bruxelles, la loi fonctionne et n'a pas eu les effets pervers que prophétisaient ses détracteurs. Après une légère flambée en 1982-1983, la hausse du prix du livre est demeurée inférieure à celle de l'indice général.

Mais, surtout, le but principal de la loi, qui était de protéger le réseau de librairies assurant la promotion des ouvrages de création, paraît avoir été atteint. La FNAC et d'autres grandes surfaces où le rayon livres est important ont pu s'implanter en province sans provoquer la fermeture des meilleures librairies. Et si le chantage des anciens « discounters » s'est quelque peu réduit, cette baisse des ventes - sauf pour les livres d'art et les dictionnaires - n'a pas eu d'incidence sur la santé générale de l'édition. Celle-ci n'est pas, il est vrai, particulièrement florissante, mais elle supporte tout de même la crise sans grands dégâts.

Dans une période difficile, alors que les revenus des meilleurs lecteurs - les jeunes, les cadres, les enseignants - diminuent et que la concurrence de l'audiovisuel devient plus vive, on a lu davantage. Des structures ont été mises en place pour qu'on lise encore davantage.

PIERRE LEPAPE.

CREATION
DUBILLARD
joue DUBILLARD
LE CHIEN
SOUS LA MINUTERIE
LUCERNAIRE 45.44.57.34

42 02 02 68
bus métro
Porte de Pantin

PARIS VILLETTE

20 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE
Du 11 au 23 mars et
du 18 au 27 avril
DE COPI
LA FEMME ASSISE
THEATRE DE LA COMMUNE
Lec. 48.34.67.67
3 FNAC-CROUS

تكرار من الأصل

هكذا من الأصل



Cinq ans de politique culturelle

MODE : ENFIN !



LES activités du ministère de la culture suivent les impulsions du ministre. Il a pris en main bien des domaines neufs — bande dessinée, design, couture, la haute cuisine tout récemment. La réussite de l'entreprise est d'avoir dépassé le folklore et les seules préoccupations économiques. Que retiendra-t-on de l'action de Jack Lang en faveur de la mode ?

● La cour Carrée du Louvre ou les Tuileries ont été offertes pour les défilés.
● L'Institut français de la mode a été créé pour une formation de haut niveau.
● La musée.
Il était temps que la mode soit vue autrement qu'un produit de luxe, un rêve de futilité, qu'elle soit reconnue pour ce qu'elle est : une création artistique de recherche dont les retombées sont inévitables pour tous, à tout instant. — C. G.

ARCHITECTURE : TEMPÊTES SUR UNE MER D'HUILES

L'ARCHITECTURE aura été tout à la fois un domaine sans surprise, sans soubresauts autres que ceux d'une profession qui se proclame agissante et attend des miracles, et le domaine des plus grands éclats, des plus vives polémiques, grâce aux grands travaux. Il est vrai que la direction de l'architecture, confiée à M. Jean-Pierre Dupont, relève du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, tandis que les grands travaux ont pour dieux tutélaires ceux tout-puissants de l'Elysée discrètement relayés par ceux du ministère de la culture. Ici, c'est M. Christian Dupavillon qui aura tenu, pendant cinq ans, la barre à travers les tempêtes.

Côté direction de l'architecture, on aura pris le temps de la réflexion. Une réforme de l'enseignement mise au point en 1984 avec les moyens du bord et sans

parvenir à réinsérer cette discipline dans l'ensemble de l'enseignement français laissait attendre une réforme globale de la profession. On s'en est finalement passé au profit d'amendements se gardant bien de remettre en cause le fameux ordre des architectes, naguère si vivement critiqué. Mais quelle peut être la force d'une si petite direction, dotée de si faibles moyens à l'intérieur d'un si grand ministère ? La seule institution culturelle visible qui en dépende, l'Institut français d'architecture, aura souffert d'une curieuse pénurie financière alors que le ministère de la rue de Valenciennes paraît si bien soigner ses poulaillers.

On se sera beaucoup amusé en revanche de voir quelques rentes de situation boucoulées, quelques huiles installées remplacées par de nouveaux mandarins qui se scandalisaient quelques mois plus

« Il y a plus de cent cinquante ans qu'une action administrative, puis de plus en plus étendue, a été mise en œuvre, et soixante-dix ans que les règles les plus importantes de son action ont été gravées par la loi. La présentation des résultats de cinq ans de politique du patrimoine — de 1981 à 1985 — ne peut qu'avoir la modestie de s'inscrire dans cette longue durée. » Ces lignes, d'une exemplaire prudence, préfaient dans le domaine du patrimoine le bilan du ministère. Elles sont immédiatement suivies, cependant, par quelques autres d'autosatisfaction, surmontées de l'inévitable « formidable essor », cher au vocabulaire du ministre. Entre la modestie et l'exaltation, il y a place pour une vision plus nuancée, mais aussi plus critique.

Ces cinq années ont commencé sous le signe de la continuité : M. Christian Patry, nommé du temps de M. Jean-Philippe Lecat, prédécesseur de M. Lang (1), est resté en place jusqu'en octobre 1983. Lui a succédé M. Jean-Pierre Weiss, qui, jusqu'en février dernier, date de sa démission, a marqué son administration de réformes notables, au moins par la perplexité qu'elles ont suscitées. La démission de M. Weiss,

n'acceptant pas la tolérance de son ministre pour les formes installées aux Tuileries, a conduit à la nomination de M. Thierry Leroy, celui-ci abandonnant alors le poste plus politique de directeur de cabinet. C'est aussi au cabinet, d'ailleurs, que s'est directement inventée la politique du patrimoine, puisque Mme Florence Colin-Goguel y a discrètement mais efficacement œuvré, n'hésitant pas à heurter un milieu dont elle connaît bien les faiblesses. A la direction du patrimoine il faut rattacher la sous-direction de l'archéologie et l'organisme « indépendant » qu'est la Caisse nationale des monuments historiques. M. Jean-Pierre Bady, qui dirigeait cette dernière, y a été remplacé par M. Max Querrien, auteur d'un rapport explosif sur le patrimoine, dont toutes les suggestions n'ont pas été suivies.

● Archéologie. — Si l'on en croit les chiffres du ministère, la grande gagnante de cette direction est l'archéologie, dont le budget a considérablement augmenté de 1981 à 1986. Ainsi les crédits de fonctionnement sont passés de 2,75 millions de francs à 8,47 millions de francs constants (avec une pointe à 10,81 en 1984), tandis que les budgets des personnels « recherche » (de 121 à 245) et « culture » (de 37 à 88) (distinction si l'on veut entre les hommes de terrain, d'une part, les hommes « de papier » et les gardiens de l'autre) faisaient plus que doubler. Il est vrai que l'archéologie revenait de loin. Comme dans beaucoup d'autres champs de la culture, les mentalités attendaient là un décollage. Celui-ci s'est doublé d'une assez large évolution des pratiques, en germe elle aussi depuis longtemps : en témoigne l'ouverture, en octobre 1985, du Centre national d'archéologie urbaine, installé au château de Thury.

Le seul et pittoresque conflit (visible) qui ait agité le quinquennat de l'archéologie aura tourné autour du partage des chantiers du Louvre entre deux équipes ridiculement rattachées par le jeu politique : une archéologie « de droite » dans la cour Carrée, peu soucieuse de la stratigraphie et ne s'intéressant qu'aux traces majeures d'un passé royal. Une archéologie « de gauche » dans la cour Napoléon, faisant son beurre de la trouvaille de tessons et d'éternisant dans la stratigraphie de sordides ruelles. L'achèvement des fouilles a heureusement permis de sortir de cette absurde antinomie, révélatrice tout au plus du retard de l'archéologie dans la perception française.

● Monuments historiques. — Pour le patrimoine dans son vieux et vague sens de « monuments historiques », les choses n'ont pas été aussi simples. S'en tenir à des chiffres serait peu révélateur. La présentation comparée des crédits

avant et après 1981 ne rend en effet pas compte de l'effet des régulations (annulations) budgétaires survenues notamment en 1982 et 1983. En fait, si l'on retire les fonds consacrés aux grands travaux, les sommes dépensées pour les travaux et l'entretien des monuments historiques « ordinaires » auront été à peu près équivalentes entre 1977 et 1981, et entre 1982 et 1985 (respectivement 3,4 milliards et 3,7 milliards). Cela dit le « correctif » grands travaux n'est pas à mépriser, puisqu'il a permis, par exemple, la restauration de la fameuse cour Carrée.

Pour donner leur sens aux chiffres, il faudrait cependant faire intervenir d'autres paramètres que les dépenses. Trois exemples : en décidant la protection de plus de 2 000 édifices ou ensembles nouveaux, ce qui est a priori un bien, le ministère a accru dans une égale proportion ses charges et ses devoirs. D'un autre côté, la direction du patrimoine s'est efforcée d'améliorer la gestion économique et de limiter les surcoûts des travaux par l'introduction d'études préalables. C'est donc ici une diminution des charges qui serait à attendre. Mais beaucoup se sont étonnés que des achats d'œuvres contemporaines puissent parfois être imputés parfois aux monuments historiques qui doivent les accueillir pour le meilleur ou pour le pire.

● Décentralisation. — L'argent ne va pas sans la manière de le dépenser. Sans les hommes non plus, sans les lois et sans les structures qui les gouvernent. La direction du patrimoine, au temps de M. Weiss, s'est lancée ainsi dans d'importantes réformes. Décentralisation de la protection — sinon du classement — avec la création des COREPHAE. Une mesure à la fois nécessaire, mais risquée en ce qu'elle peut remettre le patrimoine aux mains de responsables qui n'ont pas toujours intérêt à sa conservation. C'est en somme l'inversion du système de contrôle centralisé, élaboré par Mérimée. Dans la foule, le corps des inspecteurs s'est également trouvé décentralisé et mis à la disposition des puissances locales. Une excellente réforme en ce qu'elle s'est donnée les moyens d'être progressive a été la création de zones de protection variables autour des sites et monuments, zones fonction de la

réalité objective du terrain, au lieu de l'ancienne péninsule fixe qui se révérait en général peu efficace soit insuffisante.

● La commission supérieure. — Dernière réforme, mais pas des plus heureuses, celle de la Commission supérieure des monuments historiques, chef de voûte du patrimoine même si ses avis ne sont que consultatifs. Dégraisée des « honoraires », dont l'âge et l'ancienneté compromettent contribuent à mettre cet organisme en dehors des modes et des fougues du temps, soustraite à l'œil des journalistes, allégée de quelques autres corps, elle a enfin vu ses sections réorganisées récemment selon les dernières modes ou fougues de l'époque, le patrimoine industriel, certes important, occupant toutefois une place inappreciable.

L'erreur, ici, aura été de s'en tenir à une réforme purement institutionnelle, agissant d'apparences de nouveaux concepts. C'est une réflexion plus large qu'il aurait fallu entreprendre, on l'a vu à l'occasion de récentes polémiques — la pyramide du Louvre, Buren au Palais Royal, — car c'est de moins en moins l'opportunité de classements ou de protections qui sera, dans un avenir vraisemblable, soumise à une telle commission que celle d'interventions contemporaines beaucoup plus difficiles à juger. Si, dans ce domaine, le ministère de la culture doit, comme tel a été le cas, passer systématiquement outre aux avis majeurs de la Commission, c'est bien que la réforme actuelle est inutile, hypocrite ou insuffisante.

Le patrimoine, de 1981 à 1986, aura enfin été un des chevaux de bataille les plus volontiers enroulés par l'opposition, comme si elle s'agissait de la priorité donnée à la création et souhaitait revenir au déséquilibre d'antan... en faveur du majestueux et silencieux immobilisme des vieilles pierres. Les erreurs commises par la direction du patrimoine sous la tutelle de M. Lang ne doivent pas, quel que soit le futur ministre, donner lieu à de nouvelles mesures précipitées. Le patrimoine doit être considéré comme le champ de la prudence à l'intérieur du ministère. C'est la condition même de sa survie.

FRÉDÉRIC EDELMANN.
(1) Avec un bref interrogatoire de M. d'Ornano.

PATRIMOINE : AU PAS DE CHARGE

THEATRE DE L'ATELIER
MICHEL BOUQUET

HOT-HOUSE

de
HAROLD PINTER

Adaptation

ERIC KAHANE

Mise en scène

ROBERT DHERY

Décor

BERNARD DAYDE

ANNE CONSIGNY

et par ordre alphabétique

ANDRE BURTON

YVES LAMBRECHT

FRANCK LAPERSONNE

ALAIN MAC MOY

CHRISTIAN PEREIRA

EXPOSITION
AMATES
LE PAPIER INDIGÈNE DU MEXIQUE
20 février - 8 avril 1988
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
28, bd Raspail, 75007 Paris
Téléphone : 45-49-18-25
ENTRÉE LIBRE

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01
MAGIE D'ARTHUR RIMBAUD
CLAYETTE

DERNIERS JOURS
MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (79) - M° Varenne
50 DESSINS DE
RODIN
Extrait du deuxième volume de
L'INVENTAIRE
Tous les jours, sauf mardi, 10-17 h
21 DÉCEMBRE - 17 MARS

MUSÉE DE SAINT-DENIS
22 bis, rue Gabriel-Péri - 42-43-05-10

OGUISS

6 mars - 22 juin

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

Les Pays-Bas

6, avenue Maignon, Paris-8° - Jusqu'au 28 mars

12 mars - 29 avril 1986

Lüpertz
Sculptures

Galerie Maeght Lelong
13 & 14, rue de Téhéran, 75008 Paris

CIRQUE... ET BD

ACHALONS-SUR-MARNE, le 13 janvier dernier, était officiellement inauguré le Centre national supérieur de formation aux arts du cirque, on fait ouvert déjà depuis deux mois à une première promotion de vingt-cinq élèves amoureux fous de la piste. La fondation de cette école s'ajoutait à la naissance, deux ans plus tôt, du cirque national animé par Alexis Gruss, l'un des rares directeurs de cirque à présenter chaque saison un programme différent, constitué de numéros fabriqués et mis en scène sous son chapiteau.

Ainsi fut donné le droit de survie et de création à un secteur artistique longtemps laissé à l'abandon.

La bande dessinée était à la mode depuis une vingtaine d'années ; avec Jack Lang, elle a couronné sous les honneurs et les signes de consécration. Le premier Salon de la BD, à Angoulême, en 1974, rassemblait quelques centaines de fidèles ; en 1985, c'est François Mitterrand lui-même qui est venu inaugurer la manifestation. Depuis le « plan BD » lancé en 1983 par le ministère de la culture et destiné à soutenir et dynamiser les auteurs français jusqu'à la création, à Angoulême toujours, d'un musée de la BD conçu par Roland Castro, rien n'a été refusé au « 8° art ».

BERROCAL
SCULPTURES : LES TORSSES
1959-1963

ROUGEMONT
BUREAU DIDEROT 1986

ESTAMPES
BACON. BOTERO. MASSON. MIRO
TAPIS. WARHOL

LIBRAIRIE
ART CONTEMPORAIN
ARCHITECTURE. GRAPHISME

ARTCURIAL

Centre d'art plastique contemporain - 9, avenue Maignon Paris-8° - 42-60-61-65

NOMEN
JOSE



THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
LES LAZARUS AMERES DE PETRA VON KANT (Lacourrière) (45-44-57-34) (dim. 3 à 18 heures).
LES JUSTES (Oudin) (43-25-70-33) à 20 h 30; dim. 15 heures.
PEAU D'ANE, par le Théâtre du Nombre d'Or, château de Chambord, les 12, 13, 14, à 20 h 30.
QUEL AMOUREUX PETIT OISEAU (43-25-70-33) (mar. 14 à 20 h 30).
LE CHAUFFEUR (HOT HOUSE) (Atelier) (44-06-49-24) (dim. soir, lun., 21 heures; dim. 15 heures (14)).
MAQUILLAGES, Maquis des cultures de marionnettes (45-44-41-42): 20 h 30 (14).

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.
Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50) (sem. dim. lun., mar., 19 h 30; Ballet (14: Jour de la Trévisia).
SALLE FAVART (42-06-06-11) (sem. lun., 19 h 30; F. M. P. (14: Jour de la Trévisia).
COMEDIE-FRANCAISE (42-06-10-20) (dim. 14 h; lun. 20 h 30; le Menteur; mar. 20 h 30; le Menteur; mer. 20 h 30; le Menteur; jeu. 20 h 30; le Menteur; ven. 20 h 30; le Menteur; sam. 20 h 30; le Menteur; dim. 20 h 30; le Menteur).
CHATELAIN (47-27-81-15) (Grand Folies, sem. 15 h; 19 h 30; 21 h; 23 h; 25 h; 27 h; 29 h; 31 h; 33 h; 35 h; 37 h; 39 h; 41 h; 43 h; 45 h; 47 h; 49 h; 51 h; 53 h; 55 h; 57 h; 59 h; 61 h; 63 h; 65 h; 67 h; 69 h; 71 h; 73 h; 75 h; 77 h; 79 h; 81 h; 83 h; 85 h; 87 h; 89 h; 91 h; 93 h; 95 h; 97 h; 99 h; 101 h; 103 h; 105 h; 107 h; 109 h; 111 h; 113 h; 115 h; 117 h; 119 h; 121 h; 123 h; 125 h; 127 h; 129 h; 131 h; 133 h; 135 h; 137 h; 139 h; 141 h; 143 h; 145 h; 147 h; 149 h; 151 h; 153 h; 155 h; 157 h; 159 h; 161 h; 163 h; 165 h; 167 h; 169 h; 171 h; 173 h; 175 h; 177 h; 179 h; 181 h; 183 h; 185 h; 187 h; 189 h; 191 h; 193 h; 195 h; 197 h; 199 h; 201 h; 203 h; 205 h; 207 h; 209 h; 211 h; 213 h; 215 h; 217 h; 219 h; 221 h; 223 h; 225 h; 227 h; 229 h; 231 h; 233 h; 235 h; 237 h; 239 h; 241 h; 243 h; 245 h; 247 h; 249 h; 251 h; 253 h; 255 h; 257 h; 259 h; 261 h; 263 h; 265 h; 267 h; 269 h; 271 h; 273 h; 275 h; 277 h; 279 h; 281 h; 283 h; 285 h; 287 h; 289 h; 291 h; 293 h; 295 h; 297 h; 299 h; 301 h; 303 h; 305 h; 307 h; 309 h; 311 h; 313 h; 315 h; 317 h; 319 h; 321 h; 323 h; 325 h; 327 h; 329 h; 331 h; 333 h; 335 h; 337 h; 339 h; 341 h; 343 h; 345 h; 347 h; 349 h; 351 h; 353 h; 355 h; 357 h; 359 h; 361 h; 363 h; 365 h; 367 h; 369 h; 371 h; 373 h; 375 h; 377 h; 379 h; 381 h; 383 h; 385 h; 387 h; 389 h; 391 h; 393 h; 395 h; 397 h; 399 h; 401 h; 403 h; 405 h; 407 h; 409 h; 411 h; 413 h; 415 h; 417 h; 419 h; 421 h; 423 h; 425 h; 427 h; 429 h; 431 h; 433 h; 435 h; 437 h; 439 h; 441 h; 443 h; 445 h; 447 h; 449 h; 451 h; 453 h; 455 h; 457 h; 459 h; 461 h; 463 h; 465 h; 467 h; 469 h; 471 h; 473 h; 475 h; 477 h; 479 h; 481 h; 483 h; 485 h; 487 h; 489 h; 491 h; 493 h; 495 h; 497 h; 499 h; 501 h; 503 h; 505 h; 507 h; 509 h; 511 h; 513 h; 515 h; 517 h; 519 h; 521 h; 523 h; 525 h; 527 h; 529 h; 531 h; 533 h; 535 h; 537 h; 539 h; 541 h; 543 h; 545 h; 547 h; 549 h; 551 h; 553 h; 555 h; 557 h; 559 h; 561 h; 563 h; 565 h; 567 h; 569 h; 571 h; 573 h; 575 h; 577 h; 579 h; 581 h; 583 h; 585 h; 587 h; 589 h; 591 h; 593 h; 595 h; 597 h; 599 h; 601 h; 603 h; 605 h; 607 h; 609 h; 611 h; 613 h; 615 h; 617 h; 619 h; 621 h; 623 h; 625 h; 627 h; 629 h; 631 h; 633 h; 635 h; 637 h; 639 h; 641 h; 643 h; 645 h; 647 h; 649 h; 651 h; 653 h; 655 h; 657 h; 659 h; 661 h; 663 h; 665 h; 667 h; 669 h; 671 h; 673 h; 675 h; 677 h; 679 h; 681 h; 683 h; 685 h; 687 h; 689 h; 691 h; 693 h; 695 h; 697 h; 699 h; 701 h; 703 h; 705 h; 707 h; 709 h; 711 h; 713 h; 715 h; 717 h; 719 h; 721 h; 723 h; 725 h; 727 h; 729 h; 731 h; 733 h; 735 h; 737 h; 739 h; 741 h; 743 h; 745 h; 747 h; 749 h; 751 h; 753 h; 755 h; 757 h; 759 h; 761 h; 763 h; 765 h; 767 h; 769 h; 771 h; 773 h; 775 h; 777 h; 779 h; 781 h; 783 h; 785 h; 787 h; 789 h; 791 h; 793 h; 795 h; 797 h; 799 h; 801 h; 803 h; 805 h; 807 h; 809 h; 811 h; 813 h; 815 h; 817 h; 819 h; 821 h; 823 h; 825 h; 827 h; 829 h; 831 h; 833 h; 835 h; 837 h; 839 h; 841 h; 843 h; 845 h; 847 h; 849 h; 851 h; 853 h; 855 h; 857 h; 859 h; 861 h; 863 h; 865 h; 867 h; 869 h; 871 h; 873 h; 875 h; 877 h; 879 h; 881 h; 883 h; 885 h; 887 h; 889 h; 891 h; 893 h; 895 h; 897 h; 899 h; 901 h; 903 h; 905 h; 907 h; 909 h; 911 h; 913 h; 915 h; 917 h; 919 h; 921 h; 923 h; 925 h; 927 h; 929 h; 931 h; 933 h; 935 h; 937 h; 939 h; 941 h; 943 h; 945 h; 947 h; 949 h; 951 h; 953 h; 955 h; 957 h; 959 h; 961 h; 963 h; 965 h; 967 h; 969 h; 971 h; 973 h; 975 h; 977 h; 979 h; 981 h; 983 h; 985 h; 987 h; 989 h; 991 h; 993 h; 995 h; 997 h; 999 h; 1001 h; 1003 h; 1005 h; 1007 h; 1009 h; 1011 h; 1013 h; 1015 h; 1017 h; 1019 h; 1021 h; 1023 h; 1025 h; 1027 h; 1029 h; 1031 h; 1033 h; 1035 h; 1037 h; 1039 h; 1041 h; 1043 h; 1045 h; 1047 h; 1049 h; 1051 h; 1053 h; 1055 h; 1057 h; 1059 h; 1061 h; 1063 h; 1065 h; 1067 h; 1069 h; 1071 h; 1073 h; 1075 h; 1077 h; 1079 h; 1081 h; 1083 h; 1085 h; 1087 h; 1089 h; 1091 h; 1093 h; 1095 h; 1097 h; 1099 h; 1101 h; 1103 h; 1105 h; 1107 h; 1109 h; 1111 h; 1113 h; 1115 h; 1117 h; 1119 h; 1121 h; 1123 h; 1125 h; 1127 h; 1129 h; 1131 h; 1133 h; 1135 h; 1137 h; 1139 h; 1141 h; 1143 h; 1145 h; 1147 h; 1149 h; 1151 h; 1153 h; 1155 h; 1157 h; 1159 h; 1161 h; 1163 h; 1165 h; 1167 h; 1169 h; 1171 h; 1173 h; 1175 h; 1177 h; 1179 h; 1181 h; 1183 h; 1185 h; 1187 h; 1189 h; 1191 h; 1193 h; 1195 h; 1197 h; 1199 h; 1201 h; 1203 h; 1205 h; 1207 h; 1209 h; 1211 h; 1213 h; 1215 h; 1217 h; 1219 h; 1221 h; 1223 h; 1225 h; 1227 h; 1229 h; 1231 h; 1233 h; 1235 h; 1237 h; 1239 h; 1241 h; 1243 h; 1245 h; 1247 h; 1249 h; 1251 h; 1253 h; 1255 h; 1257 h; 1259 h; 1261 h; 1263 h; 1265 h; 1267 h; 1269 h; 1271 h; 1273 h; 1275 h; 1277 h; 1279 h; 1281 h; 1283 h; 1285 h; 1287 h; 1289 h; 1291 h; 1293 h; 1295 h; 1297 h; 1299 h; 1301 h; 1303 h; 1305 h; 1307 h; 1309 h; 1311 h; 1313 h; 1315 h; 1317 h; 1319 h; 1321 h; 1323 h; 1325 h; 1327 h; 1329 h; 1331 h; 1333 h; 1335 h; 1337 h; 1339 h; 1341 h; 1343 h; 1345 h; 1347 h; 1349 h; 1351 h; 1353 h; 1355 h; 1357 h; 1359 h; 1361 h; 1363 h; 1365 h; 1367 h; 1369 h; 1371 h; 1373 h; 1375 h; 1377 h; 1379 h; 1381 h; 1383 h; 1385 h; 1387 h; 1389 h; 1391 h; 1393 h; 1395 h; 1397 h; 1399 h; 1401 h; 1403 h; 1405 h; 1407 h; 1409 h; 1411 h; 1413 h; 1415 h; 1417 h; 1419 h; 1421 h; 1423 h; 1425 h; 1427 h; 1429 h; 1431 h; 1433 h; 1435 h; 1437 h; 1439 h; 1441 h; 1443 h; 1445 h; 1447 h; 1449 h; 1451 h; 1453 h; 1455 h; 1457 h; 1459 h; 1461 h; 1463 h; 1465 h; 1467 h; 1469 h; 1471 h; 1473 h; 1475 h; 1477 h; 1479 h; 1481 h; 1483 h; 1485 h; 1487 h; 1489 h; 1491 h; 1493 h; 1495 h; 1497 h; 1499 h; 1501 h; 1503 h; 1505 h; 1507 h; 1509 h; 1511 h; 1513 h; 1515 h; 1517 h; 1519 h; 1521 h; 1523 h; 1525 h; 1527 h; 1529 h; 1531 h; 1533 h; 1535 h; 1537 h; 1539 h; 1541 h; 1543 h; 1545 h; 1547 h; 1549 h; 1551 h; 1553 h; 1555 h; 1557 h; 1559 h; 1561 h; 1563 h; 1565 h; 1567 h; 1569 h; 1571 h; 1573 h; 1575 h; 1577 h; 1579 h; 1581 h; 1583 h; 1585 h; 1587 h; 1589 h; 1591 h; 1593 h; 1595 h; 1597 h; 1599 h; 1601 h; 1603 h; 1605 h; 1607 h; 1609 h; 1611 h; 1613 h; 1615 h; 1617 h; 1619 h; 1621 h; 1623 h; 1625 h; 1627 h; 1629 h; 1631 h; 1633 h; 1635 h; 1637 h; 1639 h; 1641 h; 1643 h; 1645 h; 1647 h; 1649 h; 1651 h; 1653 h; 1655 h; 1657 h; 1659 h; 1661 h; 1663 h; 1665 h; 1667 h; 1669 h; 1671 h; 1673 h; 1675 h; 1677 h; 1679 h; 1681 h; 1683 h; 1685 h; 1687 h; 1689 h; 1691 h; 1693 h; 1695 h; 1697 h; 1699 h; 1701 h; 1703 h; 1705 h; 1707 h; 1709 h; 1711 h; 1713 h; 1715 h; 1717 h; 1719 h; 1721 h; 1723 h; 1725 h; 1727 h; 1729 h; 1731 h; 1733 h; 1735 h; 1737 h; 1739 h; 1741 h; 1743 h; 1745 h; 1747 h; 1749 h; 1751 h; 1753 h; 1755 h; 1757 h; 1759 h; 1761 h; 1763 h; 1765 h; 1767 h; 1769 h; 1771 h; 1773 h; 1775 h; 1777 h; 1779 h; 1781 h; 1783 h; 1785 h; 1787 h; 1789 h; 1791 h; 1793 h; 1795 h; 1797 h; 1799 h; 1801 h; 1803 h; 1805 h; 1807 h; 1809 h; 1811 h; 1813 h; 1815 h; 1817 h; 1819 h; 1821 h; 1823 h; 1825 h; 1827 h; 1829 h; 1831 h; 1833 h; 1835 h; 1837 h; 1839 h; 1841 h; 1843 h; 1845 h; 1847 h; 1849 h; 1851 h; 1853 h; 1855 h; 1857 h; 1859 h; 1861 h; 1863 h; 1865 h; 1867 h; 1869 h; 1871 h; 1873 h; 1875 h; 1877 h; 1879 h; 1881 h; 1883 h; 1885 h; 1887 h; 1889 h; 1891 h; 1893 h; 1895 h; 1897 h; 1899 h; 1901 h; 1903 h; 1905 h; 1907 h; 1909 h; 1911 h; 1913 h; 1915 h; 1917 h; 1919 h; 1921 h; 1923 h; 1925 h; 1927 h; 1929 h; 1931 h; 1933 h; 1935 h; 1937 h; 1939 h; 1941 h; 1943 h; 1945 h; 1947 h; 1949 h; 1951 h; 1953 h; 1955 h; 1957 h; 1959 h; 1961 h; 1963 h; 1965 h; 1967 h; 1969 h; 1971 h; 1973 h; 1975 h; 1977 h; 1979 h; 1981 h; 1983 h; 1985 h; 1987 h; 1989 h; 1991 h; 1993 h; 1995 h; 1997 h; 1999 h; 2001 h; 2003 h; 2005 h; 2007 h; 2009 h; 2011 h; 2013 h; 2015 h; 2017 h; 2019 h; 2021 h; 2023 h; 2025 h; 2027 h; 2029 h; 2031 h; 2033 h; 2035 h; 2037 h; 2039 h; 2041 h; 2043 h; 2045 h; 2047 h; 2049 h; 2051 h; 2053 h; 2055 h; 2057 h; 2059 h; 2061 h; 2063 h; 2065 h; 2067 h; 2069 h; 2071 h; 2073 h; 2075 h; 2077 h; 2079 h; 2081 h; 2083 h; 2085 h; 2087 h; 2089 h; 2091 h; 2093 h; 2095 h; 2097 h; 2099 h; 2101 h; 2103 h; 2105 h; 2107 h; 2109 h; 2111 h; 2113 h; 2115 h; 2117 h; 2119 h; 2121 h; 2123 h; 2125 h; 2127 h; 2129 h; 2131 h; 2133 h; 2135 h; 2137 h; 2139 h; 2141 h; 2143 h; 2145 h; 2147 h; 2149 h; 2151 h; 2153 h; 2155 h; 2157 h; 2159 h; 2161 h; 2163 h; 2165 h; 2167 h; 2169 h; 2171 h; 2173 h; 2175 h; 2177 h; 2179 h; 2181 h; 2183 h; 2185 h; 2187 h; 2189 h; 2191 h; 2193 h; 2195 h; 2197 h; 2199 h; 2201 h; 2203 h; 2205 h; 2207 h; 2209 h; 2211 h; 2213 h; 2215 h; 2217 h; 2219 h; 2221 h; 2223 h; 2225 h; 2227 h; 2229 h; 2231 h; 2233 h; 2235 h; 2237 h; 2239 h; 2241 h; 2243 h; 2245 h; 2247 h; 2249 h; 2251 h; 2253 h; 2255 h; 2257 h; 2259 h; 2261 h; 2263 h; 2265 h; 2267 h; 2269 h; 2271 h; 2273 h; 2275 h; 2277 h; 2279 h; 2281 h; 2283 h; 2285 h; 2287 h; 2289 h; 2291 h; 2293 h; 2295 h; 2297 h; 2299 h; 2301 h; 2303 h; 2305 h; 2307 h; 2309 h; 2311 h; 2313 h; 2315 h; 2317 h; 2319 h; 2321 h; 2323 h; 2325 h; 2327 h; 2329 h; 2331 h; 2333 h; 2335 h; 2337 h; 2339 h; 2341 h; 2343 h; 2345 h; 2347 h; 2349 h; 2351 h; 2353 h; 2355 h; 2357 h; 2359 h; 2361 h; 2363 h; 2365 h; 2367 h; 2369 h; 2371 h; 2373 h; 2375 h; 2377 h; 2379 h; 2381 h; 2383 h; 2385 h; 2387 h; 2389 h; 2391 h; 2393 h; 2395 h; 2397 h; 2399 h; 2401 h; 2403 h; 2405 h; 2407 h; 2409 h; 2411 h; 2413 h; 2415 h; 2417 h; 2419 h; 2421 h; 2423 h; 2425 h; 2427 h; 2429 h; 2431 h; 2433 h; 2435 h; 2437 h; 2439 h; 2441 h; 2443 h; 2445 h; 2447 h; 2449 h; 2451 h; 2453 h; 2455 h; 2457 h; 2459 h; 2461 h; 2463 h; 2465 h; 2467 h; 2469 h; 2471 h; 2473 h; 2475 h; 2477 h; 2479 h; 2481 h; 2483 h; 2485 h; 2487 h; 2489 h; 2491 h; 2493 h; 2495 h; 2497 h; 2499 h; 2501 h; 2503 h; 2505 h; 2507 h; 2509 h; 2511 h; 2513 h; 2515 h; 2517 h; 2519 h; 2521 h; 2523 h; 2525 h; 2527 h; 2529 h; 2531 h; 2533 h; 2535 h; 2537 h; 2539 h; 2541 h; 2543 h; 2545 h; 2547 h; 2549 h; 2551 h; 2553 h; 2555 h; 2557 h; 2559 h; 2561 h; 2563 h; 2565 h; 2567 h; 2569 h; 2571 h; 2573 h; 2575 h; 2577 h; 2579 h; 2581 h; 2583 h; 2585 h; 2587 h; 2589 h; 2591 h; 2593 h; 2595 h; 2597 h; 2599 h; 2601 h; 2603 h; 2605 h; 2607 h; 2609 h; 2611 h; 2613 h; 2615 h; 2617 h; 2619 h; 2621 h; 2623 h; 2625 h; 2627 h; 2629 h; 2631 h; 2633 h; 2635 h; 2637 h; 2639 h; 2641 h; 2643 h; 2645 h; 2647 h; 2649 h; 2651 h; 2653 h; 2655 h; 2657 h; 2659 h; 2661 h; 2663 h; 2665 h; 2667 h; 2669 h; 2671 h; 2673 h; 2675 h; 2677 h; 2679 h; 2681 h; 2683 h; 2685 h; 2687 h; 2689 h; 2691 h; 2693 h; 2695 h; 2697 h; 2699 h; 2701 h; 2703 h; 2705 h; 2707 h; 2709 h; 2711 h; 2713 h; 2715 h; 2717 h; 2719 h; 2721 h; 2723 h; 2725 h; 2727 h; 2729 h; 2731 h; 2733 h; 2735 h; 2737 h; 2739 h; 2741 h; 2743 h; 2745 h; 2747 h; 2749 h; 2751 h; 2753 h; 2755 h; 2757 h; 2759 h; 2761 h; 2763 h; 2765 h; 2767 h; 2769 h; 2771 h; 2773 h; 2775 h; 2777 h; 2779 h; 2781 h; 2783 h; 2785 h; 2787 h; 2789 h; 2791 h; 2793 h; 2795 h; 2797 h; 2799 h; 2801 h; 2803 h; 2805 h; 2807 h; 2809 h; 2811 h; 2813 h; 2815 h; 2817 h; 2819 h; 2821 h; 2823 h; 2825 h; 2827 h; 2829 h; 2831 h; 2833 h; 2835 h; 2837 h; 2839 h; 2841 h; 2843 h; 2845 h; 2847 h; 2849 h; 2851 h; 2853 h; 2855 h; 2857 h; 2859 h; 2861 h; 2863 h; 2865 h; 2867 h; 2869 h; 2871 h; 2873 h; 2875 h; 2877 h; 2879 h; 2881 h; 2883 h; 2885 h; 2887 h; 2889 h; 2891 h; 2893 h; 2895 h; 2897 h; 2899 h; 2901 h; 2903 h; 2905 h; 2907 h; 2909 h; 2911 h; 2913 h; 2915 h; 2917 h; 2919 h; 2921 h; 2923 h; 2925 h; 2927 h; 2929 h; 2931 h; 2933 h; 2935 h; 2937 h; 2939 h; 2941 h; 2943 h; 2945 h; 2947 h; 2949 h; 2951 h; 2953 h; 2955 h; 2957 h; 2959 h; 2961 h; 2963 h; 2965 h; 2967 h; 2969 h; 2971 h; 2973 h; 2975 h; 2977 h; 2979 h; 2981 h; 2983 h; 2985 h; 2987 h; 2989 h; 2991 h; 2993 h; 2995 h; 2997 h; 2999 h; 3001 h; 3003 h; 3005 h; 3007 h; 3009 h; 3011 h; 3013 h; 3015 h; 3017 h; 3019 h; 3021 h; 3023 h; 3025 h; 3027 h; 3029 h; 3031 h; 3033 h; 3035 h; 3037 h; 3039 h; 3041 h; 3043 h; 3045 h; 3047 h; 3049 h; 3051 h; 3053 h; 3055 h; 3057 h; 3059 h; 3061 h; 3063 h; 3065 h; 3067 h; 3069 h; 3071 h; 3073 h; 3075 h; 3077 h; 3079 h; 3081 h; 3083 h; 3085 h; 3087 h; 3089 h; 3091 h; 3093 h; 3095 h; 3097 h; 3099 h; 3101 h; 3103 h; 3105 h; 3107 h; 3109 h; 3111 h; 3113 h; 3115 h; 3117 h; 3119 h; 3121 h; 3123 h; 3125 h; 3127 h; 3129 h; 3131 h; 3133 h; 3135 h; 3137 h; 3139 h; 3141 h; 3143 h; 3145 h; 3147 h; 3149 h; 3151 h; 3153 h; 3155 h; 3157 h; 3159 h; 3161 h; 3163 h; 3165 h; 3167 h; 3169 h; 3171 h; 3173 h; 3175 h; 3177 h; 3179 h; 3181 h; 3183 h; 3185 h; 3187 h; 3189 h; 3191 h; 3193 h; 3195 h; 3197 h; 3199 h; 3201 h; 3203 h; 3205 h; 3207 h; 3209 h; 3211 h; 3213 h; 3215 h; 3217 h; 3219 h; 3221 h; 3223 h; 3225 h; 3227 h; 3229 h; 3231 h; 3233 h; 3235 h; 3237 h; 3239 h; 3241 h; 3243 h; 3245 h; 3247 h; 3249 h; 3251 h; 3253 h; 3255 h; 3257 h; 3259 h; 3261 h; 3263 h; 3265 h; 3267 h; 3269 h; 3271 h; 3273 h; 3275 h; 3277 h; 3279 h; 3281 h; 3283 h; 3285 h; 3287 h; 3289 h; 3291 h; 3293 h; 3295 h; 3297 h; 3299 h; 3301 h; 3303 h; 3305 h; 3307 h; 3309 h; 3311 h; 3313 h; 3315 h; 3317 h; 3319 h; 3321 h; 3323 h; 3325 h; 3327 h; 3329 h; 3331 h; 3333 h; 3335 h; 3337 h; 3339 h; 3341 h; 3343 h; 3345 h; 3347 h; 3349 h; 3351 h; 3353 h; 3355 h; 3357 h; 3359 h; 3361 h; 3363 h; 3365 h; 3367 h; 3369 h; 3371 h; 3373 h; 3375 h; 3377 h; 3379 h; 3381 h; 3383 h; 3385 h; 3387 h; 3389 h; 3391 h; 3393 h; 3395 h; 3397 h; 3399 h; 3401 h; 3403 h; 3405 h; 3407 h; 3409 h; 3411 h; 3413 h; 3415 h; 3417 h; 3419 h; 3421 h; 3423 h; 3425 h; 3427 h; 3429 h; 3431 h; 3433 h; 3435 h; 3437 h; 3439 h; 3441 h; 3443 h; 3445 h; 3447

هكذا من الأصل

Temple des Billettes, 21 h : La Mantovana
(Esembla/E. Marini/Barra)

Temple des Billetes, 21 h : La Mantovana
 (Frescobaldi, Marini, Rossi).
 Salle Gewen, 20 h 30 : T. Wazani,
 M. Tschuiwa (Mozart, Bach, Franck).
 Eglise St-Germain-des-Près, 20 h 30 :
 Concert de Radio-France, dir. G. Delage
 (Mozart, Cherubini).
 Lucerna, 20 h : voir le 13.
 Temple de Pentemont, 20 h 30 : T. Cha-
 gout (Narvaez, Sor, Krieger)...
 Sorbonne, Amphithéâtre Richelieu,
 12 h 30 : A. de Ruysschaert, Cl. Foudraz
 (Mozart, Pergolèze, Vivaldi)...
 Eglise St-Louis en l'Île, 20 h 30 : Ensemble
 orchestral P. Chetail (Telemann,
 Mozart).
 Bibliothèque polonoise, 20 h 30 : P. Cas-
 sar (Chopin, Prokofiev, Ciaikov)...
 Grand St-Sauveur, 20 h 30 : D. Lurge,
 A. Succcheri (Telemann, Vivaldi, Man-
 zoni).
 CC Walonne-Bruxelloise, 18 h 30 :
 P.-V. Artaud (Kurtág, Siklora, Co-

SAMEDI 15 MARS

La Table verte, 22 h : voir le 12.

Salle Gaveau, 20 h 30 : Orchestre de Cannes Provence-Côte d'Azur, dir. Ph. Bender (Bernstein, Subramanian).

Eglise St-Jean - St-François, 21 h : Ensemble baroque de Limoges, dir. J.-M. Haastel (Monteverdi).

Th. de la Bastille, 23 h : voir le 12.

Centre culturel crouillat, 20 h 30 : P. Vail-
lant (Couperin, Pergolisi).

Eglise St-Merri, 21 h : P. et M. Stinga.

18-Théâtre, 16 h 30 : P. Menghini
(Haydn, Mozart, Beethoven).

Centre Paterlini, 20 h 30 : A. Di
Sera, L. Salabrier.

Centre Rosenzweig, 19 h 30 : E. Monseur,
S. Santamaría, D. Villeminiz (Brahms,
Mahler).

Centre Maudslayi, 20 h 30 : C. Marin
(Albeniz, Falla, Sor...).

Salle Pleyel, 20 h 30 : P.-F. et R. Fontana-
ry (Brahms, Schubert, Tchaïkovsky).

DEMANCHE 16 MARS
Eglise St-Merri, 16 h : Ensemble Blue Wave.
Th. des Champs-Élysées, 20 h 30 : Concours Rostropovitch.
Th. de la Bastille, 23 h : voir le 12.
Eglise des Billettes, 17 h : J. Aombakirova (Mozart, Chopin, Prokofiev).
Salle Pleyel, 10 h 30 : Orchestre Colonne (Ravel, Dukas) ; 17 h 45 : Orchestre des

UGC BIARRITZ - UGC ROTONDE
UGC GOBELINS - UGC ODÉON
CINÉ-BEAUBOURG - MARIVAUX
STUDIO 43

MARIANNE BASLER
PIERRE COSSO
CATHERINE LACHENS
ÉVELYNE BUYLE
LAURENT LEVY
JEAN SOREL



ROSA LA ROSE

billette publique

film de
PAUL VECCHIALI

EXPOSITION DE 400 ŒUVRES
DES PLUS GRANDS MAÎTRES VERRIERS

**Centre Bissendorfer, 20 h 30 : Cl. Mallois,
F. Belloc (Bach, Schubert, Poulenc).**

Centre Beaudouin, 20 h 30 : Cl. Mallois,
F. Belloc (Bach, Schubert, Poulenc).
Eglise St-Louis des Invalides, 20 h 30 :
M.-Cl. Akim (Bach, Dupré, Akim).
Eglise St-Roch, 20 h 30 : Orchestres de
chambre de Versailles, dir. B. Wahl, cho-
rale E. Brasseur (Bach).
Salle A. Marchal, 21 h : Ensemble 4 voix
4 mains (Brahms, Schumann).

ARC, Grand Auditorium (47-23-61-27), le
13 à 20 h 30 : R. Kuhn.
BAINS (48-57-01-80), les 17, 18 à 22 h :
B. Wilens Quartet, Ph. Petit.
BAISER SALE (42-33-37-71), 23 h :
F. Lockwood, J.-M. Jafet, F. Constantin
(dern. le 16) ; le 17 : Soultrain Blues ; le
18 : M. Maria.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-
65-05), 21 h 30 : J. Millet.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-

24-26), 22 h, mer.: *Hollywood Swing*
 Ball; jms, ven.; *Acropolis* vs *Nea*
 DUNOIS (45-84-72-00), 14 h 20 to 30 s
 J. Leandre, P. Villard *Quotus*; les 15,
 16 J. Leandre, N. Rothensztein *Tric.*
 ELDORADO (42-08-23-50), 14 h, 15 s
 Kriap (45-88-59-15), 15 s 21 h 12 s, *Tes.*
 GRIAP (47-00-78-88), 22 h, 13 s; Ex-
 Toss; les 14, 15 s; Roum; les 13 s; Sha-
 kos; le 18; Nihilis.
 MONTANA (45-48-93-08), 12 h, 13 s, 14
 s; *Leopold* vs *Leopold Ladis*; les 15, 17,
 18 s; L. McPherson.
 MONTGOLFIER (45-54-55-00), 22 h s
 S. Geraert (derr), le 16; à partir du
 17, M. Magagnoli.
 NEW MEXICO (45-53-51-41), 21 h 30 s
 NEWMEXICO (45-53-51-41), 21 h 30 s
 S. Geraert, le 13 s; C. Walton; les 14, 15
 s; Shepp; le 17; P. Bley; le 18; *Faustos*
 Vega.
 PETIT (45-56-25-59), 22 h s
 13 s, M. Magagnoli vs *Geant* (ex *Gr.*)
 13 s; J. Franz; ven.; *De Evrope* *Quotus*

act : sax : Orpheon Celeste ; km : Kungstroff Swing Orchestra : mar :

ME Slany:
PISTON JOURNAL 30, Montparnasse
 45-67-70, 21 h, 30, Mus.: Ch. Mouton
 Quintet; jazz. P. Kellian; var. M. Joffe
 Jazz Quintet; sax.: D. Hanc; Contrap-
 ten., var.: A. Farnier; Contrap-
 ten.
PISTON FORTUITUM (42-36-01-36), mar-
 21 h, 30, S. Hampson, A. Jean-Marie,
 M. Joffe, J. Kellian, J. Kellian, J. Kellian,
PHILONE (47-36-44-26), 21 h 30, les 13,
 16 : scores Fr. de Dan.; le 14 :
 R. Bayonne; le 15 : Okawa;
SLOW CLUB (42-33-84-30) (D. L.),
 21 h 30, le 22 : String Quartet; les
 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 : S. Hampson,
 J. Kellian, R. Vassallo;
SUNSET (42-36-01-36), 23 h, A. Barre
 Trio.
A VILLETTE, Grande Halle (45-84-
 40-26), le 13 à 20 h : Orchestre national
 de jazz.

BOUFFES PARISIENS (42-36-50-24).
(D. soir, L.), 20 h 30, samedi, 18 h, dim.
15 h 30 : le Grand Orchestre du Splend.
d'Orville.

BOURVIL (43-73-67-84), ven., sam.
18 h 30 : M. Allu.

CAVEAU DES OMBRETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CENTRE CULTUREL SONGE (42-71-44-50), le 18 à 20 h 30 : Y. Thureau.

Le Monde Inform
42-81-
Pour tous renseignements
l'ensemble des programmes
télévisés de 11 h à 21 h sauf dimanche
Réservation et prix préférentiels

CENTRE MANDAPA (45-89-81-60). 1

Despatches de passages immédiates, le 15 :
 C. Martin, le 18 : Chang, Shien, Chang.
 DEJAZET TLF. (68-57-97-34) (D. soir, L.), 20 h 30 : L. Talbot.
 EDORADO (43-08-23-30), le 12 à 20 h 30 : E. Mariani.
 L'ESNE MONTMARTRE (42-52-25-15), le 13 à 15 h : E. Soreau.
 SPACE KENON (43-73-50-25) (D. soir, L.), 20 h 30 : mar., merc., dim. 15 h 30 : mar., merc., dim.
 THYMAS (43-46-79-79) (D. L.), 21 h : L. Du Loo.
 L'EMPIRA (43-40-25-49) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : P. Buchet (dorm. le 14) : à partir du 17 : P. Fournier.
 E. MANOIR (43-73-27-48), merc., dim. 20 h 30 : An bout du comptoir.
 SCÈNE, les 12, 13, 14 à 21 h : P. Meige.

CLASSE DES SPORTS (48-28-40-90)
(J.L. D. soir. L.), 20 h 30, sam. 14 h 15,
17 h 50, 21 h, dim. 14 h 15, 17 h 30 :
Handball sur ice.
M. K. L. KING, 20 h 30 : Chansons tradi-
tionnelles et danse de Madagascar.
BOTTOMS DU BUREAU-AIR (42-
48-44-44) (D), 22 h 30 et 24 h : Con-
cours de canoë; les 13, 14, 15 et
20 h 30 : Remont.
UNITÉ (43-45-11-22) (D. soir. L.),
20 h 30, dim. 16 h : Remont.

Séances Spectacles
16-20
séances concernant
films ou des salles
séries et jours fériés
liés avec la Carte Club

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J... H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

L'ÉPIDOR 23, rue J.-J. Rousseau, 1 ^{er}	42-36-38-12 F. dim.
ARMAND 6, rue de Beaulieu, 1 ^{er} (Palais-Royal)	F. sam. midi et dim.
LES RELAIS DE VARSVOIE 13, rue François Miron, 4	48-87-63-94 F. dim.
CHEZ DIEP 42-56-23-96 et 45-43-52-76 2, rue de Pontdieu, 55, rue P.-Charron, 3	
LES SARIARDS F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 8 ^e	42-23-62-62
LA ROTONDE 12, place Saint-Augustin, 8 ^e	45-22-33-05 T.L.J.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e	F. dim. lundi
LA FEUILLÈRE 45, faubourg Montmartre, 5 ^e	48-74-42-93
AU PETIT RICHE 47-70-68-68, 47-70-86-30 23, rue Le Pelletier, 3 ^e	F. dim.
PAGODA 50, rue de Provence, 9 ^e	48-74-81-48
LA PETITE AÏSANCE 210, rue Lafayette, 10 ^e	46-07-33-89 F. dim.
PALAIS DU TROCADÉRO 7, avenue d'Eylau, 1 ^{er}	47-27-05-02 Tous les jours
ILE DE KASEMIR Quai Debilly, face au 32, av. New-York, 1 ^{er}	47-23-77-78
SHOGUN Port Debilly - Bateau Normand, 16 ^e	47-20-05-04
EL PICADOR 80, bd des Batignolles, 17 ^e	47-23-28-87 F. handi, mardi

Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats en
glissant à la lyonnaise, caractéristique tourangeonne.

Dans une maison où l'air est chargé de volutes du XVIII^e siècle.
honnête... Gîte... Menu 130 F. Accueil 1 h à 2 h de 10 à 18 h.

AU MARAIS, dans des caves du XIV^e siècle.
chandeliers aux chapeaux et minuscules F.

Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le le
chinois, végétarienne. Dans un nouveau des
chinois.

Dél. dans le 22 h. Cuisine péruvienne.
CEPES, MORILLES, menu 170 F t.c.

Accueil jusqu'à 23 h 30. Cuisine traditionnelle
longueurs du village, grillées. Ambiance par
le feu.

NOUVEAU TY COZÀ LYON (18^e arr.), 15, rue Ra
MEMES SPECIALITES DE LAISON

Vous présente ses formules à 65 F et 140 F
Vend., sam. JAZZ, spect. à part. 21 h avec occ 60 F t.c.

Son bonnet menu à 110 F service compris.
6 à 10 personnes. Déjeuners, dîners, soupers.

Spécialités chinoises. Déjeuners, dîners et
mieux dans une cuisine laquée de Paris. Gauth et

Cuisine traditionnelle alsacienne, avec - BA
se polonois. Son menu à 97 F le midi et 60 F t.c.

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle
le patron. Service et livraison à domicile. Part.

Serv. une péniche, chez la Tour Eiffel, 2 restau
Dél. buffet chaud 125 F d.c. Dél. à la carte 120 F t.c.

Le plus grand restaurant japonais d'Europe,
de 19 h à 11 h 30 du matin. Parking privé.

Dél. dans le 22 h. SPÉC. ESPAGNOL. Les
baguette, caters, pizza. Environ 145 F t.c.

RIVE DROITE

RIVE GAUCHE

ATTRAVERSE DES DEUX SIGNES F. dim.
46, rue Galtzoff, 54-43-25-46-56/43-25-00-46

LA MAJARAHAÏ 43-54-26-07
72, boulevard Saint-Germain 5 T.I.I.

LA FERME DU PÉRIORD
1, rue des Fontes-Saint-Marcel, 54

LE DAUPHIN 45-48-21-30
44, rue du Bac, 7^e TLJ

CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03
Aérogare des Invalides, 7^e F. dim. soir et lundi

THE PINKY 45-51-64-41
4, rue de l'Exposition, 7^e F. dim. et lundi

LE MAUPEUQUE 45-51-37-96
94, bd Latouche-Maubourg, 7^e F. sem. et dim.

MENU 120 F (vin, café, s.c.) au déjeuner: le plat
St-Hilaire, les collages et volailles d'élevage (XIII)
J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES et PAKIS
KALI 84 : meilleur cœury de Paris. - GRG
DÉJEUNERS D'AFFAIRES 120 F
TEL: 43-31-69-20. SALON
M. FEZANS vous accueille jusqu'à 24 h par jour
MENU GASTRONOMIQUE à 120 F. Cœur
MENU PARLEMENTAIRE
PARKING ASSURÉ DEVANT LE RESTAURANT
RAF-RESTAURANT - PIANO - JAZZ avec
buffet: menu à 85 F. Soir: service jusqu'à 2 heures
Restaurant-Boudoir. Nouveau décor. Vin max
MENU 150 F s.c. au dî. Deux sacs chapelés

100

1. **Identify the main topic of the passage.**
 2. **Summarize the main points of the passage.**
 3. **Identify the author's purpose in writing the passage.**
 4. **Identify the author's tone in writing the passage.**
 5. **Identify the author's main argument.**
 6. **Identify the author's supporting evidence.**
 7. **Identify the author's conclusion.**
 8. **Identify the author's main point.**
 9. **Identify the author's main message.**
 10. **Identify the author's main theme.**

DUPERS APRÈS MINUIT
MARLOT, « ROI DES COUILLAGES »
place Clichy - 48-74-49-64
Accueil jusqu'à 2 h du matin
DITES L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE
C'EST UN RESTAURANT VOUS A TOUTES LES
SPECIALITÉS DE LA MER, L'UNE DES
MILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS

**LES RESTAURANTS DE LA NUIT
OUVERTS MÊME LE JOUR**

AU PIED DE COCHON
6, rue Coquillière - 42-36-11-73
LE FAMILIAL RESTAURANT DES HALLES.
Un monument pantagruelique
de la vie nocturne parisienne.
Huîtres et fruits de mer toute l'année.

LE GRAND CAFÉ
4, bd des Capucines - 47-42-75-77
RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA
- Insister des poissons. La fin des cuisines.
Magnifique banc d'œuvres.
poutouillant décor-spectacle 1900.

MAISON D'ALSACE
Champs-Élysées - 43-59-44-24
MARQUE GASTRONOMIQUE D'ALSACE
s'y dégustent des fruits de mer
de toute première fraîcheur.
Le restaurant de l'Alsace

IL VAUT MIEUX GRANDIR DANS LES ROSES QUE RETOMBER DANS LES CHOUX!



CECI, CELA EUGÈNE Photo Vincent WARIN

RENAUD AU ZENITH JUSQU'AU 23 MARS.

LE 23 MARS A 21 H, REPRÉSENTATION SUPPLÉMENTAIRE
AU BÉNÉFICE DES RESTAURANTS DU CŒUR

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

VIENNE 1890-1920. Naissance d'un siècle. Jusqu'au 5 mai. Grande Galerie.

CARÉ VIENNOIS. Entrée libre. Jusqu'au 19 mai. Forum.

FRANÇOIS MORELLET. Réimpression. Jusqu'au 11 mai. Grande Galerie.

INDELIBLE ET SON ACCROCHAGE. Jusqu'au 31 mars. Salle d'art graphique.

TOUT NÉO, TOUT RÉAL. Jusqu'au 28 avril. Salle d'art graphique.

JOYE PLENNIE. Architecture 1872-1957. Jusqu'au 26 mai. CCI.

IMAGES D'AILLEURS. La photographie à la découverte du monde. Jusqu'au 2 juin. R.P.I.

LE CINÉMA ITALIEN. 1928-1945. Photos, documents. Jusqu'au 31 mars. Forum.

LES GRANDS PROJETS 1979-1980. Présentation multimedias des grands projets architecturaux. Jusqu'au 7 avril. Grand foyer.

LE GARC EST SALE COMME L'OCÉAN. Des enfants expliquent leur perception de la saleté. Jusqu'au 14 avril. Bibliothèque des enfants.

Musées

RASA. LES NEUF VISAGES DE L'ART MODERNE. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-61-54-10) ; samedi (42-61-54-10) ; dimanche (42-61-54-10). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

REMBRANDT. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-61-54-10) ; samedi (42-61-54-10) ; dimanche (42-61-54-10). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

DE REMBRANDT À VERMEER. Les peintres hollandais au XVII^e siècle. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-61-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-61-54-10) ; samedi (42-61-54-10) ; dimanche (42-61-54-10). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

CHIAN DOMENICO TIEPOLO. Galeries nationales d'Orsay (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

PASTELS DU XIX^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

A LA COUR DU GRAND MOCHOL. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

JOSEPH KUTLER. 1894-1941. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

SARY. 1925-1975. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

ATELIERS 86. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

AUTOCHTONES. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX^e SIÈCLE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

LE GARDIN DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi (42-35-48-48) ; samedi (42-35-48-48) ; dimanche (42-35-48-48). Entrée : 25 F. Des 13 mars au 16 juin.

10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. dim. : 5 F. Jusqu'au 21 avril.

EXCOFFON. De la peinture à la sculpture. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (42-35-48-48). Jusqu'au 29 mars.

HOGGAR. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-35-48-48). Sauf mardi, de 9 h à 18 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 18 mai.

Centres culturels

HOMMAGE À PAUL DELVAUX. Centre Walrus-Brochez, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mars.

FREDERICK H. WEISMAN FOUNDATION OF ART. Centre national des arts plastiques, 11, rue Bory de Saint-Vincent (42-63-50-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 20 avril.

LA FRANCE DE 1896. Centre de la Bibliothèque Forney, Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (42-35-48-48). Sauf mardi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 31 mai.

PARIS-A VOL D'OISEAU. DU XVI^e SIÈCLE À ROBERT CAMERON. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (42-35-48-48). Sauf mardi, de 13 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mars.

MAIMI ART DECO. Photographies de M. Follon. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (42-35-48-48). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 22 mars.

ROLAND TOPOR. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai-Maillat (42-60-34-57). Sauf mardi (42-60-34-57) et 31 mars, de 13 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 mars.

CALIFORNIA II. Klineberg. American Center, 261, boulevard Raspail (42-35-48-48). Sauf mardi, de 12 h à 19 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 26 mars.

YVES KUPFER. Centre de 1978 à 1985. Hôtel de la Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 23 mars.

ARCHITECTURES FANTASTIQUES. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

FOURNY. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

LYNNE DES LÉGENDES ET DES RÉALITÉS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

L'ÉCOLE DE BARBIZON. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

ESTHÉTIQUE DU CHAOS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

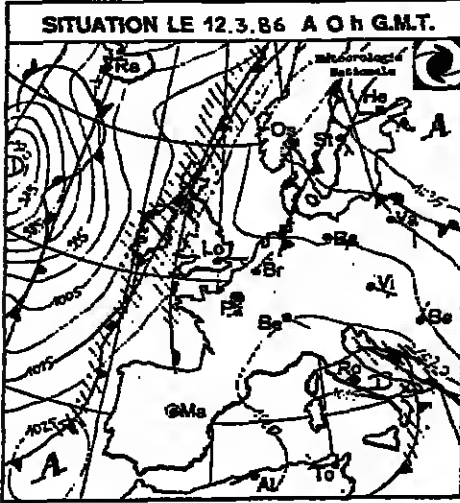
AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'Art Naïf, 23, rue de la Harpe (42-35-48-48). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril.

AMATEURS. Musée d'

INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE

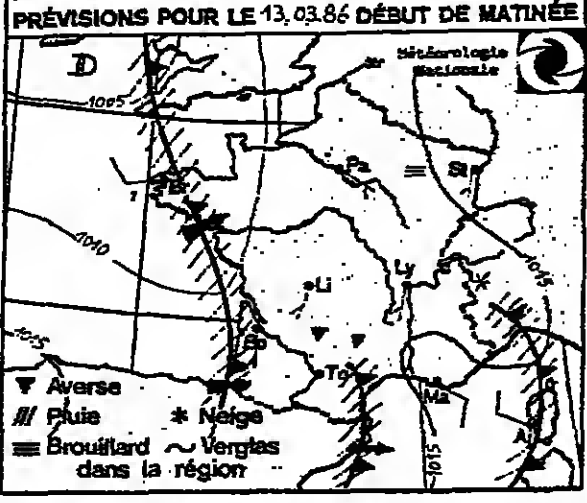


SITUATION LE 12.3.86 A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 12 mars à 0 heure et le jeudi 13 mars à minuit.

Un thalweg atlantique s'approche de nos côtes : il est associé à une perturbation qui s'étendra jeudi à la moitié ouest de la France ; une faible instabilité se maintiendra sur le relief de l'est.

Jeudi matin : Une zone de temps couvert et pluvieux s'étendra de la Bretagne aux Pays de la Loire et à l'Aquitaine ; les précipitations auront un caractère discontinu, et progresseront lentement vers l'est au cours de la journée pour atteindre le soir les régions situées du Nord aux Pyrénées et au Languedoc ; les pluies, plutôt faibles au Nord, seront



PRÉVISIONS POUR LE 13.03.86 DÉBUT DE MATINÉE

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 13 mars, le second le minimum de la nuit du 13 mars au 14 mars) : Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 11 et 7 ; Bordeaux, 12 et 4 ; Brétigny, 10 et 4 ; Brest, 10 et 6 ; Cannes, 16 et 9 ; Charbourg, 7 et 0 ; Clermont-Ferrand, 11 et 3 ; Dijon, 9 et -2 ; Digne, 9 et -1 ; Embrun, 11 et 3 ; Grenoble-St-M.-H., 13 et 3 ; Grenoble-Saint-Genès, 13 et -1 ; La Rochelle, 10 et 4 ; Lille, 9 et -1 ; Limoges, 9 et 3 ; Lorient, 10 et 7 ; Lyon, 10 et 0 ; Marseille-Marganne, 15 et 4 ; Nancy, 5 et -4 ; Nantes, 9 et 3 ; Nice, 16 et 10 ; Paris-Montsouris, 8 et 2 ; Paris-Orly, 8 et 1 ; Pau, 12 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 9 et 0 ; Rouen, 7 et -3 ; Saint-Etienne, 10 et 0 ; Strasbourg, 4 et 0 ; Toulouse, 13 et 6 ; Tours, 10 et 0.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 4 ; Casablanca, 10 et 2 ; Lisbonne, 16 et 6 ; Londres, 9 et 1 ; Madrid, 15 et -1 ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, 1 et -2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MODE

Couleurs soleil, prix légers

Les tailleurs de jersey de laine annoncent le printemps, portés sous un manteau, un imperméable, avec un chemisier, voire un débardeur.

La palette estivale e des tons de fleurs à côté des classiques rouges et blancs, seuls ou mêlés aux tissus à dessins. Le vert pomme, le jaune jonquille et le bleu fort partie du tertiaire dans les vitrines des magasins, avec des notes noires en tenue de ville. La coupe au laser, l'aide de l'ordinateur pour les finitions, donnent le chic. C'est le cas pour Devernois, à Roanne, dont certains modèles, créés par Claire Barret et Thomas Maier, visent les quarante ans. En tout, 700 points de vente à travers la France.

Marcelle Griffon reste une affaire de famille, également à Roanne, mais spécialisée dans la robe, avec un marché annuel de 700 000 pièces. Conseillée par l'agence Mafia, ses collections sont démultipliées maintenant en ensembles de veste, jupe et blouse. On les trouve au Bon Marché, à la Samaritaine et au Trois Quartiers, dans une fourchette de prix de 300 F à 600 F environ.

Rodier renouvelle ses péripéties tout en restant fidèle au classique dans les chemisiers de polyester, dont les prix commencent à 460 F. Le gilet étonné en jersey marine à bandes horizontales blanches (140 F) et coordonné à un pantalon très plissé de polyester est aussi coupé en chemisier surtaille bleu de mer ensoiilé avec débardeur et jupe à plis ou robe-housse.

Les couleurs vives, les rayures et les pois se superposent chez Weill en ensembles à pantalon et short réchauffés de gros charbonnés à manches chauve-souris, à

partir de 475 F la pièce moyenne.

Chez Franck et Fils, les premiers prix atteignent 1 500 F environ le tailleur de laine, coton, jean ou gahardina. Georges Rich, Christian Aujard, Dajac et Cachet sont proposés autour de 2 500 F en modèles ajustés à basque à jupe droite sous le genou. Les chemisiers de coton lavables, à partir de 299 F, violent avec les modèles griffés de Nina Ricci ou Louis Feraud.

Latrelle, 82, rue Saint-André-des-Arts, habille toutes les tailles du 38 au 54. Desabre, Devernois et Liot font partie des marques pour les ensembles de 1 450 F à 2 198 F. A compléter d'une blouse de Marie-Clemence en polyester bouton d'or travaillée de plis ou de nervures (639 F) ou d'un chemisier en coton suisse à bandes satinées (465 F).

Les coordonnés de Marks et Spencer : vestes à carreaux noirs et blancs (399 F) sur pantalons assortis (275 F) et pull de coton rose ou bleu (69 F). Les petits tailleurs beiges en pure laine à veste pied-de-poule cintrée (699 F) sur jupe unie (299 F) s'éclaircissent de chemisiers de soie jaune ou rose vif (349 F).

Chaz Simonetta, 15, rue Jean-Mermoz, François Letessier a choisi ses tailleurs, du 40 au 48 en laine et chenille à faux dardiers, six coloris de ligne droite (2100 F). Les jupes de laine à blouson bicoloré sont à 1 650 F. La jolie blouse de polyester se complète d'une jupe plissée pour les cortées au voyage (2 100 F).

Et en cas de giboulées, Aqua Scutum, 10, rue de la Paix, entasse ses imperméables de coton enduit dans une pochette assortie (2 695 F) en marine et beige.

N. MONTSERVAN.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4181

VERTICALEMENT

1. On peut toujours lui demander un bon mouvement. Servit à soustraire. - 2. Bordure d'arbres. Un chef. Sort en pleine confusion. - 3. Moyen de communication percutant. Faillit. - 4. N'est donc pas resté sans voix. Il cajole ou il jase. - 5. Grossit ou fait grossir. Supplément de poulet. - 6. Formet donc une belle « fleur ». - 7. Le gîte ou le couvert. Une certaine mesure. - 8. A beaucoup de difficultés pour digérer. N'est donc pas lâche. - 9. Pierre à feu. Petit canal côtier.

Solution du problème n° 4180

Horizontalement

I. Broche. FR. - II. Rade. Calé. - III. OPEP. Cran. - IV. Cao. Femme. - V. Aené. Hem. - VI. Ne. Protes. - VII. Faim. - VIII. Equipé. - IX. Isc. Eos (déesse de l'Aurore). - X. Rot. Niort (allusion à M. de Maitre). - XI. Ceste. Se.

Verticalement

1. Brocanteur. - 2. Rapace. Oc. - 3. Odéon. Fuite. - 4. Cep. Epais. - 5. Ripet. - 6. Ecce homo. JE. - 7. Arnet. Léo. - 8. Flamme. Lons. - 9. Réne. Sieste.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 13 MARS

« L'Opéra : théâtre des fêtes de la vie mondaine au dix-neuvième siècle », 13 h 30, entrée (P.Y. Jaslet).

« Evocation de M. de Balzac en sa maison », 15 heures, 47, rue Raynour, inscriptions : 42-60-71-62, après 18 h 30, 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« L'Observatoire de Paris », 14 h 30, 61, avenue de l'Observatoire (M. Ragueneau).

« Exposition eaux-fortes de Rembrandt », 15 h 30, entrée Petit Palais (M. Polvry) ; 18 heures, Petit Palais (G. Leblanc) ; ou 14 h 30 entrée (L'Art pour tous).

« Des Tourneelles à la place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Froissart (Paris pittoresque et insolite).

« Exposition les fêtes de l'Inde », 14 h 30, musée Kwok-on. Tél. : Clio 47-34-25-15.

« Les clustiers à Paris et les collections du musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

« Les fouilles archéologiques de Notre-Dame », 15 h 30, entrée Crypte (Paris et son histoire).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé) ; ou 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« Le Marais (sud), la place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre (G. Bouteau).

« La maison de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges (M. Mantel).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan et Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaseries).

« Carrières et souterrains de l'abbaye médiévale de Passy », 14 h 30, métro Mouton (M. Banassat).

« Carrières et souterrains de l'abbaye médiévale de Passy », 14 h 30, métro Mouton (M. Banassat).

CONFÉRENCES

Cercle de l'Union interalliée, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 18 heures : « Il était une fois un paquebot : le Normandie » (M. Caugard). Tél. : 42-65-95-00.

Palais de Chaillot, Musée des monuments français, 19 h 15 : « L'individu et le monument » (professeur Y. Pelletier).

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 14 heures : « Abou Simbel, place avancée vers les peuples du Sud » ; 18 heures : « Byzance entre l'Orient et l'Occident ».

Centre Georges-Pompidou, bibliothèque publique d'information, 18 h 30, conversation-recontre : « L'Algérie : actualité politique, économique et sociale ».

62, rue Madame, 14 h 30 : « L'Hindouisme », 19 heures : « Gershwin et Beethoven et l'orient romain ».

26, rue Bergère, 19 h 30 : « Résultats enquête M. Petit au sujet observations dématérialisées en amalgames ».

(Publié)

Antiquité américaine : recherche rétrospective d'Albanus et topie faite à l'origine appartenant à des collectionneurs particuliers ou privés.

Ses à Paris du 15 au 25 mars 1986. Veuillez donner réponse avec nom, numéro de téléphone et heures où l'on peut vous joindre, avec si possible description ou photographie des objets.

Entrée de Monde Publiée, n° 10231, 5, rue de Montparnasse, 75001 PARIS.

Naissances

Isabelle FERRAND Gilles BURNAT et Florian

ont la joie de faire part de la naissance de

Dessien, Paris, le 1^{er} mars 1986.

Christian et Hélène ZIMMERMANN

ont la joie d'annoncer la naissance de

Majda,

petite sœur de Guilaine, au foyer de leurs enfants Farida et Mohamed Donha.

Le 26 janvier 1986, Setai (Maroc).

Décès

Nico Constantine, Toulon.

Abdelhamid et Marie-Thérèse BEN CHEIKH EL-FEGOUN, Melik et Morgane,

M. et M^{me} Ben Cheikh El-Fegoun, Hachem, Allama, Zohra, Malika, Chama, Wasila, Salima Khoudir, M. et M^{me} Miquel Louis, Bernadette et Jean-Pierre.

ont la douleur de faire part du décès de

Dien, à dix-sept ans, de leur fille, sœur, petite-fille et nièce,

Meryem,

le 8 mars 1986.

Charlotte Borge, son épouse, Christine Borge,

Claude Jacquet, M. et M^{me} Borge-Jacquet, Jean-Pierre et Jeanne Simonot et leurs enfants,

Ses frères et sœur, Et leur famille, parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Edouard BORGA,

survécu à Saint-Gervais, le 10 mars 1986.

Une cérémonie d'adieu sera célébrée

jeudi 13 mars, à 10 heures, en l'église de Saint-Gervais.

879, avenue du Mont-Paccard, 74170 Saint-Gervais-les-Bains.

M. et M^{me} Pierre Jambon et leurs enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

M. André BOURNAC,

survécu à Villeneuve-sur-Lot, le 4 mars 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Villeneuve-sur-Lot.

32, avenue de Bordeaux, 47300 Villeneuve-sur-Lot.

M. Chantal Brocard, M. et M^{me} Maurice Brocard, Anne et Brigitte,

M. et M^{me} Maurice Letellier, Et toute la famille,

font part du décès de

Philippe BROCARD,

le 8 mars 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine, le vendredi 14 mars, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Plus que des fleurs, Philippe aurait souhaité que vous adressiez vos dons à Amnesty International, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris. CCP 30-160-16 U.P.A.

54, avenue de Verdun, 78290 Croissy-sur-Seine.

L'Union confédérale des ingénieurs et cadres (UCC-CFDT)

a la douleur de faire part de la mort de son ancien secrétaire national,

Philippe BROCARD,

tombe le 7 mars 1986 sous les coups d'un commando d'extrême droite.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine, le vendredi 14 mars, à 10 heures.

UCC-CFDT, 26, rue Montholon, 75439 Paris Cedex 09.

La Fédération des Yvelines et la section de Chateaufort-Croissy du Parti socialiste

ont la grande douleur de faire part de la disparition de

Philippe BROCARD,

assassiné le 7 mars 1986, victime de la haine et de l'intolérance.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 14 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine.

Fédération des Yvelines du PS, 24, rue de la Gare, 78370 Plaisir.

Le conseil d'administration, Le directeur, Le personnel de l'APPEC (Association pour l'emploi des cadres),

ont la peine profonde de faire part du décès résultant de leur collaboration et ami,

Philippe BROCARD.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 14 mars 1986, à 10 heures, en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine.

APPEC, 51, boulevard Brune, 75689 Paris Cedex 14.

M. et M^{me} Roger Brun de Pontet, son épouse,

M. et M^{me} Roger Brun de Pontet, M. Jean Collob, sa fille et son gendre,

M. et M^{me} Arlet Brun de Pontet, son fils et sa belle-fille,

Marco-Patrick, Anne-Koelle, Stéphanie, Philippe-Olivier, Jean-Grati, Thomas et Julia, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Roger Maria, sa sœur et son beau-frère,

M. et M^{me} Gregor Friedland, leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Sylvia Gomez-Vaz et son fils,

M. Gilles Gomez-Vaz, et son fils, ses cousins,

Parents et amis,

ont la tristesse de faire part du décès dans sa soixante-quatrième année, des suites d'une longue et douloureuse maladie, de

M^{me} André BRUN DE PONTET, née Jeanne Mages,

à Antibes, le 6 mars 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Bastille Saint-Louis, BP 8306602 Antibes, 30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, 3805 Jocelyn Sirenet, NW Washington DC 20015 USA.

M. Jacques ISNARD, son épouse,

Elisabeth, Odile, Nicole et Florent, ses filles,

Ses gendres, ses petits-enfants, Ses sœurs, beaux-frères, belle-sœur, Toute sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Jacques ISNARD,

provenant du lycée polyvalent d'Etat de Corbeil-Essonnes.

survécu le 9 mars 1986, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 13 mars, au cimetière de Clancy (Seine-et-Loire), à 15 h 30.

Le levé du corps se fera au funérarium du nouvel hôpital de Corbeil-Essonnes, le matin même, à 9 heures.

Le conseil d'administration, Le personnel, Les élèves de la cité scolaire de Corbeil,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. ISNARD,

provenant,

survécu brutalement dans sa soixante-cinquième année.

Le levé du corps aura lieu le jeudi 13 mars, à 9 heures, au funérarium du nouvel hôpital, boulevard Henri-Ducanet, à Corbeil.

On nous prie d'annoncer le décès du

docteur LE VAN HUNG,

dit docteur Le Van,

docteur en médecine, chirurgien, radiologue, gynécologue, docteur de sciences naturelles, directeur de recherches au CNRS, Research Fellow de l'université du Texas à San Antonio (USA),

survécu le 9 mars 1986, à l'âge de soixante-cinq ans.

La crémation aura lieu le mardi 7 avril, à 9 h 40, au cimetière du Père-Lachaise.

De la part de

M. et M^{me} Lê Dung Trang, son fils et sa belle-fille,

M. Lê Hung Minh, son petit-fils,

M. et M^{me} Vu Dô Quynh, sa fille et son gendre, Et ses amis.

15 à 18 ans Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues documentation sur demande 35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1963

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS

ENA - ENM Banque de France: Janvier à Mai - Août

Adjoint de Direction

ANTHUS, 16 rue Léon-Henry 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72

M. et M^{me} André Parnaque,

sa sœur, Bernard Parnaque et sa fille, Mait, Pierre Parnaque,

ses enfants, et leur mère, M^{me} Claude Chabert-Parnaque,

Ses frères et belles-sœurs : M. et M^{me} Paul Parnaque et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean Parnaque et leurs enfants,

M. et M^{me} Edouard Parnaque et leurs enfants,

M. et M^{me} Régis Parnaque et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel PARNAGUE,

à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 14 mars 1986, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-des-Anges, rue Félix-Brun, à Lyon-7^e, suivies de l'inhumation, à 15 heures, à Draguignan (Ardèche).

26, rue Félix-Brun, 69007 Lyon.

M. Roger RIFFIER, son épouse,

Et toute la famille,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^{me} Roger RIFFIER,

née Marthe Anne Anger, dite Anne Anger du Brest, femme de lettres, présidente du conseil d'administration de l'Association Foch,

survécue le 1^{er} mars 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année, à Paris-16.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 11 mars 1986, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

7, rue Cassini-Past, 92200 Neuilly-sur-Seine, 37, avenue Foch, 75016 Paris.

Remerciements

Auxer-Provence.

M^{me} Raphaël Chappetta, M. Pierre Chappetta,

dans l'impossibilité de répondre à leurs nombreuses marques de sympathie, remerciant sincèrement toutes les personnes qui par leur présence ou leurs messages se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Raphaël CHAPPELLE.

Avis de messes

Une messe sera célébrée le mardi 18 mars 1986, en la chapelle Saint-Hosoré d'Eylau, 66 bld, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16, à l'intention de

M. Daniel LAVAL,

décédé le 21 février 1986.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

apave

CONTRÔLE CONSTRUCTION

L'APPAVE est un important organisme de vérifications techniques de sécurité. L'ensemble des compétences acquises et le potentiel technique qu'elle représente lui confèrent une notoriété directement aux hommes qui la composent.

Pour notre service CTC - à Paris - en développement, nous recherchons :

3 INGENIEURS

E.T.P. AM, INSA, ... H.F.

Leur mission consiste à :

- vérifier les plans et les calculs de structures,
- participer à la prospection commerciale (administrations, industriels, ...),
- assurer les visites de chantiers.

Une expérience de 4 à 5 ans est indispensable et le diplôme CHIEP est apprécié.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, photo et références sous référence 86-22 à APPAVE - Service Recrutement - 17, rue Saligny - 75008 Paris Cedex 17.

Animez nos cerdes de qualité !

Nous sommes un des premiers groupes de restauration sous contrat : 2.000 personnes, 400 établissements.

Notre projet d'entreprise nous amène à rechercher :

SPECIALISTE-QUALITE H.F.

Sous l'autorité du président, sa mission auprès de l'ensemble des établissements et des services fonctionnels consiste à faciliter la mise en place et le suivi des cerdes de qualité.

De formation supérieure (ingénieur, science éco ou équivalent), vous avez environ 5 ans d'expérience acquise de préférence dans un cabinet de consultants.

Vous êtes motivé à l'animation et l'organisation de groupes de travail (cerdes de qualité, groupes de projets).

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser C.V., photo et prêt à M. MORIN - 87, 30 - 91421 MORANGIS Cedex.

secrétaires secrétaires

Importance groupe, développement, étude recherche

CHARGÉE D'ETUDES DE MARCHÉS

Formation économique, relations extérieures, connaissance des marchés, maîtrise de l'outil informatique. Envoyer C.V. + références à : SOCIÉTÉ GUYON, 54, avenue Marceau, 75008 Paris.

Lyons privé sous contrat, bureau conseil recherche

PROF. MATH.

Tél. 30 18 39-39-39-10

emplois régionaux

MISSION LOCALE DE NOUBAK

DIRECTEUR (trice)

Exp. 25 ans enseignement, 10-25 ans enseignement, 30-40 ans enseignement, 40-45 ans enseignement, 45-50 ans enseignement, 50-55 ans enseignement, 55-60 ans enseignement, 60-65 ans enseignement, 65-70 ans enseignement, 70-75 ans enseignement, 75-80 ans enseignement, 80-85 ans enseignement, 85-90 ans enseignement, 90-95 ans enseignement, 95-100 ans enseignement.

représentation offres

Prestations dynamiques, polyvalentes, diverses.

V.I.P. EXCLUSIF pour création nouvelle activité, exp. enseignement, 10-25 ans enseignement, 25-30 ans enseignement, 30-35 ans enseignement, 35-40 ans enseignement, 40-45 ans enseignement, 45-50 ans enseignement, 50-55 ans enseignement, 55-60 ans enseignement, 60-65 ans enseignement, 65-70 ans enseignement, 70-75 ans enseignement, 75-80 ans enseignement, 80-85 ans enseignement, 85-90 ans enseignement, 90-95 ans enseignement, 95-100 ans enseignement.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation gratuite sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.I. 87, 281-08, PARIS CEDEX 08).

capitales propositions commerciales

SOCIÉTÉ DE FORMATION PRODIGES

recherche PARTENAIRES pour création nouvelle activité, exp. enseignement, 10-25 ans enseignement, 25-30 ans enseignement, 30-35 ans enseignement, 35-40 ans enseignement, 40-45 ans enseignement, 45-50 ans enseignement, 50-55 ans enseignement, 55-60 ans enseignement, 60-65 ans enseignement, 65-70 ans enseignement, 70-75 ans enseignement, 75-80 ans enseignement, 80-85 ans enseignement, 85-90 ans enseignement, 90-95 ans enseignement, 95-100 ans enseignement.

10-25 ans enseignement, 25-30 ans enseignement, 30-35 ans enseignement, 35-40 ans enseignement, 40-45 ans enseignement, 45-50 ans enseignement, 50-55 ans enseignement, 55-60 ans enseignement, 60-65 ans enseignement, 65-70 ans enseignement, 70-75 ans enseignement, 75-80 ans enseignement, 80-85 ans enseignement, 85-90 ans enseignement, 90-95 ans enseignement, 95-100 ans enseignement.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt

CHATELET

200 m² 118 m² et 120 m² grand terrain 42-73-40-18.

LOUVRE

imm. rénové gd étend. Duplex 100 m² 120 m² 140 m² 160 m² 180 m² 200 m² 220 m² 240 m² 260 m² 280 m² 300 m² 320 m² 340 m² 360 m² 380 m² 400 m² 420 m² 440 m² 460 m² 480 m² 500 m² 520 m² 540 m² 560 m² 580 m² 600 m² 620 m² 640 m² 660 m² 680 m² 700 m² 720 m² 740 m² 760 m² 780 m² 800 m² 820 m² 840 m² 860 m² 880 m² 900 m² 920 m² 940 m² 960 m² 980 m² 1000 m² 1020 m² 1040 m² 1060 m² 1080 m² 1100 m² 1120 m² 1140 m² 1160 m² 1180 m² 1200 m² 1220 m² 1240 m² 1260 m² 1280 m² 1300 m² 1320 m² 1340 m² 1360 m² 1380 m² 1400 m² 1420 m² 1440 m² 1460 m² 1480 m² 1500 m² 1520 m² 1540 m² 1560 m² 1580 m² 1600 m² 1620 m² 1640 m² 1660 m² 1680 m² 1700 m² 1720 m² 1740 m² 1760 m² 1780 m² 1800 m² 1820 m² 1840 m² 1860 m² 1880 m² 1900 m² 1920 m² 1940 m² 1960 m² 1980 m² 2000 m² 2020 m² 2040 m² 2060 m² 2080 m² 2100 m² 2120 m² 2140 m² 2160 m² 2180 m² 2200 m² 2220 m² 2240 m² 2260 m² 2280 m² 2300 m² 2320 m² 2340 m² 2360 m² 2380 m² 2400 m² 2420 m² 2440 m² 2460 m² 2480 m² 2500 m² 2520 m² 2540 m² 2560 m² 2580 m² 2600 m² 2620 m² 2640 m² 2660 m² 2680 m² 2700 m² 2720 m² 2740 m² 2760 m² 2780 m² 2800 m² 2820 m² 2840 m² 2860 m² 2880 m² 2900 m² 2920 m² 2940 m² 2960 m² 2980 m² 3000 m² 3020 m² 3040 m² 3060 m² 3080 m² 3100 m² 3120 m² 3140 m² 3160 m² 3180 m² 3200 m² 3220 m² 3240 m² 3260 m² 3280 m² 3300 m² 3320 m² 3340 m² 3360 m² 3380 m² 3400 m² 3420 m² 3440 m² 3460 m² 3480 m² 3500 m² 3520 m² 3540 m² 3560 m² 3580 m² 3600 m² 3620 m² 3640 m² 3660 m² 3680 m² 3700 m² 3720 m² 3740 m² 3760 m² 3780 m² 3800 m² 3820 m² 3840 m² 3860 m² 3880 m² 3900 m² 3920 m² 3940 m² 3960 m² 3980 m² 4000 m² 4020 m² 4040 m² 4060 m² 4080 m² 4100 m² 4120 m² 4140 m² 4160 m² 4180 m² 4200 m² 4220 m² 4240 m² 4260 m² 4280 m² 4300 m² 4320 m² 4340 m² 4360 m² 4380 m² 4400 m² 4420 m² 4440 m² 4460 m² 4480 m² 4500 m² 4520 m² 4540 m² 4560 m² 4580 m² 4600 m² 4620 m² 4640 m² 4660 m² 4680 m² 4700 m² 4720 m² 4740 m² 4760 m² 4780 m² 4800 m² 4820 m² 4840 m² 4860 m² 4880 m² 4900 m² 4920 m² 4940 m² 4960 m² 4980 m² 5000 m² 5020 m² 5040 m² 5060 m² 5080 m² 5100 m² 5120 m² 5140 m² 5160 m² 5180 m² 5200 m² 5220 m² 5240 m² 5260 m² 5280 m² 5300 m² 5320 m² 5340 m² 5360 m² 5380 m² 5400 m² 5420 m² 5440 m² 5460 m² 5480 m² 5500 m² 5520 m² 5540 m² 5560 m² 5580 m² 5600 m² 5620 m² 5640 m² 5660 m² 5680 m² 5700 m² 5720 m² 5740 m² 5760 m² 5780 m² 5800 m² 5820 m² 5840 m² 5860 m² 5880 m² 5900 m² 5920 m² 5940 m² 5960 m² 5980 m² 6000 m² 6020 m² 6040 m² 6060 m² 6080 m² 6100 m² 6120 m² 6140 m² 6160 m² 6180 m² 6200 m² 6220 m² 6240 m² 6260 m² 6280 m² 6300 m² 6320 m² 6340 m² 6360 m² 6380 m² 6400 m² 6420 m² 6440 m² 6460 m² 6480 m² 6500 m² 6520 m² 6540 m² 6560 m² 6580 m² 6600 m² 6620 m² 6640 m² 6660 m² 6680 m² 6700 m² 6720 m² 6740 m² 6760 m² 6780 m² 6800 m² 6820 m² 6840 m² 6860 m² 6880 m² 6900 m² 6920 m² 6940 m² 6960 m² 6980 m² 7000 m² 7020 m² 7040 m² 7060 m² 7080 m² 7100 m² 7120 m² 7140 m² 7160 m² 7180 m² 7200 m² 7220 m² 7240 m² 7260 m² 7280 m² 7300 m² 7320 m² 7340 m² 7360 m² 7380 m² 7400 m² 7420 m² 7440 m² 7460 m² 7480 m² 7500 m² 7520 m² 7540 m² 7560 m² 7580 m² 7600 m² 7620 m² 7640 m² 7660 m² 7680 m² 7700 m² 7720 m² 7740 m² 7760 m² 7780 m² 7800 m² 7820 m² 7840 m² 7860 m² 7880 m² 7900 m² 7920 m² 7940 m² 7960 m² 7980 m² 8000 m² 8020 m² 8040 m² 8060 m² 8080 m² 8100 m² 8120 m² 8140 m² 8160 m² 8180 m² 8200 m² 8220 m² 8240 m² 8260 m² 8280 m² 8300 m² 8320 m² 8340 m² 8360 m² 8380 m² 8400 m² 8420 m² 8440 m² 8460 m² 8480 m² 8500 m² 8520 m² 8540 m² 8560 m² 8580 m² 8600 m² 8620 m² 8640 m² 8660 m² 8680 m² 8700 m² 8720 m² 8740 m² 8760 m² 8780 m² 8800 m² 8820 m² 8840 m² 8860 m² 8880 m² 8900 m² 8920 m² 8940 m² 8960 m² 8980 m² 9000 m² 9020 m² 9040 m² 9060 m² 9080 m² 9100 m² 9120 m² 9140 m² 9160 m² 9180 m² 9200 m² 9220 m² 9240 m² 9260 m² 9280 m² 9300 m² 9320 m² 9340 m² 9360 m² 9380 m² 9400 m² 9420 m² 9440 m² 9460 m² 9480 m² 9500 m² 9520 m² 9540 m² 9560 m² 9580 m² 9600 m² 9620 m² 9640 m² 9660 m² 9680 m² 9700 m² 9720 m² 9740 m² 9760 m² 9780 m² 9800 m² 9820 m² 9840 m² 9860 m² 9880 m² 9900 m² 9920 m² 9940 m² 9960 m² 9980 m² 10000 m² 10020 m² 10040 m² 10060 m² 10080 m² 10100 m² 10120 m² 10140 m² 10160 m² 10180 m² 10200 m² 10220 m² 10240 m² 10260 m² 10280 m² 10300 m² 10320 m² 10340 m² 10360 m² 10380 m² 10400 m² 10420 m² 10440 m² 10460 m² 10480 m² 10500 m² 10520 m² 10540 m² 10560 m² 10580 m² 10600 m² 10620 m² 10640 m² 10660 m² 10680 m² 10700 m² 10720 m² 10740 m² 10760 m² 10780 m² 10800 m² 10820 m² 10840 m² 10860 m² 10880 m² 10900 m² 10920 m² 10940 m² 10960 m² 10980 m² 11000 m² 11020 m² 11040 m² 11060 m² 11080 m² 11100 m² 11120 m² 11140 m² 11160 m² 11180 m² 11200 m² 11220 m² 11240 m² 11260 m² 11280 m² 11300 m² 11320 m² 11340 m² 11360 m² 11380 m² 11400 m² 11420 m² 11440 m² 11460 m² 11480 m² 11500 m² 11520 m² 11540 m² 11560 m² 11580 m² 11600 m² 11620 m² 11640 m² 11660 m² 11680 m² 11700 m² 11720 m² 11740 m² 11760 m² 11780 m² 11800 m² 11820 m² 11840 m² 11860 m² 11880 m² 11900 m² 11920 m² 11940 m² 11960 m² 11980 m² 12000 m² 12020 m² 12040 m² 12060 m² 12080 m² 12100 m² 12120 m² 12140 m² 12160 m² 12180 m² 12200 m² 12220 m² 12240 m² 12260 m² 12280 m² 12300 m² 12320 m² 12340 m² 12360 m² 12380 m² 12400 m² 12420 m² 12440 m² 12460 m² 12480 m² 12500 m² 12520 m² 12540 m² 12560 m² 12580 m² 12600 m² 12620 m² 12640 m² 12660 m² 12680 m² 12700 m² 12720 m² 12740 m² 12760 m² 12780 m² 12800 m² 12820 m² 12840 m² 12860 m² 12880 m² 12900 m² 12920 m² 12940 m² 12960 m² 12980 m² 13000 m² 13020 m² 13040 m² 13060 m² 13080 m² 13100 m² 13120 m² 13140 m² 13160 m² 13180 m² 13200 m² 13220 m² 13240 m² 13260 m² 13280 m² 13300 m² 13320 m² 13340 m² 13360 m² 13380 m² 13400 m² 13420 m² 13440 m² 13460 m² 13480 m² 13500 m² 13520 m² 13540 m² 13560 m² 13580 m² 13600 m² 13620 m² 13640 m² 13660 m² 13680 m² 13700 m² 13720 m² 13740 m² 13760 m² 13780 m² 13800 m² 13820 m² 13840 m² 13860 m² 13880 m² 13900 m² 13920 m² 13940 m² 13960 m² 13980 m² 14000 m² 14020 m² 14040 m² 14060 m² 14080 m² 14100 m² 14120 m² 14140 m² 14160 m² 14180 m² 14200 m² 14220 m² 14240 m² 14260 m² 14280 m² 14300 m² 14320 m² 14340 m² 14360 m² 14380 m² 14400 m² 14420 m² 14440 m² 14460 m² 14480 m² 14500 m² 14520 m² 14540 m² 14560 m² 14580 m² 14600 m² 14620 m² 14640 m² 14660 m² 14680 m² 14700 m² 14720 m² 14740 m² 14760 m² 14780 m² 14800 m² 14820 m² 14840 m² 14860 m² 14880 m² 14900 m² 14920 m² 14940 m² 14960 m² 14980 m² 15000 m² 15020 m² 15040 m² 15060 m² 15080 m² 15100 m² 15120 m² 15140 m² 15160 m² 15180 m² 15200 m² 15220 m² 15240 m² 15260 m² 15280 m² 15300 m² 15320 m² 15340 m² 15360 m² 15380 m² 15400 m² 15420 m² 15440 m² 15460 m

économie

REPÈRES

Dollar : repli à 6,96 F

En reprise lundi 10 mars, et surtout mardi 11 mars, à 7 F et 2,2750 DM, le dollar a reperdu du terrain mercredi 12 mars à 6,96 F et 2,26 DM. Après la diminution des taux d'escompte en Europe et aux États-Unis, les opérateurs estiment que la baisse du « billet vert » n'est peut-être pas terminée. La livre sterling s'est raffermie à 10,25 F dans l'attente d'une réunion de l'OFEP. A Paris, le mark est resté stable à 3,0760 F environ.

Coûts salariaux : la France se situe dans la moyenne

Selon une étude publiée par l'INSEE, la France est « le pays de la CEE où la part des charges sociales dans le coût salarial est la plus forte », mais également celui où « l'heure de travail coûte moins cher à l'industriel français qu'à l'industriel belge ou allemand ». « A charges sociales élevées ne correspondent pas nécessairement un coût salarial élevé », indique l'INSEE. La part des charges sociales payées par l'employeur s'élève à 29,3 % du coût salarial en France, contre 27,3 % en RFA, 25,1 % en Italie, 18,7 % en Grande-Bretagne et 15,8 % au Danemark. Calculé en ECU, le coût moyen de l'heure de travail était, en 1983, de 11,39 F en France, de 12,25 F en RFA, de 9,40 F en Italie, de 8,29 F en Grande-Bretagne, et de 10,80 F au Danemark. Par unité produite, le coût salarial donne lieu à une appréciation relative, l'INSEE rappelle que le CEPII (Centre d'études prospectives d'informations internationales) estimait les coûts ouest-allemands et français très proches (99,5, contre 102,3) comparés aux américains (100) et aux japonais (57,1).

SOCIAL

TROIS LIVRES SUR LE CHOMAGE

La roue libre

Journaliste économique, avoué d'être candidat à l'opposition aux élections législatives, Philippe Vasseur a mis son talent au service de ses idées, ce libéral. Si, comme tout un chacun, il refuse d'admettre la fatalité du chômage, sujet de son livre, le rédacteur en chef économique du Figaro propose l'ineluctable pour en sortir. Partout, il faut éliminer les rigidités, ces « cliquets » qui, sur la route des avantages acquis, interdisent de revenir en arrière.

Manifestement, sa préférence va à la roue libre, dont tous les cyclistes peuvent dire qu'elle conduit au pire comme au meilleur, selon que l'on monte ou que l'on descend. Inventif, également, Philippe Vasseur résume bien des indices et propose le sien. Intitulé « Indicateur de gravité du chômage », il s'appuie sur la durée moyenne de présence dans le chômage, qui va allongant, sans tenir compte de deux objections majeures. Quand le chômage des jeunes diminue, comme aujourd'hui, l'ancienneté du chômage progresse logiquement. Tandis que le marché du travail s'oriente vers la croissance de la précarité, par une rotation rapide entre l'emploi et l'ANPE, une partie des chômeurs restent durablement sans travail et la durée moyenne augmente du fait d'une part importante, et en baisse, d'inscrits depuis deux et trois ans ou plus. Il faudrait intégrer ce double mouvement contraire dans une appréciation de la réalité.

Journaliste et fin observateur du système d'indemnisation du chômage, Vincent Drouin s'est associé à un professeur d'université, Xavier Greffe, pour passer au crible l'histoire de l'assurance-chômage. Au

cours des récentes négociations sur l'UNEDIC, le livre se trouvait sur la table de toutes les délégations, patronales ou syndicales. Chacun y faisait référence tant avec les exemples étrangers et l'analyse du dispositif en vigueur que les deux auteurs avaient fait preuve de clairvoyance et de sérieux.

Décoré, pesé dans ses moindres conséquences, le système d'assurance-chômage s'oriente vers une protection à deux vitesses, l'une à la charge des employeurs et des salariés, l'autre à celle de l'Etat, qui entraîne inévitablement l'inégalité de traitement. Et cela, sans pour autant empêcher les difficultés financières de l'UNEDIC, comme la suite de l'histoire l'a prouvé.

Techniciens de l'UNEDIC, les cinq auteurs du *Guide pratique du chômage et des préretraites* se sont bien gardés, eux, de porter un quelconque jugement sur le régime d'assurance-chômage. Froidement, sans fioritures, ils ont produit un document précieux, clair et concis, qui devrait permettre à chacun de retrouver son cas dans le dédale d'une réglementation volumineuse. Grâce à un index ingénieux, il est possible de tout savoir sans erreur avec ce *vaude mecum*. Utile.

ALAIN LEBEAUE.
* *Le chômage, c'est les autres*, par Philippe Vasseur. Editeur, Pierre Belfond, 228 pages, 89 francs.

* *L'assurance-chômage, fillet de sécurité ou parapluie percé ?*, par Vincent Drouin et Xavier Greffe. Editions Economica, 180 pages, 69 francs.

* *Guide pratique du chômage et des préretraites*, par J.-P. Domergue, G. Choria, J.-L. Triboulet, A. Verrier et P. Neuil. Editions La Découverte, 200 pages, 65 francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	6,9590 6,9610	+ 45 + 49	+ 98 + 120	+ 250 + 320
Scm	4,9780 4,9840	- 195 - 174	- 387 - 273	- 543 - 438
Yes (100)	3,8876 3,8898	+ 80 + 92	+ 170 + 192	+ 543 + 601
DM	3,0625 3,0707	+ 87 + 102	+ 186 + 208	+ 549 + 613
Florn	2,7249 2,7271	+ 58 + 67	+ 119 + 135	+ 345 + 393
E.R. (100)	15,0265 15,0378	- 983 - 743	- 1158 - 983	- 1484 - 1019
E.S.	3,0287 3,0331	+ 128 + 138	+ 283 + 279	+ 762 + 836
L. (1 000)	5,5211 5,5245	- 431 - 413	- 807 - 746	- 1776 - 1694
E. franc	10,2512 10,2636	- 359 - 316	- 634 - 562	- 1489 - 1289

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/2	7 3/4	7 3/8	7 1/2	7 5/16	7 1/4	7 5/16	7 1/4
SE-IL	4 3/4	5	4 1/2	4 5/8	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2
DM	5 3/8	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 1/2	5 5/8	5 7/16	5 9/16
E.R. (100)	10 3/4	11 3/4	12 7/8	13 3/4	11 9/16	12 3/4	9 3/4	10 1/4
E.S.	3	4	4	4 1/8	3 7/8	4	3 3/4	3 7/8
L. (1 000)	16	18	18 1/2	19 1/2	18 1/8	18 7/8	16	16 1/2
E. franc	13	13 1/4	12 3/16	12 5/16	11 7/8	12	11 3/16	11 5/16
E. franc	8 1/4	8 1/2	15 1/4	15 3/4	14 5/8	15 1/8	11 5/8	12 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)
BANQUE FRANÇAISE DES YEUX, FONDÉE EN 1948
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN 1961

REDONNER LA VUE
est l'un des objectifs de la Banque française des yeux : en développant en France les dons volontaires d'yeux, elle œuvre en faveur des greffes de la cornée qui permettent à des aveugles et mal-voyants de recouvrer la vue.
En effet, quand la cornée est atteinte d'une lésion (par malformation, maladie, brûlure, accident du travail ou de la route), une greffe de cornée peut permettre à un aveugle ou mal-voyant de « REVOIR ».
Alors, rejoignez le groupe « REVOIR » en donnant vos yeux ou en devenant membre cotisant de la Banque française des yeux :
Ecrivez : groupe « REVOIR », Banque française des yeux
54, avenue Mathurin-Moreau 75019 Paris, CCP : Paris 7448 62 K.

AFFAIRES

LE RENOUELEMENT DE L'ACCORD MULTIFIBRES

Les Douze parviennent à un compromis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres des Douze ont leurs représentants, qui étaient réunis mardi 11 mars à Bruxelles, ont adopté le mandat à confier à la Commission européenne pour négocier le renouvellement de l'accord multifibres (AMF). Ce mandat est un compromis entre ceux qui estimaient le temps venu de nettement libéraliser la politique extérieure textile de la Communauté (la RFA, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark) et les autres, dont la France qui plaçait pour une approche encore très prudente (le Monde du 11 mars).

L'AMF a été conçu en 1974 pour modérer la progression des exportations des producteurs textiles du tiers-monde vers les pays industrialisés. Contraire aux règles de libre échange du GATT, il avait été instauré à titre provisoire afin de donner le temps aux pays industrialisés de se restructurer, c'est-à-dire d'adapter à une nouvelle donne où une partie des besoins serait fournie par des usines installées dans le tiers-monde, souvent au sein, grâce à des capitaux américains, européens ou japonais.

On constate que le provisoire se prolonge. De façon excessive, estime certains pays producteurs, tels le Brésil et l'Inde, leaders de la contestation parmi les pays en voie de développement (PVD) et qui ont pas l'intention de faire la vie facile aux Européens et aux Américains.

La négociation multilatérale du nouvel AMF, qui commencera les 3 et 4 avril à Genève, promet d'être difficile. D'autant plus qu'elle est liée à celle concernant le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) dans le cadre du GATT. Plusieurs PVD font valoir que ce nouveau cycle n'a pas de sens tant que les engagements accés d'exportation n'ont pas été tenus. Or, parmi ces derniers, figure le retour au libre échange des produits textiles.

Quoi qu'il en soit, le mandat adopté mardi par le Conseil permettrait un dénouement et un assouplissement prudent des règles de l'actuel AMF. Dépeçage ? Quelques-uns des accords existants qui concernent les fournisseurs modestes seraient supprimés ou maintenus mais allégés. C'est le cas

pour Haïti, le Guatemala, l'Uruguay, la Colombie, le Mexique et le Bangladesh.

Autre forme de mise à jour, une partie des quatre cent soixante-dix quotas inscrits dans les accords bilatéraux, conclus au titre de l'actuel AMF, sont sous-utilisés. Il a été entendu que après examen cas par cas, certains d'entre eux (au maximum un quart du total) seront supprimés.

L'opération sera menée avec attention. Car, précisément, les Français craignent que, dans l'hypothèse où les Américains décident une législation protectionniste, les fournisseurs AMF, trouvant porte close aux États-Unis, déplacent leurs offres vers la Communauté. Pour parer ce danger, ils ont obtenu que soit maintenue une clause empêchant un pays exportateur, qui dispose d'un quota mais qui ne l'utilise que partiellement, d'acquiescer soudainement et massivement ses livraisons.

« Dominants et dangereux »

Le problème le plus sensible était celui du rythme annuel d'augmentation des quotas des huit produits les plus sensibles. Deux dispositions devaient limiter les dégâts sur le marché français. Le rythme annuel de progression des « fournisseurs dominants », à savoir Hong Kong, la Corée du Sud, Macao et Taïwan, est plafonné à 1 %. « Les pays dominants sont toujours dangereux », observe-t-on du côté français. De fait, en 1984, Hong Kong demeure le premier fournisseur de chandails, de pantalons, de chemisiers et de chemises de la Communauté. Tous jours pour les produits les plus sensibles, le rythme de progression des quotas est fixé pour l'ensemble de la CEE, puis fait l'objet d'une répartition entre les États membres. Théoriquement, ceux d'entre eux qui, au départ, ont moins ouvert leurs marchés doivent maintenant consentir un effort plus sérieux afin que « au bout du compte, le degré de libéralisation atteigne soit le même d'un bout à l'autre de la CEE. Les négociateurs français ont obtenu, pour les trois produits qu'ils préconisaient le plus, que cette sous-répartition leur soit moins défavorable que prévu.

Dans le cas des tissus de coton, la progression annuelle, qui sera proposée à Genève pour la CEE, sera de

2,5 % (1), ce qui aurait dû donner 4,6 % pour la France mais a été ramené à 2,9 %. S'agissant des pantalons, le taux de progression communautaire est de 3,5 %, et il sera en France de 7,4 % au lieu de 9,4 % si la règle de répartition entre États membres est appliquée. Pour les chemises, le taux communautaire est de 2 % et celui qui sera appliqué en France de 4,8 % au lieu de 6 %. Les experts du ministère de l'Industrie semblent convaincus que ces dispositions ne devraient se traduire que par une progression bien contrôlée des importations effectives.

Ils se réjouissent enfin que l'ensemble des dispositions adoptées par le Conseil conduisent à traduire le vœu de la Communauté d'appliquer un traitement plus libéral à ses partenaires de bassin méditerranéen, ceux qu'on appelle les « pays méditerranéens », à savoir le Maroc, la Tunisie, la Turquie, Chypre, Malte et l'Algérie.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Il s'agit d'un taux pondéré, étant entendu que pour les fournisseurs dominants, il s'agit de plus 1 %.

Un combat d'arrière-garde

L'industrie française ne se trompe-t-elle pas d'ennemi ? A l'arrière-plan, les autres importations, jugées déloyales, des pays à bas salaires, on pourrait croire que le renouvellement de l'AMF est la seule condition de sa survie. Ce serait oublier qu'aujourd'hui ses principaux concurrents sont européens, et échappent donc à tout quota d'importation.

Dans l'habillement, la Communauté représente près de la moitié des achats français à l'étranger. Dès lors, les principaux concurrents de l'Hexagone sont le Bénin, l'Italie ou la République fédérale d'Allemagne.

Ainsi bien que la France entre-t-elle encore avec son voisin d'outre-Rhin de confortables excédents, de 500 millions de francs en 1985, ceux-ci se sont considérablement réduits récemment. Le taux de couverture (rapport des exportations sur les importations) est revenu de 188 % en 1984, à 165 %, en 1985. Un affaiblissement que n'explique pas seulement la sous-traitance à des pays à bas salaires, d'Asie et d'Europe de l'Est bien que celle-ci, autorisée par l'AMF, représente près de 35 % de sa production d'habillement, contre moins de 15 % pour la France. En outre, forte d'une machine commerciale bien réglée, l'industrie textile ouest-allemande, grâce à l'apport de stylistes étrangers, se permet désormais d'attaquer le haut de gamme qui lui était naguère interdit.

La Corée de l'Europe

Plus préoccupant encore, l'Italie, premier fournisseur de la France, à la fois de textile et de vêtement, voit ses parts de marché continuer à progresser en France de 11 % dans le textile de 1984 à 1985, de 21 % dans le vêtement. Avec ce pays, « la Corée de l'Europe », la France est en déficit de 1,5 milliard de francs dans l'habillement, de plus de 6 milliards dans le textile.

Enfin, en admettant l'Espagne et le Portugal dans le Marché commun, la France a accepté de supprimer les barrières qui la protègent des sévères concurrents. En 1985, le Portugal a représenté 6 % des importations françaises de prêt-à-porter, un pourcentage en hausse de 49 % par rapport à l'année précédente.

L'industrie française souffre donc d'un problème de compétitivité, qui s'explique en partie par le long retard de son investissement, notamment par rapport à la concurrence allemande. M. Cresson, ministre du redéploiement industriel et du com-

merce extérieur, rappelait récemment que, si l'investissement dans le secteur avait repris une forte progression, de plus de 72 % de 1981 à 1983, il avait, en revanche, chuté en volume de 50 % de 1974 à 1981.

La concurrence des autres pays industrialisés ne doit cependant pas minimiser l'importance, pour l'industrie française, d'un renouvellement de l'AMF.

Comme, en effet, ne pas écarter les plaintes d'un secteur qui a réalisé en 1985 175 milliards de francs de chiffre d'affaires, qui emploie cinq cent trente mille salariés, mais se déclare condamné par la concurrence déloyale des pays en voie de développement ? Celle-ci a déjà coûté, selon le lobby textile, nombre des 200 000 emplois perdus depuis 1977, étant donné le recul des parts de marché de l'industrie sur le territoire français : aujourd'hui, un vêtement sur deux est importé, contre un sur trois il y a seulement neuf ans. A supposer que l'industrie puisse devenir compétitive avec des pays aux salaires radicalement bas, les contraintes d'échanges n'en seraient pas pour autant fondamentalement modifiées, affirment les professionnels. Des protections douanières prohibitives de la part de ces pays, la contrepartie des avantages accordés à des taux de couverture au détriment de la France caractéristiques : 13 % avec la Turquie, 5 % avec le Brésil et Taïwan, 4 % avec la Corée du Sud.

Cette année, les plaintes de l'industrie se font d'autant plus vives que la baisse des cours du dollar va encore renforcer la compétitivité des exportations des pays d'Asie du Sud-Est, libérés en cette monnaie. D'autant que le frein désormais mis par les États-Unis aux importations en provenance de ses principaux fournisseurs en développement risque de détourner ceux-ci vers l'Europe.

Si le principe du renouvellement de l'AMF au sein de la Communauté est aujourd'hui acquis, les industriels s'inquiètent encore des taux de croissance des quotas restants, une préoccupation fondamentale en période de stagnation de la demande : toute variation des importations a des répercussions immédiates sur le niveau de production.

Tous ces arguments expliquent que la France soit un des principaux avocats d'un protectionnisme « dur » à l'égard des pays AMF. Même si, dans un contexte plus libéral, elle semble aujourd'hui mener un combat d'arrière-garde.

DOMINIQUE BAROUCHE.

TREIZE BANQUES DE LORRAINE SIGNENT UN ACCORD AVEC LA RÉGION

(De notre correspondant)

Metz. - La région de Lorraine a signé, le 11 mars, avec treize banques (1) une convention fixant les nouvelles modalités d'attribution des aides financières pour favoriser la création d'emplois. Ces dispositions - pour l'heure unique en France - prévoient que les établissements de crédit signataires instruiront les dossiers de création ou d'extension d'entreprises. L'objectif recherché est l'implantation ou le développement d'entreprises, industrielles ou de services, des PME essentiellement.

Les bénéficiaires seront des sociétés ayant leur siège social en Lorraine qui présentent un programme, sur trois ans, de moins de cinq cents emplois pour un chiffre d'affaire annuel inférieur à 100 millions de francs.

La prime régionale dont le montant pourra osciller entre 10 000 F et 40 000 F par emploi créé sera décaissée versée dans un délai de trois ans. Cette clause est destinée, non seulement à déjouer l'appât des « chasseurs de primes », mais aussi à permettre une intervention plus saine de la région. « Seuls les projets mûrement réfléchis et équilibrés financièrement pourront bénéficier de la prime régionale », observe M. Jean-Marie Rauch, président (CDS) du conseil régional.

Cet accord fait franchir une étape supplémentaire à la collaboration entre la région et les banques. Celle-ci s'était déjà traduite, en 1983, par la création de l'Institut lorrain de participation.

JEAN-LOUIS THIE.

(1) Les banques sont : la Banque populaire de Lorraine, le Crédit agricole, la Banque du crédit mutuel lorrain, la Banque française du commerce extérieur, la Banque Indosuez, la Banque Kolb, la Banque nationale de Paris, le Crédit industriel d'Alsace-Lorraine, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Société générale, la Société générale d'assurance de banque et la Société nationale de crédit industriel Varin-Bornier.

LA CRISE DE L'ÉTAIN

Le Conseil international poursuivi en justice

La Standard Chartered Bank, l'une des quatre banques créditrices du Conseil international de l'étain (CIE), a entamé une procédure légale pour obtenir des dommages à la suite de la crise de l'étain, a-t-on appris le 11 mars de source proche du CIE. Cependant, le prix moyen de l'étain sur le marché spot européen était mardi de 4 950 livres la tonne, en baisse de 300 livres sur lundi et à son plus bas niveau depuis neuf ans.

A ce prix, la Standard Chartered, qui avait fait un prêt au Conseil de 10 millions de livres garanti sur le stock de métal, perdrait quelque 2 millions de livres. Au total, le stock qui a été amassé pour soutenir les cours de l'étain, avant que le CIE, faute de ressources, ne cesse ses opérations le 24 octobre, représente 83 000 tonnes, soit plus de la moitié de la consommation mondiale.

A ce titre, le Conseil international de l'étain doit environ 900 millions de livres, dont 340 millions à l'égard

des banques et 550 millions aux institutions de courtage qui avaient acheté du métal en son nom. Pour limiter les pertes, il s'agit de créer une société, l'Inco, au capital de 270 millions de livres, chargée d'écouler les stocks sur trois ans au prix moyen de 6 000 livres la tonne - ce qui n'a pas pu avoir lieu à la suite du refus de l'Indonésie et de la Thaïlande.

La CEE bloque des subventions françaises à l'Indonésie et à la Thaïlande. - La CEE a provisoirement interdit au gouvernement français l'accord des aides à l'Indonésie, l'un des principaux producteurs d'étain minéral, et au fabricant de bières l'Europécime de brasseries (filiale de BSN). Dans les deux cas, la commission conteste l'octroi de prêts à taux d'intérêt bonifiés par le Fonds industriel de modernisation (FIM), estimant qu'ils sont susceptibles de fausser la concurrence dans la CEE.

face diversifi

404 des d'azur
sont dom l'E
sont au roq
pauvres phéom
dans l'Aure
groupé Domier
proposé de l'A
proposé de l'A

LE JOURNAL

ETIQUES

Compromis

bat d'arrière-garde

L'Europe

LA CRISE DE L'ETAT

International poursuivi

COMMERCE EXTERIEUR

La Coface diversifie les garanties à l'exportation

Accompagner le mouvement de déréglementation des marchés financiers tout en diversifiant les moyens de couverture des risques à l'exportation, c'est à ce à quoi s'attache depuis maintenant cinq ans la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), par petites touches successives. Si, depuis octobre 1985, banques et exportateurs ne sont plus contraints d'en passer par elle pour financer leurs contrats à l'étranger, ils se voient proposer de nouveaux « parapluies ». Garanties de prêts délivrées aux établissements financiers non résidents — banques étrangères implantées en France ou filiales de banques françaises basées de l'Hexagone — garanties contre les fluctuations des taux d'intérêt, garanties pour les émissions d'obligations par des acheteurs étrangers de produits français : les projets ne manquent pas et tendent à prouver une certaine capacité d'innovation, même si leur portée ne pourra être évaluée qu'au fil de premiers tests concrets.

Le dernier-né de cette nouvelle panoplie répond à un nouveau type de risque pour les banques françaises. La décision du gouvernement de supprimer le système de bonification d'intérêt sur les crédits à l'exportation octroyés aux pays dits « riches », selon la catégorie I définie par les nations industrielles dans le cadre du consensus OCDE (1), va placer les institutions financières devant un dilemme délicat : en période de volatilité des taux d'intérêt — même si la tendance semble pour le moment orientée à la baisse, — il leur faudra offrir à leurs clients des taux fixes pour toute la durée de négociation des contrats, soit en moyenne entre neuf et dix mois, et affronter la menace de pertes éventuelles en cas d'écarts du taux de l'argent, ou incorporer ce risque dans leurs marges, quitte à perdre de leur compétitivité.

Un double « inconvénient » qui a poussé la Coface à imaginer une procédure qui se veut rapide et peu coûteuse : l'établissement de contrats-cadres avec des banques,

des institutions financières, voire des exportateurs rompus à la pratique des crédits fournisseurs, garantissant la stabilité des taux sur six mois, renouvelables à la lumière des nouvelles conditions du marché. L'opération, qui se présente elle-même contre les risques encourus en se retournant sur le Marché à terme des instruments financiers (MATIF), entend limiter la prime exigée des nouveaux assurés contre le « risque-taux » à 0,05 % maximum.

Les crédits non bonifiés, accordés à des « pays riches », représentent, bon an mal an, entre 15 et 20 milliards de francs. Si ce système est étendu aux pays dits « intermédiaires », c'est à un marché beaucoup plus large, évalué entre 60 et 80 milliards de francs par an, que s'adressera la Coface. Les milieux bancaires seront-ils séduits ? L'expérience de l'ouverture des garanties aux banques non résidentes tend à prouver qu'il faudra attendre avant de pouvoir juger sur pièces. En cinq mois, les deux parties ne sont guère sorties de leur période d'observation réciproque et si, selon la Coface, un intérêt se manifeste, rien ne s'est concrétisé, certaines banques gardant notamment l'espoir de voir l'organisation assurer, comme le font parfois ses homologues britanniques (ECGD) ou américains (Eximbank), une couverture des risques à 100 % et non seulement à 95 %.

Apparemment peu inquiets de cet attendisme, la Compagnie met la dernière main à un autre type de garantie complémentaire pour les banques non résidentes, afin de faciliter la tâche des acheteurs étrangers de produits français soucieux de passer par le marché des euro-obligations. Intervenant pour le compte du Trésor, et bénéficiant à ce titre d'une signature pratiquement équivalente, la Coface pourrait, par sa garantie, révaloriser la signature d'un acheteur éventuel ou de l'établissement financier choisi comme relais par ce dernier. Ces opérations s'annoncent lourdes, peu nombreuses, et ne devraient en

aucun cas « se substituer aux techniques actuelles » de garanties Coface. Mais elles répondent à une demande de banques non résidentes souvent lourdement engagées dans des pays en développement. Elles répondent également à la volonté du gouvernement français d'assurer une plus large part du financement des exportations en tirant mieux parti des ressources internationales de capitaux, et tout particulièrement de la volonté de placements des investisseurs institutionnels telles les caisses de retraite ou les compagnies d'assurance. Un nouveau pari sur l'avenir. Reste à savoir quel acheteur sera prêt à jouer les cobayes et selon quelles modalités précises.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Organisation de coopération et de développement économiques.

TRANSPORTS

LES CHARGEURS RÉUNIS VENDENT UN DE LEURS NAVIRES DE CROISIÈRE

Le journal maritime *Lloyd's List*, publié à Londres, a annoncé le 10 mars que le groupe Chargeurs réunis (qui propose les Croisières Paquet), présidé par M. Jérôme Seydoux, avait vendu le paquebot *Rhapsody* (pavillon des Bahamas) à l'armateur grec Antonis Lelakis. Le contrat serait de 12 millions de dollars.

L'activité de Croisières des Chargeurs réunis, même après transfert de son navire-amiral *Mermoz* sous pavillon des Bahamas pour réduire les coûts, a encore été très déficitaire en 1985, et le groupe de M. Seydoux, qui a décidé de se désengager progressivement des activités non rentables, envisage différentes mesures pour alléger la charge qu'elle représente dans le bilan global du groupe. Ainsi la vente éventuelle du paquebot *Azur* (actuellement sous pavillon français) est-elle étudiée. Il n'est pas envisagé, en revanche, de se séparer du *Mermoz*.

Trois projets pour le quartier de la Défense à Paris

Trois projets prennent corps à la Défense à Paris, destinés à donner un peu de vie à ce froid quartier de tours. Trois projets axés aussi autour des nouvelles technologies de communication.

Le premier est celui de la société immobilière SARI, associée au groupe hôtelier Accor, qui concerne le CNIT. L'OPA (offre publique d'achat) lancée en décembre dernier n'a pas été inspirée, mais elle a sans doute déjà permis aux deux sociétés (regroupées par Bouygues, qui, un temps, a tenté une contre-offensive) d'obtenir la majorité des parts. Les promoteurs veulent transformer le centre d'exposition, « utilisé seulement cinquante-deux jours par an », en y créant un hôtel de trois cents chambres, un immeuble de services aux entreprises, un complexe pour congrès et un club (sports, restauration...) pour dirigeants. Le coût du projet est de 1 milliard de francs. Selon M. Pellerin, PDG de SARI, des accords ont pu être signés avec

les fédérations professionnelles, notamment nautiques et électroniques, inquiètes du changement de vocation du CNIT. Le Salon nautique et le SICOB auront encore lieu à la Défense l'an prochain mais, en 1988, ces expositions devront déménager à Villepinte ou à la porte de Versailles. « Il fallait créer la vie à la Défense, qui regroupe plus d'un tiers des mètres carrés de bureaux de Paris », estime M. Pellerin.

Le second est le complexe d'exposition permanente de matériels informatiques Infomart. « Il s'agit d'un nouveau concept de distribution qui offrira sur 85 000 mètres carrés des conseils, des animations, des conférences aux chefs d'entreprise décidés à informatiser, mais ignorant tout des ordinateurs », explique M. Pierre-Jean Billou, son directeur général. L'investissement est évalué à 850 millions de francs et les actionnaires sont la Caisse des dépôts (20 %), la Société générale (20 %), la SARI (30 %) et M. Trammel Crow (30 %), américain qui a réalisé le premier Infomart à Dallas. Ce projet a été contesté par beaucoup des grandes firmes d'informatique, et peu d'entre elles ont pour l'instant accepté d'y exposer.

Quant au CICOM, puisque c'est ainsi qu'il convient désormais de désigner le Carrefour international de la communication, son nouveau président, M. Jean-Claude Héberlé, a exposé les conditions dans lesquelles cet organisme se prépare à remplir la mission qui est la sienne : devenir une véritable « cité de la communication » en 1988. Un projet lancé il y a quatre ans par M. Mitterrand et qui se précise enfin, puis-que, partant du travail déjà accompli, M. Héberlé a retenu, avec l'aval de l'Elysée, trois grands axes de travail — les « trois R » — pour les deux ans et demi à venir : recherche, représentation et rassemblement.

Secteurs de pointe

Le domaine de la recherche, qui sera abrité, avec l'équipement adéquat, dans quatre salles de 400 mètres carrés du socle de la future Arche, s'organise autour de quatre secteurs de pointe : la nouvelle sons (numériques), la traduction assistée par ordinateur, les

images de synthèse et l'intelligence artificielle. Cet ensemble sera complété par un « centre d'observation de la communication » comprenant les télévisions du monde (elles fonctionnent actuellement en préfiguration), une bibliothèque multimédias ouverte aux chercheurs et aux journalistes, ainsi qu'une banque de données mondiale des spots publicitaires.

Une salle de 9 000 mètres carrés en sous-sol de l'Arche rassemblera les activités de représentation. Celles-ci auront pour fonction de montrer des réalisations françaises et européennes concernant toutes les techniques de la communication, comme les programmes Enrêka, ESPRIT, Rita ou le plan fibre optique. Enfin, troisième fonction du CICOM : le rassemblement. Celui de tous les acteurs de la communication : les chercheurs, les pourvoyeurs, les consommateurs et les journalistes. Dans ce cadre, le CICOM veut être un lieu d'accueil « unique au monde », où les journalistes des télévisions étrangères pourront non seulement se retrouver, mais encore disposer de toutes les données et présentations (émission, réception) nécessaires à leur profession. M. Héberlé espère accueillir aussi une station française de télévision. Canal Plus a notamment été approché dans ce sens, a indiqué le président du CICOM. Mais il n'a pas encore de contact avec la « 5 » ou TF 6, voire TF 1, dont les locaux sont dispersés en trois points différents de la capitale.

Le CICOM comptera également des salles de cinéma, de réunion, etc. Le Carrefour a surtout obtenu d'inscrire ses crédits d'équipements (plusieurs centaines de millions de francs) dans l'enveloppe de 15,5 milliards de francs des grands travaux du président de la République. Ainsi « bordé », l'opposition aura plus de mal à modifier ou annuler ce projet, dont l'intérêt est lui aussi évident.

Le CNIT, Infomart, le Carrefour, ces trois projets au départ plus concurrents que complémentaires, en définissant entre eux des règles du jeu, espèrent « faire masse », s'épauler les uns les autres et faire taire les contestations.

ANITA RIND, et ERIC LE BOUCHER.

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

● RFA : excédent de 4,1 milliards de la balance des paiements. — La balance des paiements ouest-allemande a été excédentaire de 4,101 milliards de marks en janvier après avoir accusé un déficit de 2,136 milliards en décembre et de 2,475 milliards en janvier 1985, indique la Bundesbank.

Social

● Vingt et une inculpations prononcées après l'occupation de Ducllet. — Vingt et une inculpations pour « coups et blessures, violence et dégradations » ont été prononcées après les incidents qui ont accompagné l'occupation par la CGT de l'usine Ducllet de Saint-Flourine (Haute-Loire), à l'automne 1985. Au cours de ce conflit, la CGT avait tenté d'expulser des cadres de l'usine. Cinq autres sanctions ont été prononcées. Les inculpés ont été laissés en liberté.

1874-1904 : des dizaines de milliers d'enfants sont abandonnés dans l'Eastend le quartier le plus sordide de Londres où rode l'ombre de Jack l'Eventreur. Ces **petits pèlerins de la nuit** ont une histoire. Elle est dans l'Autre Journal, racontée en photos par l'étrange Docteur Barnarda, le plus célèbre philanthrope de l'Angleterre victorienne. Il les photographiait à leur entrée dans ses établissements...



L'AUTRE JOURNAL CHAQUE MERCREDI, UN AUTRE JOURNAL, **UN NOUVEL HEBDO !**

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AGRICULTURE

LE SALON DE LA CAMPAGNE... ÉLECTORALE

Grande manifestation populaire et professionnelle, le Salon de l'agriculture, qui se tient porte de Versailles jusqu'au 16 mars, met la campagne à la ville. Il est aussi un bon terrain de campagne électorale. Dimanche 9 mars, jour d'ouverture, où d'ailleurs le record d'affluence a été battu (+ 16 %), c'était M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, qui parcourait les travées. Ce 12 mars, M. André Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste, doit faire son tour de piste et dans l'après-midi, une autre vedette est attendue : M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national boudera-t-il les nombreux stands étrangers pour se concentrer sur les crêtes de coq de l'exposition avicole ? M. François Guillaume, président de la FNSEA, sera, si l'on peut dire, un visiteur naturel, jeudi, mais sa venue est annoncée comme celle d'un ministre.

Enfin, M. Jacques Chirac, clôturera, samedi matin, ce défilé politique pour laisser place, dans l'après-midi, au traditionnel défilé des animaux primés. Elections et salon donc font bon ménage en semaine. Dimanche, on craint la concurrence : les électeurs risquent de n'être pas visiteurs. Et inversement ?

J. G.

M. Giscard d'Estaing s'engage à supprimer les quotas laitiers en zone de montagne.

« Le futur gouvernement s'engage à négocier la suppression des quotas laitiers en zone de montagne », a déclaré M. Giscard d'Estaing, mardi 11 mars, au cours d'une réunion publique à Aurillac, le fief électoral de M. Souche, ministre délégué à l'Agriculture et à la forêt. « L'acceptation par le gouvernement français du plafonnement de la production laitière en zones de montagne est un scandale », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Le gouvernement (j'en ai parlé avec Jacques Chirac et la-dessus, nous avons un accord complet) devra négocier un tel accord avec comme objectif de permettre à la production de rattraper peu à peu les rendements moyens en Europe et en même temps de permettre à notre politique nationale et régionale d'encourager la modernisation de nos productions ovinolaitières. »

Par ailleurs, le ton monte chez les producteurs de l'Ouest, qui sont en dépassement de quota, à trois semaines de la fin de la campagne, d'environ 140 000 tonnes, ce qui correspondrait à une pénalité de 280 millions de francs.

DES PROGRÈS EN MATH

MATH-SECOURS
fondé en 1976
• COURES DE REVISIONS
• STAGES DE REVISIONS A PAINES
Participation des élèves, animé par des professeurs expérimentés
45-79-48-48
87, rue de la Vierge (15) - M^{rs} CH. MICHELIS
68, av. Pasteur (18) - M^{rs} ANNETTE
105, bd St-Martin (9) - M^{rs} DUBOIS
Centre pédagogique Rora

ÉTRANGER

Mouvements de grève en Italie

De notre correspondant

Rome. — Pas de journaux dans les kiosques ce mercredi matin 12 mars. La veille, radios et chaînes publiques de télévision n'avaient diffusé que des services réduits d'information. Les journalistes, devant en cela quelques autres catégories professionnelles, protestent ainsi contre le projet du ministre du travail, le socialiste Gianni De Michelis, de fonder leur caisse autonome de retraite dans l'Institut national de prévoyance sociale (INPS). Les autres professions visées sont les pilotes et le personnel navigant, certains médecins et les dirigeants d'entreprise. Ces derniers devraient à leur tour arrêter le travail le vendredi 14 mars.

Les syndicats de journalistes font notamment observer, pour défendre leur position, que le déficit de l'INPS, qui justifie en effet amplement la volonté de réformer cet organisme, ne se trouverait pas réduit par l'intégration de leur caisse de retraite, qui est excédentaire. Il faut en outre observer que le ministre du travail a de toute façon accepté des dérogations au principe de l'unicité de la gestion des retraites ; elles concernent en particulier les magistrats et les militaires. Les trois grandes confédérations syndicales, CGIL (communiste), CISL (démocrate-chrétienne) et UIL (socialiste) se sont, elles, prononcées en faveur du projet de M. De Michelis au nom du principe qui veut que « les règles du jeu doivent être égales pour tous », sans cependant à tenir compte de « quelques spécificités ».

Cette affaire n'est que l'un des

nombreux points sur lesquels s'opposent les deux principaux partis de l'actuelle majorité gouvernementale à cinq, la DC et le PS, qui sont ces jours-ci en train de « vérifier », en une procédure solennelle, si les fondements de leur alliance demeurent encore plus solides que leurs motifs de dissension.

JEAN-PIERRE CLERC.

BOURSE

Providence : M. Pagézy offre des actions du Midi

Un coup de théâtre s'est produit mardi 11 mars 1986, date limite de modification des offres pour le contrôle du groupe d'assurance Providence, qui fait l'objet d'offres publiques d'échange dont la clôture, après d'innombrables péripéties, a été fixée irrévocablement au 21 mars 1986. M. Bernard Pagézy, PDG de la Compagnie du Midi, a effectué une dernière surenchère en abattant une carte de taille : au lieu d'offrir des actions de sa filiale d'assurance AGP en échange des actions Providence, il propose 3 actions de la Compagnie du Midi pour 5 titres Providence, ce qui représente un peu plus de 3 000 F par titre convoité. De son côté, M. Claude Bédier, PDG du groupe AXA, dépose une dernière surenchère en relevant de 5,5 à 7 le nombre des actions Drouot-Assurances offertes pour chaque action Pro-

CONJONCTURE

De trop nombreuses organisations professionnelles organisent des ententes déclare M. Donnedieu de Vabres

« De trop nombreuses organisations syndicales ou professionnelles prennent encore une part active à la mise au point ou à la mise en œuvre d'ententes illicites (sur les prix ou les répartitions du marché), alors

que leur rôle devrait plutôt être de rappeler à leurs membres qu'ils doivent respecter la loi de la concurrence », a déclaré mardi 11 mars M. Jean Donnedieu de Vabres, président de la Commission de la Concurrence qui venait de remettre à M. Bérégovoy le rapport de 1985 de cette institution. Attent par l'âge de la retraite, M. Donnedieu de Vabres quitte ses fonctions.

Le rapport indique que le nombre des ententes à la commission a augmenté : 32 contre 22 en 1984. Dans six des dix avis rendus l'année dernière, des organisations syndicales ou professionnelles avaient contribué à mettre en œuvre des ententes.

M. Donnedieu de Vabres a souligné que les progrès accomplis : les avis (en matière répressive) de la commission sont publiés désormais dans un délai de deux mois, même si la décision du ministre de l'économie n'est pas encore prise.

Le seuil au-dessous duquel le contrôle des concentrations est possible a été abaissé. De plus, une nouvelle définition des délits de discrimination et de refus de vente a été donnée pour permettre au juge d'apprécier ces infractions au regard des règles de la concurrence et « nous rapprocher ainsi du droit européen ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CREDITER

LA SICAV INTERNATIONALE

Société d'investissement
à capital variable

Le conseil d'administration de cette Sicav, essentiellement investie en actions étrangères, s'est réuni le 5 mars 1986 sous la présidence de M. Jean Vardé, et a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 12,90 F par action contre 11,20 F au titre de l'exercice 1984 ; ce dividende représenté par le coupon n° 23 sera assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,92 F.

À la 31 décembre 1985 avec un nombre de 1 229 593 actions en circulation contre 1 362 161 à fin 1984, le montant de l'actif net s'élevait à 462,52 millions ; la valeur liquidative ressortait à 376,16 F contre 354,72 F au 31 décembre 1984.

(Publicité)
La direction de la division Spiros de la société MANNESMANN DEMAG déclare n'être pas concernée par la publicité parue à son insu dans l'hebdomadaire « National Hebdo » n° 83 du 6 mars 1986, la publicité de la société étant strictement réservée aux publications à caractère professionnel.
Le 10 mars 1986.

à partir de
2200 F
Aller et retour,
départ de Paris, pour les
USA

**LE GUIDE DU VOYAGE
EN AMÉRIQUE** est paru (et il est gratuit)
Il comprend aussi les tarifs de location de voitures et de camping-cars, les tarifs d'hôtels, les transports intérieurs. Des circuits à la carte. Des circuits en groupe. Des tours insolites. Des renseignements pratiques.

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide gratuit à nos bureaux, nous vous l'envoyons contre 6,50 F en timbres.

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris — M^{rs} Morton-Davies

**LE MONDE
diplomatique
MARS 1986**

DOSSIER
**Le faux débat
sur la déréglementation**

En vente chez tous les marchands de journaux.

PANTIN VOIT LOIN

Pantin travaille avec la S.E.M.I.P. à deux pas de la Villette, au bord du périphérique, 2 lignes de métro, le chemin de fer, le canal, deux routes nationales.

Avec la S.E.M.I.P. ce sont des bureaux à vos mesures, des logements de qualité (1 %, locatif et accession), des hôtels, des commerces, l'aide à l'installation d'entreprises, des quartiers neufs, une qualité de vie.

Pleins de projets...

La S.E.M.I.P., Société d'Economie Mixte de la Ville de Pantin, Président Jacques ISABET, Maire.

Investissez à Pantin.

LA S.E.M.I.P.
48 44 50 66

18 rue Eugène et Marie-Louise Cornet 93500 PANTIN

PANTIN C'EST BIEN!

CONDAMNATION DE M. SERGE JULY, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION DU JOURNAL LIBÉRATION. Extrait des minutes du Greffe de la Cour d'Appel de Paris du 30 janvier 1986 à Paris. La Cour confirme le jugement du Tribunal de Paris en date du 26 juin 1985 en ce que celui-ci a déclaré M. Serge JULY, directeur de la publication de LIBÉRATION, coupable de la contrefaçon de l'art. 475-1 du Code de Procédure Pénale pour les faits exposés en première instance et en appel ; ORDONNE en outre, à titre de supplément de dommages-intérêts, la publication par extrait du présent arrêt qui se substituera au jugement, dans un journal au choix de M. ISABET et aux frais, à concurrence de 7000 F, de M. JULY ; CONDAMNE M. Serge JULY aux entiers dépens d'instance et d'appel, ceux d'appel étant liquidés à la somme de 243,88 F.

Le Monde

EN BELGIQUE, CINQ MOIS APRÈS SON SUCCÈS ÉLECTORAL

Le gouvernement Martens n'a toujours pas obtenu les pouvoirs spéciaux qu'il demande

De notre correspondant

Bruxelles. — La coalition au pouvoir depuis 1981 — un record ! — qui a reçu le 13 octobre dernier une approbation franche des électeurs, et qui, en plus, a sa tête un bonhomme, Wilfried Martens, aussi populaire en Flandre qu'en Wallonie... devra attendre le mois d'avril pour gouverner. Voilà le paradoxe qui caractérise aujourd'hui la situation politique belge.

« LE MONDE » ET QUATRE AUTRES GROUPES DE PRESSE CRÉENT PLURI-MUNICATION

L'audiovisuel subit des transformations profondes et rapides en France et en Europe. Cinq groupes de la presse quotidienne qui touchent plus de 8 millions de lecteurs ont décidé de mettre en commun leurs moyens pour faire face à ces mutations. Il s'agit du Monde, d'Ouest-France, de Sud-Ouest, de la Montagne et de la Nouvelle République.

Ces groupes viennent donc de créer la société Plurimunication, dont l'objectif est d'étudier les voies de la diversification en vue d'investir dans le secteur de la communication et, notamment, de l'audiovisuel.

La conseil d'administration de Plurimunication (composé de MM. André Fontaine, François-Régis Hutin, Jean-François Lemoine, René Borjeon et Jacques Saint-Cricq) a tenu sa première réunion le 11 mars 1986. M. André Fontaine a été désigné comme président de la société, et M. Antoine de Tarré a été nommé directeur général.

Bourse du matin

Forte reprise

Après leur vif recul du mardi 11 mars (-1,2 %), les treize valeurs cotées à la séance du mercredi matin 12 mars se sont inscrites en vive reprise (+2,8 %), en liaison avec la très forte hausse de New York. Les gains de 4 % à 6 % n'ont pas été rares, notamment Lafarge, Peugeot, Esso, L'Oréal, C. Bauquaire, et surtout les pétroles (Total et Elf-Aquitaine +6,5 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées

Indicateur de séance (%) : + 2,75

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	377,50	383	384
Agropar West	1250	1300	1300
Alcatel	610	618	623
Alstom	410,50	415	417
Banque Paribas	1111	1155	1160
Bouygues	1940	1950	1950
Bouygues	948	955	955
B.S.M.	3319	3460	3450
Camif	2280	2350	2380
Chargers S.A.	1125	1151	1156
Club Méditerranée	465	482	475
Danone	1051	1068	1065
S.F. Epilab	210,20	224	224
Esso	2310	2405	2412
Lafarge-Capelle	1000	1020	1040
L. Valentin S.A.	987	995	998
Michelin	2245	2430	2420
Mid (Caf)	5050	5150	5150
Mid-Hormestry	2102	2120	2130
Peugeot	780	810	810
Perinod-Ricard	3175	3320	3310
Pernod-Fr.	975	1020	995
Peugeot S.A.	850	880	885
Sanofi	656	681	690
Sources Pétrol	528	535	535
Télécom France	2850	3000	2950
Thomson C.S.S.	117	945	945
Total France	310	328	323
Veolia	2435	2500	2510
Veolia	580	584	586

A B C D E F G

A l'automne, la coalition au pouvoir remporte — excepté pour les libéraux flamands — un succès indéniable. On s'attend alors à la formation rapide d'un nouveau gouvernement. Las, il faudra patienter jusqu'en 28 novembre, pour que Wilfried Martens présente sa « nouvelle » équipe. A deux exceptions près, la même que précédemment. Entre-temps en effet, les partis au pouvoir ont mis au point un programme détaillé de gouvernement. Il faut ensuite mettre en place les différents pouvoirs régionaux, et surtout demander aux Chambres d'accorder les pouvoirs spéciaux au gouvernement.

La procédure traîne. Les élus de l'opposition socialiste — c'est de bonne guerre — font fléchir de tout bois pour la retarder. Même au sein de la coalition gouvernementale, certains renâclent. Le président de la Chambre, le libéral M. Defraigne, annonce ainsi qu'il ne votera pas les pouvoirs spéciaux. Saisi, le Conseil d'Etat demande une première fois au gouvernement de revoir sa copie. Bref, il faudra au mieux attendre le début du mois d'avril pour que « Martens IV » soit opérationnel. D'autant que le vice-premier ministre et ministre de la Justice, Jean Gol, est actuellement hospitalisé pour une méningite et ne reprendra ses activités qu'à l'issue des vacances de Pâques.

Certes, des décisions importantes ont été prises ces derniers mois, et des actions conséquentes ont été menées, notamment en matière de sécurité. Ainsi, les CCC — Cellules communistes combattantes — qui avaient signé un nombre important d'attentats en 1985, ont été décapités. Mais la politique de redressement économique, qui devait être la priorité absolue du gouvernement, est toujours à l'état de projet. Or le temps presse.

L'endettement

Le budget 1986 n'est toujours pas arrêté. Si la coalition socialiste-chrétienne-libérale a obtenu quelques succès non négligeables — ralentissement de l'inflation, arrêt de la progression du chômage, rééquilibrage des comptes extérieurs — elle n'a pas réussi, pour le moment, à soigner le mal endémique de l'économie belge : l'énorme déficit des finances publiques. Fin 1985, la dette extérieure du pays a ainsi dépassé pour la première fois le volume du produit national brut. La Belgique se situe entre l'Israël et l'Argentine sur la liste des pays les plus endettés au monde.

Pour tenter de revenir à une situation plus saine, le gouvernement doit engager un effort d'austérité. D'abord, en réduisant les dépenses publiques. D'où la nécessité, pour

éviter un tir de barrage des différents groupes de pression parlementaires, de recourir aux pouvoirs spéciaux. En s'attaquant aussi mais rien n'est encore clair pour le moment, au système de sécurité sociale.

Si la baisse du dollar et celle des prix du pétrole favorisent l'action du gouvernement, deux dossiers, en revanche, le gênent. En Flandre, tout d'abord, des aides financières substantielles devraient être apportées aux mines charbonnières du Limbourg si le gouvernement veut éviter une explosion sociale dans cette région, la plus frappée par le chômage.

En Wallonie, il appartient à la région flamande, et à elle seule, de financer ces aides.

En Wallonie, c'est la firme métallurgique Tubemeuse qui est sur la sellette. La Commission européenne estime en effet contraire au plan sidérurgique communautaire les aides que le gouvernement lui a accordées. Si cette entreprise ne rembourse pas ces subides, comme le demandent les experts européens, elle pourrait être condamnée. Quant à l'ensemble sidérurgique Cockerill-Sambre, il se trouve lui aussi dans une situation difficile.

Des divergences dans le gouvernement

Autre frein à l'action gouvernementale : les difficultés d'augmenter les recettes de l'Etat. La coalition s'est engagée à ne pas accentuer la pression fiscale. La fraude fiscale, qui s'apparente ici à un sport national, atténue à l'ampleur considérable. Les poursuites engagées contre l'ancien premier ministre Paul Van den Boeynants, comme contre certains diamantaires d'Anvers, ont montré un début de réaction des autorités.

Celles-ci auront toutefois fort à faire. Car, selon un expert de l'université de Bruxelles, environ 25 % du total des recettes fiscales prévues ne rentreront jamais dans les caisses de l'Etat.

Le gouvernement sera-t-il suffisamment fort et uni pour mener à bien cette politique ? Les compromis semblent difficiles à trouver, par exemple entre des libéraux flamands, purs produits de l'école de Chicago, et des sociaux-chrétiens, proches du syndicalisme. A l'intérieur du puissant CVP (le Parti social-chrétien flamand), les divergences se font de plus en plus nettes. Certains journaux proches de ce parti n'ont pas hésité à émettre le pas aux quotidiens de gauche pour dénoncer les liens qui existaient entre certains hommes politiques, libéraux, de la coalition et les dirigeants de la firme d'agents de change compromise dans le scandale financier des diamantaires d'Anvers.

LE MACINTOSH PLUS EST DISPONIBLE

CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre de la Micro Informatique Professionnelle.

- Un service "sur mesure" :
 - Livraison et installation.
 - Formation.
 - Maintenance sur site.
 - Choix de logiciels, périphériques et réseaux.
 - Financement adapté.
 - Prix compétitifs.

Venez découvrir chez nous cette merveilleuse machine ou contactez-nous pour une démonstration chez vous, dans votre bureau.



1024 K de mémoire extensible à 4096 K. Lecteur interne 800 K.

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

فكذا من الأصل

Sur le vif

Dans la peau

Vous êtes au courant ? Il y a des bruits qui circulent. Il se casse, Mitterrand. Pas plus tard que lundi prochain, il tire sa révérence. Il fait ses papiers et il laisse un foot, l'école de Gaulle, sur son bureau : l'Etat c'est moi. Je cohabite pas. Ils évoquent cette éventualité ce matin à la conférence des chefs. Moi, je rigolais dans mon coin. Pourquoi il partirait, mon Mimi ? Il est pas bien, là ? Si j'étais lui, j'installerais immédiatement Chirac à Matignon. Et chaque fois qu'il me tiendrait tête, Chirac, je le ferais chanter : Si vous faites pas ce que je vous dis, je démissionne. Vacances du pouvoir. Election présidentielle. Et qui c'est qui se retrouve à l'Elysée ? Ou Barre ou moi. Mais certainnement pas vous. C'est ça que vous voulez ? Non ? Alors, attention !

C'est vrai, il est gentil, Mitterrand. Quand il a dit l'autre soir à la télé qu'il passerait plus me voir à la maison qu'il aux élections, ça m'a fait gros cœur. Vexé, j'étais. Je me suis dit : il me boude ou quoi ? Non, je crois pas. Simplement, il reçoit plein d'amis, des gens bien plus rutilants que moi, Durand, Valérie Kaprisky, Renaud, François-Marie Banier, tout ça. Normal qu'il préfère causer avec eux plutôt qu'avec moi.

En plus, ce qu'il leur raconte, ils le gardent pas pour eux. Il y a en plein les journaux. Et c'est d'ailleurs intéressant. Ils lui ont demandé quand il a commencé à en rêver de faire président. Il a répondu qu'enfant il voulait être roi ou pape. Maintenant qu'il l'est, roi, il va pas y renoncer quand même !

Un qui l'aurait mauvaise, c'est son copain Jack (Lang). Après le mal qu'il s'est donné pour être plébiscité par toutes les célébrités qu'il a médiatisées et gardé son fauteuil, si l'autre le lui retire de dessous les fesses, son ego va en prendre un drôle de coup. Moi, ce qui me plaît chez Jack, c'est sa modestie, son peu de goût pour le pouvoir, son dédain de la pub, sa discrétion. Je l'adore, je suis sa groupie, j'ai même acheté sa blouse, vous savez, celle où c'est marqué : j'aime Jack Lang, une blouse en soie. 700 belles, elle m'a coûté. Je porte plus que ça au journal. Hier, au service étranger, ils m'ont taxé. Dis-donc, ils se foutent de ta gueule dans le « Spiegel ». Ils parlent de moi ? Non, ils parlent de ta gueule, il y a même une photo. Ils disent qu'elle est « hautain », ça signifie près de la peau. C'est pas vrai, moi, mon Jack, c'est dans la peau que je l'ai.

CLAUDE SARRAUTE.

En Suède

M. CARLSSON EST ÉLU PREMIER MINISTRE

Stockholm, (AFP). — M. Ingvar Carlsson, président du Parti social-démocrate suédois et chef de gouvernement par intérim, a été élu, mercredi matin 12 mars, premier ministre, en remplacement d'Olof Palme, assassiné le 28 février dernier.

Au cours d'un vote au Riksdag, la Chambre unique du Parlement, les 159 députés socialistes et les 19 députés communistes ont voté en sa faveur, les 171 élus des trois partis de l'opposition s'abstenant.

Agé de cinquante et un ans, M. Carlsson était auparavant vice-premier ministre et ministre de l'environnement.

On prévoit que le nouveau premier ministre annoncera dans les prochaines quarante-huit heures la composition d'un gouvernement constitué en majorité par les ministres en fonction sous Olof Palme.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89,9 Mhz)
à Lyon (100,3 Mhz)
à Bordeaux (101,2 Mhz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 Mhz)
à Lille (102,1 Mhz)
à Toulouse (88,6 Mhz)
à Caen (103,2 Mhz)
à Brive (90,9 Mhz)
à Saint-Etienne (96,6 Mhz)
à Montpellier (88,8 Mhz)
à Strasbourg (100,9 Mhz)
à Douai (97,1 Mhz)
à Valenciennes (97,1 Mhz)
à Lens (97,1 Mhz)

MERCREDI 12 MARS
19 heures - 19 h 30
Allô « le Monde »
47-20-52-97

OTAGES : que faire ?

avec EDWY PLENEL et FRANÇOIS KOCH

VENDREDI 14 MARS

CLAUDE CHABROL sera face au « Monde »

avec LAURENCE PIVOT et JACQUES SICLIER

Le numéro du « Monde » daté 12 mars 1986 a été tiré à 471 044 exemplaires

EN TOUTE OBJECTIVITÉ.

Tout comprendre sur l'économie française.

HATIER

A BEAUBOURG

Ouverture du Café viennois

Mardi soir, jour de fermeture du Centre Pompidou, à l'heure de l'apéro, s'est ouvert le Wiener Kaffeehaus, un « café viennois » qui permettra aux visiteurs de l'exposition de se replonger dans une atmosphère reconstruite de la capitale d'Autriche, ou bien de se réchauffer devant un chocolat et une Sachertorte après l'heure de grande obligation pour pouvoir accéder à l'exposition « Vienne 1880-1938 », qui fait le plein depuis son inauguration il y a un mois.

Outre les pâtisseries, confiseries, nées par un pâtissier viennois venu spécialement à Paris et servies par des garçons en smoking et nœud papillon, on pourra dans ce vrai café de cent soixante-dix places assister aux soirées viennoises (gratuites) du jeudi (la première, jeudi 13 mars, sera animée par Michel Cullin, ancien directeur du Centre culturel de Vienne, mais l'ex-chancelier Bruno Kreisky s'est décommandé), aux soirées littéraires (« A propos de Robert Musil » le vendredi 14), à des lectures (« Karl Kraus traduit et lu » par Roger Lewinter, le samedi 15). Des soirées théâtrales auront lieu à partir du 19 mars : les Derniers jours de l'humanité et Kraus (avec Philippe Adams, du 19 au 24 mars), puis Esquisses viennoises de Peter Altenberg (26 mars au 3 avril), Tango viennois de Peter Turrini (4 au 6 avril), Mademoiselle Else, d'Arthur Schnitzler (du 11 au 20).

Une librairie et une boutique

En face du café, s'est ouverte en même temps une librairie spécialisée qui propose aussi des objets viennois.

Plus de six mille volumes et revues, en langues française et étrangères, ont été réunis pour constituer une librairie entièrement consacrée à Vienne (art, architecture, cinéma, littérature, philosophie, psychanalyse, histoire, etc.). D'autre part, un choix d'objets réunit sur les modèles des Wiener Werkstätte (ateliers viennois 1903-1932) soit en vente pendant la durée de l'exposition, ou remarquait des faïences et des chaises dessinées par Josef Hoffmann, une table créée par Adolf Loos pour le Café Museum, ou, dans des prix plus modestes, un beau jeu de cartes dessiné par le musicien Schoenberg.

NICOLE ZAND.

LITRERIES CAPELOU

Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA
SIMMONS PIRELLI

37, Av. de la République 75001 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 MONT-PARMENTIER



LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? Roland Eveline a créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, une collection de prêt-à-porter. Pour le Printemps :

- costume flanelle légère (2400 F).
- costume peigné léger (2685 F).
- blazer (1435 F).
- imperméable anglais (2260 F).

ROLAND EVELINE
167, RUE SAINT HONORÉ 75001 PARIS TEL. (1) 42.60.42.26
(PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

A PARAITRE

le 30 avril 1986

LE CATALOGUE DE LOGICIELS

réserve aux établissements scolaires et collectivités sociétaires

camif
75045 MONT

La CAMIF a réalisé la distribution des logiciels et le catalogue INFORMATIQUE POUR TOUS.

une expansion galopante La correspondance "confidentielle"

par micro-ordinateur...

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des messages, c'est le rôle de MISSIVE, la messagerie électronique d'aujourd'hui. Grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

• ou MINTEL

Renseignements et documentation : F.C.R. - 124, rue Réaumur 75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

MISSIVE
MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE